

Rapport Annuel



BMCE BANK





Le Groupe BMCE Bank en 2008

Mot du Président	2
Groupe FinanceCom	4
Structure du Groupe BMCE Bank	6
Chiffres-clés 2008	9
Stratégie du Groupe BMCE Bank	11
Faits marquants 2008	13
Rating	14

BMCE Bank & Sa Gouvernance

Conseil d'Administration	16
Activité du Conseil d'Administration	18
Senior Management	20
Organigramme	22
Management à l'International	24
Management des Filiales au Maroc	25
Gouvernement d'entreprise	26

BMCE Bank & ses Actionnaires

Lettre aux actionnaires	32
Actionnariat	33
L'action BMCE Bank en Bourse	35
Politique de distribution des dividendes	37
Relations avec les investisseurs	37
Agenda de la communication financière	38

BMCE Bank & Son Environnement

BMCE Bank au Maroc

Retail Bank	48
Wholesale Bank au Maroc	60
Gouvernance et Développement Groupe	68
Remedial Management Groupe	76
Les Filiales Financières Spécialisées	78

Multinationalité Naissante de BMCE Bank

Medicapital Bank	82
Bank of Africa	84
La Congolaise de Banque	85
La Banque de Développement du Mali	86
BMCE Beijing	86

Gestion des Risques & Finances

Responsabilité Sociétale & Environnementale

Le Capital Humain	98
Fondation BMCE Bank	100
Actions Mécénales & Sociales	102

Rapport Financier

Rapport de Gestion du Conseil à l'Assemblée Générale	104
Résolutions	113
Rapports des Commissaires aux Comptes	114
Principes comptables	117
Comptes annuels agrégés	120
Comptes annuels Maroc	139
Comptes annuels de la Succursale de Paris	142
Comptes annuels de BMCE Bank, Banque Offshore	148
Etats de Synthèse Consolidés	153

Réseau de BMCE Bank à l'International

Filiales du Groupe BMCE Bank



Notre President



1959-2009

Dans le contexte actuel de célébration du Cinquantenaire de la création de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur par décret Royal, les performances commerciales et financières, au titre de l'exercice 2008, traduisent, au delà des chiffres, ce qu'une banque publique d'alors, celle des grandes entreprises et du commerce extérieur jusqu'en 1995, est devenue depuis sa privatisation.

BMCE Bank s'est érigée en Groupe bancaire, représentant une constellation d'entités et de métiers diversifiés, en eux-mêmes et de par leur domiciliation géographique, ici au Maroc, et ailleurs, au Nord de l'Afrique, en Afrique Subsaharienne, en Europe et en Asie.

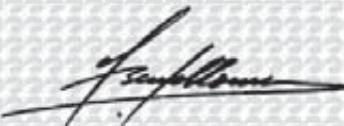
Le Groupe affiche un total bilan consolidé, en 2008, dépassant la barre des 150 milliards de dirhams, un PNB consolidé s'inscrivant en hausse de 41% à plus de 6 milliards de dirhams et un résultat net Groupe qui progresse de 46% à 1,4 milliard de dirhams.

Le Groupe BMCE Bank croît significativement au Maroc avec le déploiement d'efforts de bancarisation inédits dans l'histoire bancaire du pays : en 4 exercices (2005-2008) la Banque a ouvert davantage d'agences (270)

qu'en 45 ans pour atteindre aujourd'hui un effectif de plus de 500 Agences ! Des recrutements soutenus ont accompagné cette expansion du Réseau avec un millier de nouveaux collaborateurs ayant rejoint la Banque en 2 ans.

Le Groupe BMCE Bank affirme également sa «multi-nationalité» naissante avec l'assise de plusieurs enseignes fortes et respectées, que ce soit BMCE Bank, patiemment capitalisée en cinq décennies d'exercice et consolidée depuis sa privatisation, *MediCapital Bank*, de connotation méditerranéenne, ayant vocation d'être un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique, ou encore *Bank of Africa*, enseigne de portée continentale et fer de lance de la stratégie du Groupe en Afrique Subsaharienne.

A travers les investissements importants opérés, nous voulons réaffirmer toute la foi que nous avons dans l'avenir de l'économie marocaine et de son potentiel inépuisable de développement ainsi que dans l'avenir des pays qui en représentent le prolongement économique naturel et de racines partagées qu'est l'Afrique Subsaharienne.



Othman Benjelloun
Président Directeur Général

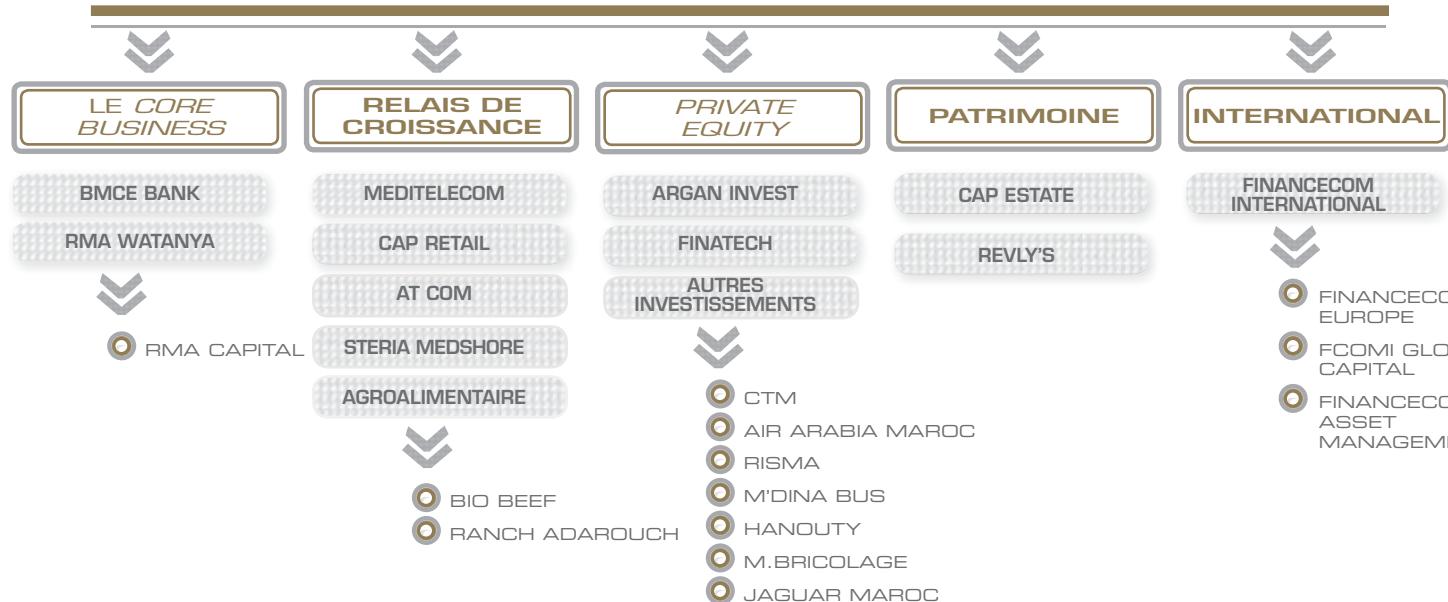


Appartenance au Groupe FinanceCom



FINANCECOM

Groupe leader régional résolument ouvert à l'international, FinanceCom intervient dans divers secteurs d'activités à fort potentiel de croissance conjuguant Banque, Assurance, Technologies, Media & Télécoms et Services.



» LE CORE BUSINESS

BMCE Bank : Banque universelle, 2^{ème} banque privée du Maroc avec des parts de marché de crédits et dépôts de 13,1% et 14,6%, respectivement.

RMA Watanya : Parmi les leaders de l'assurance au Maroc avec près de 21% de part de marché.

RMA Capital : Société de gestion de RMA WATANYA.

» RELAIS DE CROISSANCE

Méditel : 2^{ème} opérateur global de télécommunications au Royaume, avec près de 8 millions d'abonnés.

Cap Retail : Opérateur maghrébin de la distribution spécialisée et structurée autour de 5 segments : Équipements Maison et Personne, Luxe, Distribution Automobile, Loisirs & Restauration.

Steria Medshore : Joint Venture avec Steria, leader européen des métiers SSII dans la finance.

Atcom : Africa Teldis & Communication, opérateur de référence dans les secteurs des média et de la communication au Maroc et en Afrique (Mosaïk...)

Agroalimentaire : Ranch Adarouch, plus grand élevage d'Afrique de bovins et Bio Beef, 1^{er} abattoir aux normes européennes.

» PRIVATE EQUITY

Argan Invest : Pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom.

Finatech : Groupe marocain investi dans les Nouvelles Technologies de l'Information comprenant 18 sociétés, articulées autour des pôles Infrastructures & Réseaux, *Payment Systems & Security, Offshoring & IT services*, et *Innovation Technologies*.

Autres Investissements : CTM, Air Arabia Maroc, M'Dina Bus, RISMA, Hanouty Shop, M.Bricolage et Jaguar Maroc.

» PATRIMOINE FONCIER ET IMMOBILIER

Cap Estate : Filiale immobilière du Groupe au capital de 500 millions de dirhams.

Revly's : Société de financement touristique détenue à parts égales entre le Groupe FinanceCom et AMAN RESORT.

» INTERNATIONAL

FinanceCom Europe : Entité de support et de coordination stratégique des principales *Business Units* pour le développement international en Afrique, Moyen Orient et Europe.

FCOMI Global Capital : Fonds européen de gestion multi-stratégies.

FinanceCom Asset Management : Société de gestion de portefeuille couvrant les marchés des deux rives de la Méditerranée.

BMCE BANK

LE GROUPE BMCE BANK EN 2008



Structure du Groupe BMCE Bank



BMCE BANK

Créée en 1959 et privatisée en 1995, BMCE Bank, 2^{ème} banque privée au Maroc, se positionne en tant qu'acteur

ACTIVITES A L'INTERNATIONAL

MEDICAPITAL BANK 100%

Basée à Londres, MEDICAPITAL BANK fédère l'ensemble des activités de BMCE Bank à l'international de *Corporate Banking*, Banque d'Investissement et Marchés

CHIFFRES CLES 2008

Chiffre d'Affaires : **22 M€**, Capitaux Propres : **70 M€**, Effectif : **185**

BMCE INTERNATIONAL 100%

Basée à Madrid et détenue à 100% par le Groupe BMCE Bank, BMCE INTERNATIONAL est une Banque de droit espagnol créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux.

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **64,5 MDH**, RN: **28,8 MDH**, Effectif : **Près de 40**

BANK OF AFRICA 42,5%

Deuxième réseau de l'UEMOA, le Groupe BANK OF AFRICA, fondé en 1982 au Mali, est aujourd'hui présent dans 11 pays, à travers un réseau de banques commerciales et de sociétés financières dédiées au continent africain

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **163 M€**, RNPG : **26,4 M€**, Effectif : **2 375**

LA CONGOLAISE DE BANQUE 25%

LA CONGOLAISE DE BANQUE (LCB), créée en 2004 suite à la privatisation du Crédit pour l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce (CAIC), emploie plus de 200 collaborateurs répartis sur un réseau de 11 agences

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **185,7 MDH**, RN : **54,6 MDH**, Effectif : **205**

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI 27,38%

LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI (BDM) figure parmi les banques leaders du Mali, avec un réseau de 26 agences. BMCE Bank détient aujourd'hui 27,38% du capital de BDM-SA

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **230 MDH**, RN : **49 MDH**, Effectif : **392**

MAISON MERE

majeur du paysage bancaire sur les activités bancaires et para-bancaires, avec des ambitions régionales affirmées.

ACTIVITES DE BANQUE D'AFFAIRES

BMCE CAPITAL 100%

BMCE CAPITAL est la Banque d'Affaires du Groupe BMCE Bank. Elle a structuré ses activités par lignes de métiers spécialisées: Marchés des capitaux, Gestion d'actifs, Intermédiation boursière, Custody et Conseil

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **164,3 MDH**, RN : **-21 MDH**, Effectif : **144**

BMCE CAPITAL BOURSE 100%

Société d'intermédiation en Bourse du Groupe BMCE Bank, BMCE CAPITAL BOURSE a été créée en 1994. Acteur dynamique du marché marocain de l'Equity, elle détient une part de marché de 22%, se positionnant au deuxième rang des sociétés de bourse de la place

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **87,4 MDH**, RN : **43,1 MDH**, Effectif : **19**

BMCE CAPITAL GESTION 100%

Crée en 1995, BMCE CAPITAL GESTION est une filiale à 100% de BMCE Bank. Elle gère près de DH 17 milliards d'actifs, correspondant à une part de marché de 11%. La filiale Asset Management a obtenu en 2007 la notation M2 accordée par l'agence Fitch Ratings

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **74,6 MDH**, RN : **26,7 MDH**, Effectif : **25**

CASABLANCA FINANCE MARKETS 33,33%

Adossée à Casablanca Finance Group, Banque d'Affaires indépendante, CASABLANCA FINANCE MARKETS intervient sur le marché des titres négociables de la dette

CHIFFRES CLES 2008

Chiffre d'Affaires : **5,4 MDH**, RN : **1,9 MDH**

FILIALES FINANCIERES SPECIALISEES

SALAFIN 75%

Société de crédit à la consommation du Groupe BMCE Bank, SALAFIN a été créée en 1997 et introduite en bourse en 2007. Elle se positionne en tant qu'acteur de référence sur son marché

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **241 MDH**, RN : **101 MDH**, Effectif : **164**

MAGHREBAIL 35,9%

Créée en 1972, MAGHREBAIL compte parmi les leaders du secteur de crédit bail au Maroc, avec une part de marché de 18,4%

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **173,4 MDH**, RN : **71,6 MDH**, Effectif : **69**

MAROC FACTORING 100%

Créée en 1988 à l'initiative de BMCE Bank qui détient aujourd'hui 100% de son capital, la société MAROC FACTORING est pionnière de l'activité d'affacturage au Maroc

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **31,7 MDH**, RN : **10,4 MDH**, Effectif : **31**

EULER HERMES ACMAR 20%

Créée en 1994 à l'initiative de BMCE Bank et leader des sociétés d'assurance crédit, EULER HERMES ACMAR est une filiale d'EULER HERMES Group qui détient 55% de son capital

CHIFFRES CLES 2008

PNB : **59,8 MDH**, RN : **8,4 MDH**, Effectif : **40**

Chiffres Clés 2008

ACTIVITE CONSOLIDEE

	EUROS	2008 DOLLARS	DH	VAR % 08/07	2007 DH
DONNEES BILANTIELLES					
Actif					
Trésorerie Actif	778	1 088	8 762	8,4%	8 085
Actifs financiers évalués à la juste valeur	1 495	2 089	16 831	74,2%	9 663
Actifs financiers disponibles à la vente	124	173	1 397	37,6%	1 015
Prêts et créances sur les EDC et assimilés	1 917	2 680	21 586	9,5%	19 720
Prêts et créances sur la clientèle	7 613	10 641	85 709	45,3%	58 985
Placements détenus jusqu'à leur échéance	527	736	5 928	206,7%	1 933
Immeubles de placement	45	63	505	6,1%	476
Immobilisations corporelles	317	443	3 570	52,2%	2 346
Immobilisations incorporelles	49	68	548	104,5%	268
Ecarts d'acquisition	22	31	250	858,2%	26
Autres Actifs	477	667	5 375	49,3%	3 599
TOTAL ACTIF	13 364	18 679	150 461	41,8%	106 116
Passif					
Dettes envers les EDC et assimilés	1 123	1 570	12 647	38,3%	9 144
Dettes envers la clientèle	10 077	14 084	113 450	38,4%	81 969
Titres de créance émis	407	570	4 587	461,9%	816
Provisions	29	40	325	19,3%	273
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	369	516	4 156	314,5%	1 003
Capitaux propres	735	1 026	8 265	15,4%	7 160
Part du Groupe	494	690	5 557	-15,5%	6 579
Intérêts minoritaires	241	336	2 708	366%	581
Autres passifs	624	873	7 030	22,2%	5 751
TOTAL PASSIF	13 364	18 679	150 461	41,8%	106 116
EN MILLIONS					
DONNEES FINANCIERES					
Marge d'intérêt	366	512	4 125	63,7%	2 519
Marge sur commissions	102	143	1 150	40,6%	818
Résultat des activités de marché	45	62	503	-36,6%	793
Net divers	21	30	240	77,8%	135
Produit Net Bancaire	535	747	6 018	41,1%	4 265
Charges Générales d'Exploitation	317	443	3 570	52,9%	2 335
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29	41	332	71,5%	193
Résultat Brut d'Exploitation	188	263	2 117	21,9%	1 737
Coût du risque	8	11	89	-72,0%	318
Résultat d'Exploitation	180	252	2 028	43,0%	1 419
Résultat avant Impôt	187	262	2 110	46,5%	1 440
Impôt sur les résultats	60	84	673	48,7%	452
Résultat Net	128	178	1 437	45,5%	987
Intérêts minoritaires	54	75	607	351,5%	134
Résultat Net Part du Groupe	74	103	830	-2,6%	853
TAUX DE CONVERSION AU 31 DÉCEMBRE 2008 : EURO/DH : 11,258 DOLLAR/DH : 8,055	EN MILLIONS				

PRINCIPAUX RATIOS

Activité Consolidée	2008	VAR %	2007
RATIOS DE RENTABILITE			
ROE - IFRS	13,44%	+1,0p%	12,41%
ROA - IFRS	1,12%	+0,1p%	0,99%

Chiffres Clés 2008

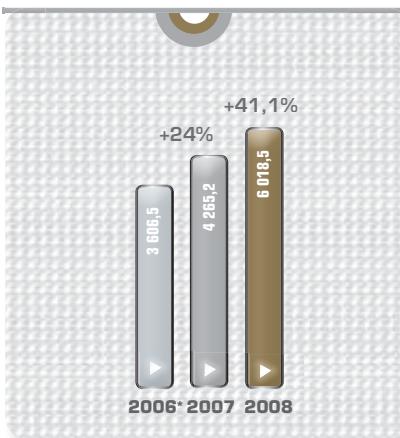
Résultat Net Consolidé



Résultat Net Consolidé du Groupe en hausse de 45,5% à plus de DH 1,4 milliards, suite à l'intégration de Bank of Africa dans le périmètre de consolidation.

Résultat Net Part du Groupe en léger recul de -2,6% à MDH 830,4 dans un contexte de (i) contre-performances boursières au Maroc et en Europe, (ii) de dotation aux provisions pour écart de conversion de la livre sterling, suite au transfert des activités de BMCE Paris à MediCapital Bank, (iii) d'investissements significatifs liés à la croissance et au développement du Groupe au Maroc - ouverture de 100 nouvelles agences - et à l'international - MediCapital Bank.

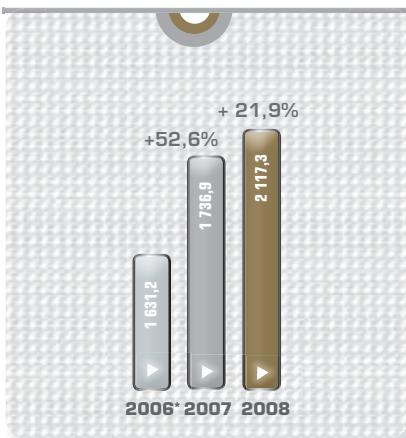
Produit Net Bancaire



Augmentation substantielle de +41,1% du PNB consolidé à DH 6 milliards, notamment grâce à la croissance de la marge d'intérêts de +63,7% et de la marge sur commissions de +40,6%.

* En norme PCEC

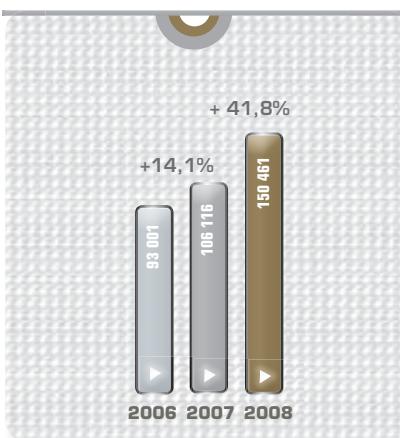
Résultat Brut d'Exploitation



Croissance de 21,9% du RBE à DH 2 117,3 millions à fin décembre 2008 contre DH 1 736,9 millions en 2007.

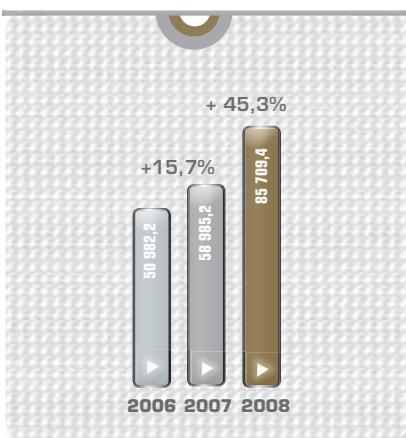
* En norme PCEC

Total Bilan



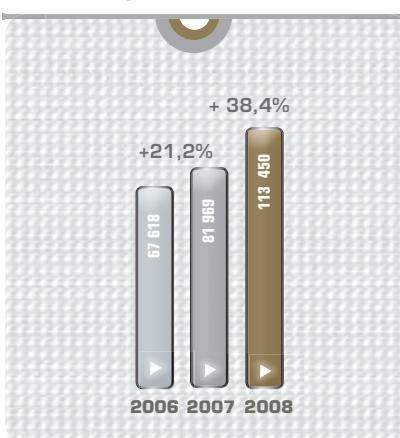
Hausse de +42% du Total Bilan du Groupe BMCE Bank, franchissant le seuil des DH 150 milliards contre DH 106,1 milliards en 2007.

Crédits à la clientèle



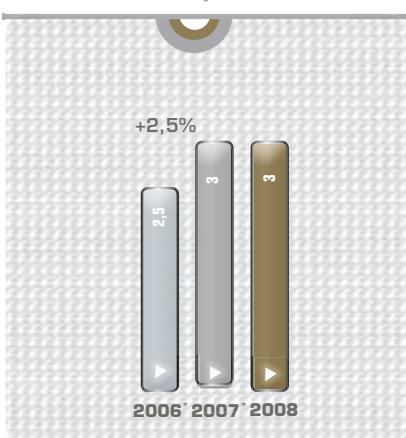
Progression des crédits à la clientèle de 45,3% à DH 85,7 milliards, contre DH 58,9 milliards en 2007.

Dépôts Clientèle



Augmentation des dépôts de la clientèle de 38,4% à DH 113,4 milliards en décembre 2008 contre DH 81,9 milliards en 2007.

Dividende par Action



Stabilité des dividendes à 3 DH par action, dans un contexte de poursuite de l'effort d'investissement avec le développement du réseau d'agences à l'international.

Chiffres Clés 2008

ACTIVITE AGREGEE

	EUROS	2008 DOLLARS	DH	VAR % 08/07	2007 DH
DONNEES BILANTIELLES					
Actif					
Trésorerie Actif	705	985	7 936	-0,6%	7 981
Créances sur les établissements de crédit	1 352	1 890	15 223	-19,1%	18 811
Créances sur la clientèle	5 257	7 347	59 181	18,9%	49 777
Titres de transaction et de placement	1 934	2 703	21 776	64,3%	13 254
Titres d'investissement	70	99	794	-0,7%	800
Titres de participation	311	434	3 500	55,4%	2 252
Immobilisations nettes	158	221	1 782	16,2%	1 534
Autres actifs	271	379	3 056	39,1%	2 197
TOTAL ACTIF	10 059	14 059	113 247	17,2%	96 605
Passif					
Dettes envers les établissements de crédits	501	700	5 639	9,2%	5 163
Dépôts de la clientèle	7 917	11 065	89 124	12,4%	79 313
Titres de créance émis	232	324	2 610		
Provisions pour risques & charges	20	28	228	65,8%	138
Provisions réglementées	22	31	247	-30,3%	355
Dettes subordonnées	347	485	3 909	289,9%	1 003
Capitaux propres	691	965	7 775	4,6%	7 435
Autres Passifs	330	461	3 715	16,1%	3 200
TOTAL PASSIF	10 059	14 059	113 247	17,2%	96 605
EN MILLIONS					
DONNEES FINANCIERES					
Marge d'intérêt	179	250	2 011	4,3%	1 928
Marge sur commissions	53	74	594	8,9%	545
Résultat des opérations de marché	26	37	294	-74,4%	1 151
Net divers	2	3	26	-45,5%	47
Produit Net Bancaire	260	363	2 925	-20,3%	3 672
Résultat des opérations sur immobilisations financières	18	26	206	-67,0%	623
Produits nets d'exploitation non bancaire	5	7	54	-36,9%	86
Charges générales d'exploitation	193	270	2 178	11,0%	1 963
Résultat Brut d'Exploitation	89	125	1 007	-58,3%	2 417
Dotations nettes aux provisions			-1	-100,2%	635
Résultat non courant	13	18	148		
Impôts sur les résultats	31	43	347	-38,6%	566
Résultat Net	72	100	807	-33,7%	1 216

TAUX DE CONVERSION AU 31 DÉCEMBRE 2007 : EURO/DH : 11,258 DOLLAR/DH : 8,055

EN MILLIONS

PRINCIPAUX RATIOS

Activité Agrégée	2008	VAR%	2007
Ratios de Gestion des Risques			
Taux de couverture des créances en souffrance par provisions			
	77,9%	-9p%	86,9%
Taux de contentieux	4,06%	-0,4p%	4,47%
Ratios d'Activité			
Coefficient d'exploitation*	74,5%	+8,5p%	66,0%
Crédits/Dépôts	66,4%	+3,6p%	62,8%
Marge d'intermédiation	3,0%	-0,3p%	3,3%
Ratios de Rentabilité			
ROE	11,4%	-7,9p%	19,3%
ROA	0,8%	-0,6p%	1,4%*

* HORS PLUS-VALUES EXCEPTIONNELLES GÉNÉRÉES DE LA CESSION DE 5% DU CAPITAL A CAJA MEDITERRANEO PAR LE PROGRAMME DE RACHAT

Deuxième banque privée du Royaume et institution phare dans le paysage bancaire national et régional, BMCE Bank s'est résolument engagée dans une dynamique de croissance, tant au Maroc qu'à l'international, prônant des valeurs fortes et partagées d'excellence, de proximité, de transfert de savoir-faire, de transparence et de citoyenneté.

Accélération de la Croissance du Groupe au Maroc

Dans un contexte de développement de plus en plus soutenu du secteur privé marocain et plus généralement de l'économie, BMCE Bank continuera de répondre judicieusement à une demande croissante de services financiers et de financements en articulant sa stratégie au Maroc autour de plusieurs axes spécifiques.

● **BMCE Bank a choisi de renforcer la croissance du segment des particuliers et MRE** en misant sur une accélération de son développement interne à travers un programme d'extension du réseau de distribution. Oeuvrant en faveur de la bancarisation du pays, ce programme a déjà permis l'ouverture d'une centaine d'agences en 2008, et de plus de 270 en l'espace de 4 ans.

Cette accélération de croissance passera également par la motivation de la force commerciale via la mise en place de mécanismes innovants de rémunération et d'actions de formation à travers BMCE Academy, véritable vecteur de promotion de compétences.

L'offre de produits et services a également vocation à se développer, guidée par une connaissance approfondie des besoins et des exigences de la clientèle.

La dynamisation de l'activité MRE peut, quant à elle, compter sur un large réseau de bureaux de représentation à l'étranger, une stratégie commerciale ciblée et des accords de collaboration porteurs avec des partenaires de premier plan. De nombreuses synergies avec les entités de la Banque, du Groupe ainsi qu'avec les actionnaires étrangers de référence viennent de même renforcer la croissance de BMCE Bank sur le segment MRE.

● **Répondre à une demande croissante de services financiers et de financements passe également par le développement du marché «Entreprises et PME».**

Dans cette perspective, des centres d'affaires spécialisés dans la gestion de la clientèle sont créés. BMCE Bank prévoit également de continuer de déployer une démarche de conseil accompagnée par une offre com-

plète et évolutive de produits et services. Par ailleurs, l'activité commerciale est dynamisée grâce à une approche différenciée par segment et par la mise en œuvre d'un Système d'Information entreprises. Enfin, la gestion des risques est optimisée par la création d'outils spécifiquement dédiés.

● **BMCE Bank prévoit également de renforcer son positionnement sur le marché Corporate** en capitalisant sur une expertise et un dynamisme reconnus dans le domaine des financements de projets tout en améliorant la qualité des revenus via le développement d'activités génératrices de commissions. D'autre part, une offre de solutions à forte valeur ajoutée permet une approche commerciale plus offensive. Dans cette perspective, BMCE Bank s'inscrit dans une démarche d'intensification du *cross-selling* sous l'impulsion de synergies intragroupe. La mise en place de relais de développement commercial à travers des partenariats avec des institutions bancaires et financières internationales participe également au renforcement du positionnement de BMCE Bank sur le marché.

● **Enfin, la croissance du Groupe sur le marché marocain s'appuie sur une consolidation du leadership sur les métiers de banque d'affaires.**

Pour ce faire, BMCE Bank compte maintenir son image d'acteur de référence en *Corporate & Investment Banking* tout en poursuivant un développement soutenu de sa culture d'innovation financière et d'offres de produits toujours plus sophistiqués et adaptés. L'amplification accrue des synergies entre les lignes métiers de BMCE Capital, BMCE Corporate Bank et la Retail Bank de BMCE Bank participe également de cet effort de développement.



BMCE Bank Un Groupe Résolument Tourné vers l'International

BMCE Bank fut la première banque marocaine à ouvrir une agence à Paris en 1972. Forte de sa vocation historiquement tournée vers le commerce extérieur, elle s'est très tôt ouverte sur le marché international avec une présence renforcée en Europe.

Le Groupe BMCE Bank, d'ores et déjà présent dans 15 pays africains, ambitionne de devenir un acteur financier national, régional et continental de référence avec une couverture géographique étendue sur la majeure partie de l'Afrique à l'horizon 2015, grâce notamment à l'acquisition de la majorité du capital de la BOA.

Ce partenariat stratégique garantit une présence du Groupe sur des marchés à forts potentiels, notamment en Afrique Subsaharienne. C'est également l'opportunité de mettre en commun les compétences et les moyens nécessaires pour une plus grande création de richesse. Le savoir-faire de BMCE Bank dans les métiers bancaires et sa solide notoriété sur le continent africain offre l'opportunité de transposer ses *business models* dans les régions africaines.

Par ailleurs, BMCE Bank a créé une filiale basée à Londres, MediCapital Bank, dont l'objectif est de fédérer l'ensemble des activités de BMCE Bank à l'international dans le *corporate banking* et la banque d'investissement. Seule banque maghrebine présente sur la City, MediCapital Bank a obtenu en mai 2007 l'autorisation d'exercer par l'autorité britannique de régulation des marchés financiers (FSA). Ce feu vert lui permet d'opérer non seulement dans les métiers de la banque commerciale et des activités de conseil mais aussi dans les marchés financiers. Fort de cet acquis, le Groupe peut désormais fournir aux investisseurs internationaux un accès direct aux opportunités d'investissements en Afrique à travers une offre diversifiée de produits et services mais aussi aux entreprises africaines un accès plus large aux marchés des capitaux internationaux.

En d'autres termes, le rôle de MediCapital Bank dans la stratégie africaine de BMCE Bank est (i) de permettre aux opérateurs africains d'avoir accès au marché international des capitaux pour financer leurs projets d'investissement et de développement et (ii) d'introduire les investisseurs étrangers sur le continent africain.

Faits Marquants 2008

- Renforcement de la participation du CIC dans le tour de table BMCE Bank, dont le pourcentage de détention passe de 10% à 19,94%
- Renforcement dans le capital de Bank of Africa de 35% à 42,5%
- Poursuite du programme d'ouverture d'agences avec 100 nouvelles agences en 2008 et de 2 centres d'affaires dédiés aux entreprises
- Lancement d'une vingtaine de nouveaux produits et services notamment les cartes prépayées s'adressant prioritairement aux non bancarisés
- Renforcement des fonds propres avec l'émission de :
 - Un emprunt obligataire subordonné d'un montant de DH 1 milliard sur 10 ans auprès d'institutionnels marocains de renom
 - Une dette subordonnée perpétuelle auprès de la Société Financière Internationale pour un montant de EUR 70 millions, représentant une première au Maroc
 - Une dette subordonnée auprès de Proparco de EUR 50 millions
 - Un emprunt obligataire subordonné perpétuel d'un montant de DH 1 milliard
- Diversification des sources de financement de l'activité bancaire par l'émission de certificats de dépôt pour un montant de DH 2,5 milliards au 31 décembre 2008
- BMCE Bank primée, pour la 6ème fois depuis 2000, «Banque de l'Année 2008 au Maroc» par *The Banker Magazine*
- BMCE Academy récompensée par le jury des trophées ORGA CONSULTANTS, pour la qualité de son dispositif apprenant, notamment ses actions en matière de capitalisation, de transfert et de partage des connaissances
- Certification ISO 9001, pour la première fois au Maroc, des activités de la Salle des Marchés de BMCE Capital et, d'autre part, des activités de bancassurance, conjointement avec RMA Watanya
- Obtention par BMCE Bank, pour la 4ème année consécutive, du titre «Euro STP Excellence Award» attribué par Deutsche Bank et du titre «Best STP Bank in Morocco» par Wachovia Bank
- Fonds FCP Capital Monétaire primé meilleur fonds monétaire de la place, lors de l'*Asset Management Trophy*
- Première publication des résultats annuels selon les normes IFRS



Perspectives

Consolidation de la dynamique de croissance du Groupe BMCE Bank en 2009 aussi bien au Maroc qu'à l'international, notamment grâce à :

- La poursuite du programme d'extension du réseau de distribution au Maroc
- La dynamique commerciale insufflée par le développement des activités des diverses lignes de métier du Groupe (*Retail Bank, Wholesale Bank, Filiales Financières Spécialisées*)
- La contribution croissante attendue des filiales africaines, principalement portée par *Bank of Africa*, dans les résultats du Groupe

Rating de BMCE Bank

BMCE Bank

CAPITAL INTELLIGENCE	STANDARD & POOR'S	MOODY'S	FITCH RATINGS
MARS 2009 SOLIDITE FINANCIERE : BBB SUPPORT : 3 PERSPECTIVES : STABLE	FEVRIER 2009 BBPI	AOUT 2008 DEPOTS BANCAIRES EN DH : BAA1/P2 (INVESTMENT GRADE) DEPOTS BANCAIRES EN DEVISES : BA2/NP SOLIDITE FINANCIERE : D+	JUILLET 2008 SOUTIEN : 3

BMCE Capital Gestion

FITCH RATINGS
AM2 MOR

BMCE BANK

BMCE BANK ET SA GOUVERNANCE



Geosciences



Othman
BENJELLOUN



Michel
LUCAS



Mario
MOSQUEIRA DO AMARAL



David
SURATGAR



Roberto
LOPEZ ABAD



Azeddine
GUESSOUS



Zouheir
BENSAÏD



Adil
DOUIRI



Jaloul
AYED



Mamoun
BELGHITI



Brahim
BENJELLOUN - TOUIMI



Mohamed
BENNANI



Amine
BOUABID

Othman BENJELLOUN
Président Directeur Général

1959-2009
BFCM (Holding du Groupe Crédit Mutuel /CIC)
Représentée par Michel LUCAS

BANCO ESPIRITO SANTO
Représentée par Mario MOSQUEIRA DO AMARAL

CAJA MEDITERRANEO
Représentée par Roberto LOPEZ ABAD

David SURATGAR

FINANCECOM
Représentée par Zouheir BENSAÏD

RMA WATANYA
Représentée par Azeddine GUESSOUS

Adil DOUIRI

Amine BOUABID

Jaloul AYED
Administrateur Directeur Général Délégué

Mamoun BELGHITI
Administrateur Directeur Général Délégué

Brahim BENJELLOUN - TOUIMI
Administrateur Directeur Général Délégué

Mohamed BENNANI
Administrateur Directeur Général Délégué



Activité du Conseil d'Administration

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est régi par un Règlement Intérieur, conforme aux dispositions de la Directive de Bank Al-Maghrib et des meilleures pratiques de bonne gouvernance. Validé lors de la séance du 25 septembre 2008, le Règlement Intérieur recense les règles régissant la composition et les missions du CA, son mode de fonctionnement et les mandats spéciaux. Il intègre notamment les nouvelles dispositions prises par la Banque en termes, *inter alia*, de mise en place de nouveaux comités spécialisés, d'évaluation du Conseil d'Administration et de ses Comités Spécialisés, de mise à disposition des Administrateurs de programmes de formation liés à des thématiques relevant de leurs prérogatives.

Ce règlement intérieur est complété d'une Charte de l'Administrateur qui précise les droits et obligations, en termes de mission, d'indépendance, de diligence, de déontologie des opérations de bourse, de respect des prescriptions légales, de conflits d'intérêt, de secret professionnel et de loyauté. Tous les membres du CA adhèrent de facto aux principes fédérateurs.

Extrait du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration : Missions du Conseil d'Administration

La mission première du Conseil d'Administration est de maintenir un équilibre entre les intérêts des actionnaires et les perspectives de croissance, de création de valeur à long terme et de protection des déposants. Cette mission repose sur deux éléments fondamentaux : la prise de décision et la surveillance. La fonction de prise de décision comporte l'élaboration, de concert avec la Direction Générale, de politiques fondamentales et d'objectifs stratégiques ainsi que l'approbation de certaines décisions importantes. La fonction de surveillance a trait à l'examen des décisions de la Direction Générale, à la conformité des systèmes et des contrôles et à la mise en œuvre de politiques.

Le Conseil d'Administration remplit une quadruple mission. Il définit la stratégie de l'entreprise, désigne les mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise dans le cadre de cette stratégie, choisit le mode d'organisation, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information soumise aux Actionnaires ainsi qu'au marché, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes. Le Conseil d'Administration est donc responsable des missions suivantes :

- Processus de planification stratégique
- Détermination et gestion des risques
- Contrôle interne
- Gouvernance

Le Conseil d'Administration doit autoriser toutes opérations significatives se situant en dehors de la stratégie qu'il a arrêtée. Sont soumis à son autorisation préalable :

- Les opérations externes d'acquisition ou de cession ;
- Les opérations de restructuration interne ;
- Les limites de délégation des risques fixées pour la Direction Générale ainsi que toute transaction qui dépasse les pouvoirs délégués ;
- Tous les cas d'autorisation préalable du Conseil, prévus par les lois et les règlements.

Activité du Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Selon les statuts de la Banque, «le Conseil d'Administration est composé de six membres au moins et de quinze membres au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée Générale».

Actuellement, sur les quinze membres possibles du Conseil, huit sont des Administrateurs non dirigeants, cinq des Administrateurs dirigeants de BMCE Bank, et 2 sièges sont vacants.

Au cours de l'année 2008, M. Adil DOURI, personnalité éminente du monde financier, a été nommé, *intuitu personae*, Administrateur de BMCE Bank.

De même, M. Azzedine GUSSOUS a été nommé Administrateur représentant de RMA WATANYA, et non plus en tant que *intuitu personae*.

Le mandat d'Administrateur du CIC en la personne de son Président de Directoire, M. Michel LUCAS a été renouvelé ainsi que celui de FinanceCom, représentée par son Vice Président Directeur Général, Zouheir BENSAÏD.

Par ailleurs, le mandat de Monsieur Jürgen LEMMER a expiré lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

L'Assemblée Générale a approuvé la cooptation de la CAJA MEDITERRANEO, en qualité d'Administrateur indépendant selon les critères de Bank Al-Maghrib, représentée par Monsieur Roberto LOPEZ ABAÙ, Directeur Général, représentant permanent et ce, pour un mandat de 6 exercices venant à expiration lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

L'activité du Conseil d'Administration en 2008

Le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises en 2008 dont trois fois sur convocation exceptionnelle et ce, afin de :

- Autoriser l'émission d'un emprunt subordonné de Euro 70 millions réservé à la SFI et fixer ses modalités, ainsi que celle d'un deuxième emprunt subordonné de Euro 50 millions réservé à la PROPARCO ;
- Décider de l'émission de certificats de dépôts pour un montant global de DH 10 milliards ;
- Autoriser l'émission d'un emprunt subordonné à durée indéterminée de DH 2 milliards ;
- Autoriser l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant global de DH 5 milliards ;
- Décider de la réduction du nominal de l'action de BMCE Bank pour le porter de 100 dirhams à 10 dirhams par action ainsi que la modification de l'article 6 des statuts.

Outre les délibérations et décisions mises à l'ordre du jour de ses séances en application des lois et

règlements en vigueur, les travaux du Conseil d'Administration ont notamment porté sur les questions suivantes :

- Examen de l'activité, résultats & prévisions de la Banque;
- Arrêté des comptes et proposition d'affectation du bénéfice;
- Examen des rapports de synthèse du Comité d'Audit et de Contrôle Interne;
- Autorisation des conventions réglementées;
- Renouvellement du programme de rachat;
- Mise à jour des statuts de la Banque;
- Démission, cooptation d'Administrateur ou renouvellement de mandat;
- Renouvellement de mandat et nomination des Commissaires aux Comptes.

La participation moyenne aux séances du Conseil d'Administration a été de 98,6%.

» Jaloul Ayed

Administrateur Directeur Général Délégué en charge de la Wholesale Bank



«Dans un contexte 2008 marqué par de fortes turbulences et mutations sur les marchés internationaux, la Wholesale Bank a su saisir des opportunités triées sur le volet. BMCE Capital, en fêtant ses dix ans, a poursuivi le développement d'offres de produits et de services innovants, BMCE Corporate Bank a continué de soutenir des projets d'investissements ambitieux et MedCapital Bank s'est positionnée, sur la City, comme acteur de référence pour la couverture du marché africain».

Avant d'intégrer le Groupe BMCE Bank en 1998, M. Jaloul AYED a passé 18 ans de sa carrière au sein de Citibank. De 1990 à 1995, il a été Administrateur Délégué de Citibank Maghreb à Casablanca, et Citicorp / Citibank Country Corporate Officer pour le Maroc.

En 1996, il a rejoint les bureaux de Citicorp International Ltd à Londres, au sein des Marchés de Capitaux, où il avait des responsabilités en tant que Senior Banker dans la division des financements pour l'Europe, l'Afrique, et le Moyen-Orient.

Depuis son intégration au Groupe BMCE Bank, M. AYED a érigé le pôle banque d'affaires du Groupe, BMCE Capital, dont il assure la Présidence du Directoire. Il a lancé en 2003 les premières opérations de BMCE Capital en Afrique de l'Ouest et du Centre en créant une première filiale à Da-

kar, et récemment au Cameroun. En 2006, BMCE Capital a inauguré AXIS Capital en Tunisie. M. AYED a conduit le chantier de création d'une filiale bancaire de BMCE Bank à Londres, MediCapital Bank, qui a obtenu l'autorisation du Financial Services Authority en mai 2007; M. AYED assure la vice-présidence de cette filiale.

M. Jaloul AYED est également Président du Comité de Direction Générale de BMCE Bank depuis 2002, et Directeur Général en charge de la Banque Corporate et d'Investissement ainsi que des activités internationales de BMCE Bank. Il a été nommé Administrateur Directeur Général de la Banque en mars 2004.

Lauréat de l'université du Maryland, USA, où il a obtenu son Master en Economie en 1979, M. AYED est marié et père de trois enfants.

» Mamoun Belghiti

Administrateur Directeur Général Délégué en charge du Pôle Remedial Management Groupe



«En misant sur l'activité de Remedial Management en tant que levier complémentaire de performance, BMCE Bank continue de récolter les fruits d'une stratégie novatrice et gagnante. Cette année a vu l'amélioration des réalisations, soutenue par la motivation du capital humain et sous-tendue par des process optimisés de gestion».

M. Mamoun BELGHITI est Administrateur Directeur Général Délégué en charge du Pôle Remedial Management Groupe.

Monsieur Mamoun BELGHITI a débuté sa carrière en 1972 au sein des Services Généraux puis à la Direction de l'Inspection. Il s'est vu confier, en 1981, la responsabilité de la Direction Crédit et Trésorerie et, en 1991, celle de la Direction de l'Investissement et du Crédit. A ce titre, M. BELGHITI a négocié au nom de la Banque plusieurs lignes de crédit notamment avec la Banque Mondiale, la SFI, le FMI, la BAD et la BEI.

Dès 1996, il prend en charge la Direction des Affaires Financières, où il participe activement à la mise en place du plan stratégique de développement et à la réorganisation de la Banque. Durant la même année, il participera, aux côtés du Président et d'autres cadres supérieurs, à l'opération GDR qui a permis à BMCE Bank d'augmenter son capital à travers les marchés interna-

tiaux de capitaux. Durant ce même exercice, M. BELGHITI est promu au poste de Directeur Général Adjoint.

En février 1998, il est nommé au poste de Directeur Général en charge aussi bien de la Direction des Affaires Financières que de la Banque du Réseau Maroc. En avril 2002, il accède au titre de Conseiller Principal du Président en charge notamment de la représentation de la Banque auprès des Institutions Nationales et Internationales ainsi que des relations avec les autorités monétaires. Il siège, par ailleurs, dans les instances où la Banque est actionnaire.

En mars 2004, M. BELGHITI est coopté Administrateur Directeur Général. Depuis cette date, il a la responsabilité du Pôle Remedial Management Groupe.

Il compte également, à son actif, de nombreux séminaires dont il a assuré l'animation aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Né en 1948, M. BELGHITI est marié et père de deux enfants.



Brahim Benjelloun-Touimi

Administrateur Directeur Général Délégué
en charge du Pôle Gouvernance et Développement Groupe

«La forte croissance des activités du Groupe BMCE Bank, tant au Maroc qu'à l'international, continue d'être soutenue par la valorisation constante du capital humain et la poursuite de l'optimisation des processus et de la modernisation des plateformes technologiques. Ces développements ont également favorisé, au sein de la Banque l'émergence de réseaux d'intelligence collective et ce, au service de l'amélioration de la qualité de service et de la création de valeur».

M. Brahim Benjelloun-Touimi est Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank. Il est plus particulièrement en charge du Pôle Gouvernance et Développement Groupe. Il est également le Secrétaire du Conseil d'Administration de la Banque.

Ayant rejoint BMCE Bank en 1990, son parcours a notamment été marqué par la mise en place, à travers des filiales dédiées, des activités d'intermédiation boursière et de gestion d'actifs, ainsi que par la création des premiers OPCVM de la Bourse de Casablanca.

Au titre de ses fonctions au sein de la Banque, il est Administrateur de Bank of Africa Kenya, de même qu'il est Président du Conseil de Surveillance d'Eurafric Information - une joint venture spécialisée dans le domaine technologique, créée par BMCE Bank, RMA Watanya, et le Groupe Crédit Mutuel-CIC.

Membre du Conseil d'Administration d'Euro Information en France, filiale technologique du Groupe Crédit Mutuel, M. Benjelloun-Touimi préside le Conseil d'Administration de plusieurs fi-

liales technologiques du Groupe BMCE Bank (GNS, EMAT, F2S).

Administrateur de la Fondation BMCE Bank et d'autres ONG à caractère éducatif, il est Président de PlaNet Finance Maroc, Organisation de Solidarité Internationale dédiée au développement de la Micro Finance ainsi que Président de l'Association Nationale des sociétés Marocaines par Actions (ANMA).

M. Brahim Benjelloun-Touimi est Docteur en Monnaie, Finance et Banque de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Au cours de son cycle de Doctorat, il avait été sélectionné par le FMI pour conduire des recherches sur le système financier d'un de ses pays membres. Il a débuté sa carrière sur les marchés financiers en France et a assumé la responsabilité de la recherche au sein de la Salle des Marchés d'une grande banque d'affaires française.

Né en 1960, M. Benjelloun-Touimi est marié et père de trois enfants.



Mohamed Bennani

Administrateur Directeur Général Délégué
en charge de la Retail Bank



«Les performances de la Retail Bank et sa notoriété renforcée reflètent la stratégie gagnante menée par BMCE Bank sur ses différents marchés de clientèles. 2008 s'est caractérisée par une dynamique très positive, portée par un réseau bancaire dont la taille a doublé en l'espace de quatre ans et une offre de produits et services enrichie et mieux ciblée».

M. Mohamed BENNANI est Administrateur Directeur Général Délégué en charge de la Retail Bank.

En 1997, il a pris en charge la Banque de l'International.

De 1993 à 1997, M. BENNANI assura la Direction Générale de BMCE International Madrid, banque de droit espagnol, créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux.

En 1989, il fut détaché auprès de la Banque de Développement du Mali pour en assurer le redressement avec l'appui des Institutions Financières Internationales et des Institutions Régionales.

De 1976 à 1988, M. BENNANI était en charge des activités internationales et du financement des exportations dans la région du Moyen-Orient et en France, au sein du Département International de la BMCE.

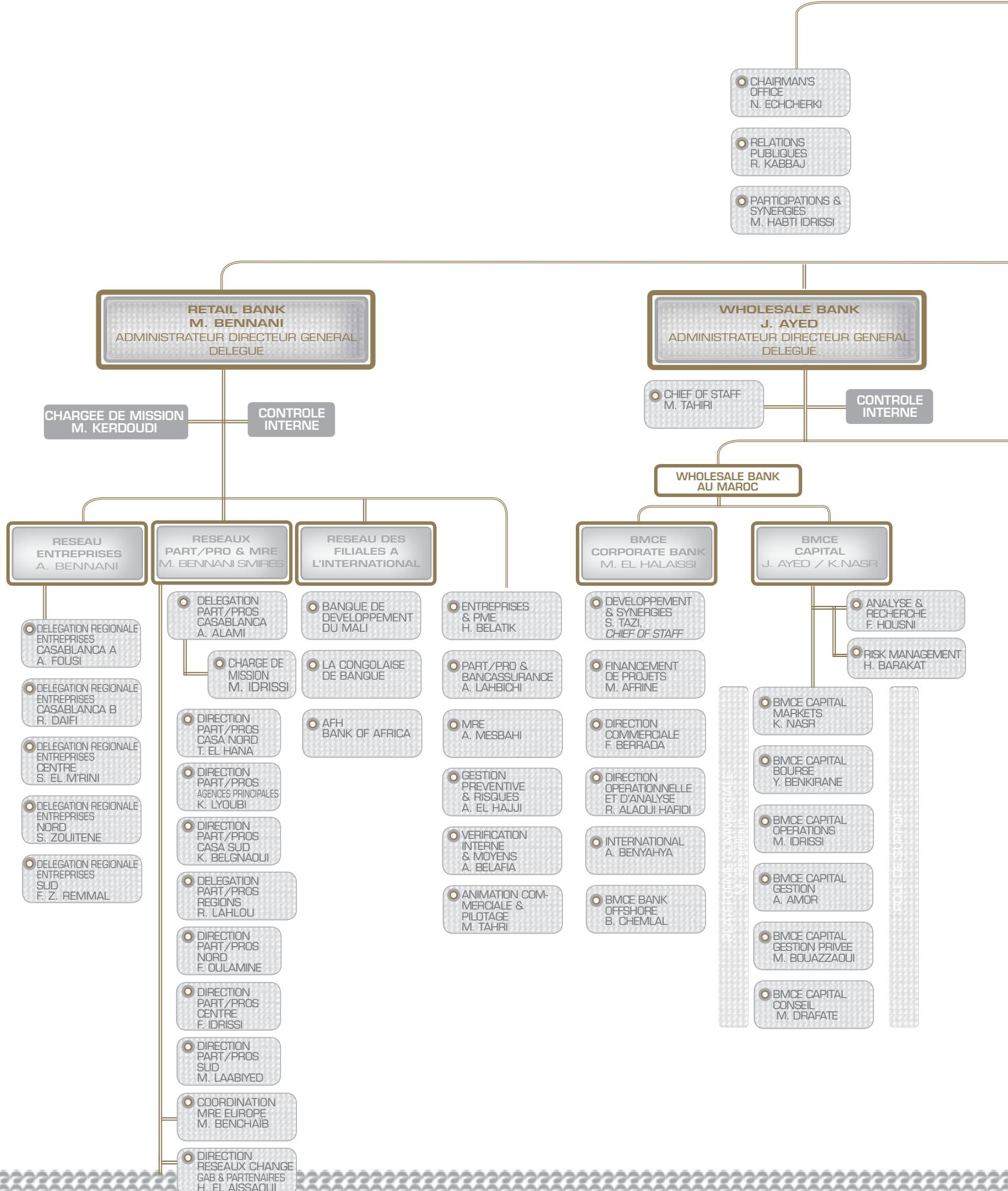
De 1974 à 1976, il avait assumé la responsabilité du Bureau de Représentation de la Banque à Beyrouth pour le Moyen-Orient et les pays du Golfe.

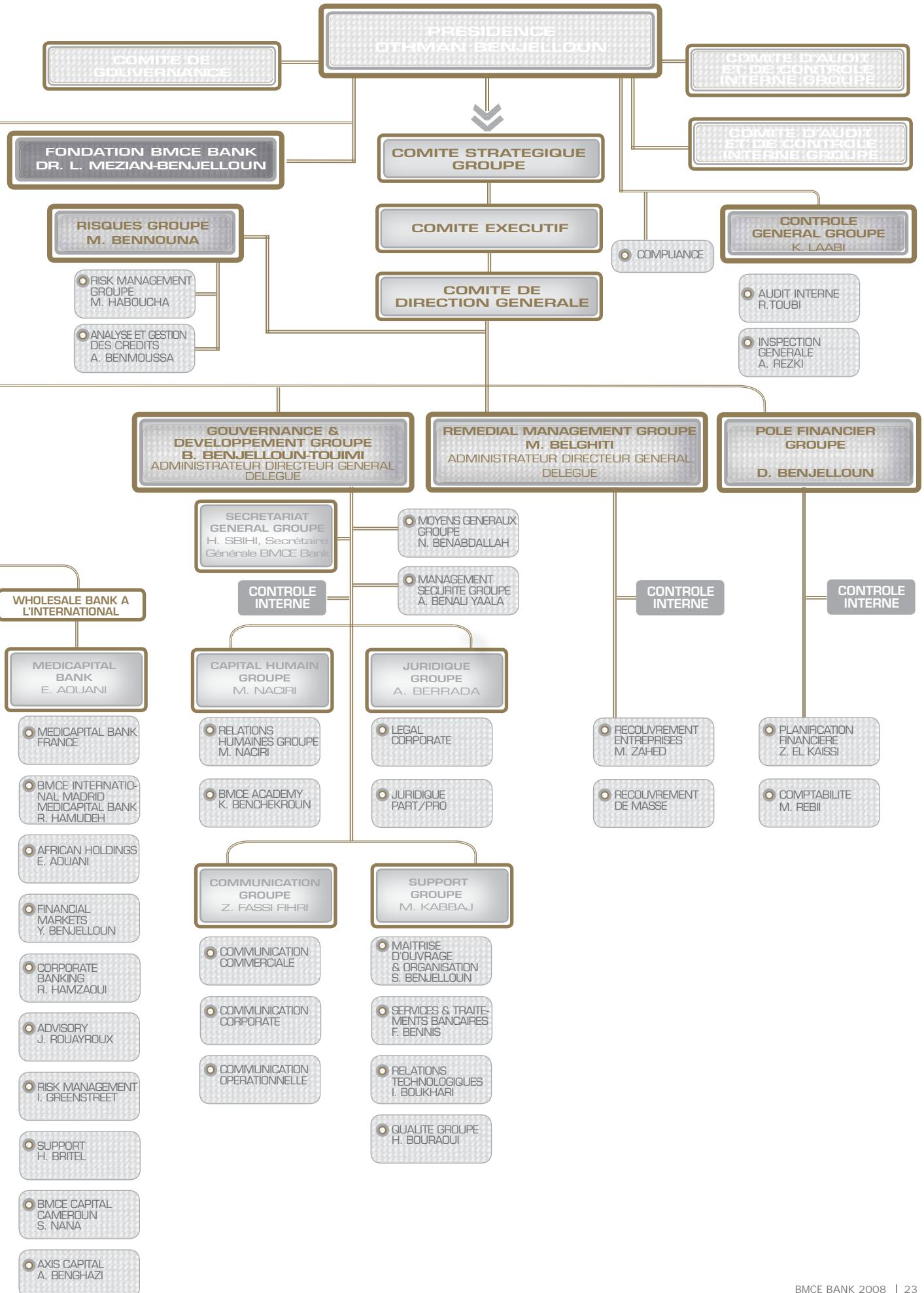
Il est titulaire d'une Licence en Sciences Économiques de la Faculté Mohammed V de Casablanca. Il a été décoré du titre de Chevalier de l'Ordre National du Mali.

Né en 1949, M. BENNANI est marié et père de deux enfants.



Organigramme





Europe

MediCapital Bank
LONDRES



Eric Aouani
DIRECTEUR GÉNÉRAL

BMCE International Madrid
MADRID



Radi Hamudeh
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Maghreb

Axis Capital
TUNIS



Ahmed Benghazi
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Afrique Subsaharienne

Bank of Africa



Paul Derreumaux
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

La Congolaise de Banque
BRAZZAVILLE



Abdellah Ikched
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Banque de Développement du Mali
BAMAKO



Abdoulaye Daffe
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Asie

BMCE Beijing
BUREAU DE PEKIN



Chang Chong Yang

BMCE BANK

ACTIVITES DE BANQUE D'AFFAIRES

BMCE CAPITAL

Banque d'Affaires

Président du Directoire : JALOUL AYED
Vice-Président du Directoire : KHALID NASR

BMCE CAPITAL BOURSE

Société d'intermédiation boursière

Président du Directoire :
YOUSSEF BENKIRANE

BMCE CAPITAL GESTION

Société de gestion d'actifs

Directeur Général :
AMINE AMOR

CASABLANCA FINANCE MARKETS

Banque d'investissement

Directeur Général :
YOUNES BENJELLOUN

FILIALES FINANCIERES SPECIALISEES

SALAFIN

Société de crédit à la consommation

Président du Directoire :
AMINE BOUABID

MAGHREBAIL

Société de leasing

Président Directeur Général :
AZEDDINE GUESSOUS

MAROC FACTORING

Société d'affacturage

Directeur Général :
HICHAM DAOUK

EULER HERMES ACMAR

Société d'assurance crédit

Directeur Général :
JEAN-CHRISTOPHE BATLLE

Gouvernement d'Entreprise

Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe

Composition	Péodicité	Missions
<p>PRESIDENT Azeddine GUESSOUS <i>Intuitu personae</i></p> <p>MEMBRES DE DROIT Mario Mosqueira DO AMARAL <i>Intuitu personae</i></p> <p>FINANCECOM représentée par M. Zouheir BENSAÏD, Vice-Président Directeur Général</p> <p>BFCM (Holding du Groupe Crédit Mutuel/ CIC) représenté par Jean-Jacques TAMBURINI Membre du Directoire du CIC</p> <p>MEMBRES PERMANENTS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur Directeur Général Délégué du Pôle Gouvernance et Développement Groupe • Senior Managers à l'échelon du Groupe BMCE Bank en charge des filières (i) Risques, (ii) Finance, (iii) Contrôle Général et (iv) <i>Compliance</i> <p>MEMBRES INVITES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Auditores Externes • Le Comité pourra s'adjointre, à sa discrétion, toute personne membre ou non membre de BMCE Bank ou de son Groupe <p>SECRETARIAT M. Khalid LAABI Directeur Général Adjoint & Contrôleur Général Groupe</p>	<p>Au minimum 3 fois par an</p>	<p>Le Comité s'assure en permanence de la poursuite et de la réalisation de l'ensemble des missions et des objectifs définis ci-dessous :</p> <p>Vérifier la conformité des opérations et des procédures internes ;</p> <p>Mesurer, maîtriser et surveiller les risques ;</p> <p>Vérifier la fiabilité de la collecte, le traitement approprié et la conservation des données comptables ;</p> <p>Veiller à la circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ;</p> <p>Evaluer la cohérence et l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ;</p> <p>Evaluer la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ;</p> <p>S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ;</p> <p>Examiner les comptes sociaux et consolidés avant leur soumission pour approbation au Conseil d'Administration ;</p> <p>Elaborer le rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui sont soumis à l'examen du Conseil d'Administration ;</p> <p>Examiner la pertinence des activités d'Audit Interne dans les entités du Groupe ;</p> <p>Examiner la situation de conformité - <i>Compliance</i> - dans le Groupe et l'état d'avancement des actions dans ce domaine pour chacune des entités composant le Groupe ;</p> <p>Présenter, au moins deux fois par an, au Conseil d'Administration, la situation des encours des créances en souffrance, les résultats des démarches amiables et du recouvrement contentieux des créances, les encours des créances restructurées et l'évolution de leur remboursement ;</p> <p>Veiller à la qualité et à la véracité de l'information délivrée aux Actionnaires.</p> <p>Le dispositif de vérification des opérations et des procédures internes doit, en outre, permettre de s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'aux normes et usages professionnels et déontologiques en vigueur ; • Du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents. <p>Les modalités d'exécution des opérations doivent comporter, comme partie intégrante, les procédures de contrôle et de pistes d'audit appropriées.</p>

Gouvernement d'Entreprise

Comité d'Audit et de Contrôle Interne

Composition	Péodicité	Missions	
PRESIDENT M. Mario Mosqueira DO AMARAL, <i>Intuitu personae</i>	Au minimum 2 fois par an	Vérifier les opérations et les procédures internes ; Mesurer, maîtriser et surveiller les risques ; Vérifier la fiabilité de la collecte, le traitement de la diffusion et la conservation des données comptables ; Veiller à la circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ; Evaluer la cohérence et l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ; Evaluer la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ; S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ; Examiner les comptes sociaux et consolidés avant leur soumission pour approbation au Conseil d'Administration ; Elaborer le rapport annuel de l'activité et les résultats du contrôle interne qui sont soumis à l'examen du Conseil d'Administration ; Informer, au moins deux fois l'an, le Conseil d'Administration des encours des créances en souffrance, des résultats des démarches amiables ou judiciaires d'entreprises, de même que des encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ; Veiller à la qualité de l'information délivrée aux Actionnaires.	
MEMBRES BFCM (Holding du Groupe Crédit Mutuel/ CIC) représenté par Jean-Jacques TAMBURINI Membre du Directoire du CIC			
FINANCECOM représentée par M. Zouheir BENSAID, Vice-Président Directeur Général			
RMA WATANYA représentée par M. Azeddine GUESSOUS, M. Taha Salah Eddine SEBTI, <i>Intuitu personae</i>			
MEMBRES INVITES M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI Administrateur Directeur Général Délégué du Pôle Gouvernance et Développement Groupe et Secrétaire du Conseil d'Administration			
M. Driss BENJELLOUN Directeur Général Adjoint du Pôle Financier Groupe			
M. Mohamed BENNOUNA Directeur Général Adjoint du Pôle Risques Groupe			
Les Auditeurs Externes			
SECRETARIAT M. Khalid LAABI Directeur Général Adjoint & Contrôleur Général Groupe			

Travaux du Comité d'Audit et de Contrôle Interne en 2008

Au cours de l'exercice 2008, le CACI de BMCE Bank s'est réuni à trois reprises.

• La séance du 17 mars 2008 a permis au CACI d'acter la mise en œuvre des recommandations des précédents CACI, de Bank Al-Maghrib et de la Commission Bancaire Française au niveau de la Succursale de Paris. De même, il a procédé à l'examen des résultats et du portefeuille des engagements au titre de l'exercice 2007 ainsi qu'à la validation du plan d'action 2008 du Contrôle Général et des limites d'engagement globales, sectorielles, et par contrepartie. Par ailleurs, le CACI a examiné, lors de cette séance, le projet du Schéma Directeur Informatique consolidé BMCE Bank – RMA Watanya, le bilan de transfert des activités de la Succursale de Paris à MediCapital Bank de même que les dispositifs de gestion des risques de liquidité, taux d'intérêt et de scénarios de crise.

- Les travaux du CACI du 16 juin 2008 ont essentiellement concerné l'examen du Rapport des Auditeurs Externes destiné à Bank Al-Maghrib et la revue des limites globales des risques relatives à la promotion immobilière.

- Lors de la séance du 17 septembre 2008, le CACI a pris connaissance de (i) l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations des précédents CACI, de Bank Al-Maghrib et du Contrôle Général Groupe, (ii) des performances financières et du portefeuille des engagements au 30 juin 2008 de même que des mesures entreprises par la Banque pour la mise en conformité de son système de gouvernance avec la Directive de Bank Al-Maghrib. Il a également entériné la création, en son sein, du Comité de Surveillance des Grands Risques.



Gouvernement d'Entreprise

Comité de Gouvernance

Composition	Périodicité	Missions
PRESIDENT Un Administrateur non-exécutif	Trimestrielle ou chaque fois que nécessaire, à la discréption des membres du Comité	Veiller au respect des principes de bonne gouvernance et des dispositions légales et réglementaires en vigueur et à les communiquer aux actionnaires ;
MEMBRES PERMANENTS Deux Administrateurs non-exécutifs		Examiner et faire des recommandations par rapport, à la composition, les missions et travaux du Conseil d'Administration et de ses Comités Spécialisés ;
MEMBRES INVITES Le Comité pourra s'adoindre, à sa discréption, toute personne membre ou non membre de BMCE Bank ou de son Groupe, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour, notamment au niveau des commissions devant traiter des points en relation avec l'examen des conventions ou des nominations et rémunérations.		Prévenir et veiller à la résolution d'éventuels conflits d'intérêt pouvant surgir entre les membres du Conseil d'Administration, liés à des opérations ou transactions, associant les dirigeants ou les actionnaires ;
SECRETARIAT L' Administrateur Directeur Général Délégué du Pôle Gouvernance et Développement Groupe		Proposer des procédures de cooptation des Administrateurs et des membres de la Direction Générale ainsi que formuler des recommandations au Conseil pour la désignation d'un nouveau membre ;
		Proposer une politique de rémunération des Administrateurs et des membres de la Direction Générale conformément aux critères fixés au préalable par le Conseil d'Administration.

Comité Stratégique Groupe

Composition	Périodicité	Missions
PRESIDENT M. Othman BENJELLOUN Président Directeur Général	Trimestrielle ou, si la situation l'exige, à la demande du Président ou de deux membres permanents	Evaluer et émettre des recommandations au Conseil d'Administration sur :
MEMBRES PERMANENTS Le Président du CACI Groupe BMCE Bank Le Président du CACI BMCE Bank Le Représentant désigné du Groupe FinanceCom		<ul style="list-style-type: none"> • La stratégie du Groupe BMCE Bank et veiller au suivi de sa mise en œuvre ; • Les plans stratégiques développés par le management de la Banque et des entités affiliées ; • Les opportunités de développement, d'investissement, de prise de participation stratégique et de synergie du Groupe BMCE Bank ; • Les opportunités d'extension d'activité du périmètre du Groupe BMCE Bank (croissance interne/externe, cessions, diversification) ; • La politique de partenariat du Groupe BMCE Bank et suivi des accords de partenariat stratégique ;
MEMBRES INVITES Messieurs les Administrateurs Directeurs Généraux Délégués		Initier les grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement du Groupe BMCE Bank ;
Messieurs les Dirigeants des filiales Maghrebail, Salafin, MediCapital Bank et Bank of Africa		Emettre un avis au Conseil d'Administration en cas d'opération exceptionnelle non anticipée dans la stratégie du Groupe ;
SECRETARIAT L' Administrateur Directeur Général Délégué du Pôle Gouvernance et Développement Groupe		Surveiller les développements stratégiques au sein des secteurs et marchés dans lesquels le Groupe BMCE Bank évolue.

Comité Exécutif Groupe

Composition	Périodicité	Missions
<p>PRESIDENT M. Othman BENJELLOUN Président Directeur Général</p> <p>MEMBRES Messieurs les Administrateurs Directeurs Généraux Délégués</p> <p>SECRETARIAT L'Administrateur Directeur Général Délégué du Pôle Gouvernance et Développement Groupe</p>	Mensuelle	<ul style="list-style-type: none"> Définir la stratégie globale de la Banque et des entités affiliées ; Veiller à la maîtrise des grands équilibres financiers de l'Institution ; Veiller à l'application d'une bonne gouvernance ; Statuer sur les opportunités d'investissements importants, de désinvestissements ou de prises de participations stratégiques ; Développer la politique de partenariat de la Banque et des entités affiliées ; Favoriser les synergies entre la Banque et les entités affiliées ; Veiller à la gestion cohérente de l'image institutionnelle et de la politique des marques et des produits ; Décider des nominations et promotions de cadres dirigeants et managers à haut potentiel ; Ancrer une culture de Groupe fondée sur des valeurs d'excellence, de performance, de mérite et d'engagement ; Veiller à la qualité des relations avec les tiers (Actionnaires, Autorités...).

Gouvernement d'Entreprise

Comité de Direction Générale

Composition	Périodicité	Missions
PRESIDENT M. Jaloul AYED		Assurer et décider de la mise en œuvre des orientations stratégiques et opérationnelles de BMCE Bank et des entités affiliées en cohérence avec les décisions du Comité Exécutif ;
MEMBRES PERMANENTS M. l'Administrateur Directeur Général Délégué de la Wholesale Bank	Hebdomadaire	Fixer les objectifs, les priorités et les compétences des instances collégiales de gestion de la Banque et des comités internes ;
M. l'Administrateur Directeur Général Délégué du Pôle Remedial Management Groupe		Décider de l'allocation des ressources clés de la Banque et des entités affiliées ;
M. l'Administrateur Directeur Général Délégué du Pôle Gouvernance et Développement Groupe		Décider de la mise en œuvre des actions relatives aux ressources humaines, à l'organisation et l'informatique qui concourent au développement de la Banque ;
M. l'Administrateur Directeur Général Délégué de la Retail Bank		Impulser les grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement de l'Institution ;
Messieurs les Directeurs Généraux Adjoints des Pôles Financier Groupe et Risques Groupe		Arbitrer l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités de la Banque et des comités internes ;
MEMBRES ASSOCIES Messieurs les autres Directeurs Généraux Délégués et les Directeurs Généraux Adjoints de BMCE Bank et de BMCE Capital		Fixer les limites et niveaux de risques agrégés dans le cadre des activités de la Banque et des entités affiliées ;
SECRETARIAT Houda SBIHI Secrétaire Générale		Autoriser les grands engagements et ceux dépassant la compétence du Comité de Crédit ;
		Suivre les réalisations et les dépenses des différentes entités de la Banque, les écarts par rapport aux objectifs ;
		Assurer la mise en œuvre d'une politique de communication produit et financière cohérente ;
		Favoriser le développement d'un management participatif autour des valeurs d'excellence, de performance, d'engagement et de mérite.

Bilan des Travaux du Comité de Direction Générale en 2008

L'exercice 2008 a vu la tenue de 40 séances du Comité de Direction. Parmi les principales thématiques traitées figurent le pilotage des ratios réglementaires, la réorganisation de la Filière Contrôle Général aux termes de Bâle II et la charte d'audit Groupe en appui à la dimension Groupe de la fonction d'audit interne de même que la poursuite de la mise en œuvre du projet Bâle II vers les méthodes avancées suite à la stabilisation des méthodes dites standards de gestion des risques.

Le Comité a, par ailleurs, validé le lancement d'un programme d'émission de certificats de dépôts de 10 milliards de dirhams, la priorisation des projets de la Banque, dans le

cadre de l'estimation du budget 2008, la procédure de détermination des limites globales au niveau du Groupe, avec la possibilité de fixer des sous allocations par entité, ainsi que les plans d'actions de la *Retail Bank* sur les marchés Entreprises, Particuliers et MRE. Il a dans ce cadre adjugé la tarification des crédits immobiliers et autres services bancaires, la refonte de certains produits, et le lancement du projet du *Mobile Banking* comme véritable opportunité de développement du *low banking income* au Maroc.

BMCE BANK

BMCE BANK ET SES ACTIONNAIRES





Lettre aux Actionnaires

Cher(e)s Actionnaires,

BMCE Bank célèbre son Cinquantenaire en 2009. Il s'agit d'une occasion unique d'apprécier ce qu'alors une banque publique, des grandes entreprises et du commerce extérieur jusqu'en 1995, est devenue, en moins d'une quinzaine d'années depuis sa privatisation : une banque universelle, multi-métiers, parmi les leaders du Royaume, renforcée à l'international et soutenue par d'importants efforts d'investissement et de développement.

Désormais, et chaque année davantage, BMCE Bank est appelée à grandir au cœur d'un groupe de «multi-nationalité» naissante, avec des enseignes fortes que représentent BMCE Bank, MediCapital Bank et Bank of Africa.

C'est à l'aune de ces transformations que les performances de l'exercice 2008 méritent d'être interprétées.

Le résultat net consolidé de notre Groupe a crû de 46% pour s'établir à plus de 1,4 milliard de Dirhams. Il agrège l'activité au Maroc de BMCE Bank SA, l'activité à l'International, l'activité des Filiales Financières Spécialisées ainsi que la gestion d'actifs et autres activités de Banque d'Affaires. Le total bilan consolidé, pour sa part, a dépassé la barre de 150 milliards de dirhams, le PNB s'inscrivant en hausse de 41%, à plus de 6 milliards de dirhams.

BMCE Bank a, par ailleurs, activement soutenu l'expansion à l'International de son Groupe, en y allouant des fonds propres et quasi fonds propres qui ont impacté ses charges financières à travers les intérêts d'emprunts subordonnés en dirhams et en devises.

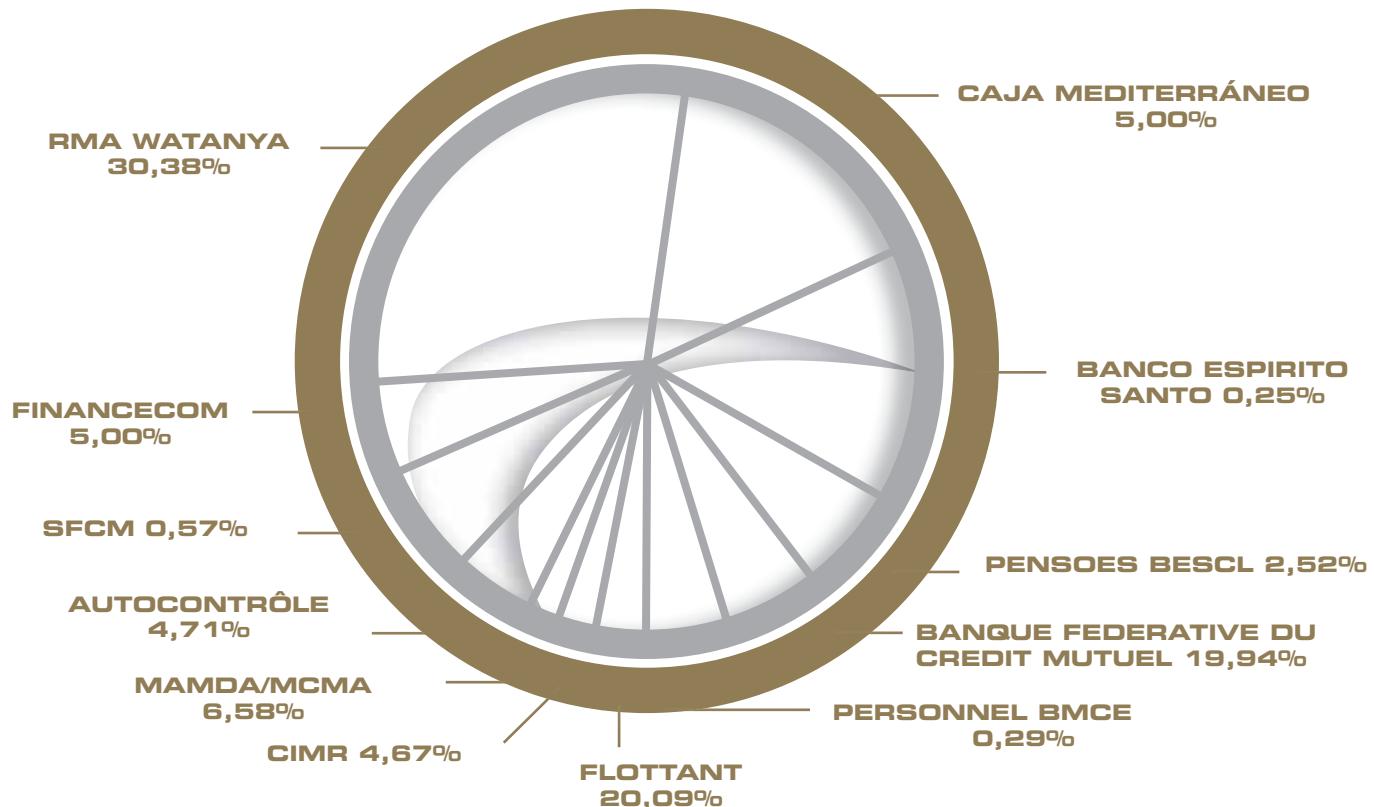
BMCE Bank œuvre à diversifier géographiquement ses revenus. A titre d'exemple, en 2008, l'investissement opéré en 2007 dans la Holding Bank Of Africa a permis de générer 13% du revenu net part de Groupe. La contribution de BOA à laquelle s'ajoutent celles de la Banque de Développement du Mali et de La Congolaise de Banque ont pu compenser alors l'effort d'investissements et les charges importantes engagées pour le parachèvement de la plateforme européenne du Groupe qu'est MediCapital Bank, mobilisatrice de financements et de talents, dans le domaine du Corporate Banking et des marchés des Capitaux.

Le bilan qualitatif de l'exercice 2008 montre, pour sa part, que le vaisseau amiral du Groupe, BMCE Bank, continue d'entreprendre des actions multidimensionnelles pour asseoir une croissance pérenne de ses revenus grâce à des sources diversifiées dans la Retail Bank, dans les métiers para-bancaires - crédit à la consommation, bail, factoring - et dans les métiers corporate ou de banque d'affaires...

Un des ressorts majeurs de cette dynamique de croissance et de création de valeurs, chers Actionnaires, est l'appui que vous ne cessez de nous témoigner.

C'est grâce à votre confiance que nous continuerons de conjuguer nos énergies afin de poursuivre l'œuvre d'édification d'un groupe financier multi-métiers contribuant à l'œuvre de bancarisation de l'économie nationale et celle de modernisation de son système financier, de même qu'à son rayonnement à l'International.

 REPARTITION DU CAPITAL DE BMCE BANK AU 31 MAI 2009



 ACTIONNAIRES MAROCAINS & BOURSE

GROUPE FINANCECOM	35,95%
• RMA WATANYA*	30,38%
• FINANCECOM	5,00%
• SFCM	0,57%
AUTOCONTROLE	4,71%
CIMR	4,67%
MAMDA/MCMA	6,58%
FLOTTANT	20,09%
PERSONNEL BMCE	0,29%

 ACTIONNAIRES ETRANGERS

BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL	FRANCE	19,94%
HOLDING DU GROUPE CREDIT MUTUEL/CIC		
BANCO ESPIRITO SANTO / FUNDOS PENSOES BESCL	PORTUGAL	2,52%
BANCO ESPIRITO SANTO	PORTUGAL	0,25%
CAJA MEDITERRÁNEO	ESPAGNE	5,00%

* HORS OPCVM DEDIES DE RMA WATANYA



EVOLUTION DU CAPITAL

Date	Nature de l'Opération	Nombre d'Actions Emises	Augmentation Capital en DH	Capital Social après Augmentation
1990	SOUSCRIPTION EN NUMERAIRE	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	SOUSCRIPTION EN NUMERAIRE	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	SOUSCRIPTION EN NUMERAIRE	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	2 857 142	285 714 200	1 285 710 000
1996	SOUSCRIPTION RESERVEE AUX INSTITUTIONNELS ETRANGERS	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
1996	SOUSCRIPTION RESERVEE AUX INSTITUTIONNELS ETRANGERS	205 409	20 540 900	1 443 194 500
2000	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900

CAPITAL SOCIAL SOUSCRIT DE BMCE BANK AU 31 DECEMBRE 2008 : 1 587 513 900 DIRHAMS, COMPOSE DE 158 751 390 TITRES D'UNE VALEUR NOMINALE DE 10 DIRHAMS.



EVOLUTION DE L'ACTIONNARIAT

Année	Actionnaire	Nombre de Titres	Part du Capital	Prix d'Acquisition par Action en DH
DONNEES FINANCIERES				
2000	BANCO ESPIRITO SANTO	400 113	2,52%	670
2001	COMMERZBANK	800 000	5,04%	450
	UNION BANCAIRE PRIVEE	184 200	1,16%	425
2002	FINANCECOM	652 210	4,11%	420
	INTERFINA	489 914	3,09%	DIVERS COURS - MO
2003	FINANCECOM	800 107	5,04%	400
	PROGRAMME DE RACHAT	795 238	5,01%	400
	OPV RESERVEE AUX SALARIES DU GROUPE	750 000	4,72%	400
	AL WATANIYA	250 000	1,57%	400
2004	FINANCECOM	792 169	4,99%	400
	CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	1 587 514	10,00%	500
	MORGAN STANLEY	476 000	3,00%	445
2005	OPV RESERVEE AUX SALARIES DU GROUPE	530 129	3,34%	525
2006	PROGRAMME DE RACHAT	448 142	2,82%	DIVERS COURS - MO
	BES / FUNDOS PENSOES	400 402	2,52%	985
2007	CAJA DE AHORROS DEL MEDITERRANEO	793 757	5%	1 869,15
	PROGRAMME DE RACHAT	327 670	2,06%	2 750
2008	BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL	23 875 040	15,04%	270
	PROGRAMME DE RACHAT	-	3,11%	DIVERS COURS
CESSIONS DE PARTS DE CAPITAL				
2001	NOMURA	323 597	2,24%	400
2002	INTERFINA	652 210	4,11%	420
2003	COMMERZBANK	1 595 345	10,05%	400
	INTERFINA	750 000	4,72%	400
2004	COMMERZBANK	792 169	4,99%	400
	FINANCECOM	1 587 514	10,00%	500
2005	PROGRAMME DE RACHAT	664 507	4,19%	DIVERS COURS
	SALARIES DU GROUPE	356 266	2,24%	DIVERS COURS
2006	SALARIES DU GROUPE	367 093	2,31%	DIVERS COURS
	UNION BANCAIRE PRIVEE	132 765	0,84%	DIVERS COURS
	BANCO ESPIRITO SANTO	400 402	2,52%	985
2007	PROGRAMME DE RACHAT	793 757	5,00%	1 869,15
	SALARIES DU GROUPE	327 670	2,06%	2 750
	CIMR	115 205	0,73%	DIVERS COURS
2008	CIC	23 875 040	15,04%	270
	SALARIES DU GROUPE	-	1,98%	DIVERS COURS

Action BMCE Bank en Bourse

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BMCE BANK EN 2008



EVOLUTION DU COURS BMCE BANK

- Janvier-Mars 2008:** Cette période a été caractérisée par une tendance haussière reflétant l'anticipation positive des réalisations annuelles des sociétés cotées. Le titre BMCE atteint un cours sommet, le 17 mars 2008, de 330 DH soit une performance de +17,2% contre +11,2% pour l'indice bancaire.
- Mars-Septembre 2008:** L'état d'hésitation ayant régné sur le marché, a été accentué depuis juillet 2008 après l'éclatement de la crise financière internationale.
- Septembre-Décembre 2008:** Suite à la forte correction du marché, le titre BMCE a subi une baisse de -3%, contre -13,5% pour le MASI et -11,1% pour l'indice bancaire.
- Le 1^{er} trimestre 2009:** Le cours BMCE Bank a enregistré une baisse de - 6,7%, contre -8,5% pour le MASI.

PRINCIPAUX INDICATEURS DU TITRE BMCE BANK

DH	2005	2006	2007	2008
COURS PLUS HAUT	756	1 346	3 280	330 *
COURS PLUS BAS	512	746	1 208	215 *
COURS DE CLOTURE	750	1 250	2 815	273 *
BENEFICE PAR ACTION	46,4	52,53	80,24	5,23 *
PER AU 31 DECEMBRE	16,2X	23,8X	35,1X	52,2X
P/B AU 31 DECEMBRE	1,6X	2,5X	4,7X	4,5X
RENDEMENT DU DIVIDENDE	2,7%	2,0%	1,1%	1,1%
VOLUME QUOTIDIEN MOYEN DES TRANSACTIONS (ACHATS ET VENTES)	13 311 642	47 288 345	159 557 559	64 668 367
NOMBRE D'Actions	15 875 139	15 875 139	15 875 139	158 751 390 *
CAPITALISATION BOURSIERE AU 31 DECEMBRE (MILLIONS DH)	11 906	19 844	44 689	43 339

*SPLIT DE L'ACTION PASSANT D'UNE VALEUR NOMINALE DE 100 DH A 10 DH

PRINCIPAUX RATIOS

DH	LIQUIDITE *	VOLATILITE
6 MOIS	15,15%	32,29%
1 AN	16,62%	24,83%
5 ANS	24,30%	22,39%

*LA LIQUIDITE DU TITRE BMCE BANK CORRESPOND AU TAUX DE ROTATION DU CAPITAL ANNUALISE

PERFORMANCE DU TITRE BMCE BANK

BMCE BANK	MASI	MADEX	INDICE BANCAIRE
-3,02%	-13,48%	-13,41%	-11,46%

EVOLUTION DU COURS & DES VOLUMES MENSUELS EN 2008

DH	Plus Haut	Plus Bas	Nombre de Titres	En Capitaux DH	En Nombre de Transactions
JANVIER	3 140	2 811	222 264	1 345 540 962	1 088
FÉVRIER	3 175	3 040	195 828	1 220 387 364	908
MARS	3 300	3 001	549 747	3 534 700 876	1 095
AVRIL	3 260	3 110	168 896	1 073 978 078	599
MAI	3 290	3 163	247 217	1 578 085 102	2 613
JUIN	3 190	3 050	58 486	367 954 746	567
JUILLET	3 200	3 040	75 960	477 377 248	470
AOUT	3 135	3 055	38 439	238 486 782	260
SEPTEMBRE*	310	263,2	726 162	959 951 939	796
OCTOBRE	295	240	1 919 197	1 063 136 179	1 536
NOVEMBRE	276,9	243,25	1 192 716	611 302 831	866
DÉCEMBRE	273	215	6 144 816	3 114 174 278	3 799

* SPLIT DE L'ACTION PASSANT D'UNE VALEUR NOMINALE DE 100 DH A 10 DH

DROITS DES ACTIONNAIRES

L'actionnaire, en tant que détenteur d'un titre de capital, est directement associé de la société. Le montant nominal de l'action ne peut être inférieur à cinquante dirhams. Toutefois, pour les sociétés dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse des valeurs, le minimum du montant nominal est fixé à dix dirhams. Les droits attachés à l'action concernent la communication d'information, la contribution à la bonne marche de la société par la participation aux décisions collectives ainsi que le droit aux bénéfices.

Un droit de communication et d'accès à l'information

Des mesures de publicité et d'information sont prescrites pendant la durée d'existence de la société pour informer les détenteurs de titres, quel que soit le niveau de leur participation dans le capital, des actes importants de la vie sociale, et notamment de tout fait nouveau de nature à provoquer une variation du cours de la Bourse.

Par ailleurs, l'actionnaire dispose d'un droit de communication permanent et temporaire. Par conséquent, les comptes annuels des trois derniers exercices doivent à tout moment pouvoir être mis à la disposition des actionnaires au siège de leur société.

Chaque année, outre les comptes sociaux, le rapport annuel, le rapport des commissaires aux comptes, la liste des administrateurs et le projet d'affectation des résultats de l'exercice écoulé doivent être rendus disponibles au moins quinze jours avant l'Assemblée Générale Ordinaire.

Dans les sociétés faisant appel public à l'épargne, le rapport de gestion du Conseil d'Administration doit mettre en avant la valeur et la pertinence des investissements entrepris par la société ainsi que leur impact prévisible sur son développement. Il y est également fait mention selon les cas des risques inhérents auxdits investissements. Par ailleurs, il indique et analyse les risques et événements connus de la direction ou de l'administration de la société qui sont susceptibles d'exercer une influence favorable ou défavorable sur sa situation financière.

En outre, les actionnaires ont la possibilité d'interroger les dirigeants lors de l'Assemblée ou de poser préalablement des questions écrites au Conseil d'Administration.

Un droit de vote

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par personne ou par mandataire interposé – exclusivement, un autre actionnaire, un ascendant ou descendant ou le conjoint – hormis dans l'hypothèse de la détention de certificats d'investissement ou d'actions à dividende prioritaire privés de droit de vote.

Lors de l'Assemblée Générale, le principe est celui d'une voix par action ordinaire détenue.

Le droit de vote doit s'exercer au moins une fois par an à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire, laquelle vient statuer sur les comptes de l'exercice.

Par ailleurs, les Assemblées Extraordinaires permettent aux actionnaires d'approuver les modifications du pacte social, notamment les augmentations ou réductions de capital et les conditions d'une fusion.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ont la faculté de requérir l'inscription d'un ou plusieurs projets de résolution à l'ordre du jour de ces Assemblées.

Un droit à dividende

Chaque détenteur d'actions a le droit à la répartition des résultats sociaux sous la forme d'un dividende dans la mesure où des bénéfices distribuables ont été réalisés et que leur distribution a été décidée en Assemblée Générale. Le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve et augmenté du report bénéficiaire des exercices précédents.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tout amortissement et provision, constituent les bénéfices nets ou à l'inverse les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5%) aux fins de constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale se situe en deçà de cette fraction.

Le solde, augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable, sur lequel est attribué le premier dividende. L'Assemblée Générale a, ensuite, la faculté de prélever

les sommes qu'elle estime opportun de fixer, pour les affecter à la dotation, de tous les fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, aux fins d'attribuer tout superdividende ou de les reporter à nouveau, l'ensemble, dans la proportion qu'elle détermine.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour en extraire un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle.

Dans une telle hypothèse, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont opérés. Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale Annuelle, inscrites à un compte spécial en vue d'être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs, jusqu'à leur apurement. Les dividendes sont affectés d'une prescription quinquennale.

EVOLUTION DU COURS & DES VOLUMES MENSUELS EN 2008

Rubrique	Exercice	Résultat Agrégé	Résultat Maroc	Variation
2008				
RESULTAT MAROC	812 153 761,23			-32,1%
RESULTAT AGREGÉ	806 946 473,61			-33,65%
TOTAL DIVIDENDE	461 654 695,00	57,2%	58,8%	-
DIVIDENDE PAR ACTION(*)	3			
2007				
RESULTAT MAROC	1 196 730 504,59			79,3%
RESULTAT AGREGÉ	1 216 297 013,38			63,9%
TOTAL DIVIDENDE	476 254 170,00	39,2%	39,8%	20%
DIVIDENDE PAR ACTION	30			20%
2006				
RESULTAT MAROC	667 464 765,39			17,5%
RESULTAT AGREGÉ	742 042 183,37			17%
TOTAL DIVIDENDE	396 878 475,00	53,48%	59,5%	25,0%
DIVIDENDE PAR ACTION	25			25,0%

(*) SPLIT DE L'ACTION EN 2008 PASSANT D'UNE VALEUR NOMINALE DE 100DH A 10DH

EVOLUTION DES JETONS DE PRÉSENCE SUR LA PÉRIODE 2005-2008

EXERCICE 2008	1 998 413
EXERCICE 2007	1 998 413
EXERCICE 2006	1 998 413
EXERCICE 2005	1 998 413

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

L'année 2008 a été marquée par la diversification des supports de communication financière et l'intensification des échanges avec les agences de rating.

• Une communication financière claire et transparente

Dans un effort permanent d'amélioration de la transparence de la communication, le rapport annuel et le rapport semestriel de BMCE Bank ont été redynamisés et agrémentés d'une nouvelle charte graphique, la conception des textes étant plus ergonomique.

BMCE Bank a également publié son 2^{ème} rapport de responsabilité sociale d'entreprise, enrichi de nouvelles rubriques reflétant les nouveaux engagements de la Banque en la matière.

Par ailleurs, un rapport quadrilingue synthétique sur les performances du Groupe BMCE Bank est venu étoffer la gamme des supports de communication institutionnelle et financière de la Banque.

Le contenu des publications financières s'est également enrichi dans le cadre de la mise en conformité aux normes internationales IFRS, notamment en matière de gestion des risques, d'information liée au capital humain, etc.

• Une dynamisation des relations avec les investisseurs, les analystes, la presse et les agences de rating

Participe de la consolidation des relations avec les agences de rating internationales, les analystes financiers de la place ainsi que les journalistes, une attention particulière accordée à la transmission diligente et transparente des informations et documentations sollicitées.

Par ailleurs, BMCE Bank a participé à plusieurs road-shows et réunions «one on one», associant des investisseurs anglo-saxons, chinois et africains désirant explorer des prises de participation et des entrées dans le tour de table.

Les efforts entrepris en matière de communication institutionnelle ont permis à BMCE Bank d'obtenir pour la sixième fois depuis 2000 le titre de « Banque de l'Année » par le magazine « The Banker ».

Concernant la communication Web, la partie institutionnelle du site a été entièrement repensée tandis que de nouvelles rubriques sont venues enrichir l'information financière, tant qualitativement que quantitativement.



Agenda de la Communication Financière 2009

Février

- Publication du communiqué de presse relatif au renforcement de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à travers sa holding BFCM, de 15,05% à 19,94%
- Publication de l'Extrait de la Note d'information de l'emprunt obligataire subordonné

Mars

- Tenue du Conseil d'Administration le 27 mars 2009
- Publication du communiqué de presse au 31 décembre 2008
- Publication des Etats de Synthèse Annuels en IFRS au 31 décembre 2008
- Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin décembre 2008

Avril

- Publication de l'Avis de Convocation des Actionnaires à l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 Mai 2009

Mai

- Publication de l'Extrait de la Note d'information de l'emprunt subordonné perpétuel
- Tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire le 21 Mai 2009
- Publication du Rapport à l'Actionnaire et du Guide de l'Actionnaire

Juin

- Publication du rapport quadrilingue 2008

Juillet

- Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2008 en français

Septembre

- Publication du Rapport Annuel et RSE 2008 en anglais
- Tenue du Conseil d'Administration
- Publication du Communiqué financier semestriel 2009
- Publication des Etats de Synthèse Semestriels 2009 en IFRS
- Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin juin 2009

Octobre

- Publication du rapport abrégé semestriel 2009

Novembre

- Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2008 en arabe

BMCE BANK

BMCE BANK ET SON ENVIRONNEMENT



Si la planète financière et économique connaît un fort ralentissement en cette année 2009, les perspectives demeurent partagées entre pays développés et pays émergents. De fait, alors que le FMI prévoit une contraction pour les premiers de l'ordre de 3% à 4%, les seconds devraient tirer leur épingle du jeu avec une croissance, certes ralentie, mais tout de même positive aux alentours des 3% à 4%.

Le Maroc, fort en cette année 2009 d'une récolte exceptionnelle et de nombreuses réformes structurelles portant leurs fruits, devrait enregistrer une croissance fortement positive, au-delà des 5% et ce, malgré l'apathie des échanges internationaux. La dynamique interne étant aujourd'hui le principal moteur du développement national, le Royaume reste à l'abri des tumultes mondiaux et devrait sereinement continuer sur la voie d'une croissance et d'un développement ininterrompu.



Economie
Mondiale

» **La Récession Gagne du Terrain en 2009**

L'effet de contagion de la crise financière internationale à l'économie réelle laisse présager une année 2009 particulièrement difficile, tant pour les pays développés que pour les économies émergentes et en développement. Les marchés financiers mondiaux restent significativement tendus malgré les mesures de grande ampleur mises en place par les pouvoirs publics dans une majorité de pays. Cependant, les solutions communes prises lors du G20 sont encore difficilement palpables. Dans un tel contexte, le FMI a revu à la baisse ses projections de croissance mondiale pour 2009 et 2010, croissance qui devrait passer de 3,9% en 2008 à -1,3% en 2009 avant de se redresser progressivement en 2010 pour avoisiner les 2%. Ces prévisions ne se réaliseront qu'à la condition que les mesures envisagées pour atténuer les tensions sur les marchés financiers et monétaires s'avèrent concluantes.



Les Pays Développés

>> Premiers touchés par la crise

A ce stade, la crise touche les pays développés davantage que les économies émergentes et en développement. Les projections du FMI annoncent une contraction de la production des pays avancés de 3,8% en 2009, contexte que ces pays n'ont plus connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le climat d'incertitude qui règne à l'échelle mondiale, notamment concernant le devenir de géants de la finance et de l'industrie, pèse de manière importante sur le moral des agents économiques des pays développés, qu'il s'agisse des ménages ou des entreprises. La récession devrait être poursuivie d'une stagnation en 2010 dans les économies avancées, 2011 étant l'année de la reprise.

CHIFFRES CLES

2008

>> +3,2% DE CROISSANCE MONDIALE

>> +6,1% DE CROISSANCE POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

>> +5,6% DE CROISSANCE AU MAROC

2009

>> -1,3% DE CROISSANCE MONDIALE

>> +1,6% DE CROISSANCE POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

>> +5,6% DE CROISSANCE AU MAROC

les prix des métaux et des denrées alimentaires ont accusé d'importantes baisses qui mettent en danger les perspectives de croissance dans les pays exportateurs de produits de base.

Les perspectives de croissance des régions Moyen-Orient et Afrique avoisinent ainsi respectivement 2,5% et 2% en 2009 et devraient se situer autour de 3,5% et 3,9% en 2010 selon les dernières estimations du FMI.

Même la Chine et l'Inde, fleurons des économies émergentes, doivent faire face à un ralentissement du taux de croissance de leur économie. Après avoir enregistré une progression de 13% en 2007, la Chine a vu son taux de croissance chuter à 9% en 2008. Celui-ci devrait, par ailleurs, s'établir à 6,5% en 2009 avant de remonter à 7,5% en 2010. Quant à l'Inde, elle a affiché un taux de croissance de 7,3% en 2008, contre 9,3% l'année précédente. Le rythme de croissance de l'économie indienne devrait continuer à ralentir en 2009, passant à 4,5%, avant d'accélérer, à nouveau, en 2010 à 5,6%.

Le Ralentissement de la Demande Etrangère

>> Aux pays émergents

Si l'impact de la crise internationale devrait être moins prononcé dans les pays émergents et en développement, les réformes économiques menées ont contribué à renforcer leur résistance aux chocs externes. Ils devront néanmoins faire face à un important ralentissement de la demande étrangère et des flux financiers émanant des pays développés, ainsi qu'au durcissement des conditions de financement extérieur. Les dernières projections de croissance économique des pays émergents et en développement réalisées en avril 2009 affichent un net ralentissement, se situant autour de 1,6% en 2009, contre 6,1% en 2008. Un regain de dynamisme est attendu en 2010 avec un rythme d'expansion estimée à 4%.

Plus spécifiquement, la chute de la demande mondiale a entraîné dans son sillage un effondrement des cours des matières de base. Cela a mis en exergue la vulnérabilité des pays en développement d'Afrique pour qui ce type de produits représente une source importante de revenus. Ainsi, et malgré les baisses de production et les conflits géopolitiques, notamment au Moyen Orient, les cours du pétrole se sont effondrés de plus de 60% depuis juillet 2008. De la même manière,





» **A l'instar de 2008, l'année 2009 semble à contre-courant de la morosité mondiale**

Malgré la très forte volatilité des marchés internationaux et une crise économique mondiale qui se prolonge, les fondamentaux de l'économie nationale semblent tenir le choc avec une croissance de 5,6% au titre de 2008. Bien que la tendance de long terme soit à la réduction de la contribution du secteur primaire (dont la contribution au PIB est passée de 20% à 13% lors de la dernière décennie), la bonne saison agricole à venir devrait permettre de maintenir un taux de croissance proche de 5,5% pour 2009 : l'effet pluviométrique compensera le ralentissement des rythmes de croissance des différentes industries et services.

Le Secteur Primaire

>> Valeur sûre pour 2009

Les bonnes perspectives agricoles ont entraîné dans leur sillage une dynamique de demande interne en produits industriels et en engrains, atténuant quelque peu les effets de la crise pour l'OCP. Les prévisions du Haut Commissariat au Plan pour le secteur primaire sont particulièrement optimistes et tablent sur une récolte de plus de 102 millions de quintaux, soit la meilleure récolte depuis près de 25 ans. Le secteur de la pêche a également connu une tendance fortement haussière, malgré certaines difficultés au cours de l'année en raison de soucis de stocks et de grèves importantes. Cette tendance devrait d'ailleurs se confirmer en 2009 dans le cadre du plan « Ibhar ».





L'Activité Non-Agricole

>> Stable malgré la volatilité mondiale

Si les activités industrielles, principalement celles tournées vers l'extérieur, subissent directement les effets de la crise internationale, le bon niveau de la consommation interne permet au Maroc de tirer son épingle du jeu.

Le second semestre 2008, fortement marqué par les effets de la crise financière sur l'économie réelle, a été une véritable secousse pour les principaux partenaires commerciaux du Maroc. Or, dans cette conjoncture difficile, l'économie marocaine tient bon : en 2008, la croissance des activités non-agricoles a été de 5% avec un maintien des équilibres macroéconomiques du Royaume, même si un ralentissement à 3,9% de croissance est prévu en 2009 en raison de la baisse de la demande de 1,2% adressée au Maroc.



Mines, Phosphates et Energie

>> Vers un moteur interne de croissance

La baisse du prix des matières premières et de la demande globale a contribué au ralentissement du secteur des extractions minières et de l'activité phosphatique. Les activités minières enregistrent une diminution de leur valeur ajoutée aux deuxième et troisième trimestres 2008, avec une moyenne trimestrielle de 2,4%. Les activités phosphatiques restent également fortement perturbées par un contexte international en fort repli conjugué à une baisse des prix, impliquant la chute des exportations de phosphates et dérivés de près de 40% au quatrième trimestre 2008.

Les activités de raffinage et d'électricité ont, quant à elles, subi de plein fouet les effets d'un troisième choc pétrolier, entraînant un ralentissement d'environ 2,3% en rythme annuel au terme de l'année 2008 (arrêtée à octobre). Concernant la production électrique en particulier, l'ONE, récemment doté d'un fonds spécial, devrait voir son activité reprendre dans le courant du premier semestre 2009. Parallèlement, le retournement de conjoncture sur les marchés pétroliers que l'on connaît depuis le quatrième trimestre 2008, ainsi que les mises à niveaux sectorielles et institutionnelles (nouvelles unités à la Samir et ouverture à la concurrence) devraient permettre au secteur un rebond important en 2009.



Agroalimentaire

>> Pluviométrie et solide demande soutiennent le secteur

Les activités agroalimentaires présentent des perspectives fortement optimistes et un dynamisme important, affichant 4,7% de croissance en glissement

annuel. Pour la saison 2009, un raffermissement de 28% de la production végétale est prévu, avec une croissance toujours importante pour les primeurs et agrumes, en hausse respective de 7% et 10% en décembre 2008. Le secteur de la pêche connaît également une croissance importante malgré un deuxième trimestre plombé par des mouvements de grève : les activités de pêche ont renoué avec une croissance de 17,4% au troisième trimestre 2008 et affichent sur l'année une hausse de 15% de leur valeur ajoutée. Au niveau international, le poisson marocain ne semble pas subir les effets de la crise, la hausse de la demande extérieure de poisson frais s'établissant à 10,3%.



Industries Electroniques et Travaux Publics

>> Une stagnation passagère

Le secteur des bâtiments et travaux publics, victime d'une crise d'ampleur dans la plupart des économies développées, a vu au Maroc son rythme d'expansion se replier entre le début et la fin de l'année 2008 : la croissance est passée de 7% à 2% entre les premier et quatrième trimestres. Si le bâtiment tient bon et affiche toujours de bonnes perspectives à long terme, le secteur reste toutefois fortement dépendant des transferts de migrants et des liquidités bancaires, ayant eu tendance à s'assécher.

Si les industries métalliques, métallurgiques et électroniques ont souffert des baisses de la demande européenne (principalement pour le marché automobile), elles affichent néanmoins une croissance positive de 1,6% et une contribution de 0,4% à la croissance nationale.



Textile et Habillement

>> A la recherche d'un nouveau souffle

Les industriels du textile et de l'habillement ont été durablement touchés par la crise internationale. Principalement dépendant des donneurs d'ordres européens, le secteur du textile a connu un repli d'activité de 4% au titre de l'année 2008. S'il est difficile d'avoir une visibilité à moyen terme du fait du démantèlement des barrières à l'entrée des marchés européens pour le textile chinois, on peut d'ores et déjà affirmer que l'avenir du secteur est fortement dépendant de l'innovation. L'unique moyen de garder une industrie d'habillement florissante est de passer du stade « usine » au stade « création » en imposant sur le marché national, puis international, des marques de fabrique marocaine, à l'instar des industries françaises, italiennes et maintenant turques. Le mouvement actuel d'implantation de firmes locales sur ce marché est donc à encourager.

Les Services

>> Oscillation entre dynamique interne et solidité internationale

Les services, partie la plus importante de l'économie du Royaume, comptent pour 63% de la valeur ajoutée globale du pays en 2008. Nouveau fer de lance de l'économie nationale, le secteur devrait afficher une croissance avoisinant les 4,3% malgré un léger repli prévu pour 2009.

Transport et Tourisme

>> Un bilan mitigé

Secteur comptant parmi les plus dynamiques du Royaume, le tourisme présente quelques signes d'essoufflement. Paradoxalement, si les arrivées de touristes étrangers sont toujours orientées à la hausse (+6% à fin décembre 2008), les nuitées reculent de 3% pour la même période. Globalement, les recettes voyages ont connu une diminution de 3,5%, mais la bonne tenue du nombre de visiteurs démontre la solidité de la destination Maroc, d'où la perspective d'un retour à la norme dès la fin de l'année 2009.

Malgré un ralentissement du rythme de croissance tout au long de l'année 2008, de 6,2% de croissance au premier trimestre à 3,6% au quatrième trimestre, le secteur des transports renoue, quant à lui, avec une croissance d'environ 5% au premier trimestre 2009, selon le Haut Commissariat au Plan. Concernant le trafic aérien en particulier, il est à noter que le Maroc a enregistré une hausse notable de 4,1% sur ce segment, alors même qu'au niveau international, une baisse de 2% a été constatée.

Enfin, le ralentissement et la réduction prévue du commerce international sont un coup dur pour les logisticiens, à peine sortis des tumultes du troisième choc pétrolier. L'absence d'émergence de poids lourds au niveau national constitue un risque pour l'ensemble du secteur. Or, la forte atomicité d'un marché où les économies d'échelles sont un atout majeur laisse dubitatif. L'avantage à tirer de cette crise pour le secteur logistique national réside donc dans un regroupement des acteurs et dans la capacité à former au moins un ensemble de taille critique.

Entre-temps, les transports maritimes et ferroviaires de marchandises ont connu des baisses respectives de 13% et 0,3% malgré l'existence du contrat OCP pour le ferroviaire. Le marché reste toutefois largement prometteur. Dans la foulée du plan «Emergence II», la mise en place de normes et de plateformes industrielles intégrées devrait favoriser le retour à un rythme de croissance durable.



Télécommunications et Finances

>> Champions nationaux

Le marché national des télécommunications connaît également un ralentissement de son rythme de croissance par rapport aux deux années précédentes. Après des niveaux de croissance avoisinant les 10% à 12% en rythme annuel jusqu'au deuxième trimestre 2008, un ralentissement s'est fait sentir aux troisième et quatrième trimestres, limitant le rythme d'expansion autour de 6,5%. Toutefois, les perspectives pour 2009 s'annoncent sous de bons auspices : une concurrence accrue, qui devrait, via des baisses tarifaires, relancer le secteur dans le courant de l'année.

Concernant les services financiers, source avérée de la crise internationale, le Maroc ne semble en aucun cas touché à ce stade. Le peu d'avoirs des banques marocaines à l'étranger - 1,2% des avoirs totaux - les a protégées de la défaillance des contreparties bancaires alors qu'au niveau national, les crédits à l'économie ont enregistré un niveau de croissance avoisinant 1,5% mensuel depuis janvier 2007.



Doit-on craindre une crise à retardement en 2009 ?

A partir des éléments précités et du point de vue des institutions nationales et internationales, le Maroc semble avoir été épargné par la crise internationale, et l'ensemble des prévisions convergent vers une croissance 2009 qui devrait s'établir entre 4,4% (FMI) et 5,6% (HCP), couplée à un rythme d'inflation compris entre 2% et 3%.

Bien que le pays ait été épargné des effets immédiats de la crise en raison de la faible présence des intérêts marocains à l'international, beaucoup s'interrogent sur les incidences qu'aurait une dépression plus longue sur l'économie nationale.

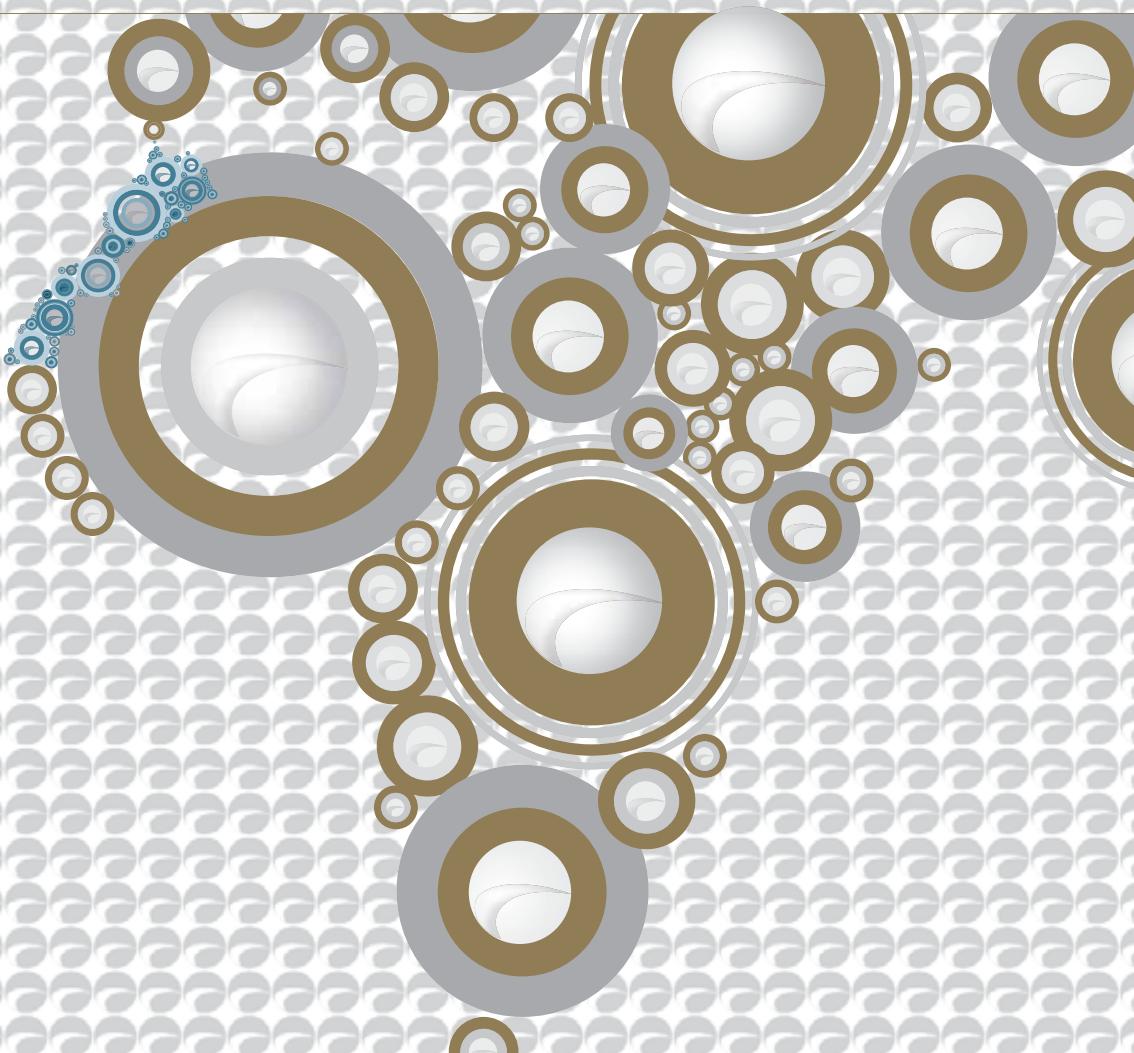
En cours d'éveil, la dynamique de croissance interne protège des aléas internationaux l'économie domestique pour une durée relativement longue. Car si le Maroc a longtemps été fortement dépendant de la consommation internationale pour vendre sa production, la demande interne est aujourd'hui une composante essentielle du revenu national du Royaume. Aussi, est-il peu probable que le pays subisse un retournement sévère de conjoncture dans les deux ou trois années à venir, même en cas de prolongement de la crise.

B M C D B A N K

PERFORMANCES 2008



THE BANK
OF FRANCE



RETAIL BANK

WHOLESALE BANK AJ MAROC

GOUVERNANCE & DEVELOPPEMENT GROUPES

BANCAIRIALE MANAGEMENT GROUP

FINANCIAL SERVICES GROUP

TECHNOLOGIES & SERVICES



Le Marché des Particuliers

Des Progrès sur tous les Fronts

Bancassurance

>> Des réalisations probantes

Comptant parmi les principaux axes de développement stratégique, l'activité Bancassurance réalise des progressions honorables, traduisant ainsi les fruits de la synergie entre BMCE Bank et son partenaire RMA Watanya.

Au 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires Bancassurance a atteint 1,5 milliard de dirhams, marquant ainsi une progression de 22% avec, par gamme de produit, une contribution plus importante des produits d'épargne, suivis de la gamme « prévoyance » et enfin, des produits « dommage ».

L'encours net en nombre de contrats Bancassurance a également enregistré une hausse de 12% comparativement à 2007.

En termes de part de marché, BMCE Bank se positionne au 2^{ème} rang, avec 28,41% de parts de marché en 2008 contre 25,6% en 2007, soit une progression de 2,7 points de %.

Par ailleurs, l'exercice 2008 a été marqué par la certification ISO 9001 v2000 de l'activité Bancassurance, ce qui représente une première au Maroc.



Crédits Immobiliers

>> Croissance remarquable

Fin 2008, les crédits immobiliers distribués enregistrent une augmentation de 26,6% à 13,6 milliards de dirhams. Les gains de parts de marché se poursuivent, plaçant la Banque au 3^{ème} rang, avec une part de marché de 13,9% contre 12,5% en 2007.

CHIFFRES CLES

- >> CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA BANCASSURANCE EN PROGRESSION DE 21,8%, A 1,5 MILLIARD DE DIRHAMS
- >> CERTIFICATION ISO 9001 V2000 DE L'ACTIVITE BANCASSURANCE
- >> OUVERTURE DE 100 NOUVELLES AGENCES
- >> AMELIORATION DES PARTS DE MARCHÉ DU CRÉDIT IMMOBILIER A 13,86%
- >> PROGRESSION DES CRÉDITS A LA CONSOMMATION CONVENTIONNÉES : +52,3% A 1,21 MILLIARD DE DIRHAMS
- >> CARTES MONÉTIQUES EN HAUSSE DE 10% A 950 000

Crédits à la Consommation

>> Une évolution soutenue

Le crédit immédiat conventionné a connu une évolution favorable en 2008, enregistrant une progression des encours de 52%. Ainsi, la production des crédits immédiats conventionnés représente aujourd'hui 1,21 milliard de dirhams, confortant la stratégie de développement soutenu du portefeuille des conventions de crédits BMCE Entreprises.

De la même manière, les crédits immédiats non conventionnés distribués dans le cadre du partenariat avec Salafin enregistrent une croissance significative de 46,5% de leur production, passant de 372 millions de dirhams en 2007 à 545 millions de dirhams en 2008.

En intégrant le crédit immédiat distribué par BMCE Bank pour le compte de Salafin, la part de marché BMCE Bank sur les crédits à la consommation représente 20,9% à fin 2008.

Activité d'Introduction en Bourse

>> Le rôle clé de BMCE Bank

Deux opérations d'introduction en bourse ont eu lieu en 2008 : Delta Holding & Alliances. Pour chacune d'entre elles, un plan d'action a été mis en place, articulé autour de challenges de motivation, d'un système d'objectifs et d'actions de communication, d'information clientèle et de formation. Ainsi, plus de 10 000 souscriptions ont été enregistrées pour Delta Holding représentant un montant de près de 842 millions de dirhams tandis qu'Alliances a enregistré près de 11 500 souscriptions, soit un montant équivalent à 79 millions de dirhams.



Offre Monétique Etoffée

>> BMCE Bank en position de leader

En termes de réalisations, le nombre de cartes monétiques en circulation s'élève aujourd'hui à 950 000, soit une progression de 10%, placant BMCE Bank parmi les leaders du secteur en termes de cartes émises, de retraits...

Par ailleurs, BMCE Bank se positionne en leader sur les retraits des porteurs BMCE à l'étranger avec une part de marché de 55% et un volume global réalisé de 42 millions de dirhams.



Une Large Couverture du Territoire : 491 Agences Particuliers / Professionnels



>> La Proximité au Centre de la Stratégie

Le réseau d'agences Particuliers/Professionnels de BMCE Bank s'est considérablement développé depuis 2005 avec l'ouverture de 270 agences dont 100 en 2008, portant le nombre d'agences à 491 à fin 2008.

L'année a notamment été marquée par le lancement de la 1^{ère} agence satellite du Réseau Particuliers/Professionnels afin de renforcer davantage le maillage du réseau de distribution.



» Une Dynamisation de l'Offre Produit

● L'Elargissement de la Gamme des Produits Destinés à la Clientèle

● Bancassurance

>> Une gamme enrichie

En termes de développement de la gamme de produits de Bancassurance, les produits de retraite « BMCE Retraite Active Entreprise » et « BMCE Retraite Active Entreprise In Fine » ont été lancés en mars 2008 à destination des entreprises clientes et non clientes de BMCE Bank, offrant ainsi une panoplie d'avantages pour l'entreprise et ses salariés.

● Gamme des Crédits Amortissables

>> Une offre élargie

Plusieurs formules de crédits amortissables ont été élaborées ou mises à jour au cours de l'exercice 2008 notamment :

> **Le crédit VEFA** : financement progressif en fonction de l'état d'avancement des travaux de construction du bien immobilier qui fait l'objet du financement ;

> **Immoplus Finition** : financement de l'acquisition d'un logement semi-fini et de l'achèvement de la finition ;

> **Le crédit Akreuch** : destiné aux ménages à revenus modestes et/ou irréguliers issus des bidonvilles du site d'Akreuch pour financer l'acquisition d'un logement principal neuf ;

> **Le crédit Riad** destiné aux personnes de nationalité étrangère non résidente pour financer l'acquisition d'un logement au Maroc a été revu avec la baisse de la quotité de financement de 70% à 50% de la valeur du bien.

● Produits Monétiques

>> De nouveaux concepts

L'année 2008 a été marquée par le développement de nouveaux concepts de produits avec notamment le lancement d'une nouvelle gamme de cartes de crédit :

> Carte BMCE Flexy

Lancement de la carte de crédit revolving « Flexy », version améliorée de la carte « Oxygen ».

> Cartes Prépayées

Gamme de cartes prépayées, ciblant les clients BMCE Bank et les non clients (non bancarisés compris) : produits DIALY, EASY et HADIA commercialisés en agence.

En outre, une gamme de cartes prépayées «Convention» a vu le jour, comprenant 3 produits : la carte «Salaire», la carte «Mission» et la carte «Prestations».

Parallèlement, une carte prépayée «Sihatcom», co-brandée BMCE Bank/RMA Watanya, a été lancée, permettant aux affiliés de payer ou de retirer leurs remboursements ou avances sur les frais médicaux octroyés par RMA Watanya.



» Des Projets Structurants

L'automatisation des Process

Le circuit d'instruction et de modification du dossier de crédits et des règles de gestion a été automatisé. Cette automatisation du process s'est déroulée dans le cadre de l'implémentation du Workflow, réduisant les délais de traitement des dossiers et améliorant la qualité de service rendue à la clientèle.

La Gestion de la Relation Client

Dans le cadre de l'optimisation des processus marketing et commerciaux, un projet global de mise en place d'outils de gestion a été entamé, qui permettra à la fois d'accroître l'efficacité commerciale de la force de vente, la connaissance du client et la maîtrise des risques.

Perspectives

En 2009, de nouveaux concepts de produits de paiement sur Internet verront le jour. C'est notamment le cas concernant la poursuite de la migration vers les cartes à puce, la conduite d'un projet de refonte de produits monétiques et le lancement de programmes de fidélité de la clientèle et des commerçants.



Le Marché des Marocains Résidant à l'Etranger

» Une Stratégie Gagnante

Des Réalisations Honorables

BMCE Bank a vu sa part de marché se stabiliser dans un contexte de ralentissement des transferts des MRE.



Dépôts MRE

>> 11,8 milliards de dirhams

Les dépôts MRE ont progressé de 6,5% à 11,8 milliards de dirhams, suivant la tendance générale du secteur. Toutefois, BMCE Bank a enregistré une hausse record sur le marché en termes de collecte des dépôts à vue, avec un taux de croissance de 14,7% contre 7,4% pour le système bancaire.

Par ailleurs, l'analyse de la structure des dépôts met en exergue une augmentation de 4,2 points de % de la part des dépôts à vue dans le total des dépôts, à 58,4%. La part des dépôts MRE dans le total des dépôts Particuliers/Professionnels de BMCE Bank est, quant à elle, en quasi-stagnation par rapport à 2007, s'établissant à 21,2%.

Par pays de résidence, 70,3% des dépôts MRE sont concentrés sur la France, l'Italie et l'Espagne.

Comptes MRE

>> Ouverture de près de 32 000 comptes

Au titre de l'année 2008, le portefeuille clientèle MRE comprend près de 210 000 comptes suite à l'ouverture de près de 32 000 nouveaux comptes MRE dont 76,2% de comptes chèques, 16,5% de comptes en dirhams convertibles et 7,3% de comptes sur carnets. En termes de contribution par pays, 88,7% des ouvertures de comptes ont été réalisées par les réseaux Maroc, France et Espagne.

Transferts MRE

Au titre de l'exercice 2008, les transferts canalisés par BMCE Bank s'élèvent à 2,4 milliards de dirhams, ce qui représente une hausse de 0,5% par rapport à 2007, bien au-delà de la progression des recettes globales MRE du secteur. La France, l'Allemagne et l'Italie représentent à elles seules 85,5% du volume total des transferts.

CHIFFRES CLÉS

>> DÉPÔTS MRE : + 6,5% À 11,8 MILLIARDS DE DIRHAMS

>> COMPTES MRE : PRÈS DE 210 000 COMPTES

>> TRANSFERT MRE : 2,4 MILLIARDS DE DIRHAMS

» Succès de la Gamme de Produits et Services

Salaf Dari

Le nombre de dossiers relatifs au crédit immobilier MRE a marqué une progression de 44% par rapport à l'année précédente. L'encours Salaf Dari est ainsi porté à 1,8 milliard de dirhams contre 1,2 milliard fin 2007, soit une croissance de 52%. Ce produit rencontre un franc succès, notamment en Italie, comme en témoigne la progression de l'encours de 93%, la plus forte réalisée sur l'ensemble des pays d'implantation de BMCE Bank.

Produits Monétiques

Les cartes Visa Electron Internationale représentent près de 12 000 cartes, en stock à fin 2008, soit une progression de 10,4% par rapport à la même période de l'année dernière.

Par ailleurs, le stock de cartes BMCE Jisr a fortement augmenté avec une croissance de 384% par rapport à fin 2007.

Pack Dawli

Au terme de l'année 2008, le stock de Pack Dawli enregistre une progression de 62%, franchissant ainsi le seuil des 10 000 packs, favorisée par le lancement de deux formules : Pack Dawli Classique et Pack Dawli Plus.

» Renforcement du Réseau MRE à l'Extérieur

Le Réseau MRE extérieur s'est considérablement renforcé en 2008 grâce à la mise en place de plusieurs desks : en France au sein des agences de l'actionnaire étranger français de référence, le CM-CIC et en Espagne au sein du réseau CAM. La Banque a également ouvert un nouveau Bureau de Représentation à Asnières, en Ile de France, et démarre les activités du Bureau d'Orléans.

» Actions Marketing, Vecteurs de Développement

La Campagne d'Accueil de l'Eté 2008

A l'instar des années précédentes, une campagne d'accueil des MRE a été organisée au cours de l'été 2008, s'articulant autour de plusieurs axes spécifiques :

- > des actions d'accueil au niveau des bateaux, des ports et de la CTM avec, notamment, le sponsoring de soirées, la distribution de dépliants et la diffusion de spots publicitaires. Au niveau du réseau Particuliers/Professionnels et des bureaux de change, des espaces d'accueil MRE ont été aménagés dans certaines agences, des cadeaux ont été distribués et des journées portes ouvertes ont été organisées ;
- > des actions de promotion autour du crédit immobilier « Salaf Dari », du change manuel et des challenges de motivation du réseau Particuliers/Professionnels et du réseau extérieur ;
- > des campagnes de communication média (spots radio, affichage, insertions presse) et hors-média (Site Web, GAB, BMCE TV) ;
- > la participation au salon « Marocains du Monde » à Nador outre le sponsoring d'un tournoi de football à Ahfir.



Actions Promotionnelles

Dans le cadre des fêtes de fin d'année et de *Aid Al Adha*, des actions promotionnelles ont été lancées, portant notamment sur le taux de change manuel et les transferts, soutenues par une campagne d'affichage média.



Des Partenaires Porteurs

Partenariat CAM

En vertu de l'accord de partenariat signé en 2007 entre BMCE Bank et Caja Mediterraneo (CAM), deux nouvelles conventions ont été signées. Leurs objectifs : appuyer la stratégie de proximité adoptée par BMCE Bank vis-à-vis de la clientèle MRE et répondre à moindre coût à ses besoins en termes de produits et services bancaires. Ces conventions ont porté sur une formule de transfert rapide à des conditions préférentielles pour les MRE d'Espagne de même que sur la prospection et la promotion du produit BMCE Salaf Dari à travers le réseau d'agences CAM en Espagne.

Partenariat Méditel

Le développement de synergies avec les entités du Groupe FinanceCom s'est davantage confirmé en 2008 avec la conception d'un coffret co-branded pour les MRE, en partenariat avec Méditel.

Partenariat Dirham Express

La collaboration entre BMCE Bank et le partenaire Dirham Express s'est poursuivie, BMCE Bank utilisant la plate-forme technologique de Dirham Express pour les virements et les mises à disposition émanant du partenaire CAM. En outre, un commercial a été affecté à Dirham Express à Washington pour assurer la prospection et la promotion des produits et services MRE.





Le Marché des Professionnels

CHIFFRES CLÉS

>> +100% DE SOUSCRIPTIONS AUX PACKS PRO

>> +65% DES ABONNEMENTS AU SERVICE BMCE NET PRO



» Proximité Renforcée

Une Notoriété Accrue sur le Marché des Professionnels

Le marché « Professionnels » représente un potentiel de plus en plus important. C'est pourquoi en 2008, BMCE Bank a choisi de dynamiser l'activité de ce marché en poursuivant la conduite du projet « CAP Professionnels ». Dans cette perspective, une force de vente dédiée a été mise en place et l'offre produits considérablement améliorée. BMCE Bank a également souhaité une optimisation et une formalisation des pratiques risques tout en définissant des objectifs commerciaux et des indicateurs d'activité dédiés.

Parallèlement, plusieurs conventions entre BMCE Bank et les différentes associations professionnelles, chambres de commerce, ordres et syndicats ont été conclues et/ou dynamisées à travers la création d'offres dédiées et adaptées aux besoins des adhérents (produits, commissionnement, taux, etc.).

Des performances appréciables ont ainsi été enregistrées sur les crédits immobiliers et les crédits à la consommation aux professionnels dans un contexte fortement concurrentiel.

Par ailleurs, le nombre de souscriptions aux Packs Pro a pratiquement atteint le millier de contrats, soit une évolution supérieure à 100%. De même, BMCE Net Pro a enregistré, en 2008, une progression de près de 65% par rapport à 2007.

Compte tenu du caractère hétérogène et atomisé du marché « Professionnels », un certain nombre d'actions ont été menées afin de développer les différents segments de la clientèle composant le marché (Profession libérale, commerçant...). Ainsi, la Banque a participé à de nombreux événements, notamment l'Officine Expo 2008, le 5^{ème} Congrès Régional des Notaires, le 6^{ème} Congrès National des Dentistes, le 7^{ème} Salon de la Franchise, le 1^{er} Salon Marocain de l'Epicier organisé par Métro, la Journée Médicale de l'Amicale des Médecins Généralistes Privés ainsi qu'à la 2^{ème} édition de l'Université franco-marocaine du Notariat.

Le Marché de la Clientèle Privée

Le Développement Commercial

>> De la clientèle «Particuliers» Haut de Gamme

BMCE Bank a mis en place un plan d'action dont l'objectif est d'accroître ses parts de marché sur ce segment tout en améliorant le taux d'équipement de cette clientèle et en optimisant ses performances commerciales et son image de marque.

En vue d'établir une relation de proximité avec les clients Haut de Gamme (HDG) et de leur offrir un service efficace et personnalisé, un projet de mise en portefeuille de la clientèle a été mené sur l'ensemble du réseau d'agences, faisant ressortir une base importante de la clientèle HDG.

Des débuts encourageants sont enregistrés sur cette clientèle de niche, notamment en termes de dépôts collectés, de crédits distribués et autres produits monétiques et de bancassurance placés.



L'enrichissement de la Gamme des Produits

>> Destinés à la Clientèle Haut de Gamme

Des produits novateurs ont été lancés en 2008 à destination de la clientèle HDG. C'est notamment le cas de BMCE IMMO PLUS RIAD, un crédit immobilier dédié à la clientèle étrangère. Sa commercialisation a été favorisée par la signature de conventions avec CAM et d'autres intermédiaires financiers mais également par la formation de la force de vente.





Le Marché des Jeunes, des Fonctionnaires & des «Low Income»

Le Marché des Jeunes

Le marché des jeunes représente aujourd'hui un potentiel, avec un taux de bancarisation inférieur à 20%. Dans ce contexte, BMCE Bank entreprend plusieurs actions afin de se positionner sur ce segment. D'abord, des conventions de partenariat avec les établissements scolaires ont été mises en place pour financer les études, animer des séminaires et octroyer des bourses aux plus méritants. Parallèlement, des contrats de partenariat avec des enseignes de grande renommée ont été signés. Enfin, des produits sur mesure ont été lancés comme la carte prépayée *Easy* et d'autres packages adaptés selon l'âge et les besoins des jeunes tant pour les jeunes étudiants au Maroc qu'à l'étranger.

Des actions de terrain sont également programmées afin de faire connaître l'offre de BMCE Bank et de lever les freins liés à la bancarisation. Ces actions doivent permettre d'instaurer un climat de confiance grâce à des échanges se déroulant dans un cadre informel. Les prospects seront ainsi orientés vers des agences de proximité pour une éventuelle concrétisation de la relation.

Le Marché des Entreprises et PME

» La Dynamisation du Positionnement

Les actions menées au cours de l'exercice 2008 pour dynamiser l'activité se sont articulées autour de l'accompagnement des centres d'affaires du réseau « Entreprises » et de l'amélioration de la qualité de service.

Le Développement de l'Activité «Entreprises & PME»

Le dynamisme commercial s'est davantage affirmé, comme en témoigne la multiplication des actions de prospection menées, les ouvertures des comptes réalisées, l'évolution favorable des mouvements commerciaux confiés et les challenges organisés. Ces actions se sont traduites par des performances commerciales plus qu'appréciables :

- Les volumes confiés à l'import et à l'export se sont inscrits en hausse respective de +20% et de +6% à 19,5 milliards de dirhams et 14,6 milliards de dirhams.
- L'activité de financement de la promotion immobilière enregistre une forte hausse de 109%, atteignant un encours de 3,9 milliards de dirhams.
- Les réalisations sur les crédits d'investissement sont également appréciables avec un encours en croissance de 22% à 22,6 milliards de dirhams.

Ces performances ont été soutenues par une politique de fidélisation et de prospection dynamique et de développement de synergies avec le marché « Particuliers » à travers les conventions et la participation à des manifestations nationales (Salons de l'Immobilier, Assises Internationales du Tourisme...).



Par ailleurs, dans le but de renforcer son image de banque du commerce extérieur et des relations de partenariats, BMCE Bank a participé à plusieurs événements économiques et commerciaux auprès d'institutions de commerce extérieur et chambres de commerce étrangères.

» Un Soutien au Développement de l'Activité

Afin de favoriser le développement du portefeuille «Entreprises et PME», un certain nombre d'actions ont également été menées.

Cap sur le Client «Entreprises»

Tout au long de l'année, l'implémentation des recommandations du projet «Cap Entreprises» a été assurée. Parmi les recommandations concrétisées, la mise en œuvre par le «Réseau Entreprise» des pratiques commerciales et managériales en termes de visites clientèle, de compte-rendu de visite, de développement des synergies et de réunions d'animation entreprises. C'est

CHIFFRES CLES

- >> DOMICILIATION IMPORT : +20%
A 19,5 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> DOMICILIATION EXPORT : +6%
A 14,6 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> FINANCEMENT DE LA PROMOTION
IMMOBILIERE : +109% A 3,9 MILLIARDS
DE DIRHAMS
- >> CRÉDITS D'INVESTISSEMENT : +22%
A 22,6 MILLIARDS DE DIRHAMS

également le cas du respect du nouveau processus de crédit en termes d'utilisation de la fiche de suivi, des délais de traitement de dossiers, de la conformité des dossiers de crédit, etc.

Segmentation & Ciblage de la Clientèle

La segmentation de la clientèle «Entreprise» s'est poursuivie avec le ciblage des nouveaux clients, l'enrichissement des données clients (chiffre d'affaires, PNB annuel, mouvements, autorisations, opérations import-export), l'analyse des données collectées et leur traduction en segments pour diffusion auprès du «Réseau Entreprise».

Par ailleurs, une base de données des prospects ayant un chiffre d'affaires supérieur à 50 MDH a été déployée dans le Réseau «Centres d'Affaires». L'objectif est de mettre à la disposition du Réseau une information exploitable permettant un meilleur ciblage des prospects et une planification de l'action de prospection.

Amélioration des Services

Dans le cadre de l'amélioration des services à la clientèle, une enquête de satisfaction a été menée afin de positionner l'offre de produits et services par rapport aux autres banques du secteur. L'étude révèle un niveau de satisfaction renforcé de 96% des clients de la Retail Bank, contre 88% en 2007.

En outre, BMCE Bank a procédé à la création de nouveaux supports de communication pour renforcer son image de leader dans les activités du commerce extérieur, notamment à l'occasion du lancement du service « BMCE e-message ».

Enfin, le « Guide du Commerce Extérieur » a été élaboré et diffusé à l'ensemble des centres d'affaires.



L'Innovation au Service du Client

2008 a été marquée par le développement d'une palette de produits et services, notamment :

- > BMCE *e-message*, une nouvelle solution qui permet aux clients de recevoir les messages Swift par mail ou par fax en toute sécurité et en temps réel.
- > BMCE *e-Trade* qui permet aux clients d'initier les opérations de commerce extérieur à tout moment via Internet.
- > BMCE *Global Business* et BMCE *Travel Business* en tant que nouvelles offres monétiques.



Des Partenariats Renforcés



Consolidation des Synergies avec «Maghrebail»

Le développement des synergies avec Maghrebail se poursuit avec la mise en place en cours de deux produits de bail qui offrent à la clientèle des financements adaptés, des avantages financiers et fiscaux ainsi qu'une souplesse de gestion.



Maroc Factoring : de Nouveaux Produits

Une convention de partenariat a été signée, portant sur la mise en place de deux nouveaux produits, BMCE Factor Local & BMCE Factor International qui assurent la gestion, le financement et le recouvrement des créances commerciales au niveau national et international.



RMA Watanya - Assurbank

En collaboration avec RMA Watanya et BMCE Assurbank, BMCE Bank étudie le projet de mise en place de l'assurance «Tous Risques Chantier» qui couvre les dommages accidentels subis par l'ouvrage ainsi que les pertes ou vols des biens assurés sur le site d'un chantier.



Caisse Marocaine des Marchés

BMCE Bank a poursuivi ses efforts d'amélioration de l'offre produits avec la Caisse Marocaine des Marchés, en signant une convention dont l'objectif est de renforcer l'image de BMCE Bank en tant que banque des PME et de dynamiser davantage l'accès des PME au financement, notamment à travers le Fonds de Garantie de Commande Publique pour l'accès aux marchés publics.



La Dynamique Avérée de BMCE Corporate Bank

Dans un contexte contrasté, BMCE Corporate Bank a poursuivi ses efforts de soutien aux projets d'investissements publics et privés d'envergure dans les domaines des infrastructures, de l'industrie, de l'immobilier et du tourisme.

L'enjeu pour BMCE Corporate Bank a été de saisir les meilleures opportunités offertes tout en composant avec des contraintes diverses : le spectre de la crise financière sur les marchés internationaux, la réglementation prudentielle ou encore le durcissement de la concurrence.

» Des Réalisations Appréciables

Dans cette conjoncture, les dépôts à terme ont enregistré une progression exceptionnelle de +136%, avec 4,7 milliards de dirhams collectés en 2008. Les dépôts de BMCE Corporate Bank se sont ainsi établis à 10,7 milliards de dirhams, contre 7,9 milliards en 2007. Par ailleurs, les engagements par décaissement accordés à la clientèle ont évolué de +8% pour atteindre 26,4 milliards.

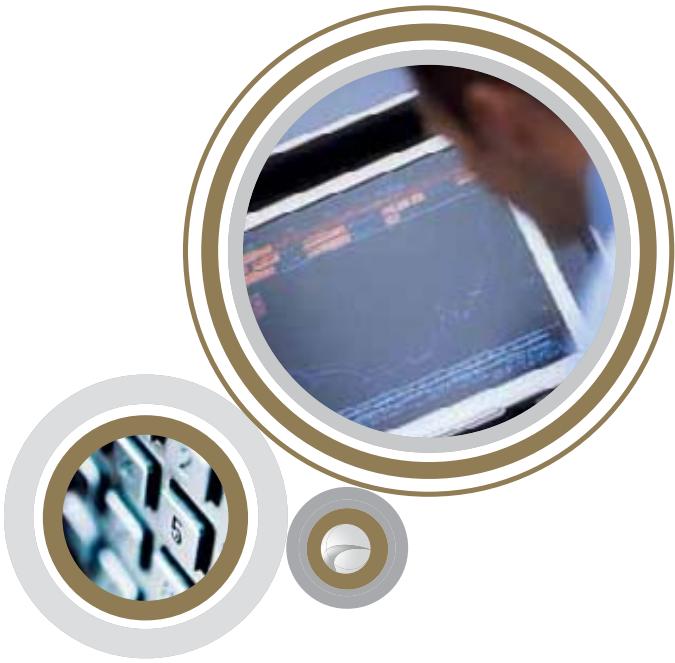
De plus le volume global des financements extérieurs à court terme a enregistré une augmentation de 28% par rapport à 2007, atteignant 7,3 milliards de dirhams. Le nombre des opérations s'est également inscrit en hausse de 11,6%.

Sur le marché des crédits conventionnés, les crédits à la consommation ont enregistré une progression plus marquée que les crédits immobiliers de respectivement 102% et 36%, s'établissant pour le premier à 971 millions de dirhams et pour le second à 693 millions de dirhams.



CHIFFRES CLES

- >> DÉPOTS CORPORATIFS : +35% À 10,7 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> ENGAGEMENTS PAR DECAISSEMENT : +8% À 26,4 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> PROJECT FINANCE : +3 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> ACTIFS SOUS GESTION DE BMCE CAPITAL GESTION : 17 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> ACTIVITÉ DE CHANGE DE BMCE CAPITAL MARKETS : 249 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> ACTIFS EN CONSERVATION DE BMCE CAPITAL TITRES : 132 MILLIARDS DE DIRHAMS
- >> PART DE MARCHÉ DE BMCE CAPITAL BOURSE : 22%



» Une Présence Renforcée sur les Activités de Financement de Projet

BMCE Bank a accompagné ses partenaires dans la conduite de montages financiers innovants sur la place bancaire marocaine, leur permettant d'institutionnaliser leur capital et/ou de se développer par croissance externe.

Au titre de l'exercice 2008, plus de 40 nouveaux dossiers de financement de projets ont été étudiés, totalisant environ 3 milliards de dirhams de crédits supplémentaires autorisés. Ainsi, l'encours des crédits à moyen et long termes s'élève à plus de 12 milliards de dirhams à fin 2008.

L'ensemble de ces actions a consolidé le leadership de BMCE Corporate Bank sur le financement de projets avec une présence accrue, notamment sur les projets d'infrastructure, de télécommunication, de tourisme et d'immobilier.

Parmi les réalisations de l'année figurent la structuration d'une opération de prise de participation dans une société d'ameublement et le désengagement des actionnaires familiaux sortants, l'arrangement de financement pour des entreprises opérant dans les secteurs liés aux activités portuaires, à l'assainissement et la voirie, le transport ferroviaire...

En outre, la certification ISO 9001 v2000 de l'activité «Project Finance» a été reconduite, ce qui témoigne de la consolidation de l'excellence de la qualité de service de BMCE Corporate Bank.

» Une Activité Commerciale Soutenue

Au titre de l'année 2008, le portefeuille institutionnel s'est développé malgré un contexte tendu marqué par une concurrence avivée et par l'assèchement des liquidités. Ce développement a été rendu possible en soutenant les sociétés de financement par la mise en place de nouvelles enveloppes de crédit. Le secteur immobilier a, quant à lui, été marqué par de très fortes demandes de crédits auxquelles la Banque a répondu de manière très sélective.

Par ailleurs, des actions de fidélisation et de consolidation de la clientèle axées sur l'utilisation soutenue des lignes de crédit, l'équipement en EdiFin et la commercialisation de MT940 et *Cash Pooling*, ont contribué au renforcement des relations avec la clientèle de BMCE Corporate Bank.

Parallèlement, les actions de prospection se sont intensifiées, notamment envers les groupes privés et les multinationales opérant dans des secteurs aussi porteurs que diversifiés : l'industrie, le secteur pharmaceutique, le secteur de l'assainissement, le secteur agro alimentaire, le secteur du BTP, etc. Cet effort soutenu de démarchage de la clientèle a abouti à l'ouverture de nouveaux comptes.

Grâce au démarrage de plusieurs nouveaux projets, mais aussi à l'augmentation des prix des matières premières et à la consolidation des flux avec la clientèle traditionnelle, les réalisations sur le secteur public se sont inscrites en hausse significative, qu'il s'agisse de mouvements commerciaux, d'engagements ou de dépôts à terme.

» Des Synergies Consolidées

L'année a été marquée par le renforcement des synergies avec la Retail Bank, BMCE Capital Conseil et Maghrebail, notamment avec le développement des conventions crédits Entreprises/Salariés, la réalisation de missions de conseil au profit de la clientèle Corporate et d'opérations en commun.

Parallèlement aux opérations courantes, les synergies avec la Salle des Marchés se sont multipliées. En témoigne la croissance remarquable du volume d'options, spots et de change à terme pour le compte de filiales d'un grand groupe privé marocain.

De plus, une nouvelle offre de produits et services a été conçue, notamment les cartes prépayées en test avec RMA Watanya, la «Retraite Groupe» proposée à de nombreuses grandes entreprises, les offres monétiques comprenant les cartes voyage, etc.

Par ailleurs, afin de consolider les relations avec la clientèle, des séances d'animation commerciale ont été réalisées au sein des lieux de travail des entreprises clientes, remportant un franc succès.



» L'intensification du Correspondent Banking

Malgré les perturbations rencontrées sur les marchés internationaux, les relations avec les correspondants se sont multipliées. En témoignent la centaine de visites reçues, les visites rendues en Italie et en France de même que la participation à de nombreuses manifestations à l'étranger.

Au cours de l'exercice 2008, le mouvement global confié aux correspondants s'est élevé à 59,4 milliards de dirhams, en hausse de +22% suite à l'augmentation de 36% des transferts émis. Le mouvement reçu a, quant à lui, enregistré une croissance en volume de +11%, atteignant 60,4 milliards de dirhams, soutenu notamment par la hausse de +120% des crédits documentaires suite à la hausse significative des prix des matières premières.

» Tanger OffShore : des Réalisations Soutenues

L'activité de la succursale *Offshore* a été marquée par des réalisations soutenues, enregistrant une progression de +11% des dépôts à 384 millions de dirhams et de +23,4% pour les engagements, à 2,8 milliards de dirhams.

Par ailleurs, BMCE Tanger *Offshore* a réalisé de nombreuses opérations d'escompte et de prises de participations, dans le cadre de la confirmation de lettres de crédit lui ayant permis de développer son intervention auprès de grandes banques internationales ou d'accompagner MediCapital Bank dans des opérations sur des pays africains.



BMCE Capital 10 ans d'Excellence

» Activité des Marchés des Capitaux

Une Expertise au Service de la Performance

BMCE Capital Markets

>> Une année de consolidation

Dans un contexte national et international défavorable caractérisé notamment par une montée des risques, BMCE Capital Markets parvient cependant à consolider ses activités.

Outre des actions de réorganisation, le «Desk Change» a poursuivi ses efforts d'amélioration de qualité de service offert aux clients via l'octroi de meilleures cotations pour la clientèle sensible et la diffusion de publications quotidiennes.

La combinaison de ces initiatives a permis à BMCE Capital Markets d'améliorer son image de marque et de renforcer sa part de marché, comme en témoigne la progression enregistrée de +13% du volume global générée par l'activité de change à 249 milliards de dirhams.

Par ailleurs, l'année 2008 a vu une orientation favorable de l'activité *Foreign Exchange (FX)* et Marché Monétaire *OffShore*. En effet, l'activité FX *OffShore* a généré une volumétrie en progression de +59%, favorisée par la gestion de la position de change et le «*market making*» sur le marché monétaire *OffShore* en dirhams.

Dans le domaine des produits structurés, la palette des produits s'est élargie à des produits innovants (*One Touch, No Touch, DNT,....*) sur des sous-jacents variés (*change, énergie, gold, equity, etc.*).

Le flux d'affaires traité par l'activité obligataire & monétaire s'inscrit en progression de +6% à 1,64 milliard de dirhams, dont 68,1% provient des *repos/resale* et 25,9% de l'interbancaire.



Un monde d'expertise
dans un écrin d'excellence.



BMCE Capital Bourse

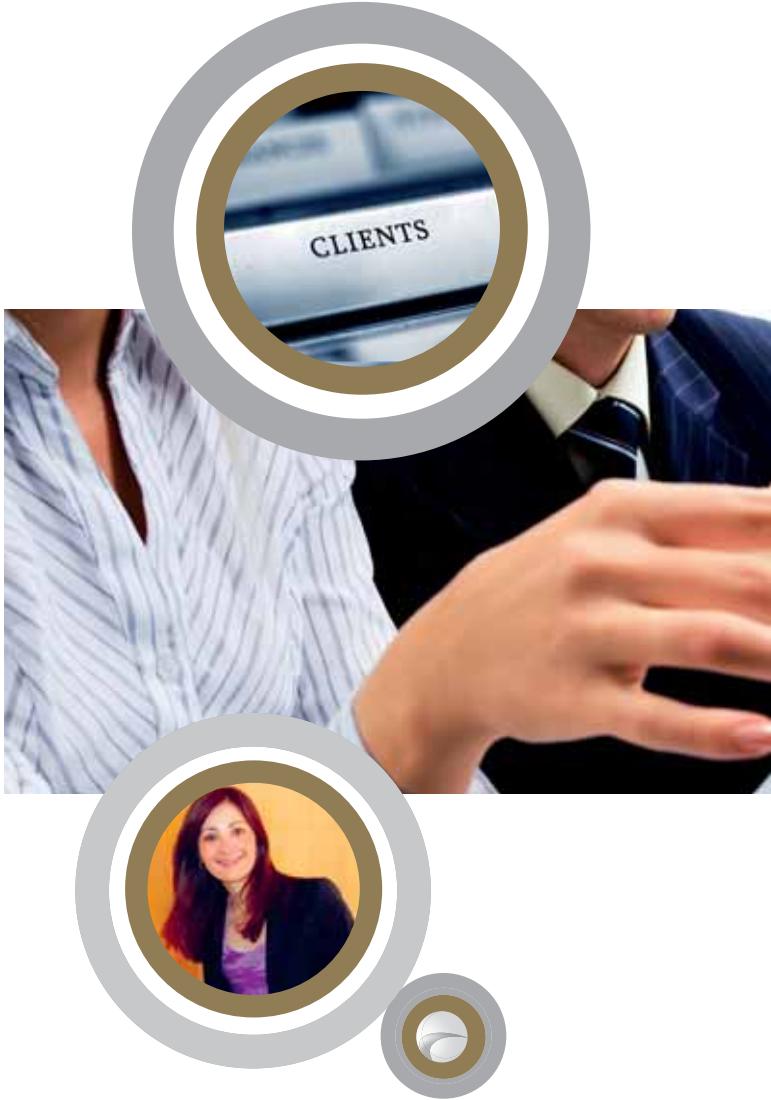
>> Une notoriété accrue sur le marché marocain de l'equity

Dans le contexte 2008 de correction brutale où le manque de confiance des investisseurs s'est traduit par une baisse des cours et des indices, BMCE Capital Bourse est tout de même parvenue à améliorer son volume d'activité de +4%. Le gain de part de marché enregistré sur le marché actions passe à 22%, plaçant BMCE Capital Bourse au deuxième rang des sociétés de bourse.

Ces bonnes performances ont été favorisées par deux facteurs principaux : l'intensification du flux de business avec la clientèle étrangère en partenariat avec CM-CIC et MediCapital Bank et la conduite réussie de plusieurs opérations d'envergure (cessions de parts de capital, participation au placement d'emprunt ou aux introductions en bourse, adjudication de la gestion d'opérations initiées par 11 institutionnels de la place dans un pool de quatre brokers).

BMCE Capital Bourse a également profité du développement de l'offre «Bourse en Ligne», gisement important de revenus. L'offre en ligne a permis d'enregistrer des réalisations appréciables avec la multiplication par 6 du nombre de clients abonnés par rapport au démarrage et une fréquentation importante du site avec plus de 2,3 millions de visiteurs et de pages vues, provenant de 78 pays.

Par ailleurs, BMCE Capital Bourse s'est distinguée en 2008 par son dynamisme commercial sur les programmes de rachat, confirmant sa position d'expert en la matière. Forte du support des activités d'Analyse & Recherche, BMCE Capital Bourse a conclu de nouveaux mandats de gestion pour la conduite des programmes de rachat, outre la reconduction de ceux déjà existants.



Cette performance est essentiellement liée à l'évolution favorable de l'encours des OPCVM monétaires qui marquent une hausse de +10,9% et des OPCVM obligataires MLT qui enregistrent quant à eux une progression de +14,1%, toutefois freinée par le recul des actifs des fonds actions dans un contexte de retournement du cycle boursier.

La structure des actifs gérés par la filiale d'Asset Management de BMCE Capital souligne une prédominance du monétaire et de l'obligataire qui représente plus de 92%. Quant aux OPCVM diversifiés, ils ont maintenu leur part à près de 1% tandis que les OPCVM actions ont vu leur part se contracter de 9,6% à 6,7%.

Enfin, BMCE Capital Gestion s'est distinguée par le lancement d'une nouvelle catégorie de fonds dits contractuels, FCP Capital Sûr, premier FCP contractuel marocain à capital garanti et indexé sur les valeurs de la Bourse de Casablanca.



La Gestion d'Actifs



Une Offre de Produits Élargie



BMCE Capital Gestion

>> Une année de transition

En dépit du contexte difficile et capitalisant sur l'amélioration de la qualité de gestion, les actifs gérés par BMCE Capital Gestion ont connu une croissance de +8,8% à 16,97 milliards de dirhams, la plaçant ainsi au troisième rang des sociétés de son secteur avec une part de marché avoisinant les 11%.



En termes de réalisations, la société affiche des résultats honorables. Malgré un contexte difficile marqué par un marché boursier en forte baisse et des rendements obligataires peu satisfaisants, le volume de croissance du nombre de clients gérés en mandats de gestion a doublé entre 2007 et 2008. Ces performances sont liées au développement de synergies avec BMCE Bank, d'une part, grâce à des visites organisées conjointement pour démarcher des clients à portefeuille important et BMCE Capital Markets, d'autre part, suite au démarrage des investissements dans les produits structurés adossés à des sous-jacents divers (devises, matières premières...).

» La Gestion et la Conservation de Titres

» Des Performances Appréciables

» BMCE Capital Titres

>> Une activité dépositaire en forte hausse

Dans le cadre des efforts entrepris pour l'amélioration de la qualité de service, les *back-offices* marchés ont activement contribué à la certification des process par la mise en place d'indicateurs qualité permettant un suivi régulier de l'activité.

BMCE Capital Titres a consolidé les réalisations exceptionnelles de 2007 avec une croissance de l'ordre de +10% de l'encours des actifs en conservation, à plus de 132 milliards de dirhams et une hausse de près de +5% du chiffre d'affaires dans un marché boursier pourtant fort difficile.

Par segment d'activité, on enregistre une progression de +11% de la part des actifs conservés au profit des institutionnels locaux (56 milliards de dirhams), de +28% de l'activité dépositaire OPCVM (32 milliards de dirhams) et de +50% de l'activité des institutionnels étrangers (1 milliard de dirhams).

Par ailleurs, au titre de l'année 2008, le volume transactionnel traité dans le cadre des opérations boursières par l'activité *Custody* s'est établi à quelques 28 milliards de dirhams.

BMCE Capital Titres a également mis en place à l'international les processus nécessaires au lancement du service dénouement, ce qui lui a permis le traitement d'opérations d'arbitrage sur titres à l'international par des dénouements chez le dépositaire central européen Euroclear et le dépositaire local Maroclear.

» BMCE Capital Gestion Privée

>> Une offre de services mieux structurée

L'année 2008 a été une année de consolidation et de mise en œuvre de plusieurs projets structurants, en accord avec le plan stratégique de développement de la filiale de gestion privée de BMCE Capital.

Pour rappel, BMCE Capital Gestion Privée propose à sa clientèle patrimoniale deux modes de gestion distincts : une gestion de portefeuille sous mandat individualisée tenant compte des objectifs du client pour l'accompagner durablement dans la protection et la rentabilité de ses actifs ; une gestion conseillée pour la clientèle qui souhaite conserver un rôle actif, tout en s'appuyant sur les compétences et la réactivité de BMCE Capital pour la constitution d'un portefeuille ou l'élaboration d'arbitrages sur un portefeuille existant.

C'est pourquoi BMCE Capital Gestion Privée a mis en place une stratégie de développement ambitieuse et innovante axée sur l'élargissement des supports d'investissements, outre les supports traditionnels (actions, obligations, produits d'assurance...). Elle propose ainsi à sa clientèle de nouvelles opportunités telles que l'investissement dans des produits structurés, dans des sociétés non cotées ou dans une sélection d'OPCVM plus performante.

» Plate-Forme Commerciale

Au Service du Développement

Au service des différentes lignes métiers, la plate-forme commerciale a continué ses efforts, permettant ainsi d'asseoir davantage l'image de BMCE Capital sur le marché local, mais également de mettre en place un marketing événementiel, stratégique et opérationnel tout en renforçant l'action commerciale sur les différents marchés investis.

Par ailleurs, la plate-forme commerciale s'est attachée à consolider l'avantage concurrentiel dont jouit BMCE Capital à travers le développement de sa présence régionale. En effet, la stratégie commerciale au cours de l'exercice 2008 s'est articulée autour de la consolidation des efforts sur le portefeuille clientèle. Dans un souci d'efficacité et de proximité auprès des clients et prospects, des équipes régionales ont été constituées, le tout dans le but d'améliorer les rendements des produits commercialisés et, en contrepartie, d'optimiser la gestion du risque.

En outre, l'exercice 2008 a été marqué par le changement de l'identité visuelle de BMCE Capital à l'occasion de son 10^{ème} anniversaire. L'intégration de la perle à son nouveau logo a permis de renforcer la perception de son appartenance au Groupe BMCE Bank.



La Confirmation des Acquis de l'Activité de Conseil



BMCE Capital Conseil

>> Un acteur de référence dans le domaine du Conseil

Au cours de l'année 2008, BMCE Capital Conseil s'est positionnée en tant qu'acteur de référence sur le marché du conseil en réalisant près de 25 opérations d'envergure parmi lesquelles 3 opérations de fusions-acquisitions, 4 opérations relatives à des appels d'offres de concession et 6 opérations de financements structurés.

L'analyse du chiffre d'affaires fait ressortir plusieurs enseignements : une hausse des revenus issus de l'activité de placement, une part de 21% des revenus de fusions-acquisitions comprenant *success fees* et *retainers*, un recul de 13% de la part des commissions d'émission suite au report des principales introductions en bourse, conséquence d'un contexte défavorable du marché boursier, et une part de 10% du chiffre d'affaires généré par les opérations de «Financements Structurés».





L'Activité Analyse & Recherche en Quête d'Excellence



Assurant parfaitement son rôle de support pour l'ensemble des lignes métiers de BMCE Capital, l'activité Analyse & Recherche a fait preuve au cours de l'année 2008 d'un dynamisme encore renouvelé, aussi bien sur le volet Bourse que sur le Développement et l'Intelligence Economique.

Ciblant des secteurs nouveaux avec une approche différente, la couverture du marché Actions de Casablanca s'est poursuivie, matérialisée par une appréhension plus approfondie du volet stratégique à travers des tentatives de scénarisation des perspectives.

Dans ce même sillage, plusieurs présentations ont été assurées dans le cadre de *road-shows* organisés au profit d'institutionnels locaux, d'investisseurs étrangers et de patrimoniaux autour de thèmes comme l'économie nationale, le marché financier marocain et plusieurs sociétés cotées.



La Valorisation du Capital Humain

Dans le contexte dynamique de croissance que connaît le Groupe BMCE Bank, une attention particulière a été portée à la gestion du capital humain, au partage des meilleures pratiques en la matière et à son pilotage. L'objectif : favoriser la mise en œuvre d'une politique RH Groupe reposant sur un projet social ambitieux et performant qui prépare l'avenir du Groupe BMCE Bank.

Aussi, la vision Groupe et la politique RH ont-elles été élaborées et déclinées, comprenant notamment la mise en place d'un programme de gestion des expatriés, la conception du *Leadership Continuity Program*, la définition d'indicateurs de performance RH...



» Le Développement des Ressources Humaines

Afin d'accompagner le développement de la Banque, l'activité de recrutement s'est intensifiée, notamment grâce à la participation aux forums des grandes écoles et à la diversification des voies de sourcing. Un objectif atteint puisque pas moins de 844 collaborateurs ont été recrutés.

Par ailleurs, le développement du capital humain et la gestion de carrière ont fait l'objet d'une attention particulière. Ainsi, plusieurs actions ont été soutenues : le suivi du processus d'évaluation et l'accompagnement des managers, la tenue de comités de mobilité Particuliers/Professionnels, la contribution avec BMCE Academy à la mise en place du dispositif Business Games «Challenge» et la conduite des entretiens de sélection de la 5^{ème} et 6^{ème} promotion des futurs académiciens.

○ Des Compétences Encouragées

>> Et davantage développées

L'activité de formation et de développement des compétences s'est renforcée et intensifiée afin d'accompagner la dynamique de changement et de croissance démontrée par le Groupe. Dans ce cadre, divers programmes de formation ont été conçus et mis en œuvre, concernant notamment le développement individuel et collectif ainsi que le développement des comportements managériaux, la conduite du projet Cap Pro, la réglementation, la maîtrise des risques, l'audit et la vérification interne, etc.

CHIFFRES CLÉS

- »> 100 NOUVELLES AGENCES OUVERTES
- »> EFFECTIF EN AUGMENTATION DE 583 SALARIES
- »> MOYENNE D'ÂGE DE L'EFFECTIF : 34 ANS
- »> 1930 COLLABORATEURS AYANT BÉNÉFICIE DE LA MOBILITÉ INTERNE



BMCE Academy

>> Une formation sur-mesure

BMCE Academy a poursuivi son développement avec pour objectifs d'accompagner les orientations stratégiques du Groupe et de développer les compétences clés mais également de favoriser le partage d'une culture, d'un réseau et des meilleures pratiques et de contribuer au développement des collaborateurs.

BMCE Academy offre aujourd'hui une palette de prestations sur-mesure et a réussi le challenge de maintenir un niveau de sélection rigoureux et d'excellence. Cette palette comprend, entre autres, des cursus dédiés aux directeurs d'agences Particuliers/Professionnels, à la force de vente du marché des entreprises et au management interculturel.

A titre d'exemple, les directeurs d'agences Particuliers/Professionnels sélectionnés se sont vus dispenser, dans le cadre du cursus, des formations relatives au cadre réglementaire de l'activité bancaire, à la banque et son environnement, au droit commercial et bancaire, aux pratiques de la technique bancaire, à la fonction commerciale, au management et à l'efficacité personnelle et à la fonction administrative & RH.

Au cours de l'année 2008, un dispositif de «Business Challenge» basé sur le principe des *Business Games* a également été mis en place. L'objectif : amener les participants à formuler un challenge managérial personnel. Pendant deux jours, les participants suivent un parcours construit autour de leur activité, de leur mission et de leur rôle et ce, au regard du fonctionnement, de la stratégie et des valeurs de BMCE Bank.



Des Programmes Spécifiques

>> Pour les Hauts Potentiels

Le *Leadership Continuity Program* a vu au cours de l'année 2008 la finalisation de la phase *Assessment*, la remise à niveau de la majorité des potentiels, le

démarrage de la détection de la 2^{ème} promotion des potentiels et la confirmation des talents, outre la mise en place d'un programme d'accompagnement de 24 mois.

Dans ce cadre, le cursus de développement personnel a été déployé à travers la mise en place de 3 modules dédiés au *self-development*, aux techniques de communication et à la gestion du temps.



La Motivation du Personnel

>> Accentuée

L'exercice 2008 a été marqué par la généralisation de la rémunération variable à l'ensemble des entités de la Banque et la cession du reliquat des actions détenues dans le cadre de l'OPV réservée au personnel du Groupe lancée en 2005 leur ayant permis d'engager des plus-values substantielles. Ont également été menés le pilotage des processus d'augmentation de mérite et de promotion et l'élargissement de l'offre de crédit au personnel par la mise en place du crédit in fine.

Dans le cadre des activités d'œuvres sociales, une dizaine de conventions portant sur des remises (Hôtels, magasins, soins médicaux...) a été négociée. Par ailleurs, des colonies de vacances ont été organisées ainsi que des matinées au club au profit des enfants handicapés du personnel. Enfin, une campagne d'information avec RMA Watanya et Assurbank relative à la convention flotte salariés a été réalisée.



La Construction d'une Identité Collective

Plusieurs actions de communication interne ont été menées pour favoriser et renforcer l'appartenance au Groupe. Ces actions se sont articulées autour de plusieurs axes :

- > **Informer et expliquer** à travers l'affichage, le *relifting d'Internews*, la publication d'une plaquette représentant la quintessence des orientations stratégiques de la Banque et la diffusion de communiqués internes ;
- > **Accompagner le management** grâce à la diffusion de la *M@nager's Letter*, outil RH de sensibilisation dans la conduite du changement ;
- > **Relier et unifier** à travers l'organisation de plusieurs événements : matinée Achoura, fête de la musique, le 8 mars en fête, *team building* ;
- > **Accueillir et intégrer** avec la mise à jour du kit d'accueil des nouvelles recrues, et l'édition de plaquettes RH à l'occasion des salons de recrutement ;
- > **Engager autour du projet d'entreprise** marqué par la seconde édition du Bilan Social qui récapitule les activités RH en chiffres, la conduite de la campagne «BMCE Bank Sans Tabac», le lancement de la 2^{ème} enquête «Observatoire RH» et l'accompagnement de BMCE Academy et des autres entités de la Banque pour communiquer autour de leurs projets.

Actions Phares 2009

- > Employabilité au niveau du Groupe BMCE Bank
- > Internationalisation des modes de gestion RH
- > Poursuite du programme LCP
- > Sélection des académiciens de la 7^{ème} et 8^{ème} promotion de BMCE Academy

L' Accompagnement du Développement du Groupe



L'Intelligence Client et Economique au Service de la Création de Valeur

Afin de répondre au mieux aux besoins des entités du Groupe BMCE Bank, le Centre d'Intelligence Economique (CIE) a renforcé au cours de l'année 2008 sa valeur ajoutée sur l'ensemble du cycle de l'information.

Une Culture de la Veille

>> Informatives

Le développement d'une culture de veille informative s'est traduit par une intensification et une diversification des travaux de veille, sur les supports traditionnels et électroniques. De nouveaux produits ont ainsi été lancés au cours de l'année écoulée, apportant aux collaborateurs une vision sur le développement des entreprises du Groupe.

Dans cette même perspective, au niveau des marchés, le CIE a insisté sur l'identification et la diffusion de documents analytiques répondant aux problématiques opérationnelles et stratégiques de la Banque. Un suivi hebdomadaire de la conjoncture économique mondiale de crise a également été assuré, permettant l'élaboration d'analyses ciblées plus pertinentes.

Les Livrables d'Aide à la Décision

>> Renforcés

Parallèlement aux travaux de veille informative, le CIE a renforcé son activité d'appui et d'aide à la décision des différentes entités du Groupe BMCE Bank.



Ainsi, l'analyse sectorielle reste une source majeure d'expertise pour le CIE qui, dans cette perspective, réalise de nombreuses études sectorielles - aéronautique, franchise, ciment, équipementiers automobiles, *offshoring* et peinture - qui, pour certaines, sont distribuées à l'occasion de salons thématiques de même qu'il élabore des documents à haute valeur ajoutée à l'attention des membres du Comité de Direction et des filiales.

Enfin, le Centre d'Intelligence Economique apporte son expertise en participant de manière efficace aux travaux structurants du Groupe.

Un Premier Pied

>> Dans l'analyse économique

L'un des éléments clés de l'année 2008 réside dans la capacité du CIE à évoluer vers des livrables à forte valeur ajoutée, dans le domaine de l'analyse économique notamment.

Une nouvelle gamme de produits, pour le moment à destination du *Senior Management* du Groupe, a été définie avec la réalisation d'analyses et de synthèses économiques. Le traitement de thématiques aussi diverses que l'inflation, la crise financière ou le statut avancé du Maroc au sein de l'Union Européenne a permis aux décideurs de bénéficier d'un regard objectif sur le contexte macro-économique domestique et sur ses incidences possibles sur l'activité du secteur bancaire.



Des Outils Technologiques

>> Au service du Groupe

Afin de mutualiser, pérenniser et valoriser l'ensemble du patrimoine immatériel du Groupe BMCE Bank, le CIE a développé un Système d'Information (SI), nouvelle interface informative et collaborative permettant la création d'une mémoire informationnelle collective.

La possibilité de diffusion de l'information auprès de l'ensemble des collaborateurs du Groupe apportera un avantage compétitif certain pour évaluer les opportunités de croissance. Ce lien permanent permettra également de fédérer les ressources du Groupe autour de ses objectifs.



Des Outils d'Intelligence Client

>> A forte valeur ajoutée

Pour accompagner la Banque dans le lancement de nouveaux produits ou le positionnement sur de nouvelles niches d'activités, plusieurs études marketing ont été élaborées. Elles ont, entre autres, permis de mieux cerner le comportement financier de la clientèle ciblée, ses besoins et ses attentes, mais également d'évaluer l'attractivité et l'opportunité du lancement de nouveaux produits.



L'Accompagnement

>> Du programme d'ouverture d'agences

L'année 2008 a été principalement consacrée à la réalisation de l'étude Géomarketing d'implantation sur la ville de Casablanca. Grâce à une méthodologie spécifique à la problématique de BMCE Bank, l'étude a permis de cibler les opportunités d'implantations dans les quartiers à forts potentiels, de réaliser un gain financier en priorisant l'acquisition des locaux, de renforcer le maillage en évitant toute cannibalisation entre agences BMCE Bank et d'optimiser la collecte des encours via un réseau intelligemment situé.

A cet égard, BMCE Bank dispose d'un outil «Système d'Information Géographique» (SIG) pour établir son plan de développement. Spécialement adapté à l'élaboration d'une stratégie d'implantation des agences, cet outil d'aide à la décision permet de localiser avec précision les zones d'implantation prioritaires, c'est-à-dire les sites présentant à la fois un fort potentiel en termes de bancarisation, une faible concurrence et une faible présence BMCE Bank. L'outil permet également de simuler l'ouverture d'une agence, où que ce soit à Casablanca, et d'évaluer son potentiel de développement.



La Communication d'un Groupe Multimétiers

La communication a connu plusieurs événements majeurs avec la mise en place progressive de nouveaux territoires de communication sur différents marchés.

Une Stratégie de Communication

>> Par marché de clientèle

Sur le marché Particuliers/Professionnels, une nouvelle signature commerciale est née : «La Banque Nouvelle Génération». Elle permet à la Banque d'avoir un nouveau positionnement, proche et à l'écoute de sa clientèle, soucieuse de ses intérêts et en mesure de lui offrir un service de qualité.

Sur le marché MRE, la communication s'est distinguée par la modernisation de la signature commerciale avec le lancement du concept «Mon Pays, ma Banque», qui permet de mettre en avant l'aspect dynamique et international de BMCE Bank.



Gouvernance & Développement Groupe



La communication commerciale du marché des entreprises s'est, quant à elle, accompagnée de la diffusion de plaquettes commerciales relatives aux produits à forte valeur ajoutée. Ces nouveaux supports ont permis de renforcer le positionnement de BMCE Bank sur ce marché. Ainsi, ont été mis en exergue «BMCE e-message», le «Guide du Commerce Extérieur» et la plaquette «synergies métiers corporate» (RMA Wataanya, Maroc Factoring, Maghrebail, etc.).

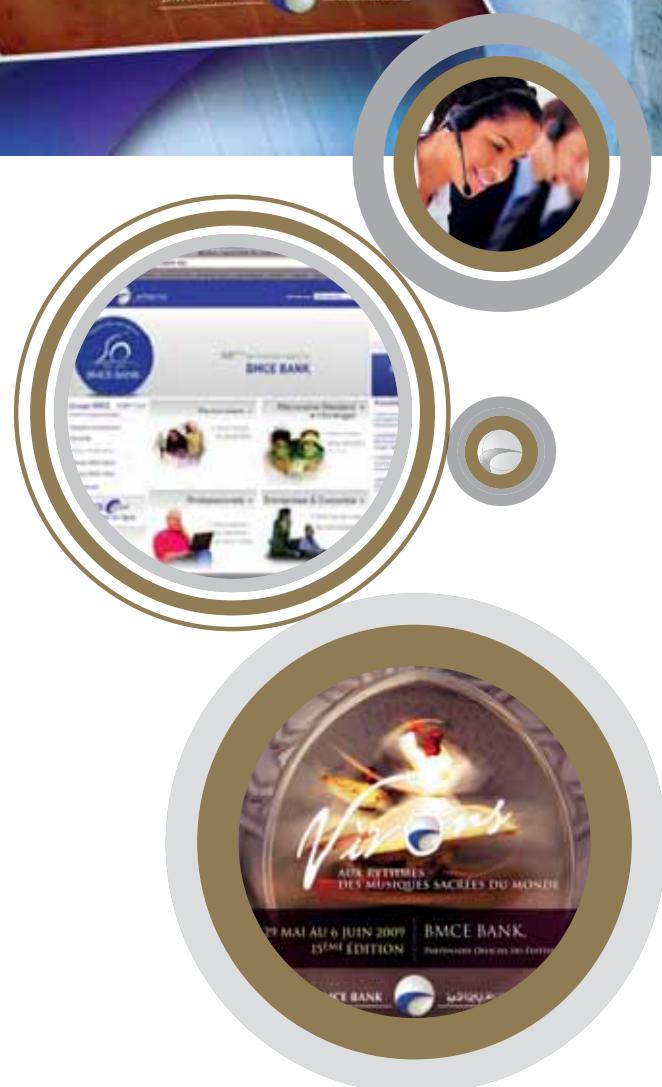
Par ailleurs, «Vivons», nouveau concept de communication événementielle, a été élaboré en 2008 pour marquer davantage l'engagement de BMCE Bank dans la vie culturelle, sportive et sociale du Maroc. Ce nouveau concept a accompagné les principaux événements sponsorisés par la Banque à travers la diffusion d'un message unique : «Vivons l'émotion de nos passions».

Des Canaux Diversifiés

>>Au service du client

La communication multicanal ne cesse de se développer et occupe une place de plus en plus importante. Le canal Internet est en pleine expansion. En témoigne la hausse du nombre de visites du site commercial de +61%. L'activité s'est également développée grâce à des actions de marketing direct, via le mailing, le phoning, les SMS et l'e-mailing.

Par ailleurs, deux nouveaux concepts ont été lancés : un nouveau projet de communication personnalisée avec le client via les GAB et un nouveau procédé d'habillage dynamique des vitrines d'agences permettant la projection de séquences vidéo visibles de l'intérieur et de l'extérieur.



» Des Projets Organisationnels et Informatiques d'Envergure

● Des Développements Technologiques et Organisationnels

>> Au cœur des performances commerciales

● Dynamisation de la Gestion de la Relation Client

Afin d'accompagner un fort développement sur l'ensemble de ses marchés, BMCE Bank se dote d'outils performants de gestion et d'optimisation de ses processus marketing et commerciaux. C'est dans cette perspective qu'un projet global de gestion de la relation client a été lancé, articulé autour de deux axes : d'une part, la mise en place d'outils permettant d'accroître l'efficacité commerciale de la force de vente et, d'autre part, une meilleure connaissance du client et de la maîtrise des risques, outre l'assainissement et la fiabilisation des données clientèles.

● Meilleur Suivi et Pilotage des Performances Commerciales

L'exercice 2008 a également vu s'élargir l'outil de reporting et d'aide à la décision aux marchés Entreprises, Professionnels et MRE. Ce dernier permet un suivi quotidien des performances commerciales du Réseau, les tableaux de bord et les indicateurs spécifiques aux marchés ciblés étant actuellement en cours de développement.

● Refonte des Activités de Recouvrement Commercial

La mise à niveau du modèle organisationnel de l'activité de recouvrement commercial a été menée en 2008 par la mise en place de la gestion par portefeuille. Cela permet de mieux responsabiliser les gestionnaires, de mesurer la performance et de mettre en place un système de rémunération variable. Dans la perspective d'assurer un pilotage permanent et fiable de l'activité de recouvrement à l'amiable, plusieurs indicateurs ont été conçus et seront mis en œuvre sur l'outil de reporting et d'aide à la décision.



● La Modernisation du Système de Paiement

Le projet de migration vers la carte à puce s'est poursuivi avec la finalisation des tests pour l'acquisition et le déploiement de la mise à niveau des GAB. Le test d'intégration pour la partie «émission» est en cours, tandis que les phases de paramétrage et de la recette sont prévues pour le premier trimestre 2009.





» La Qualité au Service du Client

Désormais institutionnalisée au sein du Groupe BMCE Bank, la démarche qualité a continué de servir la politique ambitieuse de développement menée par le Groupe. Dans une quête d'amélioration continue de la qualité de service, plusieurs projets importants ont été initiés : la poursuite de la certification des activités, le pilotage des processus, l'amélioration de l'accueil, la mise en place d'un Système de Gestion Sociale et Environnementale (SEMS) et la réalisation d'études de satisfaction et de benchmarks.

Des Labels de Qualité

En 2008, la certification des activités phares du Groupe BMCE Bank s'est poursuivie. Ainsi, la Salle des Marchés de BMCE Capital s'est distinguée par la certification ISO 9001 v2000 de ses activités. De même, BMCE Bank a de nouveau fait figure de pionnière en obtenant, pour la première fois au Maroc, la certification ISO 9001 v2000 de l'activité de la Bancassurance, conjointement avec RMA Watanya.

De même, les activités de l'étranger, monétique, titres, *Remedial Management*, crédits aux particuliers et financement de projets ont fait l'objet d'un audit de suivi, reconduisant ainsi leurs certifications respectives.

● L'Amélioration de la Qualité de l'Accueil

Par ailleurs, un projet d'amélioration de l'accueil au sein de BMCE Bank a été lancé. La démarche adoptée s'est focalisée sur quatre axes principaux : le diagnostic et la définition de l'objectif, l'analyse et l'identification des axes d'améliorations à travers un sondage du Réseau et du Siège, la recherche de solutions et enfin, la mise en œuvre d'un accueil structuré. Parmi les réalisations effectuées figurent notamment la préparation de la charte d'accueil, la lettre d'accompagnement présidentielle, le kit et le guide d'accueil.

» Une Logistique au Service du Développement du Réseau

● L'Extension du Réseau d'Agences

Dans le cadre de la poursuite de la stratégie de développement du Réseau BMCE Bank, 138 locaux ont été acquis en 2008, dont 38 alloués au programme d'extension du réseau en 2009. Ainsi, 100 agences et 3 centres d'affaires ont été ouverts et équipés en 2008 et 21 agences ont été aménagées.

● Le Réaménagement des Locaux

Au sein des principaux sièges de la Banque, plusieurs travaux de réaménagement, de réorganisation d'espaces et de renforcement des dispositifs de sécurité ont été entrepris. Par ailleurs, les travaux de terrassement pour la construction des plateaux de bureaux qui abriteront *EurAfric Information*, la filiale technologique du Groupe, ont démarré.

» La Sécurité Physique et Matérielle au Cœur des Préoccupations

● Un Mix d'Outils Efficients

Dans un contexte 2008 marqué par une recrudescence de la criminalité bancaire, BMCE Bank a poursuivi les efforts de sécurisation de son réseau d'agences entrepris en 2007. Ainsi, fin 2008, 100% du réseau BMCE Bank a été pourvu de système de détection d'intrusion, d'alarmes et de télésurveillance et 70% des agences ont bénéficié d'une couverture en télé-sécurité. En matière de gardiennage, le déploiement s'est accéléré au cours du deuxième semestre pour couvrir 43% des agences, sélectionnées sur la base de la cartographie des risques.



Levier de Revenus

Depuis le lancement de l'activité *Remedial Management* en juin 2004, le total des créances récupérées a atteint 1,76 milliard de dirhams en capitaux et 1,13 milliard de dirhams en reprises de provision. Ces performances ont été réalisées grâce à l'amélioration des process de gestion, de la motivation du personnel et de l'accompagnement des prestataires de services.

» Des Réalisations en Housse Soutenue

L'année 2008 s'inscrit dans la continuité de la politique dynamique de recouvrement menée durant les années précédentes par le pôle *Remedial Management* se traduisant par des réalisations en hausse soutenue. Ainsi, depuis la création du Pôle, le total des créances récupérées s'est établi à 1,76 milliard de dirhams en capitaux et 1,13 milliard de dirhams en reprises de provision.

En 2008, le coût du risque s'est également amélioré, passant de -318 millions de dirhams à -89 millions de dirhams, avec 435,1 millions de dirhams de récupération en capitaux, soit une augmentation de 51,7% par rapport à 2007.

En termes de recouvrement de masse, le montant récupéré a franchi, en 2008, le seuil des 50 millions de dirhams pour un montant de créances avoisinant les 400 millions de dirhams, soit 54 millions de dirhams, en progression de 46% par rapport à 2007.

Les engagements par signature déclassés en compromis ont également diminué de 67,5 millions de dirhams, soit -78%, grâce à l'apurement de 139 dossiers comportant des cautions administratives et 194 dossiers en douanes. Le solde résiduel de ces encours s'établit aujourd'hui à près de 50 millions de dirhams contre 230 millions de dirhams en 2005.

Ces performances ont été largement soutenues par la modernisation des process de gestion, la motivation du personnel et l'externalisation des activités à faible valeur ajoutée auprès de prestataires de services, ce qui a permis de maîtriser les charges d'exploitation liées à l'activité de recouvrement.

Faits Marquants

- > Récupération en capitaux en 2008 : 435,1 millions de dirhams
- > Apurement de 333 dossiers d'engagements par signature
- > Modernisation des procédures de gestion du contentieux
- > Optimisation des moyens de recouvrement

» Une Célérité dans le Traitement des Dossiers

Au cours de l'exercice 2008, l'activité de *Remedial Management* a démontré de fortes capacités de célérité et d'efficacité dans la gestion du contentieux. On note en effet une récupération significative des créances supérieures à 200 milles dirhams déclassées cette même année, avec une soixantaine de dossiers d'un montant global de près de 80 millions de dirhams récupérés sur les 223 dossiers transférés au contentieux d'un montant avoisinant les 400 millions dirhams. Il est à signaler que près d'une autre soixantaine de dossiers est en cours de résolution pour un montant global de près de 40 millions de dirhams.

» La Rationalisation des Charges Liées au Recouvrement

La politique de gestion des contentieux de BMCE Bank privilégie le règlement à l'amiable afin d'éviter les frais d'éventuelles poursuites judiciaires, pouvant grever lourdement les charges d'exploitation. Toutefois, en cas de recours aux avocats, une gestion optimale des honoraires est mise en œuvre, soutenue par la mise en place d'un logiciel intégré à la plate-forme administrative.

» La Dynamisation du Recouvrement du Stock de Crédits

Un travail approfondi a été effectué dans une logique de réalisation des garanties et de récupération du portefeuille des créances compromises datant de plus de 5 ans.

Il fut donc nécessaire d'identifier les dossiers bordés par des garanties réelles et ceux dans lesquels des jugements définitifs ont été rendus et dont le dénouement est imminent. Par ailleurs, un travail de proximité auprès des avocats et des organes judiciaires compétents est réalisé.

Dans ce cadre de régularisation des dossiers, près de 400 clients ont été reçus et autant d'enquêtes de localisation de patrimoine, d'expertises comptables et immobilières menées.

L'ensemble de ces actions a permis l'accélération des récupérations avec 184 millions de dirhams de créances recouvrées en 2008 contre 131 millions de dirhams en 2007, soit une hausse de +40%. De même, les récupérations sur les créances ramenées à 1 centime ont enregistré de belles performances avec près de 52 millions de dirhams, contre 13 millions de dirhams en 2007.

» Des Perspectives Prometteuses pour 2009

Les actions menées en 2008 seront reconduites avec des perspectives de récupérations plus importantes pour le recouvrement de masse et la mise en place de procédures collectives. Une mise à niveau de la plate-forme administrative sera également réalisée pour gagner en efficience.



Une Contribution Renforcée au Développement du Groupe

» Salafin 2^{ème} Contributeur du Maroc au RNPG

Une Capacité d'Adaptation et d'Innovation

>> Au service de la performance

Société de crédit à la consommation du Groupe BMCE Bank, Salafin propose des produits destinés aux particuliers et aux professionnels. L'offre de produit s'appuie essentiellement sur une stratégie de diversification du portefeuille, à savoir le financement automobile (classique, LOA), le crédit personnel et le crédit *revolving*. Conformément au plan stratégique 2007-2010, l'année 2008 s'est inscrite dans une certaine continuité, améliorant notamment la part de marché sur la majorité des segments.

En termes d'encours financiers, Salafin enregistre une progression de +15% à 2,6 milliards de dirhams. Le total bilan progresse de +7% à 3,2 milliards de dirhams, affirmant ainsi son positionnement en tant qu'acteur de référence sur le secteur du crédit à la consommation au Maroc.

La mise en application de la mesure fiscale fixée par la Loi de Finances 2008 visant à augmenter la TVA de 10% à 20% a eu pour corollaire une chute de -19% du financement des véhicules par LOA dont l'attrait est moindre, modifiant ainsi la structure des actifs de Salafin. Désormais, les opérations LOA ne représentent plus que 46% du total bilan contre 60% en 2007. Le crédit classique devient ainsi plus intéressant pour les clients, ce qui explique la progression des encours de +64% à 1 632 millions de dirhams. Par ailleurs, l'encours de crédit auto augmente de +120%, SalafWadif de +3%, le crédit *revolving* de +44%, tandis que SalafDirect recule de -8%.

En 2008, Salafin est le deuxième contributeur du Maroc au Résultat Net Part du Groupe de BMCE Bank, à hauteur de 84 millions de dirhams, soit une hausse de +22%. Cette forte progression s'explique par l'effet conjugué de la hausse du PNB de +14% et par la

CHIFFRES CLÉS

- »> EFFECTIF : +14,3% à 160 SALARIES
- »> TAUX D'ENCADREMENT : 94%
- »> MOYENNE D'ÂGE : 30 ANS
- »> ENCOURS FINANCIERS : +15% à 2,6 MILLIARDS DE DIRHAMS
- »> PNB : +14% à 241 MDH
- »> ROE : 20%
- »> ROA : 3,29%



maîtrise des frais généraux (+2%). De ce fait, le coefficient d'exploitation de Salafin s'est amélioré de 3 points de % à +25%, ce qui correspond à son niveau historique le plus bas (un des meilleurs du secteur). Le ROA s'améliore également de 0,4 points de % à 3,29%.

Ces excellentes performances trouvent leur source dans les décisions pertinentes prises par le Groupe : le développement des synergies avec le Réseau de BMCE Bank qui seront davantage renforcées par les réseaux partenaires des agents RMA-Watanya, la multiplication d'actions marketing ciblées, l'amélioration des process et de la qualité du service grâce à la réduction des délais de traitement ainsi qu'à la mise en place d'une politique vigilante de maîtrise des risques.

Les Filiales Financières Spécialisées

CHIFFRES CLES

- >> PNB : +14,6%
- >> CONTRIBUTION AU RNPG : +21%
- >> ENOURS NET : +21%
- >> PART DE MARCHE : +18,4%



» Le Renforcement des Synergies avec Maghrebail

Une Véritable Source de Crédit de Valeur

Société de financement par crédit-bail, Maghrebail finance l'ensemble des opérations mobilières ou immobilières à usage professionnel :

Crédit-bail mobilier : équipements industriels, engins TP, informatique et bureautique, véhicules utilitaires, véhicules de tourisme.

Crédit-bail immobilier : plateaux de bureaux, locaux industriels, locaux commerciaux.

La clientèle de Maghrebail est essentiellement composée de multinationales, de grandes entreprises et de PME.

La croissance continue de Maghrebail offre de réelles perspectives de création de valeur. Au titre de l'exercice 2008, Maghrebail enregistre des performances financières appréciables avec un Produit Net Bancaire en hausse de +14,6% à 174,3 millions de dirhams, un résultat net en augmentation de +20% à 71,1 millions de dirhams et un ROE en croissance de +2 points de % à 17,4%.

L'encours net comptable ressort à 5,5 milliards de dirhams, en croissance de près de 21%, conférant à Maghrebail une part de marché de 18,4%, soit le troisième rang du secteur du leasing au Maroc. Ce développement s'est accompagné d'une politique efficiente de maîtrise des risques avec un taux de contentieux ne dépassant pas les 4% et un taux de couverture des créances en souffrance de 96%.

Par ailleurs, la contribution de Maghrebail au PNB consolidé de BMCE Bank s'est inscrite en hausse de +16,1%, s'établissant à près de 200 millions de dirhams. De même, la contribution au RNPG de BMCE Bank s'est renforcée de 21% à près de 42 millions de dirhams.

En outre, le développement des synergies entre BMCE Bank et Maghrebail se poursuit avec la mise en place, en cours, de deux produits de bail qui offrent à la clientèle des financements adaptés, des avantages financiers et fiscaux ainsi qu'une souplesse de gestion.

Bénéficiant de l'embellie du secteur de leasing, Maghrebail devrait maintenir son rythme soutenu de croissance en finançant de grands projets d'investissement, notamment dans le segment crédit-bail immobilier, qui représente 36% des encours financiers, capitalisant aussi bien sur sa capacité de financement que sur les synergies développées avec BMCE Bank.

ELEMENTS CLES

- >> MEMBRE DE L'INTERNATIONAL FACTORS GROUP (I.F.G) SOIT 90 CORRESPONDANTS À TRAVERS 50 PAYS REPARTIS EN ASIE, AMÉRIQUE DU NORD, AMÉRIQUE DU SUD, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE
- >> LEADER DU MARCHÉ MAROCAIN DU FACTORING



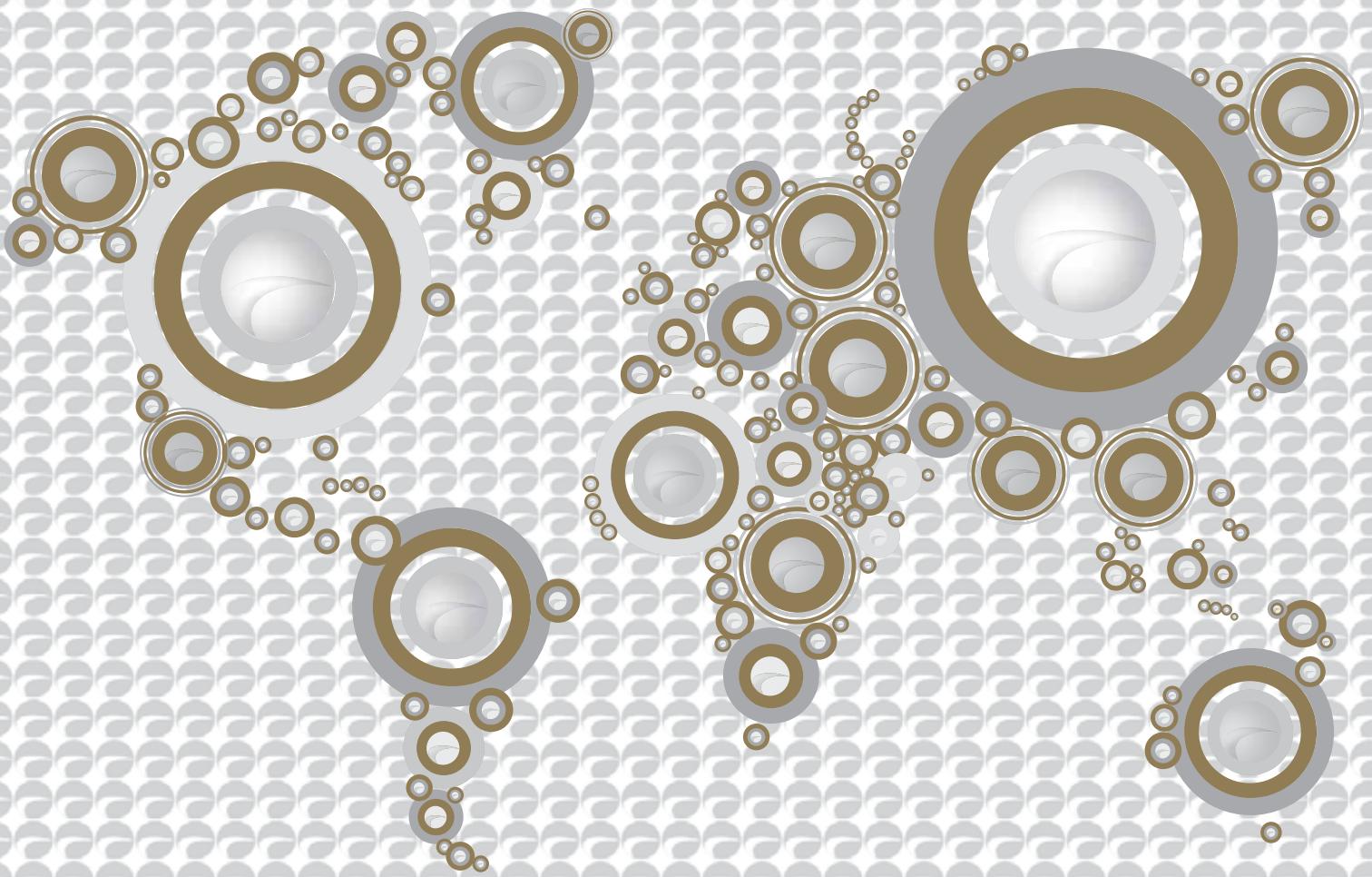
» Maroc Factoring de Nouveaux Produits

Leader du marché marocain du factoring, Maroc Factoring offre aux entreprises des solutions globales aux problèmes qu'entraînent l'octroi de crédit commercial, à savoir : l'assurance contre les risques d'impayés, le financement des créances, la relance et le recouvrement.

L'exercice 2008 s'est caractérisé pour Maroc Factoring par une contribution au PNB consolidé du Groupe en hausse de +14,3% à 39 millions de dirhams.

En outre, une convention de partenariat a été signée dans le cadre des synergies intragroupes, portant sur la mise en place de deux nouveaux produits : BMCE Factor Local et BMCE Factor International. Ces produits assurent la gestion, le financement et le recouvrement des créances commerciales au niveau national et international.

THE FEDERAL
RESERVE
SYSTEM
AND
THE BANK



MEDICAL BANK

BANK OF AFRICA

ASTRAZENECA

SHERRITT INTERNATIONAL

IMC HOLDINGS



Activités à l'International Nouveaux Relais de Croissance

MediCapital Bank Acteur de Référence en Afrique

Dans un contexte économique pourtant difficile, MediCapital Bank (MCB) a démontré sa capacité à générer du chiffre d'affaires en Afrique, au terme de sa première année de plein exercice.

MCB se veut la banque d'affaires et d'investissement dédiée à l'Afrique, représentant un pont entre les sociétés africaines à la recherche de financements en Europe et les investisseurs européens qui souhaitent investir en Afrique.

L'intégration de la succursale de Paris en tant que filiale de MCB a été finalisée en 2008. Cette année a également été marquée par l'acquisition d'une petite société de conseil en Fusion & Acquisitions, Pall Mall SA, désormais dénommée MediCapital Finance, qui a permis de positionner MCB en tant qu'acteur clé du Conseil panafricain. Par ailleurs, la mise en place de systèmes de gouvernance et de gestion des risques aux meilleurs standards internationaux est également à compter parmi les réalisations de cette année.

Concernant l'activité de financement du commerce extérieur, MCB a joué le rôle de correspondant bancaire privilégié d'une large base de banques africaines en offrant des services de confirmation de crédits, de transferts de fonds et d'opérations de change.

Par ailleurs, l'activité obligataire a connu un développement encourageant, MCB offrant une large gamme de garanties dans le cadre des contrats attribués aux entreprises internationales en Afrique.



MCB enregistre également des débuts prometteurs dans les domaines du financement de projets et des financements structurés, avec plusieurs transactions exécutées. C'est notamment le cas de deux opérations LBO dans le secteur des télécoms et du financement à moyen terme d'installations de stockage de pétrole... Ces premières réalisations ont permis à MCB de se positionner en tant que concurrent notable sur les projets et financements structurés de taille moyenne (20 à 150 millions de dollars US) en Afrique et ce, auprès d'une large communauté d'institutions financières de renom.

Activités à l'International Nouveaux Relais de Croissance

Par ailleurs, concernant les marchés des capitaux, MCB a réussi à s'établir sur la place de Londres comme la référence pour la couverture de capitaux africains. Ce développement a été rendu possible grâce à une collaboration étroite avec les entités de vente, *trading* et recherche des filiales locales du Groupe BMCE Bank ainsi qu'à une plateforme informatique et de *trading* totalement opérationnelle. De plus, une couverture de l'ensemble de l'Afrique francophone est assurée avec des rapports réguliers sur les bourses, des notes sectorielles et des analyses macroéconomiques, y compris dans des zones d'intérêt qui ne possèdent pas encore de marchés de capitaux.

En termes de change, l'activité s'est diversifiée, notamment avec l'extension des opérations sur 9 devises et le renforcement des relations avec la clientèle et les partenaires africains.

Le marché monétaire a, quant à lui, été significativement impacté par les fortes turbulences et mutations financières qui ont touché les institutions bancaires au cours du dernier trimestre 2008. Dans ce contexte difficile, MCB a réussi à surmonter ces conditions de marché grâce au soutien de sa maison mère et aux étroites relations tissées avec d'autres banques. L'activité sur les marchés monétaires joue un rôle structurel pivot, assurant l'équilibre des positions quotidiennes nettes de la banque dans plusieurs devises et la gestion des besoins de crédits et de dépôts des autres entités de la banque, y compris les filiales de Paris et de Madrid.

MediCapital Bank a donc résolument démontré sa résilience et sa capacité à organiser des *deals* dans un contexte de crise financière sans précédent tout en confirmant encore davantage son statut d'acteur régional auprès de la clientèle africaine.

BMCE Capital Afrique

>> Des ambitions panafricaines

Conformément à la stratégie de développement à l'international du Groupe BMCE Bank, les filiales de BMCE Capital en Afrique devraient dans peu de temps être transférées à MediCapital Bank qui regroupera ainsi toutes les activités d'*Investment Banking* à l'international du Groupe.

Les filiales tunisiennes et camerounaises ont clôturé l'année 2008 sur des réalisations satisfaisantes, en nette évolution.

En effet, le Groupe Axis Capital a enregistré une croissance significative du flux d'affaires généré sur l'ensemble des activités, lui permettant de franchir un nouveau seuil en termes de taille.

Ainsi, le Groupe a significativement amélioré sa position sur le marché tunisien de l'intermédiation boursière, de la gestion d'actifs et du conseil. Axis Capital Bourse a renforcé sa part de marché courtage en se positionnant aux premiers rangs de l'intermédiation boursière en Tunisie, tout en captant une volumétrie appréciable à l'occasion des introductions en bourse. De plus, Axis Capital Bourse a profité des synergies développées avec MediCapital Bank, plusieurs fonds d'investissement opérant dans la région ayant été drainés.

De son côté, l'activité d'Axis Gestion a été marquée par la commercialisation de nouveaux produits parmi lesquels le premier fonds indiciel et le premier FCP uniquement investi en bons d'État de la place.

Axis Conseil, spécialisée dans le conseil financier aux entreprises, enregistre, pour sa part, des performances honorables avec une hausse de +25% de son chiffre d'affaires.

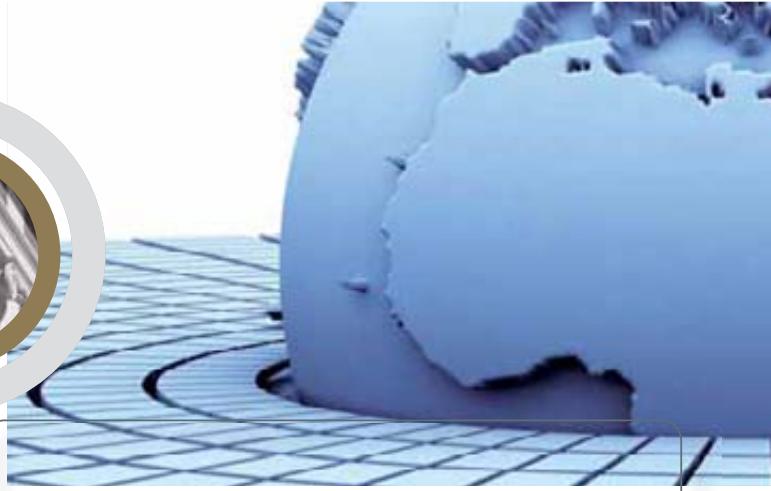
Quant à BMCE Capital Cameroun, l'année 2008 a été le premier exercice de pleine activité, confirmant les ambitions de cette nouvelle filiale.

En effet, BMCE Capital Cameroun a été mandatée pour une mission de coordinateur global et de conseiller juridique dans le cadre du montage d'une chaîne d'information africaine dont la première phase s'est finalisée avec succès. En atteste la prise de participation d'un état africain à hauteur de 20% dans le capital de la chaîne.

Enfin, BMCE Capital Cameroun a répondu aux appels à manifestation d'intérêt lancés pour le recrutement d'un conseiller financier dans le cadre de la réalisation d'un barrage d'eau, et d'un ingénieur-conseil pour la réalisation d'un port en eau profonde. Parallèlement, deux notes de recherche sur le secteur bancaire et le secteur des assurances camerounais ont été publiées par BMCE Capital Cameroun.



Activités à l'International Nouveaux Relais de Croissance



BMCE International Madrid

>> Un élan de développement

Dans le contexte de perturbations financières en Europe, BMCE International a enregistré des gains substantiels de 2,5 millions d'euros qui ont permis d'améliorer le ROE à 9,7% et le ROA à 2,34% en 2008. Le coefficient d'exploitation recule, pour sa part de 5 points de %, à 35%, illustrant une maîtrise de la gestion des charges d'exploitation.

Par ailleurs, BMCE Madrid a capitalisé en 2008 sur ses liens étroits avec les exportateurs tout en poursuivant le développement de ses relations commerciales avec les banques du Moyen-Orient. BMCE Madrid a également consolidé ses opérations de syndication et conclu un nouvel accord de crédit acheteur, lui permettant, d'une part, de sécuriser des revenus à long terme, et, d'autre part, d'optimiser la gestion de sa trésorerie.

En termes de performances financières, le Produit Net Bancaire s'est apprécié de +24% à 5,9 millions d'euros, grâce à une augmentation de +41% des revenus d'intérêts et de 4,8 millions d'euros des revenus financiers, augmentation liée à la consolidation de crédits acheteur et de syndication.

En 2008, les engagements se sont inscrits en hausse de +51%, à 103 millions d'euros suite à la progression de 66% des engagements sur les entreprises à 60 millions d'euros. Malgré un assèchement des liquidités, le portefeuille de BMCE International est considéré comme sain.

Bank of Africa 1^{er} Contributeur International aux Performances du Groupe BMCE Bank

L'entrée du Groupe BMCE Bank dans le capital du Groupe AFH Bank of Africa (BOA) à hauteur de 42,5% figure parmi les événements phares de l'année 2008.

Cette acquisition, couplée à la création de MediCapital Bank, constitue le fer de lance de la stratégie d'expansion du Groupe BMCE Bank à l'international et de quadrillage géographique des marchés du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne.

Compte tenu de la couverture du continent par BOA, son acquisition représente également un fort levier de croissance en Afrique, tant ce réseau bancaire offre un gisement exceptionnel d'opportunités, d'affaires et de synergies dans les domaines de la *Retail*, du *Corporate & Investment Banking*, du *private equity*, des activités parabancaires ou de l'assurance.

Le Groupe Bank of Africa compte près de 2 500 collaborateurs répartis au sein de 9 banques commerciales, 3 sociétés de crédit-bail, 2 sociétés d'assurance-vie, 2 sociétés d'investissements, 1 société de bourse, 1 bureau de représentation à Paris et 1 filiale informatique. En tout, ce sont 165 sites d'exploitation gérant plus de 500 000 comptes bancaires dans 11 pays africains.

Au terme de l'exercice 2008, BOA a développé sa taille de bilan de +26% à 2,3 milliards d'euros, ses dépôts de +26% à 1,7 milliard d'euros et ses crédits à la clientèle de +26% à 1,2 milliard d'euros, s'affichant ainsi comme le 1^{er} contributeur à l'international au RNPG de BMCE Bank à hauteur de 13%.

Activités à l'International Nouveaux Relais de Croissance



La Congolaise de Banque Une Notoriété Accrue

La Congolaise de Banque, créée au Congo Brazzaville en 2004, mène une stratégie de développement visant le marché des particuliers, le financement de l'entreprise et la productivité commerciale et ce, suite à une politique de restructuration des activités du Crédit pour l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce (C.A.I.C.).

En couvrant les principales localités du Congo Brazzaville et grâce aux fortes synergies développées avec le Groupe BMCE Bank, La Congolaise de Banque s'est imposée en tant que banque de proximité des particuliers, professionnels et entreprises, offrant à sa clientèle une gamme diversifiée de produits classiques, allant des dépôts - comptes chèque, comptes d'épargne, bons de caisse, comptes à terme, comptes courants - aux crédits par décaissement et signature - crédits immobiliers, crédits à la consommation, crédits d'équipement, crédits d'investissement, crédits de trésorerie, crédits documentaires, cautions et avals -.

La LCB se positionne ainsi au 1^{er} rang du système bancaire congolais composé de 6 banques avec des parts de marché dépôts et crédits atteignant respectivement 27,6% et 26,5%. Elle est également particulièrement active dans les activités de monétique avec près de 20 000 cartes émises et dans le transfert d'argent grâce au partenariat scellé avec Western Union.

L'effectif de LCB s'élève à 205 agents permanents répartis sur un réseau de 10 agences et gérant un portefeuille clientèle de près de 50 000 comptes.



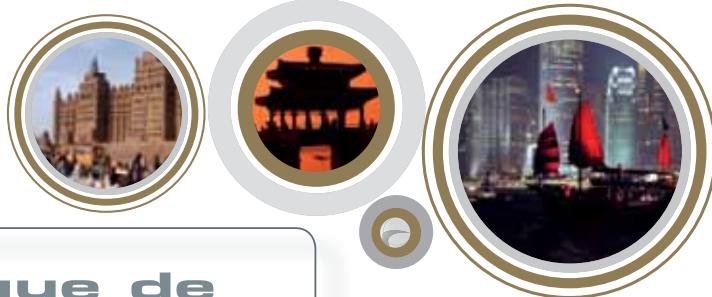
Le maillage du réseau d'agences sur le territoire congolais a été soutenu par la modernisation de l'outil de travail, les agences étant reliées entre elles par satellite, opérant ainsi en temps réel. En outre, la connexion au réseau SWIFT assure à LCB une ouverture totale à l'international.

En termes de performances financières, La Congolaise de Banque a enregistré des réalisations exceptionnelles au titre de l'exercice 2008 avec une croissance de 47% des dépôts à près de 254 millions d'euros, de 43% des crédits à 72,6 millions d'euros, portant le total bilan à 285 millions d'euros. Le PNB s'établit à 16,3 millions d'euros, en progression de 23% par rapport à 2007.

En termes de contribution aux résultats du Groupe BMCE Bank, LCB voit sa contribution au PNB consolidé du Groupe BMCE Bank progresser de +23,8%, passant de 145,2 millions de dirhams à 179,7 millions de dirhams. Sa contribution au RNPG ressort à 13,9 millions de dirhams, comparable à celle enregistrée au 31 décembre 2007.

Ces résultats encourageants sont le fruit d'une politique axée sur le développement de l'activité commerciale dans les domaines bancaires traditionnels sur les différents marchés, privilégiant les métiers générateurs de commissions, soutenue par une meilleure maîtrise des frais généraux, une politique sélective d'octroi de crédit de même qu'une formation plus active du personnel qui permet un plus grand professionnalisme dans le traitement des ordres de la clientèle et une productivité accrue.

Activités à l'International Nouveaux Relais de Croissance



La Banque de Développement du Mali un Acteur de Premier Plan

Depuis l'absorption de la Banque Malienne de Crédits et de Dépôts, la Banque de Développement du Mali mène une politique de développement ambitieuse, lui ayant permis de consolider son leadership sur le marché bancaire malien fortement concurrentiel. A fin 2008, la BDM détient ainsi une part de marché de 29,3% sur les dépôts et de 20,3% pour les crédits.

Forte d'un réseau bancaire de 34 agences et de 34 GAB assurant une large couverture du territoire malien, la BDM gère un portefeuille de plus de 145 000 comptes.

Elle offre une gamme étendue de produits et services ciblant aussi bien la clientèle des particuliers et des professionnels que les entreprises.

Elle met ainsi à la disposition du marché des Particuliers & Professionnels différents types de comptes – compte chèque, compte sur livret, compte Etranger au Mali, compte de malien à l'étranger avec possibilité de consultation à distance, compte commercial –, les dépôts à terme, un large choix de cartes monétiques – carte Massa à plafond, carte Visa Electron, carte GIM UEMOA, carte classique, carte Cauris –, des formules de crédit personnel, de même que des solutions de transferts intra-régionaux.

Pour les entreprises, les ONG et les collectivités, la BDM offre différents types de financement tels que les crédits de trésorerie, les crédits d'investissement, les crédits d'équipement, le financement du commerce extérieur, ainsi que les transferts électroniques de fonds.

La BDM se distingue aujourd'hui par une participation active au financement du commerce et des projets clés, s'imposant notamment comme référence en matière de *Trade Finance* à travers les crédits de campagne pour le coton.

Au cours de l'année 2008, la Banque du Développement du Mali a conforté le développement de ses sources de revenus. En témoignent les niveaux de dépôts et de crédits de 426,5 millions d'euros 224 millions d'euros respectivement. Le total bilan s'établit, pour sa part, à 489 millions d'euros au 31 décembre 2008 et le PNB à 28 millions d'euros.

Ainsi, sa contribution au RNPG du Groupe BMCE Bank a progressé de +46,1%, passant de 12,7 millions de dirhams en 2007 à 18 millions de dirhams en 2008.

BMCE Beijing Vitrine du Groupe BMCE Bank en Chine

Le Bureau de Représentation de BMCE Bank à Pékin offre les services d'un observatoire des opportunités économiques et financières prévalant en Chine, recueillant des informations *in situ* sur la réalité économique, culturelle et sociale si riche de ce pays-continent.

Aussi, l'année 2008 s'est-elle caractérisée par l'établissement de relations de coopération avec la Banque de Développement de Chine (BDC), -première banque en Chine et deuxième en Asie en termes de rentabilité. L'activité en 2008 a été marquée par des discussions en cours afin de développer les relations d'affaires avec le Fonds de Développement Sino-Africain «CAD Fund», doté de 5 millions de dollars et financé à hauteur de 1 million de dollars par la BDC et ce, dans le cadre d'un renforcement de la coopération avec les pays africains, le développement de la Chine à l'étranger passant également par l'Afrique.

Parallèlement, le Bureau de Pékin poursuit la promotion de BMCE Bank en Chine, dans le cadre de la diversification de l'économie marocaine, à travers le développement de relations de proximité avec ce qui représente l'épicentre géoéconomique -qu'est la Chine- de par sa vaste économie, ses considérables disparités régionales et son potentiel multidimensionnel. En étant physiquement présent en Chine, le Bureau de Pékin s'établit comme la source d'accompagnement des investissements réciproques au Maroc et en Chine avec des institutions financières chinoises de renom, telles que China Exim Bank.

Le Bureau de Pékin déploie ainsi des efforts soutenus de prospection et de fidélisation des sociétés chinoises déjà présentes au Maroc, ou désirant pénétrer le marché marocain. De même, il exploite les opportunités de coopération économique entre les sociétés marocaines et chinoises, pour lesquelles les échanges d'investissements se voient de plus en plus dynamisés, en témoigne notamment la conduite du projet «Huile d'olive».

La clientèle chinoise des banques avec lesquelles le Bureau de Pékin a établi une relation de proximité, effectue ses opérations commerciales ou d'investissements à travers le Réseau BMCE Bank. Ainsi, Bank Of China a réalisé 13 opérations bancaires pour un montant de 2,5 millions de dollars.

BMO BANK

GESTION DES RISQUES ET FINANCES



Dispositif Global de Gestion des Risques

L'exercice 2008 a été marqué par le renforcement de la surveillance des risques à l'échelle du Groupe et ce, à travers la poursuite de la mise en conformité aux exigences de la réglementation Bâle II. Le renforcement de cette surveillance s'est traduit par :

- » **La finalisation de l'approche standard et le lancement des chantiers d'évolution vers l'approche avancée.**
- » **Le renforcement du dispositif de gouvernance via la mise en place d'un Comité des Risques Opérationnels et un Comité Risques de Marché Groupe.**
- » **La réalisation de la cartographie des risques opérationnels.**
- » **L'élaboration d'un manuel de procédures relatives aux activités de marché.**
- » **Le déploiement d'un système d'information de gestion des risques intégré.**

Le Dispositif Organisationnel

Le Contrôle Général Groupe

BMCE Bank dispose d'un Contrôle Général Groupe mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit auprès des différentes entités opérationnelles, aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le Pôle Risques Groupe

Le Pôle Risques Groupe a pour objectif d'assurer la maîtrise des risques de crédit, de marché et opérationnels en apportant une contribution active à la définition de la politique des risques de BMCE Bank. Dans le cadre de ses attributions, il a pour missions principales la mise en place d'un système de contrôle des risques liés aux crédits, aux opérations de marchés et aux risques opérationnels et la définition et gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

Le Pôle Risques Groupe est composé de deux entités :

- La Direction Risques Management Groupe (RMG) qui assure à l'échelle du Groupe BMCE Bank la surveillance des risques de crédit, de marché et opérationnels.
- La Direction de l'Analyse et de Gestion des Crédits (DAGC) qui étudie les modalités d'octroi de lignes de crédit pour les clients de BMCE Bank.



Les Instances de Gouvernance



Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne (CACI) est une instance de gouvernance créée au sein de la Banque et relevant directement de son Conseil d'Administration. Sa mission est d'assurer un contrôle de 3^{ème} niveau à travers les structures de la Banque. En d'autres termes, le CACI apprécie la pertinence et la permanence des méthodes comptables appliquées. Il contrôle également l'existence, l'adéquation et l'application des procédures internes ainsi que les dispositifs de mesure suffisants de maîtrise et de surveillance des risques bancaires et des ratios prudentiels. Il examine par ailleurs les comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration, tout en veillant à la qualité de l'information délivrée aux actionnaires.

D'autre part, en 2007, le Conseil d'Administration a institué le CACI Groupe, instance créée au sein de la Banque, de ses filiales et des autres entités intégrées dans le périmètre de consolidation. Sa mission est d'assurer le contrôle de l'intégrité des comptes et le respect des obligations légales et réglementaires à travers les structures de la Banque et de ses filiales au Maroc et à l'étranger.

Les missions du CACI Groupe rejoignent celles de CACI Banque, bien qu'elles soient élargies aux entités du périmètre de consolidation. Ainsi, le CACI Groupe procède à l'examen des propositions de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes des entités du Groupe en analysant leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications, leurs recommandations ainsi que les mesures correctrices proposées ou mises en œuvre. Il a également la possibilité de solliciter la réalisation de tout audit interne ou externe qu'il juge nécessaire.



Le Comité de Direction Générale

Dans le cadre de ses missions, le Comité de Direction assure la gestion et la surveillance des risques encourus par la Banque. Ainsi, le Comité de Direction est notamment en charge de :

- Décider de l'allocation des ressources clés de la Banque et des entités affiliées.
- Arbitrer l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités de la Banque et des Comités internes.
- Fixer les limites et les niveaux de risques agrégés dans le cadre des activités de la Banque et des entités affiliées.
- Autoriser les grands engagements du Comité de Crédit ainsi que ceux dépassant le cadre strict de sa compétence.
- Assurer la mise en œuvre d'une politique de communication «produit» et «financière» cohérente.



Les Comités Internes



Le Comité de Crédit Senior

Ce Comité est composé à la fois du Président Directeur Général et des Administrateurs Directeurs Généraux Délégués (ADGD) de la Retail Bank et de Wholesale Bank, des Senior Risk Managers (SRM) et des Directeurs Généraux Délégués relevant de la Retail Bank et de BMCE Corporate Bank (BC).

Sa mission consiste à statuer sur les dossiers de crédits dont le montant est inférieur ou égal à 50 millions de dirhams et à donner un avis sur les dossiers supérieurs à 50 millions de dirhams. Ce Comité est investi de plusieurs missions :

- Elaborer la stratégie de gestion des risques de la Banque.
- Initier un «*Stress Testing*» test de résistance du portefeuille, à la lumière d'un évènement exogène majeur.
- Réexaminer les propositions de «*Product Programs*».
- Elaborer les critères de concentration du portefeuille.
- Etablir les directives en termes de pricing.
- Revoir les grands engagements.



Le Comité de Déclassement

Les missions de ce Comité portent sur lesdits comptes en anomalie. Il se réunit de manière mensuelle.



Le Comité Risques de Marché

Le Comité Risques de Marché est, entre autres, chargé du suivi de l'évolution de l'exposition aux risques de marché, de l'approbation des nouveaux produits ainsi que de l'approbation des limites.



Le Comité Risques Opérationnels

Le Comité Risques Opérationnels rédige la revue périodique de l'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques. Il est également en charge de l'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de type de risques, et définit les actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque. Enfin, il assure l'évaluation des fonds propres à allouer aux risques opérationnels ainsi que du coût des actions de prévention à mettre en œuvre et de celui lié aux assurances à mettre en place.



Le Comité ALCO

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de forte croissance des actifs. ALCO, l'*Asset Liability Committee*, Comité de Gestion Actif/Passif, assure la mise en place du dispositif de gestion des risques de liquidité et des taux d'intérêt.

Ce dispositif veille à :

- Assurer un niveau de liquidité suffisant pour permettre à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment, en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle.
- Orienter la stratégie de la Banque afin de pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macroéconomique.
- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres.
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne pas diminuer la marge bénéficiaire de la Banque.

Les Principaux Risques Afférents à la Banque



Les Risques de Crédit

Inhérent à l'activité bancaire, le risque de crédit est le risque de non-remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, ce qui peut être source de perte financière pour la Banque.



La Politique d'Octroi de Crédit

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre au sein de BMCE Bank s'articule autour de deux approches :

> **Une approche standardisée** concernant les produits destinés aux particuliers et faisant l'objet de «*Product Programs*» qui définissent, par produit, les règles de gestion des risques régissant la commercialisation du produit.

> **Une approche individuelle** en fonction des spécificités et des besoins des entreprises. Cette approche repose sur trois principes directeurs : la gestion du non-remboursement des crédits qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque du client ; la délégation du pouvoir d'approbation à des individus *intuitu personae* sur la base de leur expérience, de leur jugement, de leur compétence, de leur éducation et de leur formation professionnelle ; l'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes «Troika».

Il est à noter que pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Président de la Banque doit être sollicitée.

La Politique de Gestion et de Couverture du Risque de Crédit

>> Le dispositif de notation interne

La poursuite de la dynamique de gestion des risques au sein du Groupe BMCE Bank passe par la mise en œuvre de notations internes pour l'ensemble des contreparties bâloises, hors «Retail». Le lancement de ce projet devrait permettre d'accroître le potentiel d'économies en fonds propres, compte tenu des dernières recommandations de Bank Al-Maghrib relatives à l'utilisation des modèles internes BMCE Bank ainsi qu'au relèvement éventuel du ratio minimum de solvabilité par BAM à 12% à fin 2009.

Mis en place en 2004, le système de rating de BMCE Bank est bidimensionnel. Il combine en effet un rating crédit qui permet d'évaluer le risque inhérent à la transaction, et un rating financier obtenu sur la base de la situation financière du débiteur sur les 3 derniers exercices. Ce dernier permet d'effectuer le rating de la société mère et d'étudier son potentiel de développement, son secteur d'activité, le risque pays ainsi que les incidents de paiement.

L'échelle de notation comprend 11 niveaux, regroupés en 4 classes de risques allant d'un risque «très élevé» à un risque «restreint». La note s'étale de 1 à 6 : 1 représentant le meilleur risque et 6 les dossiers de clients jugés de très mauvaise signature.

>> Le dispositif de recouvrement

Afin d'améliorer l'efficacité du recouvrement des créances en anomalie, une refonte du dispositif de recouvrement à l'amiable a été mise en place au sein de la Banque. Ce dispositif est doté de deux structures, l'une dédiée aux activités du réseau Entreprises et l'autre dédiée à celle du réseau Particuliers/Professionnels.

Ces entités assurent 3 missions stratégiques :

- Veiller de façon permanente à la régularité et à la qualité de l'ensemble des engagements de la Banque.
- Suivre, principalement via le réseau, ou directement avec les clients concernés, la régularisation de toute insuffisance.
- Adopter une démarche proactive visant à éviter toute dégradation des créances en souffrance.

>> La diversification par contrepartie

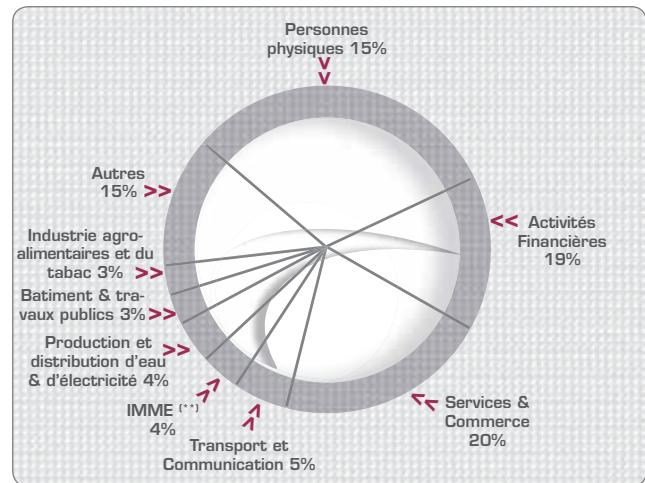
Dans le cadre de la gestion du risque de concentration, la diversification des contreparties fait l'objet d'un suivi régulier. Dans ce cadre, des limites de concentration ont été instaurées, portant sur les secteurs d'activité, les contreparties et les groupes de contreparties.

Des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

>> La diversification sectorielle

La diversification sectorielle du portefeuille de crédit fait également l'objet d'une attention particulière, soutenue par une analyse prospective permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque. Elle s'appuie sur des études exprimant une opinion sur l'évolution des secteurs et identifiant les facteurs explicatifs des risques encourus par leurs principaux acteurs.

REPARTITION DES CREDITS PAR SECTEUR ACTIVITE MAROC



* INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES & ÉLECTRONIQUES

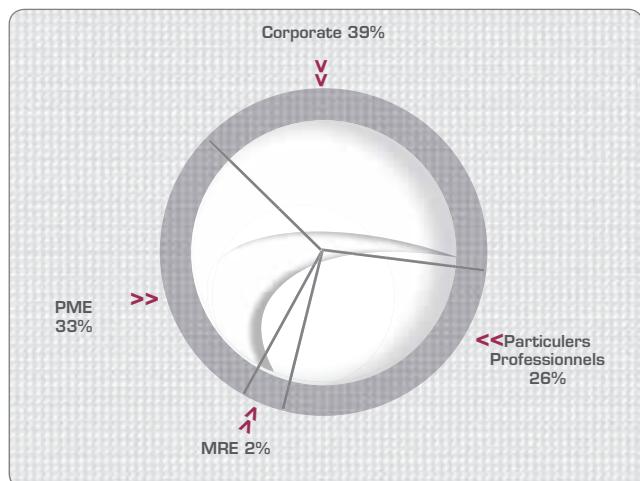
>> Les garanties et sûretés

Pour toute demande de crédit émanant de la clientèle Particuliers, la Banque requiert une domiciliation de salaire irrévocable. Les crédits immobiliers sont de surcroît garantis par l'hypothèque en premier rang du bien acquis.

Concernant la clientèle Entreprises, la politique des garanties repose sur l'analyse détaillée des contreparties et des risques encourus. Pour les grandes entreprises qui ont atteint un niveau d'activité élevé et qui ne présentent pas de risque, aucune garantie n'est exigée. Néanmoins, la Banque détient des garanties (réelles ou cautions bancaires) pour certains clients «Corporate».

Compte tenu du risque plus élevé sur le segment des PME et des TPE, la prise de garantie est la règle. En ce qui concerne le financement des projets, tout actif physique financé est pris en garantie et, en fonction de la taille du projet et du secteur d'activité, des cautions des fonds de garantie sont requises.

REPARTITION DES CREDITS PAR SEGMENT DE CLIENTELE ACTIVITE MAROC



Indicateurs de gestion du risque de crédit	2008	Var	2007
Taux de Contentieux	3,97%	-0,4p%	4,40%
Taux de couverture des créances en souffrance	78,10%	-9p%	87,10%

Les Risques de Marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers et ce, à la suite de la variation des paramètres de marchés. Ces paramètres peuvent concerner à la fois les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des matières premières, ainsi que leur volatilité implicite.

Outre MediCapital Bank PLC et BMCE Bank OffShore, les activités de marché au sein du Groupe BMCE Bank sont exercées principalement par BMCE Capital (où se trouve domiciliée la Salle des Marchés, BMCE Capital Markets), BMCE Capital Gestion, BMCE Capital Bourse et BMCE International Madrid.

Dispositif de Gestion des Risques de Marché

Au niveau du Groupe BMCE Bank, les activités de gestion des risques de marché se sont focalisées sur la consolidation des travaux de la filière «risque de marché». Elles se sont articulées autour de la mise en place des systèmes de production des reportings et de la structuration des systèmes de gouvernance qui s'y rapporte. De même, le Groupe s'est attaché à améliorer les méthodes de calcul des expositions et des fonds propres réglementaires, et à renforcer la surveillance des risques sur les opérations de marché relatives à l'activité «trading book».

En 2008, un manuel de procédures dédié aux activités de marché a été mis en place, reprenant les méthodologies et les processus agréés par la Banque. Ce manuel permet d'assurer la maîtrise des risques de marché au niveau du Groupe, conformément aux «best practices». Dans ce cadre, un projet d'élaboration d'une procédure définissant les étapes nécessaires à la commercialisation des nouveaux instruments financiers a été lancé.

Parallèlement, une nouvelle procédure régissant le processus de contractualisation avec des contreparties de marché a vu le jour. Elle reprend notamment le système d'octroi et de suivi des limites, l'identification des clients ainsi que les intervenants dans la validation.

La mesure des risques de marché encourus par la Banque est effectuée selon l'approche standard des accords de Bâle II qui offre une méthodologie complète à appliquer sur toutes les positions au niveau du portefeuille de négociation et ce, à travers l'ensemble des facteurs des risques de marché.

À l'avenir, BMCE Bank prévoit de lancer des projets de mesure des risques de marché en utilisant les méthodes avancées de la VaR (Value at Risk) qui tient compte des interdépendances entre les variables de risque, par exemple les taux d'intérêt et les taux de change.

La cartographie des instruments de marché au niveau du portefeuille de négociation de BMCE Bank se répartit par facteur de risque :

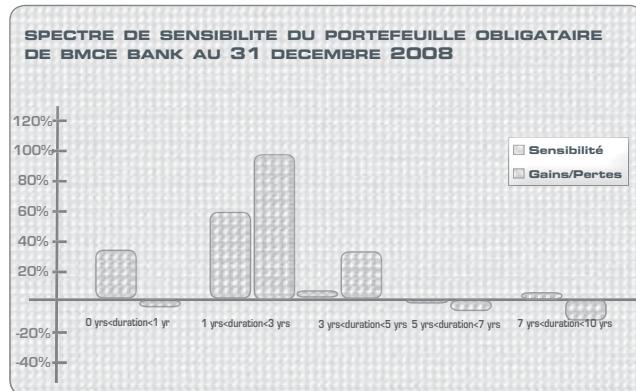
Produits de change	<ul style="list-style-type: none"> Change «cache» Change au comptant Change à terme Dérivés de change Swap de change Options de change
Produits sur titres de propriété	<ul style="list-style-type: none"> Titres de propriété Dérivés sur actions / indices OPCVM Actions
Produits de taux	<ul style="list-style-type: none"> I- Prêts/Emprunts corporate et inter-bancaires Taux Fixe (MAD et devises) Taux variable (MAD et Devises) II- Titres de créance négociables et titres obligataires II-1 Swap de change Taux Fixe (MAD) Taux Variable (MAD et Devises) II-2 Titres émis par des établissements de crédit et entreprises Taux Fixe (MAD et Devises) Taux Variable (MAD et Devises) III- Prêts / Emprunts de titres Prêts / Emprunts de titres Repo / Reverse Repo IV- Dérivés de taux Swaps de taux Future de taux Forward Rate Agreement V- OPCVM de taux OPCVM Monétaire OPCVM Obligataire

Risque de Taux

Les actifs sont essentiellement obligataires, composés de Bons du Trésor, de TCN et d'Obligations. Ces actifs sont essentiellement financés par des passifs courts dont la durée est de 10,81 jours.

Au 31 décembre 2008, le portefeuille obligataire présente un taux de rendement moyen de 3,95% pour une durée moyenne de 1,11 an et une sensibilité moyenne de 1,12 année. En valeur de marché, son encours est de 3 884 millions de dirhams. Par conséquent, une évolution parallèle des taux d'intérêt de +50 pbs entraînerait une perte moyenne de 25,58 millions de dirhams.

Le spectre des sensibilités présenté ci-dessous illustre le choix de ventilation de la sensibilité totale sur les différentes catégories de papiers, et donc le choix de projection du risque de taux sur les différentes bandes de maturités. Le graphique indique que le portefeuille obligataire est constitué majoritairement de papiers court et moyen termes.



Risque de Liquidité

Au 31 décembre 2008, le coefficient de liquidité s'établit à 104,16%, avec un passif monétaire de 7 003 millions de dirhams de durée égale à 10,81 jours et un actif monétaire de 11 687 millions de dirhams de durée égale à 2,31 jours.

Par ailleurs, il est à signaler que 82% de la valeur de l'actif obligataire est composé de Bons du Trésor, ce qui assure une liquidité quasi totale. Cette catégorie de l'actif s'établit à 3 769 millions de dirhams.

Les Risques Opérationnels

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

Dispositif de Gestion des Risques Opérationnels

>> L'organisation de la gestion des risques opérationnels

Le cadre permettant la gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structuré autour de trois principes directeurs :

- Définir un dispositif cible inspiré des meilleures pratiques et cohérent avec l'organisation «Business» du Groupe BMCE Bank.
- Impliquer et responsabiliser les métiers et filiales dans la gestion quotidienne des risques opérationnels.
- Veiller à la séparation des fonctions d'Audit/Contrôle et de gestion des risques opérationnels.

D'autre part, la gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank implique quatre entités majeures :

- Le département Risques Opérationnels Groupe.
- Le Réseau BMCE Bank.
- Les Directions Métiers de BMCE Bank.
- Les Filiales.

Des interlocuteurs spécifiquement chargés des risques opérationnels ont été désignés au niveau des entités précitées : les correspondants, les coordinateurs et le relais risques opérationnels.

>> Les procédures de gestion des risques opérationnels

Un manuel de gestion des risques opérationnels a été élaboré au cours de l'exercice 2008, diffusé à l'ensemble des correspondants risques opérationnels au niveau du Groupe. Véritable mine d'informations, ce document met en exergue la politique de gestion des risques opérationnels adoptée par le Groupe. Il présente également l'organisation mise en place et permet d'identifier chaque correspondant Métiers et Filiales, coordinateurs et relais. Enfin, ce manuel recense l'ensemble des méthodologies de gestion : la collecte des événements de risque, de cartographie des risques opérationnels et de calcul des exigences en fonds propres au titre du risque opérationnel et de KRI (*Key Risk Indicators*).

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques de l'établissement, à travers la collecte des événements des risques et la cartographie. Les données produites font partie intégrante des processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel.

Le système de gestion est documenté de façon optimale, permettant d'assurer le respect d'un ensemble formalisé de contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité. Par ailleurs, les auditeurs internes et/ou externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du risque opérationnel.

Enfin, l'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la direction de l'unité concernée, à la Direction Générale et au Conseil d'Administration.

Comité Risques Opérationnels

Plusieurs Comités Risques Opérationnels se sont déroulés au cours de l'année 2008, poursuivant des objectifs précis. Il a d'abord été nécessaire de passer en revue le traitement des risques majeurs (nombre de risques recensés, liste des chantiers arrêtés) afin de pouvoir analyser l'évolution des événements à risques, et ainsi évaluer le coût des risques opérationnels (exigences en fonds propres et actifs pondérés à risques). Enfin, les Comités se sont assurés de l'avancement de la revue de la cartographie et ont évalué l'état d'avancement du chantier Système d'information.

Stratégie de Couverture des Risques Opérationnels

Dans le cadre de la stratégie de couverture des risques opérationnels, plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés :

- Renforcer les contrôles.
- Couvrir les risques, en particulier par la mise en place d'assurances spécifiques.
- Eviter que ne surviennent les risques, notamment par le redéploiement d'activités.
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un dispositif complet de contrôle, permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toutes latitudes pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risques explicités au préalable.

Par ailleurs, le Groupe contracte des polices d'assurance qui lui permet d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, aux fraudes, aux vols de valeurs, à l'engagement de sa responsabilité civile, etc.



Plan de Continuité d'Activité

Porté par un courant réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets engendrés par d'éventuelles interruptions d'activités. Cette minimisation est primordiale du fait des interdépendances qui existent entre les différentes activités et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques.

Le plan de continuité d'activité consiste en un ensemble de mesures et de procédures qui vise à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris en cas de chocs extrêmes, le maintien ou, le cas échéant, de façon temporaire selon un mode dégradé, les prestations de services essentielles de la Banque et la reprise planifiée des activités.

La continuité des activités implique le respect de certains principes stratégiques transverses :

- BMCE Bank a la responsabilité sociale de permettre à sa clientèle de disposer des liquidités qu'elle lui a confiée. Le non-respect de cette obligation en temps de crise pouvant avoir un impact néfaste sur l'ordre public, ce principe prévaut sur tous les autres.
- BMCE Bank doit garantir ses engagements envers le système de compensation interbancaire sur la place marocaine.
- BMCE Bank entend respecter en priorité les engagements juridiques et contractuels (relatifs aux domaines «Crédits» et «Engagements» auxquels elle a souscrit avant de prendre d'autres engagements).
- BMCE Bank entend maintenir sa crédibilité internationale, garantissant en priorité ses engagements vis-à-vis des correspondants étrangers.
- Les clients du Groupe BMCE Bank sont prioritaires par rapport aux autres bénéficiaires des services de la Banque.
- Les services sont pris en compte dans leur réalisation «front to back», c'est-à-dire de l'agence jusqu'à la comptabilisation.

Au cours de l'année 2008, la mise en place du dispositif de continuité des activités et la coordination de sa mise en place au niveau des filiales marocaines s'est poursuivie. Par ailleurs, la conception du PCA est aujourd'hui finalisée, tandis que la phase de déploiement sera entamée à partir de février et s'étalera sur toute l'année 2009.

Dans ce cadre, le Plan de Continuité Informatique qui vise à prévenir les actions et les procédures techniques à mettre en œuvre lors de pannes informatiques a été finalisé et testé pour l'activité «Etranger», y compris Swift. Les tests des autres activités concernées (Agence, Traitement de valeurs, Crédits, Titres, Monétique et Comptabilité) sont quant à eux planifiés pour le début de l'année 2009.

En vitesse de croisière, il est prévu de réaliser un test par mois pour une activité, assurant la tenue minimale d'un test une fois par an et par activité.



La Gestion ALM



Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt représente le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

Sur une période de 12 mois, l'excédent des actifs sur les passifs à taux révisable sur l'année est de +7,5 milliards de dirhams à fin décembre 2008, contre +6,4 milliards de dirhams l'année précédente, soit un profil de risque de taux favorable en cas de hausse des taux.

Les simulations, effectuées au 31 décembre 2008, relatives aux impacts d'une variation des taux d'intérêt de 100 pbs sur le PNB prévisionnel de BMCE Bank font ressortir un impact de +29 millions de dirhams, soit 0,81% du PNB prévisionnel 2008, inférieur à la limite ALCO fixée à 2,5%.

La variation de la valeur économique des fonds propres face à un choc d'une ampleur de 200 pbs est estimée pour sa part à 290 millions de dirhams, soit +5,9% des fonds propres réglementaires 2008, inférieurs à la limite ALCO fixée à 20%.



Risque de Liquidité

Pour BMCE Bank, le risque de liquidité se traduit par l'impossibilité de satisfaire ses engagements lorsque des besoins inattendus sont subis mais qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Durant ces deux dernières années, le secteur bancaire marocain a été marqué par un resserrement progressif de la liquidité, après plusieurs années de surliquidité structurelle. Dans ce contexte, BMCE Bank a été doublement impactée, du fait du développement soutenu de l'activité des crédits qui a progressé de +21% au cours de l'exercice 2008.

Le bilan de la Banque a ainsi enregistré une progression globale de +21%, en ligne avec celle des crédits, atteignant 114 MDH au 31 décembre 2008. Par ailleurs, le taux d'utilisation Crédits/Dépôts a atteint 79% à fin décembre 2008, contre 78% à fin 2007.

Poursuivant l'objectif d'assurer une croissance harmonieuse du bilan dans le respect des ratios prudentiels, la Banque a mis en œuvre un ensemble d'actions visant à renforcer sa liquidité ainsi que ses fonds propres réglementaires, notamment :

- L'émission en février 2008 sur le marché local d'une dette subordonnée, pour un montant de DH 1 milliard.
- L'émission en octobre 2008 sur le marché local d'une dette subordonnée perpétuelle pour un montant de DH 1 milliard.

- L'émission d'une dette subordonnée perpétuelle en devises pour un montant de 70 millions d'euros (IFC).
- L'émission d'une dette subordonnée en devises pour un montant de 50 millions d'euros (Proparco).
- L'émission de certificats de dépôts pour un encours de 2 547 millions de dirhams au 31 décembre 2008.
- La mobilisation du Réseau pour la collecte de dépôts à terme, occasionnant une hausse de 6 717 millions de dirhams sur l'année 2008. L'encours global des DAT a ainsi atteint 23 milliards de dirhams, dont 10% de maturité supérieure à 1 an.
- L'accélération du programme d'ouverture des nouvelles agences, contribuant au renforcement du rythme de collecte des dépôts de la clientèle.
- La progression de 13,8 milliards de dirhams des dépôts de la clientèle, dont +2 milliards de dirhams en comptes courants, +3,5 milliards de dirhams en comptes-chèques, +1,2 milliard de dirhams en comptes sur carnet et +6,7 milliards de dirhams en comptes à terme.

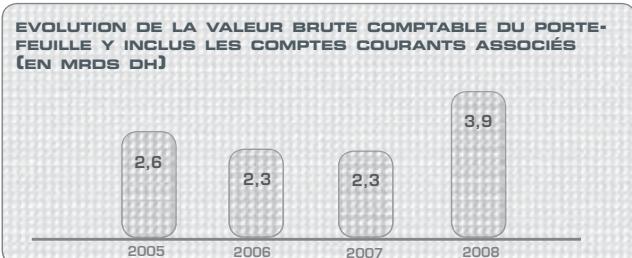
Au 31 décembre 2008, le coefficient de liquidité s'établit à 110,9%. Par ailleurs, sur un horizon de 12 mois, le gap de liquidité enregistre un excédent de liquidité de +3,1 milliards de dirhams à fin décembre 2008.

Le Portefeuille de Participations



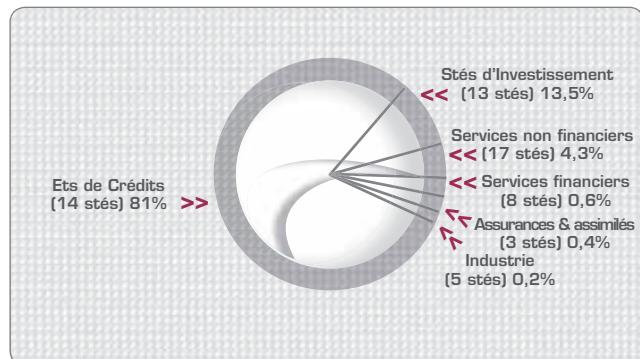
La Valeur Brute Comptable du Portefeuille

À l'exclusion des OPCVM, la valeur brute comptable (VBC) du portefeuille s'est élevée à 3,9 milliards de dirhams fin 2008, incluant les comptes courants associés qui totalisent 127 millions de dirhams.



La Répartition du Portefeuille

Parmi les 60 sociétés constituant le portefeuille des participations, 10 participations représentent plus de 85% de la valeur brute comptable du portefeuille. Fin 2008, la répartition par secteur fait ressortir une prépondérance du secteur financier de 96%, contre 89% en 2007. Quant aux participations dans les sociétés non financières, elles se répartissent essentiellement entre les secteurs des services et celui de l'industrie.



Les Principales Opérations sur le Portefeuille

Au cours de l'année 2008, les principales opérations sur le portefeuille ont concerné :

- L'entrée au capital de BOA Groupe (573 millions de dirhams), en deux temps et à hauteur 42,5%.
- L'acquisition de 10 750 titres Salafin (0,45%).
- La participation aux augmentations de capital de MediCapital Bank (516 millions de dirhams), de Proparco (86,4 millions de dirhams), de Maroc Factoring (30 millions de dirhams), de ESFG (24 millions de dirhams) et de GNS (17 millions de dirhams).
- Les souscriptions au Fonds Mutandis (37,5 millions de dirhams), au capital de EURAFRIC Information (4,1 millions de dirhams) et au capital de EXPERIAN Services Maroc (0,6 millions de dirhams).
- Le troisième remboursement de capital du Fonds Marco Polo (-1 million de dirhams).

Le Dispositif de Contrôle Interne

La Refonte de la Filière Contrôle Groupe

Dans le cadre de la mise en conformité aux exigences bâloises, une mission de réorganisation de la filière Contrôle a été menée, profitant de la participation active de l'ensemble des composantes du Groupe. Ainsi, des plans d'actions à mettre en œuvre ont été définis d'un point de vue organisationnel, mais également concernant le dimensionnement des effectifs, les outils informatiques, la méthodologie et la stratégie d'audit, l'inspection et de contrôle interne permanent, la politique de contrôle des risques, les outils de pilotage et enfin, les reportings de contrôle.



Contrôle Périodique

Avec une volonté forte d'affirmer une approche «support au business», le Contrôle Général a été, au cours de l'année 2008, réorganisé en deux Directions :

- La Direction Audit Interne Groupe orientée vers les risques.
- La Direction Inspection Générale Groupe axée sur la fraude et le respect des procédures.

Cette réorganisation a été soutenue par le renforcement des équipes, le déploiement de nouveaux outils de pilotage des contrôles périodiques de 3^{ème} niveau et par l'élargissement du champ d'action du Contrôle Général Groupe à l'ensemble des filiales du périmètre de consolidation. Par ailleurs, la nouvelle charte d'Audit Groupe a été adoptée, après validation du Comité de Direction Générale et du Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe.

Au titre de l'exercice 2008, plus de 230 missions ont été conduites, soit plus de 15% qu'en 2007, et ont couvert tous les types de risques (risques crédit, marché, opérationnel, informatique, etc.).

Le Contrôle Général Groupe a par ailleurs maintenu le suivi régulier de la mise en œuvre des recommandations et des actions correctives formulées dans les rapports de missions par les entités opérationnelles. A fin décembre 2008, près de 95% des recommandations avaient d'ores et déjà été prises en charge par les opérationnels.



Contrôle Permanent

Le processus de consolidation de la filière Contrôle Permanent de 2^{ème} niveau a marqué l'année 2008. Cette consolidation s'est efforcée de rattacher les entités de vérification interne à la Direction Générale des Pôles, mais aussi de créer un Comité dédié au contrôle permanent, et composé essentiellement des Directeurs des entités de contrôle interne relevant de la Retail Bank, de BMCE Corporate Bank, du Pôle Gouvernance & Développement Groupe, de BMCE Capital, et de Tanger OffShore.



La Mise en Place de la Fonction Conformité

Au cours de l'exercice 2008 l'activité conformité a été déplacée dans une structure dédiée, indépendante des entités opérationnelles et fonctionnelles du Contrôle Général. La création de cette nouvelle entité s'est accompagnée, conformément aux dispositions bâloises et de la Directive n°4/G de Bank Al-Maghrib d'une définition générale des procédures et des outils, de la supervision de la mise à jour de l'Intranet, de l'harmonisation de l'ensemble des procédures des filiales en conformité avec la politique «Compliance» du Groupe, la généralisation à l'ensemble des entités du Groupe du code de bonne conduite, et la veille réglementaire et légale.



Un Devoir de Vigilance

Les règles de vigilance incombant aux établissements de crédit imposent de considérer le risque de blanchiment de capitaux comme un risque à part entière, et de le traiter selon des dispositions comparables à celles des autres types de risques.

À cet égard, 113 questionnaires «Anti Money Laundering» ont été adressés à l'ensemble des correspondants étrangers disposant de comptes ouverts sur les livrets de la Banque. Pareillement, l'outil AML sera généralisé à l'ensemble des entités du Groupe BMCE Bank.



L'Ethique et la Déontologie, Toujours au Cœur des Préoccupations de BMCE Bank

La mise en place du manuel d'éthique et de déontologie fait suite à l'entrée en vigueur de la circulaire 01/05 du CDVM relative aux règles déontologiques devant encadrer l'information au sein des sociétés cotées et du code de déontologie du personnel de la BMCE Bank. Dans cette perspective, il a été élaboré et diffusé à l'ensemble du personnel de la Banque.

Ce Code de Déontologie fixe les règles permettant notamment d'éviter les conflits d'intérêts et d'assurer le respect des principes d'équité, de transparence, d'intégrité du marché et de primauté de l'intérêt du client. Ces règles doivent être rigoureusement appliquées par l'ensemble du personnel de BMCE Bank, mais également par les mandataires sociaux et les membres du personnel en position d'initié qui, dans l'exercice de leurs fonctions, sont susceptibles de détenir et d'utiliser, à titre permanent ou occasionnel, des informations privilégiées.

Le Code de Déontologie précise également les règles minimales venant encadrer l'utilisation et la communication des informations. Il instaure par ailleurs un système de contrôle permanent en vue d'assurer le respect desdites règles et prévoit des sanctions en cas de tout manquement professionnel constaté dans ce cadre.

Il adresse ainsi les points suivants :

- Les principes de base, notamment la loyauté et intégrité, le secret professionnel, la non-utilisation d'information privilégiée, la communication d'information et la gestion des conflits d'intérêts.
- Le traitement des transactions effectuées par les Dirigeants et le personnel en position d'initiés.
- La confidentialité dans le cadre des diligences effectuées par la banque auprès des initiés.
- Le traitement des initiés occasionnels.
- Les dispositions pénales liées à l'usage indû d'une

information privilégiée, à la diffusion d'une information fausse ou trompeuse et au délit de manipulation des cours, et enfin au non-respect des dispositions de la circulaire 01/05 du CDVM.

Le règlement intérieur en vigueur au sein de BMCE Bank y est également joint, en annexe. Ce règlement rappelle les principes éthiques et déontologiques chers à l'organisation. Il énonce l'engagement du Personnel de BMCE Bank au respect des lois en vigueur ainsi que les règles et valeurs éthiques dans le cadre de la vie professionnelle, les différents droits et devoirs régissant le travail au sein de BMCE Bank, les sanctions et mesures disciplinaires, les prescriptions en matière de santé, d'hygiène, de sécurité et de sûreté, ainsi que diverses dispositions (fonds de solidarité, accidents de travail, protection de la vie privée...).

BMO BANK

RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE





Le Capital Humain Un Potentiel de Richesse

Dans un contexte de forte croissance du Groupe BMCE Bank, la gestion du capital humain, le partage des meilleures pratiques en la matière et leur pilotage ont été au centre des préoccupations. Le Groupe s'est ainsi attaché à mettre en place une politique RH Groupe à la hauteur de ses ambitions.

La mise en place d'un programme de gestion des expatriés, la conception du «*Leadership Continuity Program*» et la définition d'indicateurs de performance RH ont ainsi été élaborés, préparant l'avenir dans des conditions optimales.

L'Intensification des Recrutements

>> 844 nouveaux collaborateurs

Avec 844 embauches effectuées en 2008, l'année s'est inscrite dans la tendance d'intensification des recrutements observée au cours des derniers exercices. En effet, l'effectif permanent est passé de 4 009 en 2007 à 4 592 à fin 2008, soit une progression de 14,5%.

La Formation ou le Développement des Compétences

Dans la perspective d'accompagner la dynamique de changement et de croissance du Groupe, plus de 2 000 personnes ont bénéficié de formations internes en 2008, le nombre de jours de formation cumulé s'étabilissant à près de 10 000 jours. L'essentiel des formations internes est dispensé à la force de vente, soit 623 participants pour 6 570 jours de formations.

La Mobilité Interne

>> 43,1% de l'effectif

Au cours de l'année 2008, 1 930 collaborateurs ont bénéficié du processus de mobilité, soit 43,1% de l'effectif moyen. Ces mouvements se sont déroulés dans le cadre de la réorganisation, de l'extension permanente du réseau des agences Particuliers-Professionnels et de l'allocation des ressources humaines qui s'y rapportent. Par type, 637 mobilités sont géographiques, 806 sont fonctionnelles et 487 sont géographiques et fonctionnelles.

Les Evolutions de Carrière

En 2008, 589 collaborateurs ont été promus, dont 205 chargés de clientèle, soit 34,8% de l'effectif. Par ailleurs, 99 directeurs d'agences B et C, représentant 17% de l'effectif ont bénéficié d'une promotion.

BMCE Academy

>> Des cursus adaptés aux besoins de chacun

BMCE Academy offre aujourd'hui une palette de prestations sur mesure et réussit le challenge de maintenir un niveau de sélection rigoureux et d'excellence. Différents cursus sont mis à la disposition des directeurs d'agences Particuliers-Professionnels, de la force de vente dédiée au marché des entreprises.



Un Cadre Social Motivant

En vertu d'une politique de crédit équitable, 232 personnes ont bénéficié de prêts au logement, correspondant à une enveloppe globale de près de 222 millions de dirhams. Les prêts à court terme représentent quant à eux un montant de 104 millions de dirhams.

En parallèle, des actions de maintien de niveaux d'endettements raisonnables ont été menées en interne, notamment la consolidation ou le rééchelonnement de crédits.

Par ailleurs, consciente de l'impact positif des primes sur la motivation du personnel, BMCE Bank a alloué une enveloppe de 2,5 millions de dirhams à l'occasion d'événements sociaux. Les subventions «œuvres sociales», couvrant la restauration et la distribution d'eau dans les centres et colonies de vacances, ont atteint 6,4 millions de dirhams. D'autre part, les emplois du fonds interne de solidarité ainsi que les aides octroyées aux pèlerins pris en charge par la banque ont atteint 3,6 millions de dirhams. Dans l'attente des remboursements des frais médicaux, BMCE Bank a également mobilisé au cours de l'année 2008 près de 10 millions de dirhams.

Hormis les prises en charge, le service médico-social a mené des actions essentielles comme le suivi et l'accompagnement des personnes inscrites dans le programme du sevrage tabagique, la généralisation de la médecine du travail ainsi que la réalisation de campagnes de sensibilisation.

Enfin, les activités au sein du club se sont intensifiées à travers, entre autres, le lancement des écoles sportives, le Marathon de fitness, le Tournoi de tennis double messieurs du Ramadan, etc.





Poursuite de l'Œuvre Sociétale de la Fondation BMCE Bank

L'Elargissement du Réseau

>> [D-écoles medersat.com](http://D-écoles.medersat.com)

Dans les villes de Termigte, Figuig et Oulmès, trois nouvelles écoles sont venues enrichir le réseau Medersat.com. Par ailleurs, plusieurs écoles ont fait l'objet de visites de supervision qui ont abouti à des actions de renforcement de la vie scolaire au sein des Medersat.com et d'entretien des jardins pédagogiques. De même, près d'une vingtaine d'écoles ont fait l'objet de travaux d'extension ou de réhabilitation.

Par ailleurs, dans le cadre de son programme de soutien à la promotion de l'éducation préscolaire, la Fondation BMCE Bank a construit et équipé un Centre de Formation des Enseignants du Préscolaire dans l'enceinte de l'école Medersat.com de Bouskoura.



Le Renforcement de la Visibilité

>> De l'action de la Fondation BMCE Bank

L'année 2008 a été marquée par la visite de la délégation de Synergos Institute, présidée par Mme Dulany qui a pris connaissance de la nature et de l'envergure de l'action sociale que mène la Fondation BMCE Bank dans le domaine de l'éducation et du développement social.

Dans ce cadre, des visites aux écoles publiques Medersat.com ont été organisées, notamment à Bouskoura et Sidi Rahou afin de montrer les efforts consentis par la Fondation pour mettre en place un concept pédagogique moderne et efficace.

D'autre part, les relations avec le Ministère de l'Éducation nationale se sont renforcées. Plusieurs réunions de travail et visites ont ainsi été organisées portant notamment sur le suivi du programme mené, la stratégie de communication auprès du Ministère, la gestion administrative et pédagogique du réseau Medersat.com, les résultats réalisés sur le plan des apprentissages ainsi que les efforts consentis sur le plan de l'équipement de l'école en supports et outils didactiques.

» le Fonctionnement Pédagogique du Réseau Medersat.com

○ Promotion de la Scolarisation

Promouvant la scolarisation au Maroc, la Fondation BMCE Bank a lancé 3 opérations d'envergure : la remise du «cartable Medersat.com» comprenant les manuels et fournitures scolaires à 8 000 élèves, la dotation des Medersat.com en matériel didactique moderne et adapté (cartes d'histoire et de géographie, torches, piles, outils de mesure) et la dotation des écoles Medersat.com d'une bibliothèque scolaire composée de 95 titres, 275 ouvrages et une série de 22 CD-Rom éducatifs en langue française. Un fonds documentaire littéraire a ainsi été constitué en langue française, en arabe et en amazigh, de même qu'un autre fonds comprenant des encyclopédies à dominante scientifique.

○ La Supervision et la Formation Pédagogique des Enseignants

Au titre de l'exercice 2008, 298 visites pédagogiques ont eu lieu, soit une moyenne globale avoisinant deux visites par professeur et par an.

Par ailleurs, dans le cadre de la formation continue des professeurs, 125 journées de formation ont été organisées, portant notamment sur la didactique des matières et les difficultés d'apprentissage.

De même, dans la perspective de mise en place de la Mallette Pédagogique du Préscolaire Medersat.com, une session de formation au profit d'éducateurs du préscolaire du réseau Medersat.com a été organisée au Centre de Formation des Enseignants du Préscolaire Bouskoura. Les modules de formation ont concerné les démarches et les techniques de gestion des moments des rituels, de l'enseignement des langues, des mathématiques, des sciences et de la technologie.

○ L'Amazigh et les Nouvelles Technologies

L'année 2008 a été marquée par la généralisation de l'enseignement et de l'évaluation de la langue Amazighe à tous les niveaux, du préscolaire à la 6^{ème} année. Par ailleurs, plusieurs manuels d'amazigh, dont un dictionnaire fondamental monolingue en tifinagh ainsi que des didacticiels pour l'apprentissage multimédia interactif ont été conçus, édités et/ou développés. De même, des sessions de formation au profit des enseignants ont été organisées, outre la participation et promotion de colloques et festivals amazighs.

Par ailleurs, la Fondation BMCE Bank a obtenu le 2^{ème} prix du meilleur logiciel Amazigh lors du Forum National des Enseignants Innovants à Rabat.

○ Des Résultats à la Hauteur des Efforts Entreprise

L'année scolaire 2007-2008 s'est caractérisée par l'arrivée du troisième contingent des élèves du réseau Medersat.com en 6^{ème} année de primaire. Sur les 913 élèves qui ont passé les épreuves d'examens de passage au collège, 906 ont été admis, soit un taux de réussite de 99,2%.

○ Culture et Découverte

Compte tenu de l'importance des activités parascolaires dans l'épanouissement des enfants, des excursions de découverte des richesses culturelles, historiques et artistiques du pays ont été organisées, notamment à Laâyoune, à Marrakech, à Nador et au barrage d'Iffilou.

En outre, deux contingents d'élèves des écoles Medersat.com, accompagnés de leurs enseignantes, ont bénéficié d'un séjour culturel de trois semaines en Espagne, dans le cadre du renforcement des liens avec Caja Mediterraneo (CAM).

» Soutien au Développement Rural

○ La Dynamisation du Développement Communautaire

Suite à une phase d'expérimentation concluante du programme de micro-finance dans deux douars pilotes, des réunions de travail se sont déroulées, associant la Fondation BMCE Bank, PlaNet Finance Maroc et l'Association Tawada, afin de généraliser le programme à l'ensemble du Réseau Medersat.com, en priorisant Oued Ifrane et Timahdite –Province d'Ifrane –, Boumia et Zaida – Khénifra – et Douira – Province d'Errachidia –.

Par ailleurs, un nouveau projet générateur de revenus destinés aux mères des élèves de l'école Medersat.com du douar Lablilate a été lancé.

Enfin, dans le cadre de son action de préservation de l'environnement, la Fondation BMCE Bank a participé aux 3^{ème} Assises de la Recherche Forestière à Khénifra. La Fondation explore la possibilité d'un partenariat avec l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II relatif au renforcement des capacités des acteurs dans le domaine de la conservation des espèces végétales endémiques.

○ La Contribution à l'INDH

L'Association El Farah – El Kelâa des Sraghna – a bénéficié, en février 2008, du financement d'un centre féminin dédié à la promotion des activités artisanales. Ce centre a été initié par l'Association du douar dans laquelle les professeurs de Medersat.com jouent un rôle important.



L'Appui Permanent aux Actions Mécénales & Sociales

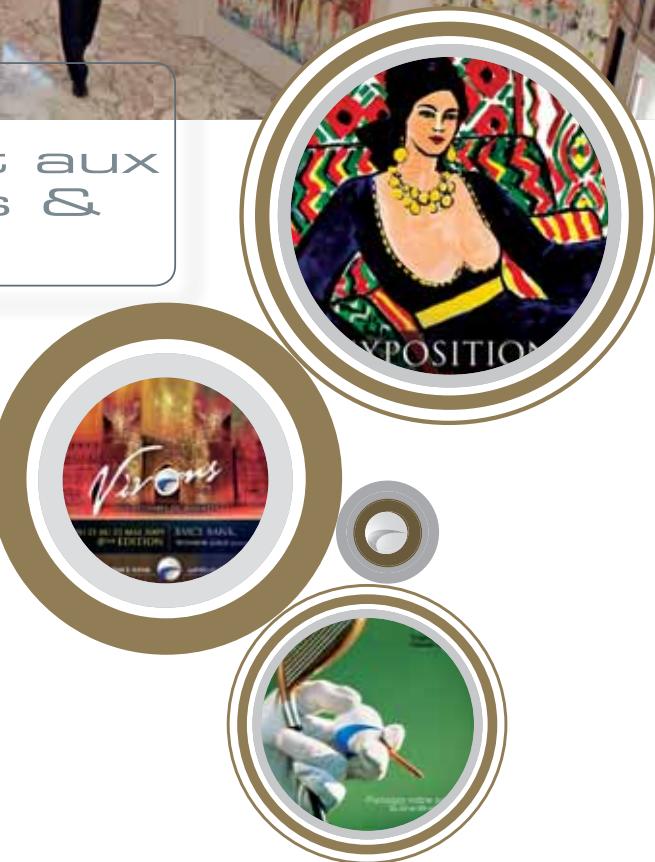
Un Soutien Permanent au Mécénat Culturel et Artistique

BMCE Bank a poursuivi ses actions de mécénat en accompagnant des événements culturels et artistiques nationaux de grande envergure. C'est ainsi que BMCE Bank a été le sponsor officiel de la 14^{ème} édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde de Fès et de la 11^{ème} édition du Festival Gnaoua et Musiques du Monde d'Essaouira.

En outre, la banque a participé à la 2^{ème} édition du Festival Printemps d'Azzemour et à la 5^{ème} édition du Festival Timitar, tout en accompagnant la 5^{ème} édition du Festival des Musiques du Désert d'Errachidia et la 2^{ème} édition du Festival Mer & Désert de Dakhla. BMCE Bank a également soutenu la 1^{ère} édition du Festival «Voix de Femmes» de Tétouan.

L'Appui aux Actions Sociales

Cette année encore, plusieurs associations de bienfaisance et de lutte contre diverses maladies ont bénéficié du soutien de BMCE Bank, qui s'est traduit par des aides financières, des dons, des achats de billets lors des dîners ou soirées de gala, et des achats de cartes de vœux. Parmi les événements sponsorisés par BMCE Bank figurent la 3^{ème} édition de la Course Internationale sur route pour Handicapés, la 6^{ème} édition du Festival National des Enfants aux Besoins Spécifiques de Tanger et le 2^{ème} Festival de l'Espoir en faveur des enfants en situation difficile.



Un Mécénat Sportif Confirmé

Dans le cadre de ses actions de sponsoring sportif, BMCE Bank a soutenu des événements de renommée nationale et internationale. Ainsi, la Banque a sponsorisé le 1^{er} Tournoi Open de Tennis au Club Moundir, la 7^{ème} édition du Tournoi International IFT Juniors, la Coupe d'Afrique des Nations de Tennis, les compétitions équestres nationales et internationales de la Fédération Royale Marocaine des Sports Equestres, un tournoi de tennis de l'Amicale Culturelle et Sportive des Aéroports (ACSA), l'équipe de Football, Hilal Athlétique de Nador, etc.

BMO BANK

RAPPORT FINANCIER



Mesdames, Messieurs et Chers Actionnaires,

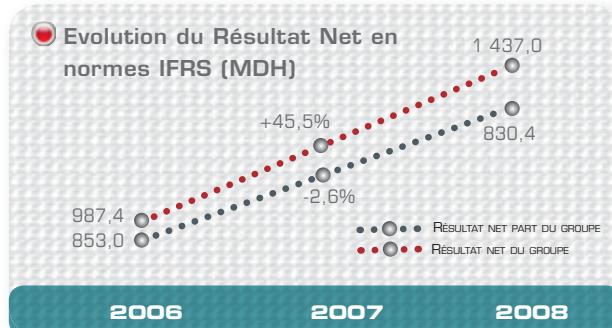
Nous avons l'honneur de vous réunir en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, en application des statuts, et de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la Loi 20-05, notamment, ses titres IV et V et de leurs articles 107 et suivants et des articles 29 et suivants, des statuts BMCE Bank, pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la Loi ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à la disposition des actionnaires dans les délais impartis.

1. RESULTATS ET INDICATEURS BILANTIELS CONSOLIDÉS

Résultats Groupe et part de Groupe

Cette forte hausse du Résultat Net Consolidé est essentiellement liée à l'entrée dans le périmètre de consolidation, à fin décembre 2008, de Bank of Africa.



Au 31 décembre 2008, le Résultat Net Consolidé - RNC- du Groupe BMCE Bank s'établit à MDH 1 437 contre MDH 987,4 une année auparavant, soit une progression de 45,5%. Le Résultat Net Part du Groupe - RNPG -, pour sa part, recule de -2,6% à MDH 830,4 contre MDH 853 en 2007.

Par ailleurs, l'exercice 2008 a été marqué par la poursuite de la stratégie de développement aussi bien au Maroc -extension du réseau bancaire, développement des filiales spécialisées-, qu'à l'international, à travers l'acquisition d'un acteur majeur du secteur bancaire africain, Bank of Africa, et le développement de la présence européenne du Groupe avec MediCapital Bank.

Dans ce contexte, le Produit Net Bancaire - PNB - s'apprécie de 41,1% à MDH 6 018,5 à fin décembre 2008 contre MDH 4 265,2 à fin 2007. Cette hausse, favorisée par l'intégration de Bank of Africa, est soutenue par une progression de 63,7% de la marge d'intérêt et de 40,6% de la marge sur commissions. Toutefois, le résultat des opérations de marché enregistre une baisse de 36,6% suite à la contre performance du marché boursier.

Par ailleurs, les charges générales d'exploitation du Groupe BMCE Bank s'inscrivent en hausse de 54,3% à MDH 3 901,1 - dont MDH 994,4 imputable à Bank of Africa - contre MDH 2 528,3, portant le coefficient d'exploitation de 59,3% à 64,8% sur la même période.

Par ailleurs, le coût du risque s'améliore significativement, passant de MDH - 318,1 à MDH - 89.

Capitaux propres

Au 31 décembre 2008, les capitaux propres du Groupe BMCE Bank, en normes IFRS, s'élèvent à MDH 8 265 contre MDH 7 160 à fin décembre 2007, soit une progression de 15,4%.

En Part de Groupe, les capitaux propres enregistrent une baisse de 15,5%, à MDH 5 557 contre MDH 6 579 en 2007.

A fin décembre 2008, l'application des normes IFRS s'est traduite, au niveau capitaux propres Part Groupe, par une baisse de MDH 2 811 par rapport aux normes PCEC, et ce, en raison de :

S **Retraitements positifs ayant contribué au renforcement des capitaux propres en IFRS de +MDH 1 492, se déclinant comme suit :**

- Impact de +MDH 852,6 de la revalorisation immobilière (IAS 16-40 relatives aux immobilisations corporelles et immeubles de placement) ;
- Impact de +MDH 291,7 sur écarts de conversion et d'acquisition et autres retraitements (IAS 39) ;
- Impact de +MDH 182,2 pour les provisions des crédits ;
- Impact de +MDH 151,9 de réévaluation des actifs financiers évalués à la juste valeur et des actifs financiers disponibles à la vente (IAS 39) ;
- Reprises sur provisions d'actifs et de passifs de MDH 13,4 (IAS 37).

S **Retraitements négatifs de MDH - 4 301, répartis comme suit :**

- Réduction de MDH 3 667,9 des réserves liées au capital, correspondant à l'annulation de la position des actions détenues en propre, conformément aux normes IAS 32-39 ;
- Impact négatif global de MDH - 634 dont MDH 206,7 imputable, à l'application de la norme IAS 19 relative aux avantages de personnel et MDH 423,4 liés à l'application de la norme IAS 12 relative à l'impôt sur le résultat.

Total bilan

Au 31 décembre 2008, le Total Bilan du Groupe BMCE Bank croît de 41,8%, franchissant le seuil des DH 150 milliards (DH 150,5 milliards) contre DH 106,1 milliards une année auparavant.

A l'actif, cette croissance est soutenue par une progression significative de 45,3% des crédits à la clientèle, à DH 85,7 milliards, contre DH 58,9 milliards en 2007.

Au passif, les ressources du Groupe s'inscrivent en hausse substantielle liée à l'augmentation de 38,4% des dépôts de la clientèle, à DH 113,4 milliards en décembre 2008, et de DH +3,8 milliards des titres de créances émis essentiellement par la Banque au Maroc au cours de l'année 2008.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des fonds propres du Groupe, les dettes subordonnées progressant de DH 1 milliard à DH 4,2 milliards suite à l'émission de nouveaux emprunts au cours de l'année 2008.

2. Résultats consolidés par filière

Le Résultat Net Part du Groupe par filière ainsi que leurs évolutions se présentent comme suit :

KDH	Contribution au Résultat Consolidé				
	2008	2007	Var (%)	Part 2008	Part 2007
BMCE Maroc	596 444	737 497	-19,1%	71,8%	77,6%
Activités à l'international	58 317	-97 143	-	7,0%	-
Activité Afrique Hors Maroc	137 634	26 705	-	-	-
-Activité Off Shore	33 295	41 822	-20,4%	-	-
-Activité Europe	-112 612	-165 670	-	-	-
Services Financiers Spécialisés	137 814	115 647	+19,2%	16,6%	12,2%
Gestion d'Actifs et autres activités de banque d'affaires	37 869	97 033	-61,0%	4,6%	10,2%
Résultat net consolidé (Part du Groupe)	830 442	853 034	-2,6%	100,0%	100,0%

Ainsi, il ressort un recul de la contribution de la Banque au Maroc de 77,6% en 2007 à 71,8% en 2008 et de celle de la filière gestion d'actifs et autres activités de banque d'affaires de 10,2% à 4,6% sur la même période.

Parallèlement, la contribution de l'activité à l'international dans le RNPG représente 7,0% à fin décembre 2008 contre une contribution négative à fin décembre 2007. Cette amélioration est essentiellement liée à l'intégration de Bank of Africa dans le périmètre de consolidation, d'une part, et à la réduction de la contribution déficitaire au RNPG de MediCapital Bank, d'autre part.

3. Activités et Résultats de la Banque au Maroc

L'exercice 2008 s'est caractérisé par l'accélération du programme de développement au Maroc avec l'ouverture de 102 nouvelles agences et la diversification des produits et services offerts.

A fin décembre 2008, les résultats de la Banque au Maroc se présentent comme suit :

§ Le résultat net régresse de 32,1%, de MDH 1 196,7 à MDH 812,1, suite à la dotation d'une provision nette de MDH 155 relative aux contre-performances boursières au Maroc - dont MDH 157 pour actions détenues en propre - et de MDH 64 pour dépréciation de titres de participations à l'international. Hors plus values liées à la cession de 5% du capital à la Caja Mediterraneo (CAM) (MDH 420 nets) réalisées en 2007, le résultat net à décembre 2008 s'inscrit en hausse de 4,6%, de MDH 776,6 à MDH 812,1.

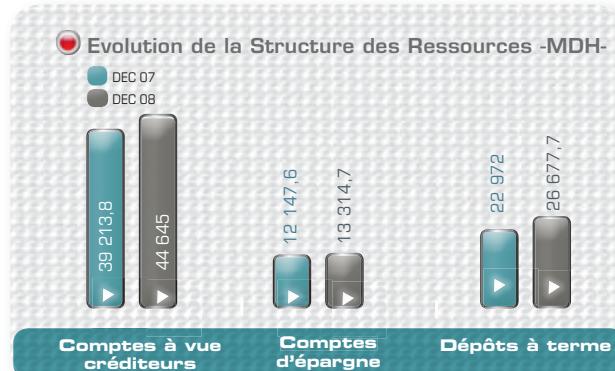
§ Le Total bilan de la Banque au Maroc, pour sa part, dépasse pour la première fois le cap des

DH 100 milliards, pour atteindre DH 114,2 milliards contre DH 94,8 milliards à fin décembre 2007, soit une progression de 20,4%.

3.1. Eléments d'activité de la Banque au Maroc

>> DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE (*)

Les ressources clientèle de l'activité Maroc, repos compris, enregistrent une progression de 13,6%, de MDH 78 086 en 2007 à MDH 88 739 en 2008.

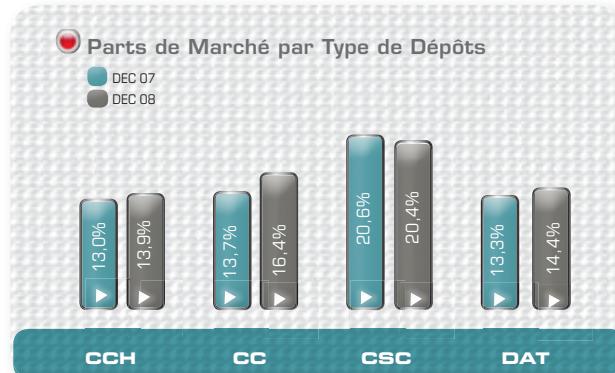


Ainsi, les comptes à terme s'inscrivent en hausse de +16,1%, de MDH 22 972 à MDH 26 678 (repos compris pour un montant de MDH 5 137,1). Hors repos, les comptes à terme augmentent de 15,9%.

Par ailleurs, les comptes à vue créditeurs se renforcent de +14% à MDH 44 695 contre MDH 39 214 une année auparavant.

Les comptes d'épargne (comptes sur carnets) s'améliorent de +9,6%, de MDH 12 148 à MDH 13 315.

L'évolution des ressources clientèle s'est traduite par des gains de parts de marché des dépôts globaux de BMCE Bank, de 13,84% à 14,59% à fin décembre 2008.



Par type de dépôts, les gains de parts de marché se déclinent comme suit :

- +2,7p% des comptes courants,
- +1,16p% des dépôts à terme (hors repos) portant la part de marché à 14,43%,
- +0,9p% des comptes chèques.

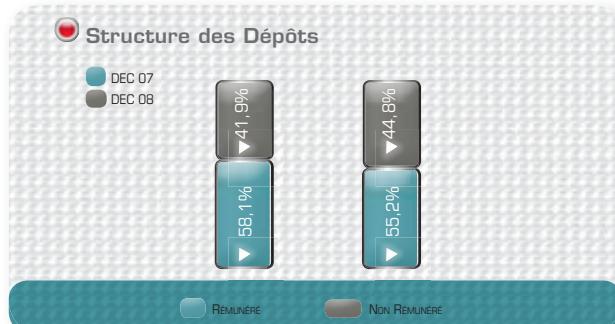
La part de marché des comptes sur carnets enregistre,

Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle

DU 21 MAI 2009

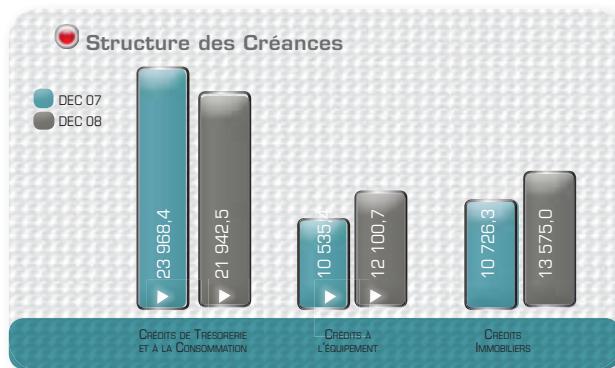
pour sa part, un léger recul, passant de 20,57% en 2007 à 20,41% en 2008.

En termes de structure des dépôts, la part des dépôts rémunérés s'est accrue de 2,9%, suite à la forte progression des dépôts à terme et des certificats de dépôts.



>> CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Les créances sur la clientèle de BMCE Bank Maroc y compris *resales* de MDH 1 242) affichent une hausse de +19,6% à MDH 58 634 contre MDH 49 028 à fin 2007.

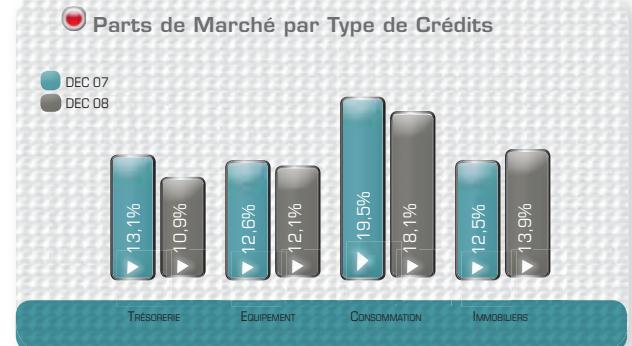


Cette progression est soutenue par une forte croissance de 70,3% des crédits immobiliers, à MDH 19 174,3, elle-même liée, notamment, au reclassement, en 2008, des comptes courants débiteurs des promoteurs immobiliers, au niveau des crédits immobiliers. Les crédits immobiliers aux particuliers progressent, pour leur part, de 26,6% à MDH 13 575 en 2008 contre MDH 10 726,3 en 2007.

En outre, les crédits à l'équipement augmentent de +14,9%, de MDH 10 535 à MDH 12 101.

Les crédits de trésorerie et à la consommation, pour leur part, régressent de 8,4%, à MDH 21 942 contre MDH 23 968. Corrigé de l'effet de reclassement décrit ci-dessus, la baisse s'établit à 7,1%.

En termes de parts de marché, les crédits globaux sont en légère baisse par rapport à 2007, de 13,61% à 13,10% en 2008.

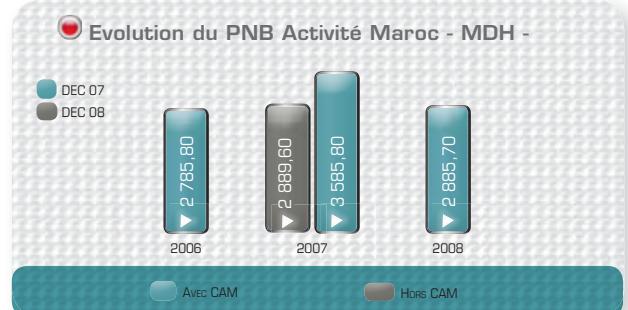


Ce recul est essentiellement dû aux pertes de parts de marché sur les crédits aux sociétés de financements et crédits à la consommation, respectivement de 3,4 p% et de 1,45 p%.

Les crédits immobiliers particuliers, quant à eux, enregistrent un gain de part de marché de 1,32 p%, de 12,54% à 13,86% en 2008.

3.2. Produit Net Bancaire

Au 31 décembre 2008, le PNB de BMCE Bank Maroc s'établit à MDH 2 885,7 contre MDH 3 585,8 à fin 2007, soit une régression de 19,5%. En excluant les plus-values générées par la cession de 5% du capital à la CAM, le PNB enregistre une quasi-stagnation par rapport à décembre 2007.



Cette stagnation est imputable, d'une part, aux turbulences qu'a connu le marché boursier, ayant entraîné la constitution d'une provision brute de MDH 157 pour actions détenues en propre, de même que la dépréciation de la SICAV Maroc Valeur de MDH 55 et, d'autre part, au surcoût des ressources, lié essentiellement à la mise en conformité des ratios prudentiels de liquidité et de solvabilité.

En effet, afin d'assurer une croissance harmonieuse du bilan dans le respect des ratios prudentiels, la Banque a entrepris un ensemble d'actions visant à renforcer sa liquidité ainsi que ses fonds propres réglementaires, notamment :

- L'émission d'une dette subordonnée pour un montant de DH 2 milliards sur le marché local en 2008 ;
- L'émission de dettes subordonnées en devises pour un montant global de MEUR 120 (IFC/Proparco) ;

- L'émission de Certificats de Dépôts pour un encours de MDH 2 547 au 31 décembre 2008;
- La mobilisation du Réseau pour la collecte des dépôts à terme, entraînant une hausse des DAT de +6.717 MDH sur l'année 2008.

3.2.1 Marge d'intérêts

La marge d'intérêts enregistre une progression de 6,1% par rapport à décembre 2007, de MDH 1 876,4 à MDH 1 991,6.

La marge d'intérêts sur la clientèle s'inscrit en hausse de 18,9%, de MDH 1 495,2 à MDH 1 777,3 à fin décembre 2008, suite à la progression de (i) 47,5% des intérêts perçus sur les crédits à l'équipement atteignant MDH 939,8, (ii) de 32,1% des intérêts sur crédits immobiliers à MDH 695,4 et (iii) de 18% des intérêts sur crédits de trésorerie.

Cette forte croissance est essentiellement liée à l'effet volume, le rendement des crédits ayant légèrement baissé de 5,21% à 5,16% sur la période 2007-2008. Le rendement s'améliore sur les crédits spot et de trésorerie mais recule sur les autres catégories.

Ainsi, l'encours moyen des crédits distribués s'élève à MDH 61 757,9 à fin 2008 contre MDH 48 103,2 à fin 2007, soit une progression de 28,4%.

Par ailleurs, le coût des ressources s'est renchéri, de 1,64% à 1,88%, suite à (i) l'émission de certificats de dépôts (dont l'encours s'établit à fin décembre à MDH 2 547) à un coût moyen de 4,09% ainsi qu'à (ii) la hausse du coût moyen des comptes sur carnets, de 2,36% à 3% en 2008.

En revanche, la marge de trésorerie s'inscrit en baisse significative, passant de MDH 84,8 à MDH - 65,7 en raison de l'augmentation de 58% du coût des ressources de trésorerie à MDH 466,8, elle-même liée à :

- L'émission d'emprunts subordonnés en 2008, à un coût moyen de 5,1%: MEUR 70 auprès de la IFC, MEUR 50 auprès de Proparco et DH 2 milliards sur le marché local (MDH 145,5 de charges d'intérêts) ;
- Un recours plus important aux pensions et réescompte.

3.2.2 Marge sur commissions

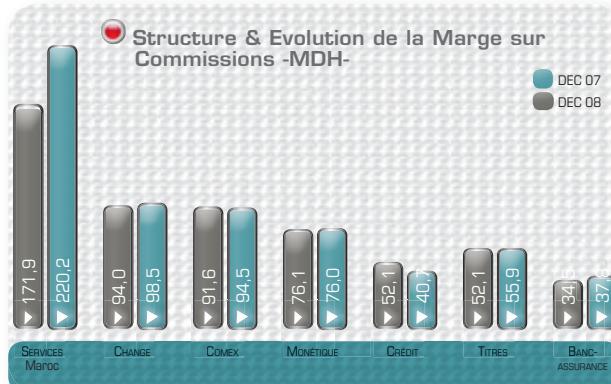
La marge sur commissions progresse de 9,8% à fin décembre 2008, à MDH 594,3, grâce à l'évolution favorable :

- Des commissions perçues sur «les services Maroc» de +28% à MDH 220,2 à fin 2008, liée principalement à la progression du nombre de comptes de 179 393 en 2008 ayant induit la hausse des commissions de tenue de compte de 19% à MDH 133,2 (dont MDH 6 imputables aux MRE).
- Des commissions générées par les activités de la bancassurance de +9,7%.
- Des commissions sur les crédits qui s'établissent

à MDH 40,7, dont MDH 24,8 attribuables aux activités de «Project Finance» contre MDH 31,7 en 2007. En incluant les commissions perçues de la filiale Salafin dans le cadre de la convention relative aux crédits à la consommation, les commissions nettes sur les crédits seraient en hausse de 9%.

- Des commissions de change manuel et de commerce extérieur de 5% et 3,2%, respectivement.

En excluant les plus-values générées par l'opération CAM, la part des commissions dans le PNB s'améliore de 1,9p%, à 20,6% contre 18,7% à fin décembre 2007.



3.2.3 Résultat des opérations de marché

Le résultat des opérations de marché affiche une baisse significative, de 75,6%, s'établissant à MDH 273,8 contre MDH 1 120,8 à fin 2007. Ce recul s'explique, d'une part, par les plus-values exceptionnelles de MDH 696,2 enregistrées en 2007 lors de la cession de 5% du capital à la CAM des actions BMCE détenues en propre et, d'autre part, par la dotation aux provisions de MDH 157,5 relative à la position d'actions détenues en propre à fin décembre 2008.

Par ailleurs, les gains de change augmentent de +36,8%, passant de MDH 99,4 à MDH 136 en 2008.

3.2.4 Autres produits et charges bancaires

Les autres produits bancaires, composés essentiellement des dividendes perçus sur participations, stagnent autour de MDH 152 à fin décembre 2008.

Par ailleurs, dans un contexte de croissance des dépôts, les charges liées au fonds de garantie progressent de 22,2%, à MDH 126 à 2008 contre MDH 103,1 à fin 2007.

3.3.5 Résultat des opérations sur immobilisations financières

Le résultat des opérations sur immobilisations financières régresse de 67% par rapport à 2007, atteignant MDH 205,7, l'exercice 2007 ayant enregistré des plus-values sur Salafin de MDH 368,6, RMA Watanya de MDH 222,6 et Risma de MDH 52,8.

En 2008, le résultat des opérations sur immobilisations financières inclut (i) la plus-value réalisée sur les titres Salafin, de MDH 302, (ii) les moins-values constatées

sur les titres Risma de MDH 24, de même que (iii) les provisions BMCE Capital de MDH 11 et les participations à l'international à hauteur de MDH 64,5.

3.4. Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent, au 31 décembre 2008, à MDH 2 154,8 contre (MDH 1 902,1 en 2007, soit une progression de 13,3%, dans un contexte de poursuite du développement du Réseau ayant entraîné des investissements humains, logistiques et informatiques significatifs.

En effet, les charges de personnel, premier contributeur aux charges générales d'exploitation, enregistrent une hausse de 17,8%, les autres charges liées à l'équipement, aux systèmes d'information et aux bâtiments affichant une progression de 9,3%.

Dans ce contexte d'augmentation des charges, outre la constitution de provisions pour actions détenues en propre notamment, le coefficient d'exploitation de BMCE Bank Maroc, augmente de 53% à 74,7% à fin décembre 2008.

Hors plus-values générées par l'opération CAM, la hausse du coefficient d'exploitation ressort moins soutenue, celui-ci s'établissant à 74,7% contre 65,8% à fin décembre 2007.

3.5. Coût du risque

A fin décembre 2008, les créances en souffrance relatives à l'activité Maroc enregistrent une augmentation de +8%, à MDH 2 728,6 contre MDH 2 527,5 en 2007. En revanche, le stock des provisions - y compris agios réservés- recule de 3,2% à DH 2 130,4 millions.

Ainsi, le taux de contentieux s'améliore sensiblement, passant de 4,4% à 3,97%, le taux de couverture, passant de 87,1% à 78,1%.

Les efforts de recouvrement se sont renforcés en 2008 ayant permis de récupérer un montant substantiel de près de MDH 258.

3.6. Résultat net

Au 31 décembre 2008, le résultat courant avant impôts s'établit à MDH 1 154,9 contre MDH 1 762,3 à fin décembre 2007, soit une régression de 34,5%.

Après déduction d'une charge d'impôts de MDH 346,9, le résultat net de la Banque au Maroc ressort, au 31 décembre 2008, à MDH 812,1 contre MDH 1 196,7 à fin décembre 2007.

Hors opération CAM, le résultat courant avant impôts enregistre une hausse de +8,3%, passant de MDH 1 066,1 à MDH 1 154,9, le résultat net de la Banque au Maroc, s'inscrit également en hausse de 4,6% à MDH 812,1 contre MDH 776,7 à fin décembre 2007.

4. Activités à l'international

La filière à l'international regroupe les entités suivantes:

- Tanger Off Shore, • BMCE Paris, • MediCapital Bank,
- BMCE Madrid, • Banque de Développement du Mali,
- La Congolaise de Banque, • Bank of Africa

En KDH	Contribution au PNB		Contribution dans les charges d'exploitation consolidées		Contribution au Résultat net courant part groupe	
	Déc.08	Déc.07	Var	Déc.08	Déc.07	Var
	Déc.08	Déc.07	Var	Déc.08	Déc.07	Var
Activités à l'international	2 350 584	311 839	NS -1 527 960	-460 082	NS	58 317 -97 143 NS
Activités Afrique	2 027 899	145 174	23,8%	-1 105 111	-75 328	47,0%
Bank of Africa	1 848 150			-994 391		105 721
LCB	179 749	145 174	23,82%	-110 720	-75 328	46,98%
BDM						18 044 12 743 -6,7%
Activité Europe	282 828	108 801	160%	-416 787	-379 833	10%
MediCapital Bank	204 134	25 557	699%	-359 289	-228 758	57,06%
BMCE Madrid	78 717	55 317	42,30%	-40 341	-32 813	22,94%
BMCE Paris	-23	27 928	-100%	-17 157	-118 262	NS -28 131 -22 856 NS
Activité Off Shore	39 857	57 864	-31%	-6 062	-4 921	23%
BMCE TOS	39 857	57 864	-31,12%	-6 062	-4 921	23,19% 33 295 41 822 -20,4%

A fin décembre 2008, la contribution de l'activité à l'international au RNPG a enregistré une progression substantielle de MDH -97,1 à MDH 58,3. Cette performance est due principalement à l'intégration de Bank of Africa au périmètre de consolidation, suite à la prise de participation de 42,5% par le Groupe BMCE Bank, de même qu'à la restructuration de la présence européenne du Groupe à travers MediCapital Bank.

Le PNB de cette filière s'est ainsi amélioré de MDH 311,8 à MDH 2 350,6, la contribution de Bank of Africa s'étant établie à MDH 1 848,2.

Parallèlement, et suite à la consolidation de BOA, les charges générales d'exploitation ont enregistré une hausse significative, de MDH 460,1 à MDH 1 527,9.

Tanger Off Shore enregistre une contribution en baisse de 20,4% au RNPG de MDH 41,8 à MDH 33,3 entre les exercices 2007 et 2008. Cette évolution est liée au recul du résultat net de Tanger Capital Markets, de MDH 27,4 à MDH 4,4, compensée en partie par la performance de l'Agence Off Shore, dont le bénéfice s'est amélioré de MDH 14,5 à MDH 28,9 sur la période.

MediCapital Bank a ramené, pour sa part, sa contribution déficitaire au RNPG de MDH -160,6 à MDH -112,8. Le PNB social s'est substantiellement renforcé, de MDH 8,2 à MDH 199,5 au cours de l'exercice, grâce au développement de son activité et de l'intégration des activités de BMCE Bank Paris. Les charges générales d'exploitation s'élèvent à MDH 359,3 à fin décembre 2008 contre MDH 228,7 à fin décembre 2007, soit une progression de 57,1%. Cette évolution est à rapporter au fait (i) qu'en 2007, l'activité n'a effectivement démarré qu'au 2^{ème} semestre, après l'obtention de l'agrément du FSA et (ii) que pour l'année 2008, les réalisations ont été obtenues dans un contexte de crise internationale.

BMCE Madrid a enregistré des progressions significatives en termes de contribution aux résultats consolidés du Groupe BMCE Bank et ce, sur l'ensemble de ses activités.

Ainsi, la contribution de BMCE Madrid au RNPG s'est inscrite en hausse de 59,6%, de MDH 17,8 à MDH 28,3, la croissance au PNB ayant été plus forte (+42,3%) que celle des charges générales d'exploitation (+22,9%), en termes de contribution aux comptes consolidés.

BMCE Paris a transféré l'essentiel de ses activités à MediCapital Bank dans le cadre de la restructuration des entités européennes du Groupe BMCE Bank. Ainsi, la contribution au RNPG ressort déficitaire de MDH -28,1 à fin décembre 2008 suite à la prise en compte d'une dotation aux provisions pour écart de conversion pour un montant brut de MDH 161.

Bank of Africa a, par ailleurs, intégré le périmètre de consolidation à fin décembre 2008 suite à une prise de participation de 42,5% du Groupe BMCE Bank, qui devient ainsi l'actionnaire bancaire de référence du Groupe Bank of Africa.

A fin décembre 2008, sa contribution dans le PNB du Groupe atteint MDH 1 848,2, soit plus d'un tiers du PNB consolidé Groupe alors que ses charges générales d'exploitation représentent 25,5% du montant consolidé du Groupe avec MDH 994,4. En termes de résultat net Groupe, la contribution s'établit à MDH 564,3 contre MDH 105,7 en Part de Groupe.

La Congolaise de Banque a enregistré, pour sa part, une progression de 23,8% de sa contribution au PNB consolidé, de MDH 145,2 à MDH 179,7 parallèlement à une hausse de 46,9% de sa contribution aux charges générales d'exploitation du Groupe. Au final, la contribution de la Congolaise de Banque au RNPG ressort à MDH 13,9, comparable à celle enregistrée au 31 décembre 2007.

La Banque de Développement du Mali a, quant à elle, vu sa contribution au résultat consolidé progresser de 41,6%, de MDH 12,7 à MDH 18.

5. Services financiers spécialisés

La filière des services financiers spécialisés regroupe les entités suivantes :

- Salafin, • Maghrebail, • Maroc Factoring, • Euler Hermes Acmar.

En KDH	Contribution au PNB		Var	Contribution dans les charges d'exploitation consolidées		Var	Contribution au Résultat net courant part groupe		Var
	Déc.08	Déc.07		Déc.08	Déc.07		Déc.08	Déc.07	
Services Financiers Spécialisés	520 446	468 790	11,02%	-126 706	-119 957	5,63%	137 814	115 647	19,17%
Salafin	282 514	263 264	7,31%	-80 211	-75 727	5,92%	84 024	68 890	21,97%
Maghrebail	198 918	171 398	16,06%	-35 815	-36 705	-2,42%	41 810	34 586	20,68%
Maroc Factoring	39 014	34 128	14,32%	-10 680	-7 525	41,93%	10 246	10 617	-3,49%
Euler Hermes Acmar							1 734	1 552	11,73%

Avec une progression de 19,2% en termes de contribution au résultat net consolidé, les Services Financiers Spécialisés du Groupe BMCE Bank ont vu leur poids relatif augmenter de 12,2% en 2007 à 16,6% en 2008. Le PNB de la filière **SFS** a, quant à lui, enregistré une progression de 11% sur la période en question, le coefficient d'exploitation s'étant amélioré de 25,6% à 24,3%.

Salafin a inscrit, en 2008, une hausse de 22% de sa contribution au résultat du Groupe, de MDH 68,9 à MDH 84 et ce, suite à une croissance de 20,6% de son résultat net social, dépassant les 100 millions de dirhams (101,5).

En termes de PNB social, la progression s'est établie à 12,8% notamment suite aux progressions exceptionnelles enregistrées au niveau de la marge d'intérêts, de MDH 13,5 à MDH 76, grâce au développement du marché des crédits dans le cadre des synergies avec le Réseau de BMCE Bank. Aussi, le coefficient d'exploitation social de Salafin s'est-il amélioré de 34,3% à 30,8% sur la période 2007-2008.

Maghrebail a vu sa contribution au RNPG progresser de près de 21%, de MDH 34,6 à MDH 41,8 grâce à la croissance de sa contribution au PNB consolidé, de 16,1%. Le résultat net social a enregistré une progression similaire, de l'ordre de 20%, le portant à MDH 71,1 et le coefficient d'exploitation social s'est s'amélioré de 28,2% à 27,7%.

Maroc Factoring a enregistré une progression de 14,3% de sa contribution au PNB consolidé du Groupe BMCE Bank, de MDH 34,1 à MDH 39. La contribution au RNPG de cette filiale s'est inscrite en léger recul de 3,5%.

6. Gestion d'actifs et autres activités de banque d'affaires

La filière Gestion d'Actifs et autres activités de Banques d'Affaires regroupe les entités suivantes :

- BMCE Capital, • BMCE Capital Bourse, • BMCE Capital Gestion, • Casa Finance Markets.

En KDH	Contribution au PNB		Var	Contribution dans les charges d'exploitation consolidées		Var	Contribution au Résultat net courant part groupe		Var
	Déc.08	Déc.07		Déc.08	Déc.07		Déc.08	Déc.07	
Gestion d'actifs et autres activités de banque d'affaires	231 069	300 449	-23,09%	-225 079	-209 324	7,53%	37 869	97 033	-60,97%
BMCE Capital Gestion	81 413	98 141	-17,0%	-27 592	-20 358	35,5%	26 542	32 232	-17,7%
BMCE Capital Bourse	89 251	106 667	-16,33%	-20 987	-19 970	5,09%	42 420	51 867	-18,21%
BMCE Capital	60 405	95 641	-36,84%	-176 500	-168 996	4,44%	-31 729	11 529	-375,21%
CFM							636	1 405	NS

La filière Gestion d'Actifs et autres activités de Banque d'Affaires du Groupe BMCE Bank a enregistré une baisse de 23,1% de sa contribution au PNB du Groupe au cours de l'année 2008 et sa part au résultat net s'est inscrite en baisse, de 11,4% à 4,6%.

BMCE Capital Bourse a enregistré, en termes de contribution au RNPG, une baisse de 18,2%, passant de MDH 51,9 à MDH 42,4 sur la même période. Le résultat social enregistre une évolution similaire.

BMCE Capital Gestion a, pour sa part, inscrit un recul de 17,7% au niveau de sa contribution au RNPG, de MDH 32,2 à MDH 26,5 entre les exercices 2007 et 2008.

BMCE Capital a enregistré une baisse de sa contribution au PNB consolidé, de MDH 95,6 à MDH 60,4. Par ailleurs, son résultat net social s'établit à MDH -21

à fin 2008 contre MDH 11,5 à fin 2007. En termes de contribution au Groupe, et après les retraitements de consolidation, le résultat net ressort à MDH -31,7.

7. Gestion Actif Passif

Le secteur bancaire marocain a été marqué durant ces deux dernières années par un resserrement progressif de la liquidité, après plusieurs années de surliquidité structurelle.

Ce resserrement découle en grande partie de l'accroissement des crédits à l'économie, favorisé par un contexte macroéconomique propice à l'investissement et à la consommation (tendance baissière des taux, niveau d'inflation maîtrisé ...).

La Banque Centrale, qui épingle auparavant les excédents de liquidité sur le marché, multiplie aujourd'hui ses interventions à travers les avances à 7 jours et à 24 heures. Autre mesure structurelle, BAM a décidé d'abaisser le taux de la réserve monétaire obligatoire de 15% à 12% à partir de 2009, afin de soulager la liquidité des banques.

Dans ce contexte, BMCE Bank a été doublement impactée, compte tenu du développement soutenu de l'activité des crédits qui progresse de +21% au cours de l'exercice 2008

Le bilan de la Banque a ainsi enregistré une progression globale de +21%, en ligne avec celle des crédits, atteignant MDH 114 au 31 décembre 2008 (comptes sociaux).

Le taux d'utilisation Crédits / Dépôts a atteint 79% à fin décembre 2008 contre 78% à fin 2007.

8. Risque de liquidité

En 2008, BMCE Bank a poursuivi le développement de ses différents métiers avec une contribution renforcée de l'activité des crédits.

Pour assurer une croissance harmonieuse du bilan, dans le respect des ratios prudentiels, la Banque a mis en oeuvre un ensemble d'actions visant à renforcer sa liquidité ainsi que ses fonds propres réglementaires, notamment :

- L'émission d'une dette subordonnée pour un montant de DH 1 milliard sur le marché local en février 2008;
- L'émission d'une dette subordonnée perpétuelle pour un montant de DH 1 milliard sur le marché local en octobre 2008;
- L'émission d'une dette subordonnée perpétuelle en devises pour un montant de MEUR 70 millions (IFC);
- L'émission d'une dette subordonnée en devises pour un montant de MEUR 50 (Proparco);
- L'émission de Certificats de Dépôts pour un encours de 2 547 MDH au 31 décembre 2008;
- La mobilisation du Réseau pour la collecte de dépôts à terme, occasionnant une hausse de MDH 6 717 sur l'année 2008. L'encours global des DAT a ainsi atteint

MDH 23 374 dont 10% de maturité supérieure à 1 an;

- L'accélération du programme d'ouverture des nouvelles agences - 102 agences en 2008 après 71 ouvertes en 2007 - contribuant au renforcement du rythme de collecte des dépôts de la clientèle;
- La progression de DH 13,8 milliards des dépôts de la clientèle dont DH +2 milliards en comptes courants, DH +3,5 milliards en comptes chèques, DH +1,2 milliards en comptes sur carnet, et DH +6,7 milliards en comptes à terme.

Ainsi, grâce à ces différentes mesures, la Banque a rééquilibré son profil de liquidité, en portant son coefficient de liquidité au-dessus de la limite réglementaire de 100%.

Le Coefficient de Liquidité -actifs liquides à un mois rapportés aux exigibilités à un mois- affiche un taux de 110,9% au 31 décembre 2008.

De même, sur un horizon plus long, le Gap de liquidité à horizon 12 mois enregistre un excès de liquidité de DH +3,1 milliards à fin décembre 2008 contre DH -0,6 milliard à fin décembre 2007.

9. Risque de taux

Sur un horizon de 12 mois, l'excédent des actifs sur les passifs à taux révisable sur l'année est de DH + 7,5 milliards à fin décembre 2008, contre DH +6,4 milliards une année auparavant, ce qui représente un profil de risque de taux favorable en cas de hausse des taux.

Les simulations effectuées au 31 décembre 2008, relatives aux impacts d'une variation des taux d'intérêt de 100 pbs sur le PNB prévisionnel de BMCE Bank, font ressortir un impact de MDH +29, soit 0,81% du PNB prévisionnel 2008, inférieur à la limite ALCO fixée à 2,5%.

La variation de la valeur économique des fonds propres face à un choc d'une ampleur de 200 pbs est estimée, pour sa part, à MDH 290 soit +5,9 % des fonds propres réglementaires 2008, inférieur à la limite ALCO fixée à 20%.

Le renforcement des fonds propres réglementaires en 2009, par le biais d'émissions de dettes subordonnées en dirhams et en devises permettrait de réduire les impacts moyen et long termes sur la valeur économique.

Risque de change structurel

Le risque de change structurel est limité en raison des volumes traités sur les opérations en devises, de leur nature exclusivement commerciale avec la clientèle et leur adossement quasi systématique.

Etudes menées en 2008

Plusieurs actions ont été entreprises en 2008 au sein du département ALM dont notamment :

- Redressement du coefficient de liquidité en 2008 ;
- Reporting réglementaire relatif au risque de taux



d'intérêt (Cf. Lettre circulaire n°01/DSB/2009 du 09 janvier 2009) ;

- Pré-requis de la gestion des risques de taux d'intérêt global et de liquidité au niveau du Groupe BMCE Bank (Cf. CACI Groupe du 01/12/2008) ;
- Adoption de nouvelles conventions d'écoulement (Cf. ALCO du 21/07/2008).

10. PERSPECTIVES 2009

Le Groupe BMCE Bank prévoit de consolider sa dynamique de croissance en 2009 aussi bien au Maroc qu'à l'international.

En effet, au niveau international, l'intégration de BOA effectuée en 2008 ainsi que la consolidation des activités européennes autour de MediCapital Bank permettraient de renforcer la contribution des activités à l'international dans les réalisations consolidées du groupe.

Par ailleurs, au niveau de l'activité domestique, BMCE Bank, toujours fermement engagée dans une dynamique de croissance, prévoit de poursuivre son programme d'ouverture d'agences avec 100 agences supplémentaires en 2009.

La progression attendue en termes de PNB devrait conforter le choix stratégique de la Banque qui vise à développer les parts de marchés sur le segment des Particuliers et des Professionnels à travers la stratégie d'expansion du réseau bancaire et le lancement de nouveaux produits innovants.

L'expansion du réseau sera accompagnée d'une rationalisation des frais généraux de la Banque dans une quête de réduction de coefficient d'exploitation de la Banque.

Les performances de BMCE Bank pour l'année 2009 seraient également fortement soutenues par la dynamique commerciale insufflée par le développement aussi bien de la clientèle Entreprise/Retail, que la Grande Entreprise.

La Banque Corporate maintiendrait en effet sa position de principal pourvoyeur d'engagements pour la Banque avec une contribution significative au total engagements de BMCE Bank en 2009.

11. Annexe

KDH	Déc-08	Déc-07	Var	Part 2008	Part 2007
BMCE BANK MAROC	596 444	737 497	-19,13%	71,8%	77,6%
ACTIVITES A L'INTERNATIONAL	58 317	-87 143	NS	7,0%	-
BANK OF AFRICA	105 721	-	-	-	-
BMCE MADRID	28 345	17 763	59,57%	-	-
LCB	13 869	13 962	-0,67%	-	-
MEDICAPITAL BANK	-112 826	-160 577	-29,74%	-	-
BMCE TOS	33 295	41 822	-20,39%	-	-
BMCE Paris	-28 131	-22 856	NS	-	-
BDM	18 044	12 743	41,60%	-	-
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	137 814	115 647	19,17%	16,6%	12,2%
SALAFIN	84 024	68 890	21,97%	61,0%	59,6%
MACHREBAIL	41 810	34 588	20,88%	30,3%	29,9%
MAROC FACTORING	10 246	10 617	-3,49%	7,4%	9,2%
EULER HERMES ADMAR	1 734	1 552	11,73%	1,3%	1,3%
GESTION D'ACTIFS ET AUTRES ACTIVITES DE BANQUE D'AFFAIRES	37 869	97 033	-60,97%	4,6%	10,2%
BMCE CAPITAL GESTION	26 542	32 232	-17,7%	38,1%	33,2%
BMCE CAPITAL BOURSE	42 420	51 867	-18,21%	61,0%	53,5%
BMCE CAPITAL	-31 729	11 529	-375,21%	-	11,9%
CFM	636	1 405	NS	0,9%	1,4%
TOTAL	830 442	853 034	-2,6%		



PROGRAMME DE RACHAT DU 1^{ER} DECEMBRE 2008 AU 31 MAI 2010

L'Assemblée Générale Ordinaire du 20 novembre 2008 avait fixé les modalités de ce programme de rachat comme suit :

- Prix maximum d'achat et de vente : DH 350
- Prix minimum d'achat et de vente : DH 220
- Nombre maximum d'actions à détenir : 9,45% du capital, soit 15 000 000 d'actions
- Durée du programme : 18 mois
- Calendrier : Du 1^{er} décembre 2008 au 31 mai 2010

Dans le cadre de ce programme de rachat, 6 144 816 actions ont été échangées au 31 décembre 2008, avec un solde, à cette date, de 12 858 383 actions. Le cours moyen pondéré du solde s'est établi à DH 285,25. Pour sa part, la plus-value réalisée par BMCE Bank au cours de ce programme de rachat s'élève à DH 0.

Au 26 mars 2009, BMCE Bank détient 7 382 814 actions, au cours moyen pondéré de DH 282,75. Entre le 1^{er} décembre 2008 –date de début de ce programme- et le 26 mars 2009, BMCE Bank a traité une quantité globale –marché central et marché des blocs- de 9 835 560 actions. Sur cette même période, 3 485 560 actions ont été ainsi acquises et 6 350 000 actions cédées au cours moyen pondéré de DH 290,00. La plus-value générée s'est établie à MDH 44 409 784,19.

Depuis le lancement du premier programme de rachat en 2002, BMCE Bank a cédé 61 613 160 actions et réalisé une plus-value globale de MDH 1 075,8.

Nombre d'actions détenues au 26 mars 2009	7 382 814
Nombre d'actions acquises entre le 1 ^{er} décembre 2008 et le 26 mars 2009	3 485 560
Nombre d'actions cédées entre le 1 ^{er} décembre 2008 et le 26 mars 2009	6 350 000
Cours moyen de vente	290
Plus values totales réalisées de l'ensemble des programmes	DH 1 075 786 230,89
Plus value réalisée en 2008	DH 81 173 775,60

Source : BMCE Capital Bourse

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Résultat net

Après déduction d'une charge d'impôt de 347,3 millions de dirhams, le bénéfice net de l'exercice 2008 s'établit à 806,9 millions de dirhams contre 1 216,3 millions de dirhams au terme de l'exercice 2007.

Ce résultat se décompose de la manière suivante :

Pour l'activité Maroc :	DH	812.153.761,50
Pour la Succursale de Paris contre valeur en dirhams de devises	DH	38.502.372,00
Pour la Succursale BMCE Bank Offshore contre valeur en dirhams de devises	DH	33.295.089,44
Soit un bénéfice net de	DH	806.946.478,94

Proposition d'affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter les résultats dégagés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 comme suit:

Bénéfice net	DH	806.946.478,94
- Réserve légale 5%	DH	40.347.323,94
Reste	DH	766.599.155,00
- Premier dividende de 6%	DH	95.250.834,00
Reste	DH	671.348.321,00
- Superdividende de 24%	DH	381.003.336,00
Reste	DH	290.344.985,00
- Report de l'exercice précédent	DH	5.279,52
- Dividendes actions propres	DH	19.991.400,00
Reste	DH	310.341.664,52
- Réserve extraordinaire	DH	310.340.000,00
Le solde de dirhams à reporter	DH	1.664,52

Le portefeuille de filiales et de titres de participations a généré, au cours de l'exercice 2008, des dividendes de 128 millions de dirhams.

Les dotations nettes aux provisions sur titres de participation et les plus values y afférentes se sont chiffrées respectivement à 99,6 millions de dirhams et 301 millions de dirhams. Bien entendu, l'ensemble de ces éléments a été intégré dans les résultats de l'activité Maroc.

Compte tenu de l'ensemble de ces résultats, il est proposé un dividende de trois dirhams par action. Le paiement après les retenues prévues par la Loi, sera effectué à partir du 9 juillet 2009 au Siège Social: 140, Avenue Hassan II à Casablanca, BMCE Capital Titres.

Par ailleurs, il est proposé à Messieurs les Actionnaires de renouveler le montant des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs, soit la somme de 1.998.413 dirhams (un million neuf cent quatre vingt dix huit mille quatre cent treize dirhams).

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir approuver le Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et les comptes et états de synthèse de la Banque ainsi que la synthèse des activités relative à ses filiales et participations, qui vous sont soumis, de statuer sur l'affectation et la répartition des bénéfices qui vous sont proposés et de donner quitus entier et définitif de leur gestion aux Administrateurs au titre de l'exercice 2008.

Les résolutions qui seront soumises au vote de Messieurs les Actionnaires, après lecture des Rapports Général et Spécial relatif aux conventions réglementées des Commissaires aux Comptes, reprennent la répartition des bénéfices ci-dessus.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires voudront bien prendre acte, également, de la réalisation du mandat des Commissaires aux Comptes, au titre de l'exercice 2008, par les cabinets FIDAROC GRANT THORNTON, représenté par Monsieur Faycal MEKOUAR et ERNST & YOUNG, représenté par Monsieur Bachir TAZI, tant au titre de leur Rapport Général qui vous sera présenté par les intéressés qu'au titre du Rapport Spécial relatif aux conventions visées par les articles 56 et suivants de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la loi 20-05 et par les articles concernés des statuts de BMCE Bank.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires voudront bien statuer également sur la proposition de renouvellement du mandat d'Administrateur de FINANCECOM, représenté par Monsieur Zouheir BENSAID, arrivé à son terme, pour un nouveau mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Ils voudront également statuer sur la proposition de cooptation en qualité d'Administrateur de La Caja Mediterraneo dite " CAM " représentée par son Directeur Général, Monsieur Roberto LOPEZ ABAD, pour une durée de 6 années venant à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les résolutions qui vont être soumises au vote des Actionnaires reprennent ces différentes propositions.

Le Conseil d'Administration

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports des Commissaires aux Comptes, approuve l'ensemble de ces documents dans leur intégralité et sans réserve ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 en constatant que les comptes individuels ainsi que les bilans de l'activité au Maroc, des succursales et des filiales de BMCE Bank, les comptes de résultat (CPC et ESG) les concernant et ainsi arrêtés au 31 décembre 2008, reflètent l'ensemble des opérations de la Banque.

Elle approuve les comptes qui lui ont été présentés.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que le résultat agrégé au titre de l'exercice 2008 se présente comme suit :

Pour l'activité Maroc :	DH	812.153.761,50
Pour la Succursale de Paris contre valeur en dirhams de devises	DH	-38.502.372,00
Pour la Succursale BMCE Bank Offshore contre valeur en dirhams de devises	DH	33.295.089,44
Soit un bénéfice net de	DH	806.946.478,94

En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'affecter les résultats dégagés au titre de l'exercice 2008 de la manière suivante :

Bénéfice net	DH	806.946.478,94
- Réserve légale 5%	DH	40.347.323,94
Reste	DH	766.599.155,00
- Premier dividende de 6%	DH	95.250.834,00
Reste	DH	671.348.321,00
- Superdividende de 24%	DH	381.003.336,00
Reste	DH	290.344.985,00
- Report de l'exercice précédent	DH	5.279,52
- Dividendes actions propres	DH	19.991.400,00
Reste	DH	310.341.664,52
- Réserve extraordinaire	DH	310.340.000,00
Le solde de dirhams à reporter	DH	1.664,52

Le portefeuille de filiales et de titres de participations a généré, au cours de l'exercice 2008, des dividendes de 128 millions de dirhams.

Les dotations nettes aux provisions sur titres de participation et les plus values y afférentes se sont chiffrées respectivement à 99,6 millions de dirhams et 301 millions de dirhams. Bien entendu, l'ensemble de ces éléments a été intégré dans les résultats de l'activité Maroc.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le dividende à 3 Dirhams par action dont le paiement, après les retenues prévues par la loi, sera effectué à partir du 9 juillet 2009 au Siège Social, 140 Avenue Hassan II à Casablanca, BMCE Capital Titres. L'encaissement du dividende se réalisera par virement de coupons au profit du compte BMCE Bank ouvert dans les livres de MAROCLEAR.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs, pour l'exercice 2008, à 1.998.413 dirhams (un million neuf cent quatre vingt dix huit mille quatre cent treize dirhams) net par an.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de l'accomplissement par les Commissaires aux Comptes de la Banque, les cabinets ERNST & YOUNG et FIDAROC GRANT THORNTON, de leur mission au titre de l'exercice 2008, conformément aux dispositions statutaires, à la Loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la Loi 20 - 05 relative aux sociétés anonymes et aux dispositions de l'article 72 du Dahir portant Loi n° 1-05-178 du 14 février 2006, tant au titre de leur Rapport Général sur les opérations de l'exercice 2008 qu'au titre des opérations visées dans les articles 182 et suivants de la Loi 17-95 pour lesquelles un Rapport Spécial lui a été présenté.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve en conséquence le Rapport Général.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la Loi 17-95 telle que modifiée et complétée, relative aux sociétés anonymes et de l'article 26 des statuts, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus total, entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice arrêté au 31 Décembre 2008.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, constatant que les mandats d'Administrateur de Monsieur Jürgen LEMMER et de FINANCECOM, sont arrivés à terme, décide de renouveler le mandat de FinanceCom pour une nouvelle période de 6 années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de ratifier la cooptation par le Conseil d'Administration de La Caja Mediterraneo dite "CAM", représentée par son Directeur Général, Monsieur Roberto LOPEZ ABAD, en qualité d'Administrateur de BMCE Bank, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne mandat au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente séance, en vue d'accomplir toute formalité prévue par la Loi, notamment de dépôt partout où besoin sera et de publication.



Rapport Général des Commissaires aux Comptes



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE Bank
140, Avenue Hassan II
Casablanca



37, Bd Abdellatif Ben
Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

Rapport Général des Commissaires aux Comptes Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 23 Mai 2008, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank », comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres de KMAD 7.775.209 dont un bénéfice net de KMAD 806.946.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relativement à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur au 31 décembre 2008, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Par ailleurs, conformément à l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous vous informons que votre banque a pris, au cours de l'exercice 2008, des participations dans les sociétés suivantes:

Société	Montant en MMAD	Pourcentage de détention
Bank Of Africa	568	42,5%
EurAfric Information	4	41%

Casablanca, le 20 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïcal MEKOUE
Associé Gérant

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé



Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE Bank
140, Avenue Hassan II
Casablanca



37, Bd Abdellatif Ben
Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2008

En application des dispositions de la loi 20-05, nous vous informons des conventions portées à notre connaissance, visées par cette loi et préalablement autorisées par votre conseil :

1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2008

1.1. Convention de prestation de due diligence entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL :

Convention conclue entre BMCE Bank et BMCE Capital relative à une mission de due diligence effectuée au Cameroun par cette dernière ; la prestation fournie a consisté en une mission globale et exhaustive ayant porté sur le secteur financier et bancaire camerounais et sur une présentation de l'activité des entités cibles.

Ont été exposées, notamment, les modalités de leur recapitalisation, aux fins éventuelles d'une reprise par BMCE Bank, ainsi qu'une revue détaillée des facteurs de risques actuels et potentiels.

La rémunération forfaitaire s'élève à KDH 500 avec refacturation des frais et débours engagés.

1.2. Convention de mise en place d'une plate forme de recouvrement entre BMCE BANK et SALAFIN :

Conclue le 15 septembre 2008, cette convention, a pour objectif de déterminer les modalités de la mise en place et de gestion d'une plate forme de recouvrement par SALAFIN dans le but de traiter les créances en anomalie de 1er niveau des clients SALAFIN et de la clientèle de masse de BMCE Bank.

La rémunération de SALAFIN est fixée par le biais d'une grille tarifaire.

Au titre de cette convention, aucune facturation n'a été effectuée courant l'exercice 2008.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1. Convention portant mandat de gestion par BMCE CAPITAL Bourse du programme de rachat de BMCE BANK de ses propres actions en bourse :

Par cette convention, conclue le 9 novembre 2005, BMCE BANK confie à BMCE CAPITAL Bourse l'exécution du programme de rachat par BMCE BANK de ses propres actions en Bourse dans les conditions déterminées par la loi.

En contrepartie, BMCE BANK règle au mandataire BMCE CAPITAL Bourse la somme forfaitaire de KMAD 750 au titre des frais de gestion et de réalisation de l'ensemble du programme.

Le montant ci-dessus est payable en deux tranches :

- 50% le 1^{er} janvier 2006,
- 50% au 1^{er} janvier 2007.

Le renouvellement de la convention de gestion du programme de rachat est fait par tacite reconduction du fait que le programme de rachat des actions reste toujours en vigueur. Aussi le renouvellement dudit Programme a fait l'objet d'autorisation par l'AGO.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008, une charge globale KMAD 375.

2.2. Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention, conclue le 13 décembre 2005, a pour objet de mettre à disposition par BMCE BANK une avance en compte courant rémunérée au bénéfice de BMCE CAPITAL à hauteur d'un montant maximum en principal de MAD 5,8 millions. Cette convention vise à permettre le financement des opérations d'augmentation de capital des filiales Med Capital Communication et Capital Conseil. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2008, le solde de l'avance s'est élevé à MAD 5,8 millions et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 161.

2.3. Convention de rétrocession de commission entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Une convention de rétrocession de commission de succès et de refacturation des frais et débours a été conclue entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL. Aux termes de cette convention, une opération de due diligence menée par BMCE CAPITAL (Direction Analyse et Recherche) au profit de BMCE BANK, dans le cadre du Protocole d'Investissement conclu le 16 mars 2007 entre BMCE BANK et AFH, est refacturée par BMCE CAPITAL à BMCE Bank.

Le prix prévu par cette convention est scindé entre la rétrocession d'une commission de succès s'élevant à 0,5% HT du montant total de la transaction de prise de participation de AFH et en la refacturation de frais et débours à l'identique mais assortie d'un plafond de KMAD 1.300.

Cette convention conclue d'une durée d'une année ferme a pris effet à compter du 15 janvier 2007.

Au titre de cette convention, BMCE BANK n'a enregistré au cours de l'exercice 2008 aucune charge relative à la rétrocession de la commission de succès.

2.4. Convention de prestation de service entre BMCE BANK et EMAT

Aux termes d'une convention cadre de prestation de services signée le 29 août 2007 et dont la durée est d'une année renouvelable, BMCE BANK a désigné EMAT en qualité de prestataire de services bancaires et financiers en charge de la mise en place,



du développement et du fonctionnement d'une plate forme télématique BMCE Net au profit de sa clientèle.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 une charge globale de KMAD 7.100.

2.5. Convention de gestion des activités de trésorerie entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

La convention, établie le 19 octobre 1999, a pour objet de confier à BMCE CAPITAL, la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, Tanger Off Shore « TOS ».

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable pour des périodes successives.

Les conditions de rémunération des prestations fournies par BMCE CAPITAL, fixées par avenant en date du 22 novembre 2001, sont les suivantes :

- BMCE CAPITAL perçoit une rémunération annuelle représentant 15% de l'excédent, par rapport à 100 millions de dirhams du résultat brut d'exploitation généré par les activités de marché de la Banque ;
- La rémunération de BMCE CAPITAL ne peut être inférieure à 10 millions de dirhams, ni supérieure à 20 millions de dirhams pour chaque période de gestion de 12 mois.

Cette convention prévoit aussi la refacturation des charges engagées par BMCE CAPITAL pour le compte de BMCE BANK suivant un budget annuel arrêté par les deux parties.

Au titre de l'exercice 2008, la rémunération de BMCE CAPITAL s'établit à 10,2 millions de dirhams.

Le montant de la refacturation des charges constaté au titre de l'exercice 2008 s'élève à 61 millions de dirhams.

2.6. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL.

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL des espaces de bureaux situés aux Agences BMCE BANK Rabat-Ibnou Sina et Agadir-Ville.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er juillet 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 92

2.7. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL.

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 8ème étage de la Tour BMCE-Bank sis au rond point Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er janvier 2003.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 1.669.

2.8. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL.

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 7ème étage de la Tour BMCE-Bank sis au 142, Avenue Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er janvier 2003.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 245.

2.9. Convention de prestations technique et informatique entre BMCE BANK et SALAFIN.

Cette convention a pour objet des prestations d'aide à la vente, de prévention du risque et de mise en place des crédits à la consommation pour une rémunération de DH 20.000.000 HT.

Au titre de l'exercice 2008, aucune facturation n'a été effectuée.

2.10. Convention de distribution entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue en 2006, cette convention a pour objet de régir les principaux droits et obligations qui incombent à chacune des parties, dans le cadre des prêts à la consommation commercialisés exclusivement par BMCE BANK et gérés par SALAFIN.

La rémunération est décomposée de la manière suivante :

- rémunération sous forme de rétrocession de marge calculée trimestriellement sur la base des encours moyens sains réalisés grâce au réseau bancaire de BMCE BANK,
- rémunération basée sur le volume de production nouvelle.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008, un produit de KMAD 15.700.

2.11. Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et MABANI.COM

Cette convention prévoit que BMCE BANK accorde une avance en compte courant au bénéfice de MABANI.COM pour un montant maximum en principal de KMAD 22.429. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2008, le solde de l'avance s'est élevé à KMAD 2 729 et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 76.

2.13. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et EMAT

Cette convention a pour objet de donner à bail un local, faisant office de bureau, situé à Casablanca – Boulevard Lalla Yacout.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er mars 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 187.

2.14. Convention de bail pour station de télécommunication avec MEDITELECOM

Cette convention a pour objet la prise à bail par MEDITELECOM d'une partie de la terrasse de l'immeuble sis Essaouira - n° 8, rue El Hajjali, propriété de BMCE BANK. La terrasse, objet du bail, est destinée à l'usage exclusif d'une station de télécommunication mobile.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 77.

Casablanca, le 20 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïcal MEKOUAR
Associé Gérant

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé

1. Principes comptables fondamentaux

1.1 - Les établissements de crédit sont tenus d'établir à la fin de chaque exercice comptable des états de synthèse aptes à donner une image fidèle de leur patrimoine, de leur situation financière, des risques assumés et de leurs résultats.

1.2 - La représentation d'une image fidèle, repose nécessairement sur le respect des sept principes comptables fondamentaux préconisés par la Norme Comptable Générale.

1.3 - Lorsque les opérations, événements et situations sont traduits en comptabilité dans le respect des principes comptables fondamentaux et des prescriptions du PCEC, les états de synthèse sont présumés donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et des résultats de l'établissement de crédit.

1.4 - Dans le cas où l'application de ces principes et de ces prescriptions ne suffit pas à obtenir des états de synthèse une image fidèle, l'établissement de crédit doit obligatoirement fournir dans l'état des informations complémentaires (ETIC) toutes indications permettant d'atteindre l'objectif de l'image fidèle.

1.5 - Dans le cas exceptionnel où l'application stricte d'un principe ou d'une prescription se révèle contraire à l'objectif de l'image fidèle, l'établissement de crédit doit y déroger.

Cette dérogation doit être mentionnée dans l'ETIC et être dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'établissement de crédit.

1.6 - Les principes comptables fondamentaux retenus se présentent comme ci-après :

- Principe de continuité d'exploitation.
- Principe de permanence des méthodes.
- Principe du coût historique.
- Principe de spécialisation des exercices.
- Principe de prudence.
- Principe de clarté.
- Principe d'importance significative.

2.1. Présentation

Les états de synthèse comprennent :

- Les comptes du Siège central
- Les comptes des agences établies au Maroc
- Les comptes des succursales et agences établies à l'étranger (Succursale de Paris, et l'agence de Tanger OffShore).

Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

2.2. Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de BMCE BANK est conforme aux dispositions du Plan Comptable des établissements de crédit .

2.3. Crédances sur les établissements de crédit et sur la clientèle et engagements par signature

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
- Crédances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
- Crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle)
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sont provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actifs concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.
- Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Portefeuille de titres

2.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

2.5.2 Titres de Transaction

Sont considérés comme des titres de transaction, les titres qui à l'origine sont :

- acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme dans le but d'en tirer un profit.
- détenus par l'établissement de crédit dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, le classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock des titres fasse l'objet d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.
- acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille comprenant des instruments dérivés, des titres ou d'autres instruments gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.
- ou qui font l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.

2.5.3. Titres de Placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Par défaut, il s'agit de titres qui ne sont pas classés dans une autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.

Les titres en provenance des catégories « Titres de l'activité de portefeuille » et « Titres de participation et parts dans les entreprises liées » font l'objet, à la date du transfert et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie « titres de placement » à cette valeur comptable.

Dans le cas où le titre proviendrait de la catégorie « Titres d'investissement », il sera évalué à sa valeur nette comptable déterminée à la date du reclassement.

2.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour en procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

2.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation ;
- Participations dans les entreprises liées ;
- Titres de l'activité du portefeuille et autres emplois assimilés.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

2.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

2.6. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.



Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

2.7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat à l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

2.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

2.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	Durée de protection des brevets
Immobilisations en recherche et développement	1 an
Logiciels informatiques	5 ans
Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeubles d'exploitation :	
Construits avant 1986	20 ans
Construits après 1986	40 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Matériel informatique	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Parts des sociétés civiles	Non amortissables

2.10. Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

2.11. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

2.12. Prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres...)

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

2.13. Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2.14. Engagements de retraites

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



Bilan
Activité Agrégée
AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF

	2008	2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 936 415	7 980 842
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	15 223 023	18 811 491
. À vue	4 775 530	4 651 037
. À terme	10 447 493	14 160 454
Créances sur la clientèle	59 181 109	49 776 767
. Crédits de trésorerie et à la consommation	22 099 001	24 169 738
. Crédits à l'équipement	12 481 870	10 750 744
. Crédits immobiliers	19 174 343	11 264 650
. Autres crédits	5 425 895	3 591 635
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	21 775 661	13 253 895
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 117 553	3 851 319
. Autres titres de créance	1 968 987	3 187 656
. Titres de propriété	13 689 121	6 214 920
Autres actifs	3 056 306	2 196 777
Titres d'investissement	793 647	799 547
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	739 094	733 897
. Autres titres de créance	54 553	65 650
Titres de participation et emplois assimilés	3 499 677	2 252 451
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	155 052	107 250
Immobilisations corporelles	1 626 459	1 426 478
TOTAL DE L'ACTIF	113 247 349	96 605 498

(en milliers de dirhams)

PASSIF

	2008	2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 638 774	5 162 804
. À vue	1 776 962	2 156 910
. À terme	3 861 812	3 005 894
Dépôts de la clientèle	89 124 031	79 312 929
. Comptes à vue créditeurs	44 789 322	39 838 230
. Comptes d'épargne	13 314 745	12 147 593
. Dépôts à terme	26 939 274	23 554 119
. Autres comptes créditeurs	4 080 690	3 772 987
Titres de créance émis	2 609 569	
. Titres de créances négociables	2 609 569	
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	3 714 997	3 199 531
Provisions pour risques et charges	228 185	137 645
Provisions réglementées	247 347	354 682
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	3 909 237	1 002 576
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	5 380 744	4 631 514
Capital	1 587 514	1 587 514
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	5	7
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		-
Résultat net de l'exercice (+/-)	806 946	1 216 296
TOTAL DU PASSIF	113 247 349	96 605 498

(en milliers de dirhams)

	2008	2007
Engagements donnés	21 903 318	30 811 043
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	150 067	160 465
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	14 263 685	23 261 920
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 425 929	2 582 326
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 021 856	4 806 332
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	41 781	
Engagements reçus	4 201 679	3 674 568
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 129 075	3 643 328
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 823	31 240
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	41 781	

(en milliers de dirhams)



**Compte de Produits et Charges
Activité Agrégée**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
Produits d'exploitation bancaire	5 664 964	5 731 039
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	508 558	693 404
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 242 978	2 563 306
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	230 001	276 811
Produits sur titres de propriété	151 916	150 187
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	
Commissions sur prestations de service	600 300	546 143
Autres produits bancaires	931 211	1 501 688
Charges d'exploitation bancaire	2 739 470	2 059 451
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	354 715	356 441
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 521 782	1 191 438
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	89 747	
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	773 226	511 572
Produit net bancaire	2 925 494	3 671 588
Produits d'exploitation non bancaire	373 918	763 401
Charges d'exploitation non bancaire	19 273	53 767
Charges générales d'exploitation	2 178 074	1 963 049
Charges de personnel	1 061 406	964 651
Impôts et taxes	33 339	34 490
Charges externes	913 425	803 882
Autres charges générales d'exploitation	0	1 852
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations		
Incorporelles et corporelles	169 904	158 174
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	574 788	1 001 734
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	196 610	474 145
Pertes sur créances irrécouvrables	96 231	105 912
Autres dotations aux provisions	281 947	421 677
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	478 975	365 871
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	267 066	310 772
Récupérations sur créances amorties	56 736	20 446
Autres reprises de provisions	155 173	34 653
Résultat courant	1 006 252	1 782 310
Produits non courants	148 002	
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	1 154 254	1 782 310
Impôts sur les résultats	347 308	566 014
Résultat net de l'exercice	806 946	1 216 296

(en milliers de dirhams)



**Etat des Soldes de Gestion
Activité Agrégée**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2008	2007
+ Intérêts et produits assimilés	3 977 625	3 475 583
- Intérêts et charges assimilées	1 966 191	1 547 444
Marge d'intérêt	2 011 434	1 928 139
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	700 616	645 259
- Commissions servies	106 566	99 853
Marge sur commissions	594 050	545 406
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	213 081	
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-54 544	1 056 781
+ Résultat des opérations de change	145 954	97 440
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-10 189	-3 383
Résultat des opérations de marché	294 302	1 150 838
+ Divers autres produits bancaires	151 946	151 841
- Divers autres charges bancaires	126 238	104 636
Produit net bancaire	2 925 494	3 671 588
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	205 735	622 628
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	72 909	119 302
- Autres charges d'exploitation non bancaire	18 772	33 506
- Charges générales d'exploitation	2 178 074	1 963 049
Résultat brut d'exploitation	1 007 292	2 416 963
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-30 962	-254 310
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	32 002	-380 343
Résultat courant	1 006 252	1 782 310
Résultat non courant	148 002	
- Impôts sur les résultats	347 308	566 014
Résultat net de l'exercice	806 946	1 216 296

(en milliers de dirhams)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2008	2007
+ Résultat net de l'exercice	806 946	1 216 296
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	169 904	158 174
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	99 568	5 224
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	108 518	
+ Dotations au provisions réglementées	300 000	
+ Dotations non courantes	576	
- Reprises de provisions	155 169	65 737
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 201	77 905
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		189
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	301 009	644 100
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	500	18 979
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ Capacité d'autofinancement	612 115	1 019 638
- Bénéfices distribués	461 654	371 214
+ Autofinancement	150 461	648 424

(en milliers de dirhams)



Tableau des Flux Trésorerie
Activité Aggrégée

AU 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	5 387 836	5 357 063
2. (+) Récupérations sur créances amorties	56 256	20 227
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	373 918	825 662
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	2 611 087	2 281 982
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	19 273	53 767
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	2 008 170	1 867 136
7. (-) Impôts sur les résultats versés	347 308	566 014
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	832 172	1 434 053
Variation des :		
8. (+) Crédances sur les établissements de crédit et assimilés	2 664 935	-5 409 529
9. (+) Crédances sur la clientèle	-9 404 366	-11 605 955
10. (+) Titres de créance et de placement	-8 515 866	-1 756 888
11. (+) Autres actifs	-1 039 362	-1 001 619
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	528 956	3 974 853
14. (+) Dépôts de la clientèle	9 824 350	13 959 535
15. (+) Titres de créance émis	2 609 569	-
16. (+) Autres passifs	1 388 486	-49 715
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-1 943 298	-1 889 318
III. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (i + ii)	-1 111 126	-455 265
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	1 070	1 609 253
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	23 299	244 048
19. (-) Acquisitions d'immobilisations financières	1 042 942	826 941
20. (-) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	429 172	361 011
21. (+) Intérêts perçus	211 634	229 202
22. (+) Dividendes perçus	147 697	145 891
IV. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-1 088 414	1 040 442
Variation des :		
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	-
24. (+) Émissions de dettes subordonnées	3 352 000	-
25. (+) Émissions d'actions	-	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	500 000	-
27. (-) Intérêts versés	235 233	37 815
28. (-) Dividendes versés	461 654	371 214
V. Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	2 155 113	-409 029
VI. Variation nette de la trésorerie (iii + iv + v)	-44 427	176 148
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	7 980 842	7 804 694
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	7 936 415	7 980 842

(en milliers de dirhams)



Etat des Informations Complémentaires

AU 31 DÉCEMBRE 2008

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR BMCE BANK

Cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
Comptes ordinaires débiteurs	6 959 529	1 013 049	1 194 136	659 267	9 825 981	8 439 354
Valeurs reçues en pension	0	300 035	150 000	0	450 035	500 001
- Au jour le jour					0	
- À terme		300 035	150 000		450 035	500 001
Prêts de trésorerie	0	0	383 808	2 208 240	2 592 048	7 333 480
- Au jour le jour					0	2 998 250
- À terme			383 808	2 208 240	2 592 048	4 335 230
Prêts financiers		1 006 909	6 320 446		7 327 355	7 544 936
Autres créances	2 895 759			37 923	2 933 682	2 932 212
Intérêts courus à recevoir		30 337			30 337	42 350
Créances en souffrance					0	
Total	9 855 288	2 350 330	8 048 390	2 905 430	23 159 438	26 792 333

Commentaires : LA PL 480 DE KDH 2 895 759 EST COMPRISE DANS LA LIGNE « AUTRES CREANCES »

(en milliers de dirhams)

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur Public	Secteur Privé			Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	2 258 739	833 982	13 180 251	895 663	17 168 635	20 342 654
- Comptes à vue débiteurs	1 974 942	833 982	5 967 208	651 526	9 427 658	12 513 200
- Créances commerciales sur le Maroc	18 585	0	1 763 197	7 579	1 789 361	1 886 798
- Crédits à l'exportation	120		417 504	0	417 624	168 723
- Autres crédits de trésorerie	265 092		5 032 342	236 558	5 533 992	5 773 933
Crédits à la consommation	59		111 680	4 389 566	4 501 305	3 827 084
Crédits à l'équipement	1 812 598		10 540 886	128 386	12 481 870	10 750 744
Crédits immobiliers	0		5 696 699	13 477 644	19 174 343	11 264 650
Autres crédits	2 000 000	1 445 856	1 259 121	5 117	4 710 094	3 065 566
Créances acquises par affacturage						
Intérêts courus à recevoir			493 491	21 838	515 329	153 615
Créances en souffrance	11 822	1 623	339 174	276 914	629 533	372 454
- Créances pré-douteuses			1 717	116 794	118 511	85 381
- Créances douteuses			21 961	31 990	53 951	20 830
- Créances compromises	11 822	1 623	315 496	128 130	457 071	266 243
Total	6 083 218	2 281 461	31 621 302	19 195 128	59 181 109	49 776 767

(en milliers de dirhams)

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs Publics	Emetteurs Privés Financiers	Emetteurs Privés Non Financiers	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
Titres cotés	4 273 961	6 227 390	10 181 427	54 553	20 737 331	11 405 083
- Bons du trésor et valeurs assimilées		6 227 390			6 227 390	3 296 809
- Obligations	132 991			54 553	187 544	
- Autres titres de créance	630 667				630 667	1 893 354
- Titres de propriété	3 510 303		10 181 427		13 691 730	6 214 920
Titres non cotés	1 759 149	0	0		1 759 149	2 556 393
- Bons du trésor et valeurs assimilées	579 040				579 040	1 288 407
- Obligations						764 837
- Autres titres de créance	1 180 109				1 180 109	503 149
- Titres de propriété						
Intérêts courus	35 828	37 000			72 828	91 966
Total	6 068 938	6 264 390	10 181 427	54 553	22 569 308	14 053 442

(en milliers de dirhams)

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	16 348 784	16 348 784	16 348 784			
Bons du trésor et valeurs assimilées	5 488 296	5 488 296	5 488 296			
Obligations	132 991	132 991	132 991			
Autres titres de créance	546 070	546 070	546 070			
Titres de propriété	10 181 427	10 181 427	10 181 427			
Titres de placement	5 515 110	5 354 049	5 354 049	-	161 061	161 061
Bons du trésor et valeurs assimilées	579 040	579 040	579 040			
Obligations						
Autres titres de créance	1 268 214	1 264 706	1 264 706		3 508	3 508
Titres de propriété	3 667 856	3 510 303	3 510 303		157 553	157 553
Titres d'investissement	798 156	793 647	707 420		100 321	4 509
Bons du trésor et valeurs assimilées	739 094	739 094	645 820		93 274	
Obligations	59 062	54 553	61 600		7 047	4 509
Autres titres de créance						

(en milliers de dirhams)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Rubrique	Montant
Instruments optionnels	5 134
Opérations diverses sur titres [débiteur]	
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	5 134
Débiteurs divers	976 289
- Sommes dues par l'état	704 697
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	
- Sommes diverses dues par le personnel	11 465
- Comptes clients de prestations non bancaires	
- Divers autres débiteurs	260 127
Valeurs et emplois divers	8 963
- Valeurs et emplois divers	8 963
Comptes d'ajustement devise	13 250
Comptes d'écart sur devises et titres (débiteur)	218 569
Pertes potentielles sur opérations de couvertures non dénouées	
Ecart de conversion actif	218 569
Charges à répartir sur plusieurs exercices	22 799
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	767 913
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	216 545
- Produits à recevoir	190 787
- Charges constatées d'avance	25 758
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	818 170
Créances en souffrance sur opérations diverses	
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	8 673
Total	3 056 305

(en milliers de dirhams)

Titres de Participations

Au 31 DECEMBRE 2008

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	PRG	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION								
RMA WATANYA	Assurances	5	177 440 080	5,06	2	0	2	
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	382 876	114 862 500	33,33	38 420	0	38 420	
RISMA	Tourisme	219 312	489 077 000	4,48	87 725	23 949	63 776	
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Ets de crédit étranger	100 000	4 000 000 000 CFA	25,00	17 169	0	17 169	
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	135 000	105 000 000	12,86	13 500	0	13 500	
CENTRE MONÉTIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétaire	110 000	98 200 000	11,20	11 000	0	11 000	
ACMAR	Assurances et services	100 010	50 000 000	20,00	10 001	0	10 001	
EMAT	Sté holding	375 971	67 487 700	56,00	37 597	6 000	31 597	
MOROCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.lm.techno parc	56 500	48 000 000	12,28	5 650	0	5 650	
GLOBAL NETWORK SYSTEMS	Traitement de l'information	264 999	26 500 000	100,00	38 491	742	37 749	
SITE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	44 076	18 772 000	23,48	5 192	0	5 192	
STE D'AMÉNAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000	0	1 000	
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	0	
STE IPE	Édition et impression	4 000	4 000 000	10,00	400	0	400	
STE RE COURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375	0	375	
EUROCHÈQUE MAROC	Moyen de paiement	1 436	5 000 000	28,72	144	0	144	
Titres de participation						267 637	31 662	235 975
TITRES DES ENTREPRISES LIÉES								
MEDICAPITAL	Ets de crédit étranger	64 173 022 L S	100,00	758 519	0	758 519		
B.M.C.E. MADRID	Ets de crédit étranger	300 000	18 030 000 EUR	100,00	228 396	0	228 396	
BANK OF AFRICA	Ets de crédit étranger			42	567 793	0	567 793	
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	102 926	3 759 560 000 CFA	27,38	103 283	0	103 283	
MAGHREBAIL	Crédit bail	368 862	102 532 000	35,98	137 010	0	137 010	
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	1 768 696	237 253 700	75	622 195	0	622 195	
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000	100 000 000	100,00	100 000	21 249	78 751	
MAROC FACTORING	Factoring	150 000	15 000 000	100,00	51 817	0	51 817	
MABANICOM	SCI	10 000	10 000 000	100,00	29 700	7 279	22 421	
BMCE CAPITAL BOURSE (Maroc Inter Titres)	Sté de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750	0	6 750	
BMCE CAPITAL GESTION (Marfin)	Gestion OPCVM	50 000	5 000 000	100,00	6 443	0	6 443	
DOCUPRINT (STA)	Sté de service	4 000	4 000 000	100,00	4 000	0	4 000	
BMCE ASURBANK		14 250	1 500 000	95,00	1 425	0	1 425	
EURAFC INFORMATIQUE	Sté de service			4 100	4 100	0	4 100	
Titres de participation dans les entreprises liées						2 621 431	28 528	2 592 903
TITRES DE L'ACTIVITÉ DU PORTEFEUILLE								
E.S.F.G.	Ets crédit / étranger	707 000	479 086 000 EUR	1,27	155 179	46 071	109 108	
E.S.I.H.	Ets crédit / étranger	467 250	260 400 000 EUR	1,79	154 528	18 452	136 076	
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit / étranger	48 220	122 319 560 EUR	4,34	74 580	0	74 580	
PROPARCO	Ets crédit multi-national	222 750	142 560 000 EUR	2,50	124 391	0	124 391	
FONDS ESPAGNOLO MARCO POLO INVEST. S.C.R.	Fonds d'investissement	19 436	7 401 000 EUR	2,63	18 602	14 206	4 396	

FONDS D'INVESTISSEMENT CAPITAL MAROC	Fonds d'investissement	3	25 000 000 USD	12,00	8 512	0
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit / étranger	30	146 601 000 USD	0,20	2 484	0
FONDS MONÉTAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	54	500 000 000 USD	0,05	2 416	0
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement				2 688	0
FIBROGEST	Fonds d'investissement			250	0	250

Titres de l'activité de portefeuille **543 631** **78 729** **464 902**

AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routière	16 000	3 467 628 500	0,22	7 112	2 218
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	650 484 000	0,81	3 393	0
SMAEX	Assurances et services	16 900	37 500 000	4,51	1 690	0
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267	0
BANK AL AMAL	Ets de crédit	9 710	500 000 000	0,19	971	0
MAROCLEAR	Dépositaire central	803	20 000 000	4,02	803	0
GEOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500	0
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie		20 000 000	2,50	500	0
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	9 610	75 000 000	0,64	481	0
FONDS DE SOUTIEN ACTIONS BAA	Soutien actions	4 805	500 000 000	0,05	240	0
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49	0
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	24	0
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	9	9
MEDITELECOM	Télécommunication	2	8 333 368 000	0,00	0	0
MAGSHORE		125 000		12 500	0	12 500
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE				10 000	0	10 000
MASTERBOARD		3 634		901	0	901
EXPERIAN MAROC				600	0	600
MUTANDIS				37 500	0	37 500

Autres titres de participation **79 990** **4 168** **75 822**

COMPTES COURANTS ASSOCIES

MEDITELECOM		106 611	0	106 611
MAGSHORE		5 500	0	5 500
EMAT		10	0	10
GNS		5 478	0	5 478
MABANIQOM		2 729	0	2 729
BMCE CAPITAL		5 800	0	5 800
MAGHREBAIL		2 500	0	2 500
MARTCO		1 500	1 500	0
SIEGE GPB.M.		1 446	0	1 446
ALLICOM MAROC		552	552	0

Autres emplois assimilés

TOTAL GENERAL **132 126** **2 052** **130 074**

3 644 815 **145 139** **3 499 676**



IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
Immobilisations incorporelles	212 143	74 929	-	287 072	103 443	28 577	-	132 020	155 052
- Droit au bail	32 274	18 850		51 124					51 124
- Immobilisations en recherche et développement	-	-		-	0				-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	179 869	56 079		235 948	103 443	28 577	-	132 020	103 928
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
Immobilisations corporelles	3 204 229	358 135	17 679	3 544 685	1 779 201	141 327	2 302	1 918 226	1 626 459
- Immeubles d'exploitation	661 181	94 613	1 572	754 222	182 351	16 945	382	198 914	555 308
. Terrain d'exploitation	103 696	17 113		120 809					120 809
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	557 485	77 500	1 572	633 413	182 351	16 945	382	198 914	434 499
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	1 168 433	80 045	1 176	1 247 302	912 223	59 964	1 161	971 026	276 276
. Mobilier de bureau d'exploitation	265 043	23 390	-	288 433	196 385	12 273	-	208 658	79 775
. Matériel de bureau d'exploitation	178 447	20 982		199 429	149 399	6 280		155 679	43 750
. Matériel informatique	672 103	35 598		707 701	516 584	39 351		555 935	151 766
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	8 118	75	1 176	7 017	6 821	612	1 161	6 272	745
. Autres matériels d'exploitation	44 722			44 722	43 034	1 448		44 482	240
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	995 546	136 983	-	1 132 529	608 812	50 309	-	659 121	473 408
- Immobilisations corporelles hors exploitation	379 069	46 494	14 931	410 632	75 815	14 109	759	89 165	321 467
. Terrains hors exploitation	122 504	7 080	920	128 664					128 664
. Immeubles hors exploitation	139 352	28 320	3 680	163 992	43 466	7 339	759	50 046	113 946
. Mobilier et matériel hors exploitation	29 705	7 506		37 211	18 115	2 776		20 891	16 320
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	87 508	3 588	10 331	80 765	14 234	3 994		18 228	62 537
Total	3 416 372	433 064	17 679	3 831 757	1 882 644	169 904	2 302	2 050 246	1 781 511

(en milliers de dirhams)

CESSION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations cédées	Valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Produit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
A - Opérations de cession avec le groupe						
Immeubles d'exploitation			0		0	
Matériel de bureau d'exploitation			0		0	
Matériel roulant « parc-autos »			0		0	
Immeubles hors exploitation			0			
B - Opérations de cession hors groupe						
Immeubles d'exploitation	1 572		382	1 190	1 545	355
Matériel de bureau d'exploitation	1 176		1 161	15	628	613
Immeubles hors exploitation	14 931		759	14 172	11 900	8 357
Total	17 679		2 302	15 377	14 073	9 325

(en milliers de dirhams)

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

Dettes	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
	Bank Al-Maghrib, Trésor public et Service des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	5 008	263 802	665 448	934 258	1 118 081
Valeurs données en pension	1 890 000	-	-	-	1 890 000	
- Au jour le jour						
- A terme	1 890 000				1 890 000	
Emprunts de trésorerie	-	1 512 397	885 612	27 065	2 425 074	3 507 307
- Au jour le jour		843 000			843 000	
- A terme		669 397	885 612	27 065	1 582 074	3 507 307
Emprunts financiers	102 175	117 697	468	124 841	345 181	497 160
Autres dettes	13 483	3 653			17 136	36 806
Intérêts courus à payer			27 125		27 125	3 450
Total	2 005 658	1 638 755	1 177 007	817 354	5 638 774	5 162 804

(en milliers de dirhams)

DÉPOTS DE LA CLIENTELE

DÉPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2008	Total 31/12/2007
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	2 728 577	2 605 551	8 340 020	31 115 174	44 789 322	39 838 230
COMPTES D'EPARGNE				13 314 745	13 314 745	12 147 593
DEPOTS A TERME	5 951 850	3 130 524	2 611 560	10 633 325	22 327 259	23 328 333
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	2 999 496	4 270 034	870 910	200 867	8 341 307	3 772 987
INTERETS COURUS A PAYER			152 372	199 026	351 398	225 786
TOTAL	11 679 923	10 006 109	11 974 862	55 463 137	89 124 031	79 312 929

Commentaires: (*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759

(en milliers de dirhams)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31 DECEMBRE 2008

NATURES DE TITRES	CARACTERISTIQUES					DONT	
	DATE DE JOUISSANCE	DATE D'ECHEANCE	VALEUR NOMINALE UNITAIRE	TAUX NOMINAL	MODE DE REMBOURSEMENT	ENTREPRISES LIEES	AUTRES APPARENTES
CERTIFICAT DE DEPOTS I	03/19/2008	03/19/2010	1 240 000	4,20%	In fine		
CERTIFICAT DE DEPOTS II	04/25/2008	04/25/2010	225 800	4,20%	In fine		
CERTIFICAT DE DEPOTS III	05/23/2008	05/23/2008	400 000	4,20%	In fine		
CERTIFICAT DE DEPOTS IV	09/10/2008	09/09/2009	200 000	4,10%	In fine		
CERTIFICAT DE DEPOTS V	09/29/2008	09/29/2010	75 000	4,20%	In fine		
CERTIFICAT DE DEPOTS VI	11/12/2008	11/11/2009	406 000	4,40%	In fine		
			2 546 800				

(en milliers de dirhams)

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

PASSIF	2008
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	2 647
OPERATIONS DIVERS SUR TITRES	2 253 007
CREDITEURS DIVERS	808 940
Sommes dues à l'Etat	616 894
Sommes dues aux organismes de prévoyance	35 624
Sommes diverses dues au personnel	78 645
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	42 568
Fournitures de biens et services	
Divers autres crébiteurs	35 209
COMPTE DE REGULARISATION	650 403
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	5 000
Comptes d'écart sur devises et titres	119 367
Résultats sur produits dérivés de couverture	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	46
Charges à payer et produits constatés d'avance	160 002
Autres comptes de régularisation	365 988
TOTAL	3 714 997

(en milliers de dirhams)



PROVISIONS

Provisions	Encours 31/12/2007	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2008
Provisions, déduites de l'actif, sur :	2 361 660	456 587	208 419	-154 225	2 455 603
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 237 528	196 610	201 498	-112 743	2 119 897
Agios réservés	24 228	-	2 127	-	22 101
Titres de placement	45 030	160 409	-	-41 482	163 957
Titres de participation et emplois assimilés	50 365	99 568	4 794	-	145 139
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissements	4 509				4 509
Provisions inscrites au passif	492 327	174 739	152 960	-38 575	475 531
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	15 600	1 005	817	-4 279	11 509
Provisions pour risques et charges	8 402	672	1 144	-2 716	5 214
Provisions pour risques généraux (1)	66 920	-	35 348	-31 389	183
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					-
Provisions pour autres risques et charges (e.c.)	46 723	173 062	8 316	-191	211 278
Provisions réglementées	354 682		107 335		247 347
Provisions ayant supporté l'impôt en 1999					
Total Général	2 853 987	631 326	361 379	-192 800	2 931 134

(en milliers de dirhams)

DETTES SUBORDONNEES AU 31 DECEMBRE 2008

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours de Clôture Fin Décembre 2008	Taux	Durée (2)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contre valeur en KDH)
MAD	500 000	1	4%	5 ANS	500 000
MAD	1 000 000	1	4%	10 ANS	1 000 000
MAD	1 000 000	1	5,50%	Perpétuel	1 000 000
EUR	50 000	11,259	5,90%	10 ANS	562 925
EUR	70 000	11,259	5,86%	Perpétuel	788 095
					3 851 020

(en milliers de dirhams)

CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres	Encours 31/12/2007	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2008
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	359 144	60 815		419 959
Autres réserves	3 676 152	693 830	-5 415	4 364 567
Primes d'émission, de fusion et d'apport	596 218			596 218
Capital	1 587 514			1 587 514
- Capital appelé				
- Capital non appelé				
- Certificats d'investissement				
- Fonds de dotations				
- Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	7	2		5
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice 2007 (+/-)	1 216 296			
Sous total	7 435 331	754 647	-5 415	6 968 263
Affectation prg/réserves				
Résultat net de l'exercice 2008 (+/-)				806 946
Total	7 435 331	754 647	-5 415	7 775 209

(en milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	2008	2007
Engagements de financement et de garantie donnés	21 861 537	30 811 493
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	150 067	160 465
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés	150 067	160 465
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	14 263 685	23 261 920
- Crédits documentaires import	2 457 844	3 569 666
- Acceptations ou engagements de payer	814 931	523 224
- Ouvertures de crédit confirmés	7 875 000	15 505 532
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	3 115 910	3 663 498
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 425 929	2 582 326
- Crédits documentaires export confirmés	12 379	44 160
- Acceptations ou engagements de payer	3 684	39 180
- Garanties de crédits données	5 445	
- Autres cautions, avals et garanties données	2 404 421	2 498 986
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 021 856	4 806 782
- Garanties de crédits données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 669 246	3 211 092
- Autres cautions et garanties données	1 352 610	1 595 690
- Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	4 159 898	3 674 568
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 129 075	3 643 328
- Garanties de crédits	1 308 123	2 550 096
- Autres garanties reçues	2 820 952	1 093 232
Engagements de garantie reçus de l'état et d'organismes de garantie divers	30 823	31 240
- Garanties de crédits	30 823	31 240
- Autres garanties reçues		

(en milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS SUR TITRES

Engagements donnés
Titres achetés à réméré
Titres à livrer:
- Marché primaire
- Marché gris
- Marchés réglementés
- Marché gré à gré
- Autres
41 782
Engagements reçus
Titres vendus à réméré
Titres à recevoir:
- Marché primaire
- Marché gris
- Marchés réglementés
- Marchés gré à gré
- Autres
41 782

(en milliers de dirhams)



OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations succursale de paris et TOS	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Opérations de change à terme	12 198 584	12 283 899	2 614 114	126 523
Devises à recevoir	2 929 579	3 049 411	1 337 016	46 003
Devises à livrer	5 349 890	5 751 052	1 277 098	80 520
Dirhams à recevoir	3 184 478	3 106 168		
Dirhams à livrer	734 637	377 268		
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés	2 974 184	10 009 105		875 301
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	307 456			
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	2 576 205	10 009 105		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments		-		
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	90 523	-		

(en milliers de dirhams)

VALEURS ET SURETÉS REÇUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	827 275		
Hypothèques		Bons de caisses	
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	827 275		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 049 306		
Autres titres		Bons du trésor donnés en pension	
Hypothèques	15 256 702	Valeurs données en pension	
Autres valeurs et sûretés réelles	54 946 617		
TOTAL	72 252 625		

(en milliers de dirhams)

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D< 1 mois	1 Mois < D< 3 mois	3 Mois < D< 1 an	1 an < D< 5 ans	D>5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 103 073	2 397 322	2 605 811	3 694 940	646 347	10 447 493
Créances sur la clientèle	5 752 709	2 122 778	3 955 501	17 448 835	18 932 307	48 212 130
Titres de créance	2 056 496	102 625	610 450	4 195 349	1 121 620	8 086 540
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilés						-
Total	8 912 278	4 622 725	7 171 762	25 339 124	20 700 274	66 746 163
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 504 953	1 398 470		733 772	224 617	3 861 812
Dettes envers la clientèle	6 592 273	4 115 354	13 634 253	1 989 595	-	26 331 475
Titres de créance émis				2 546 800		
Emprunts subordonnés				500 000	2 562 925	3 062 925
TOTAL	8 097 226	5 513 824	13 634 253	5 770 167	2 787 542	33 256 212

Commentaire : Ne figurent sur cet état que les emplois / ressources dont l'échéance est contractuelle

(en milliers de dirhams)

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE AU 31/12/2008

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENTS
30	17 774 472
(en milliers de dirhams)	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN

MONTANT
31/12/2008

Actif :	8 424 912
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	54 723
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 765 791
Créances sur la clientèle	2 443 585
Titres de transaction et de placement et d'investissement	749 314
Autres actifs	271 583
Titres de participation et emplois assimilés	2 138 051
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et en location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	1 866
Passif :	3 033 418
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	721 302
Dépôts de la clientèle	810 274
Titres de créance émis	
Autres passifs	150 822
Dettes subordonnées	1 351 020
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	148 427
Hors bilan :	2 716 875
Engagements donnés	2 568 448
Engagements reçus	148 427

(en milliers de dirhams)

MARGE D'INTERET

CAPITAUX MOYENS	Montants	Coût moyen	Taux de rendement
Encours moyens des emplois	61 757,0	3 184,0	5,16%
Encours moyens des ressources	74 926	1 406,0	1,88%

(en milliers de dirhams)

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31/12/2008

Catégorie des titres	Produits perçus
Titres de participation	8 793
Participations dans les entreprises liées	107 007
Emplois assimilés	36 116
TOTAL	151 916

(en milliers de dirhams)

COMMISSIONS

Commissions perçues	Montant
Commissions Perçues	700 616
Sur opérations avec les établissements de crédit	8 750
Sur opérations avec la clientèle	210 559
Sur opérations de change relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	98 520
Sur produits dérivés	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	35 517
Sur moyens de paiement	204 361
Sur activité de conseil et d'assistance	24 776
Sur ventes de produits d'assurance	11 921
Sur autres prestations de service	106 212
Commissions Versées	106 566
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 685
Sur opérations avec la clientèle	
Sur opérations de change relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	10 706
Sur produits dérivés	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	35 819
Sur moyens de paiement	26 535
Sur activité de conseil et d'assistance	
Sur ventes de produits d'assurance	
Sur autres prestations de service	31 821

(en milliers de dirhams)



RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

Produits et charges	Montant
Produits	834 814
Gains sur les titres de transaction	322 437
Plus-value de cession sur titres de placement	111 692
Reprise de provisions sur dépréciation des titres de placement	
Gains sur les produits dérivés	162 271
Gains sur les opérations de change	238 414
Charges	540 512
Pertes sur les titres de transaction	109 356
Moins-values de cession sur titres de placement	5 827
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	160 409
Pertes sur les produits dérivés	172 460
Pertes sur les opérations de change	92 460

(en milliers de dirhams)

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Charges	31/12/2008	31/12/2007
Charges de personnel	1 061 406	964 651
Charges	31/12/2008	31/12/2007
Impôts et taxes	33 339	34 490
Charges	31/12/2008	31/12/2007
Charges externes	913 425	803 882
Charges	31/12/2008	31/12/2007
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	169 904	158 174

(en milliers de dirhams)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Produits et charges	31/12/2008	31/12/2007
Autres produits et charges bancaires	157 985	990 116
Autres produits bancaires	931 211	1 501 688
Autres charges bancaires	773 226	511 572
Produits et charges d'exploitation non bancaire	31/12/2008	31/12/2007
Produits et charges d'exploitation non bancaire	354 645	709 634
Produits d'exploitation non bancaire	373 918	763 401
Charges d'exploitation non bancaire	19 273	53 767
Autres charges	31/12/2008	31/12/2007
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	574 788	1 001 734
Autres produits	31/12/2008	31/12/2007
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	478 975	365 871

(en milliers de dirhams)

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE AU 31 DECEMBRE 2008

	Maroc
Produit net bancaire	2 885 660
Résultat brut d'exploitation	985 026
Résultat avant impôt	1 159 030

(en milliers de dirhams)

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

RÉSULTAT NET COMPTABLE	806 946
A réintégrer	399 267
Impôt sur les sociétés	347 309
Dons et subventions	1 461
Cadeaux	15 685
Charges non déductibles	15 900
Primes de jouets	867
Amortissement voitures non déductibles	7 288
Amortissement dérogatoire	10 757
A déduire :	273 485
Dividendes	127 970
Plus values / cessions des immobilisations	2 832
Reprise de provisions n'ayant pas bénéficié de déduction	35 348
Reprise du 1/3 de la provision pour investissement	107 335
Résultat imposable	932 728
Résultat net fiscal	932 735
I/S 37 %	347 309
RESULTAT NET	806 946

(en milliers de dirhams)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I.Détermination du résultat	Montant
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	(+ ou -) 1 006 252
. Réintégations fiscales sur opérations courantes	[+] 51 958
. Déductions fiscales sur opérations courantes	[+] 273 485
. Résultat courant théoriquement imposable	[=] 784 725
. Impôt théorique sur résultat courant	[+] 290 348
. Résultat courant après impôts	[=] 715 904

II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques

(en milliers de dirhams)

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Nature	Solde au début de l'exercice 1	Opérations Comptables de l'exercice 2	Déclarations T.V.A de l'exercice 3	Solde Fin d'exercice (1+2-3-4)
A. T.V.A. Facturée	59 764,00	385 033,00	372 842,00	71 955,00
B. T.V.A. Récupérable	29 308,00	233 961,00	201 226,00	62 043,00
* Sur charges	24 712,00	189 470,00	161 080,00	53 122,00
* Sur immobilisations	4 596,00	44 491,00	40 166,00	8 921,00
C. T.V.A. dûe ou crédit de T.V.A = (a - b)	30 456,00	151 072,00	171 616,00	9 912,00

(en milliers de dirhams)

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 / 12 / 2008

Raison sociale	Siège social	Activité	Nombre d'actions	% Du capital
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS				
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR - Casablanca	Cie d'assurances	47 891 750	30,17%
BMCE BANK	140, Avenue Hassan II - Casablanca	Banque	12 858 383	8,10%
S.F.C.M.	239, Bd Mohamed V - Casablanca	Sté financière	907 190	0,57%
INTERFINA	67-69 Avenue des FAR - Casablanca	Sté financière	0	0,00%
FINANCE COM	69 Avenue des FAR - Casablanca	Holding	8 008 790	5,04%
C.I.M.R.	100, Bb. Abdelmoumen - Casablanca	Caisse de retraite	7 414 490	4,67%
MAMDA/MCMA	16 Rue Abou Inane - Rabat	Cie d'assurances	10 564 300	6,65%
STE CENTRALE DE REASSURANCE	Place Zellaga - Casablanca	Cie d'assurances	748 000	0,47%
PERSONNEL BMCE			644 009	0,41%
SBVC ET DIVERS			33 172 178	20,90%
TOTAL (1)			122 209 090	
B-ACTIONNAIRES ÉTRANGERS				
BANCO ESPIRITO SANTO / FUNDO PENSOES	Avenida da Libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	4 004 020	2,52%
BESCL				
BANCO ESPIRITO SANTO	Avenida da Libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	397 220	0,25%
UNION BANCAIRE PRIVÉE	96-98 Rue du Rhône-1211 Genève	Banque	328 350	0,21%
BANQUE FÉDÉRATIVE DU CRÉDIT MUTUEL		Banque	23 875 140	15,04%
CAJA MEDITERRANEO, ALICANTE		Caisse d'épargne	7 937 570	5,00%
TOTAL (2)			36 542 300	
TOTAL			158 751 390	100,00%

(en milliers de dirhams)



AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats
Décision du 28 mai 2007		Réserve légale 60 815
Report à nouveau 7		Dividendes 476 254
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes sur actions propres - 14 600
Résultat net de l'exercice	1 216 296	Autres affectations 693 835
Prélèvement sur les bénéfices		
Autres prélevements		
TOTAL A	1 216 303	1 216 303

(en milliers de dirhams)

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2006
Capitaux propres et assimilés	11 931 793	8 792 589	7 686 217
Opérations et résultats de l'exercice			
1- Produit net bancaire	2 925 494	3 671 588	2 924 771
2- Résultat avant impôts	1 154 254	1 782 310	1 117 417
3- Impôts sur les résultats	347 308	566 014	375 375
4- Bénéfices distribués	461 654	371 214	299 548
5- Résultats non distribués	345 292	845 082	392 789
Résultat par titre (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	5	77	46
Bénéfice distribué par action ou part sociale	3	30	25
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 061 406	964 651	830 921
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4 592	4 004	3 546

(en milliers de dirhams)

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. Datation		
. Date de clôture [1]		31 décembre 2008
. Date d'établissement des états de synthèse [2]		27 mars 2009
[1] Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice		
[2] Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.		
II. Événements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice et connus avant la 1 ^{re} communication		
Externe des états de synthèse		
Dates		Indications des événements
. Favorables		n é a n t
. Défavorables		n é a n t

(en milliers de dirhams)

EFFECTIFS

	31/12/2008	31/12/2007
Effectifs		
Effectifs rémunérés	4 592	4 009
Effectifs utilisés	4 592	4 009
Effectifs équivalent plein temps	4 592	4 009
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	2 031	1 639
Employés (équivalent plein temps)	2 561	2 370

(en milliers de dirhams)



TITRES ET AUTRES ACTIFS GERÉS AVEC DÉPOTS AU 31 / 12 / 08

Titres	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Titres dont l'établissement est dépositaire	17 563	29 850	132 100 000	120 504 745
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	48	48	10 240 000	13 250 000
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	433	2 865	37 940 000	24 127 428
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

(en milliers de dirhams)

RESEAU

Réseau	31/12/2007		31/12/2006	
Guichets permanents	510		410	
Guichets périodiques				
Guichets automatiques de banque	547		456	
Succursales et agences à l'étranger	3		3	
Bureaux de représentation à l'étranger	24		24	

(en milliers de dirhams)

COMPTES DE LA CLIENTELE

Comptes de la clientèle	31/12/2008		31/12/2007	
Comptes courants	63 450		57 157	
Comptes chèques, hors MRE	966 492		868 661	
Comptes MRE	162 531		170 187	
Comptes d'affacturage				
Comptes d'épargne	720 748		652 770	
Comptes à terme	12 741		12 811	
Bons de caisse	2 876		2 681	

(en milliers de dirhams)

Sont assortis de la mention Néant, pour l'exercice 2008, les états suivants :

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/08

ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/08

CREANCES SUBORDONNEES AU 31/12/08

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2008

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIES



**Bilan
Activité Maroc**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF

	2008	2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 934 884	7 948 501
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 026 703	19 033 126
. A vue	4 687 338	3 148 695
. A terme	13 339 365	15 884 431
Créances sur la clientèle	58 634 122	49 028 055
. Crédits de trésorerie et à la consommation	21 942 464	23 968 415
. Crédits à l'équipement	12 100 650	10 535 441
. Crédits immobiliers	19 174 343	11 259 079
. Autres crédits	5 416 665	3 265 120
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	21 114 452	12 589 864
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 117 553	3 851 319
. Autres titres de créance	1 308 679	2 523 874
. Titres de propriété	13 688 220	6 214 671
Autres actifs	2 837 398	1 779 860
Titres d'investissement	793 647	799 547
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	739 094	733 897
. Autres titres de créance	54 553	65 650
Titres de participation et emplois assimilés	3 032 158	2 081 479
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	154 246	105 835
Immobilisations corporelles	1 625 399	1 416 559
TOTAL DE L'ACTIF	114 153 009	94 782 826

(en milliers de dirhams)

PASSIF

	2008	2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 733 551	6 135 384
. A vue	1 776 953	2 126 903
. A terme	5 956 598	4 008 481
Dépôts de la clientèle	88 738 720	78 085 992
. Comptes à vue créditeurs	44 695 425	39 213 817
. Comptes d'épargne	13 314 745	12 147 593
. Dépôts à terme	26 677 679	22 971 967
. Autres comptes créditeurs	4 050 871	3 752 615
Titres de créance émis	2 609 569	
. Titres de créances négociables	2 609 569	
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	3 700 861	2 286 742
Provisions pour risques et charges	61 137	134 929
Provisions réglementées	247 347	354 682
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	3 909 237	1 002 576
Écarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	4 752 914	3 998 270
Capital	1 587 514	1 587 514
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	5	7
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	812 154	1 196 730
TOTAL DU PASSIF	114 153 009	94 782 826

(en milliers de dirhams)



HORS BILAN

	2008	2007
Engagements donnés	21 708 879	30 052 555
Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	150 067	160 465
Engagements de financement données en faveur de la clientèle	14 263 685	23 261 920
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 291 056	2 203 964
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 962 290	4 426 206
Titres achetés à réméré	41 781	
Autres titres à livrer	41 781	
Engagement reçus	4 152 931	3 626 535
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 080 327	3 595 295
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	30 823	31 240
Engagements de garantie reçus de l'état et d'organismes de garantie divers	41 781	
Titres vendus à réméré	41 781	
Autres titres à recevoir	41 781	

(en milliers de dirhams)

**Compte de Produits et Charges
Activité Maroc**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
Produits d'exploitation bancaire	5 463 002	5 243 643
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	437 944	429 468
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 223 710	2 532 124
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	202 783	220 213
Produits sur titres de propriété	151 916	150 187
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	
Commissions sur prestations de service	598 020	542 698
Autres produits bancaires	848 629	1 368 953
Charges d'exploitation bancaire	2 577 342	1 657 848
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	270 899	133 788
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 512 159	1 171 526
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	89 747	
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	
Autres charges bancaires	704 537	352 534
Produit net bancaire	2 885 660	3 585 795
Produits d'exploitation non bancaire	368 287	763 401
Charges d'exploitation non bancaire	19 273	53 767
Charges générales d'exploitation	2 154 855	1 902 127
Charges de personnel	1 053 109	894 030
Impôts et taxes	32 792	29 528
Charges externes	901 747	825 330
Autres charges générales d'exploitation	0	
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	167 207	153 239
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	402 012	983 571
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	195 482	461 004
Pertes sur créances irrécouvrables	96 227	104 316
Autres dotations aux provisions	110 303	418 251
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	477 082	352 585
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	267 066	298 903
Récupérations sur créances amorties	56 256	20 227
Autres reprises de provisions	153 760	33 455
Résultat courant	1 154 869	1 762 316
Produits non courants	4 161	
Charges non courantes	0	
Résultat avant impôts sur les résultats	1 159 030	1 762 316
Impôts sur les résultats	346 876	565 586
Résultat net de l'exercice	812 154	1 196 730

(en milliers de dirhams)



**Etat des Soldes de Gestion
Activité Maroc**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2008	2007
+ Intérêts et produits assimilés	3 864 437	3 181 806
- Intérêts et charges assimilées	1 872 805	1 305 314
Marge d'intérêt	1 991 632	1 876 492
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	696 540	636 658
- Commissions servies	102 189	95 288
Marge sur commissions	594 351	541 370
± Résultat des opérations sur titres de transaction	213 081	
± Résultat des opérations sur titres de placement	-76 341	1 021 146
± Résultat des opérations de change	143 079	103 807
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-6 058	-4 177
Résultat des opérations de marché	273 761	1 120 776
+ Divers autres produits bancaires	151 916	150 289
- Divers autres charges bancaires	126 000	103 132
Produit net bancaire	2 885 660	3 585 795
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	205 735	622 628
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	67 258	119 302
- Autres charges d'exploitation non bancaire	18 772	33 506
- Charges générales d'exploitation	2 154 855	1 902 127
Résultat brut d'exploitation	985 026	2 392 092
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-31 613	-246 191
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-138 230	-383 585
Résultat courant	1 154 869	1 762 316
Résultat non courant	4 161	
- Impôts sur les résultats	346 876	565 586
Résultat net de l'exercice	812 154	1 196 730

(en milliers de dirhams)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2008	2007
+ Résultat net de l'exercice	812 154	1 196 730
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	167 207	153 239
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	99 568	5 224
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	108 518	
+ Dotations aux provisions réglementées	300 000	
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	153 760	64 846
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 201	77 905
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		189
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	301 009	644 100
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	500	18 979
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ Capacité d'autofinancement	615 458	996 028
- Bénéfices distribués	461 654	371 214
+ Autofinancement	153 804	624 814

(en milliers de dirhams)



Bilan
Succursale de Paris
AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF

	2008	2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	30 203	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 929 366	
. A vue	1 543 074	
. A terme	386 292	
Créances sur la clientèle	508 213	
. Crédits de trésorerie et à la consommation	162 032	
. Crédits à l'équipement	24 042	
. Crédits immobiliers	5 571	
. Autres crédits	316 568	
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	586 268	
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	586 268	
. Titres de propriété		
Autres actifs	207 763	362 071
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	758 519	464 389
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	6 852	
TOTAL DE L'ACTIF	966 282	3 887 362

(en milliers de dirhams)

PASSIF

	2008	2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 125 739	
. A vue	259 554	
. A terme	1 866 185	
Dépôts de la clientèle	865 053	
. Comptes à vue créditeurs	507 207	
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	338 722	
. Autres comptes créditeurs	19 124	
Titres de créance émis		
. Titres de créances négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	25 958	97 589
Provisions pour risques et charges	167 048	2 716
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	545 515	550 046
Capital	266 264	268 475
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)		
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-38 503	-22 256
Résultat net de l'exercice (+/-)	966 282	3 887 362

(en milliers de dirhams)



HORS BILAN

	2008	2007
Engagements donnés		530 682
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	153 520	
Titres achetés à réméré	377 162	
Autres titres à livrer		
Engagements reçus		75 636
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus de l'état et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

(en milliers de dirhams)



**Compte de Produits et Charges
Succursale de Paris**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
Produits d'exploitation bancaire	25 612	280 850
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	9 931	104 767
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 336	26 524
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	3 912	51 221
Produits sur titres de propriété	0	
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	
Commissions sur prestations de service	30	1 553
Autres produits bancaires	10 403	96 785
Charges d'exploitation bancaire	25 635	252 921
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	9 571	93 009
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 104	11 080
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	0	
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	
Autres charges bancaires	14 960	148 832
Produit net bancaire	-23	27 929
Produits d'exploitation non bancaire	5 651	62 261
Charges d'exploitation non bancaire		
Charges générales d'exploitation	17 157	118 262
Charges de personnel	5 478	68 114
Impôts et taxes	547	4 962
Charges externes	11 023	40 142
Autres charges générales d'exploitation	0	1 852
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	109	3192
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	171 068	6 736
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		3 085
Pertes sur créances irrécouvrables		1 593
Autres dotations aux provisions	171 068	2 058
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	484	12 786
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		11 869
Récupérations sur créances amorties	480	219
Autres reprises de provisions	4	698
Résultat courant	-182 113	-22 022
Produits non courants	143 841	
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	-38 272	-22 022
Impôts sur les résultats	231	234
Résultat net de l'exercice	-38 503	-22 256

(en milliers de dirhams)



**Etat des Soldes de Gestion
Succursale de Paris**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2008	2007
+ Intérêts et produits assimilés	11 267	125 073
- Intérêts et charges assimilées	10 622	103 654
Marge d'intérêt	645	21 419
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	6 219	-
- Commissions servies	54	415
Marge sur commissions	-54	5 804
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
+ Résultat des opérations sur titres de placement	4 043	9 189
+ Résultat des opérations de change	-451	-9 428
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-4 131	794
Résultat des opérations de marché	-539	555
+ Divers autres produits bancaires	30	1 552
- Divers autres charges bancaires	105	1 402
Produit net bancaire	-23	27 928
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	5 651	62 261
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	17 157	118 262
Résultat brut d'exploitation	-11 529	-28 073
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	480	1 941
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	171 064	4 110
Résultat courant	-182 113	-22 022
Résultat non courant	143 841	-
- Impôts sur les résultats	231	234
Résultat net de l'exercice	-38 503	-22 256

(en milliers de dirhams)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2008	2007
+ Résultat net de l'exercice	-38 503	-22 256
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	109	3 192
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	12 657	-
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ Capacité d'autofinancement	-38 394	10 305
- Bénéfices distribués	-38 394	10 305
+ Autofinancement	-	-

(en milliers de dirhams)



Bilan
Succursale de Paris
AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF

	2008	2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 661	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	169 958	
. A vue	135 930	
. A terme	34 028	
Créances sur la clientèle	44 768	
. Crédits de trésorerie et à la consommation	14 273	
. Crédits à l'équipement	2 118	
. Crédits immobiliers	491	
. Autres crédits	27 886	
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	51 644	
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	51 644	
Autres actifs	18 454	31 895
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	67 373	40 908
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	604	
TOTAL DE L'ACTIF	85 827	342 438

(en milliers d'Euros)

PASSIF

	2008	2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	187 257	
. A vue	22 864	
. A terme	164 393	
Dépôts de la clientèle	76 203	
. Comptes à vue créditeurs	44 680	
. Comptes d'épargne	29 838	
. Dépôts à terme	1 685	
. Autres comptes créditeurs		
Titres de créance émis		
. Titres de créances négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	19 105	8 597
Provisions pour risques et charges		239
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	48 454	48 454
Capital (Dotation)	23 650	23 650
Actionnaires.Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	-1 962	
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		-1 962
Résultat net de l'exercice (+/-)	-3 420	-1 962
TOTAL DU PASSIF	85 827	342 438

(en milliers d'Euros)



HORS BILAN

	2008	2007
ENGAGEMENTS DONNÉS		46 748
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	13 524	
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	33 224	
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
	6 663	
ENGAGEMENTS REÇUS		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 663	
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

(en milliers d'Euros)

Compte de Produits et Charges Sucursale de Paris

AU 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	882	9 229
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	119	2 336
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	348	4 512
Produits sur titres de propriété		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	3	137
Autres produits bancaires	924	8 526
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 278	22 280
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	850	8 193
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	98	976
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	0	
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	1 330	13 111
PRODUIT NET BANCAIRE	-2	2 460
Produits d'exploitation non bancaire	502	5 485
Charges d'exploitation non bancaire		
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 525	10 418
Charges de personnel	487	6 000
Impôts et taxes	49	437
Charges externes	979	3 536
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	10	282
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	15 195	594
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	15 195	181
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	43	1 126
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	43	1046
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions		
RESULTAT COURANT	-16 177	-1 941
Produits non courants	12 777	
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RESULTATS	-3 400	-1 941
Impôts sur les résultats	20	21
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-3 420	-1 962

(en milliers d'Euros)



**Etat des Soldes de Gestion
Succursale de Paris**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2008	2007
+ Intérêts et produits assimilés	1 001	11 017
- Intérêts et charges assimilées	943	9 131
Marge d'intérêt	58	1 886
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	548	
- Commissions servies	5	37
Marge sur commissions	-5	511
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	359	809
+ Résultat des opérations de change	-40	-830
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-367	70
Résultat des opérations de marché	-48	49
+ Divers autres produits bancaire	3	137
- Divers autres charges bancaire	10	123
Produit net bancaire	-2	2 460
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	501	5 484
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
- Charges générales d'exploitation	1 525	10 418
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-1 026	-2 474
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	43	171
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	15 194	362
RESULTAT COURANT	-16 177	-1 941
RESULTAT NON COURANT	12 777	
- Impôts sur les résultats	20	21
RESULTAT NET DE L' EXERCICE	-3 420	-1 962

(en milliers d'Euros)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2008	2007
+ RESULTAT NET DE L' EXERCICE	-3 420	-1 962
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	10	281
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	1 115	
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-3 410	-2 796
- Bénéfices distribués		
+ AUTOFINANCEMENT	-3 410	-2 796

(en milliers d'Euros)



Bilan
BMCE Bank Banque OffShore

AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF

	2008	2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 531	2 138
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 140 179	1 869 325
. A vue	88 192	99 551
. A terme	2 051 987	1 769 774
Créances sur la clientèle	546 987	240 475
. Crédits de trésorerie et à la consommation	156 537	39 267
. Crédits à l'équipement	381 220	191 261
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	9 230	9 947
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	661 209	77 763
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	660 308	77 514
. Titres de propriété	901	249
Autres actifs	114 061	22 778
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	806	1 415
Immobilisations corporelles	1 060	3 067
TOTAL DE L'ACTIF	3 465 833	2 216 961

(en milliers de dirhams)

PASSIF

	2008	2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 867 283	1 710 755
. A vue	9	
. A terme	2 867 274	1 710 755
Dépôts de la clientèle	385 311	348 636
. Comptes à vue créditeurs	93 897	103 958
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	261 595	243 430
. Autres comptes créditeurs	29 819	1 248
Titres de créance émis		
. Titres de créances négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	72 893	7 608
Provisions pour risques et charges		
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	103 023	104 272
Capital - DOTATION -	4 028	3 868
Actionnaires, Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)		
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	33 295	41 822
Résultat net de l'exercice (+/-)	3 465 833	2 216 961

(en milliers de dirhams)

 HORS BILAN

	2008	2007
ENGAGEMENTS DONNES	294 118	271 674
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	294 118	271 674
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	234 552	268 710
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	59 566	2 964
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	Titres achetés à réméré	
Autres titres à livrer	148 427	18 163
ENGAGEMENTS RECUS	148 427	18 163
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	148 427	18 163
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	Autres titres à recevoir	

(en milliers de dirhams)


**Compte de Produits et Charges
BMCE Bank Banque OffShore**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

	2008	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	258 553	207 663
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	142 886	160 286
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	17 932	4 658
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	23 306	4 877
Produits sur titres de propriété		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	2 250	1 892
Autres produits bancaires	72 179	35 950
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	218 696	149 799
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	156 448	130 761
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	8 519	8 832
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	53 729	10 206
PRODUIT NET BANCAIRE	39 857	57 864
Produits d'exploitation non bancaire	0	-
Charges d'exploitation non bancaire	0	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	6 062	4 921
Charges de personnel	2 819	2 507
Impôts et taxes	655	671
Charges externes		
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	2 588	1 743
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 708	11 427
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 128	10 056
Pertes sur créances irrécouvrables	4	3
Autres dotations aux provisions	576	1 368
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 409	500
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	1 409	500
RESULTAT COURANT	33 496	42 016
Produits non courants	0	-
Charges non courantes	0	-
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	33 496	42 016
Impôts sur les résultats	201	194
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	33 295	41 822

(en milliers de dirhams)



**Etat des Soldes de Gestion
BMCE Bank Banque OffShore**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

 **TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS**

	2008	2007
+ Intérêts et produits assimilés	184 124	169 821
- Intérêts et charges assimilées	164 967	139 593
Marge d'intérêt	19 157	30 228
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	4 076	2 382
- Commissions servies	4 323	4 151
Marge sur commissions	-247	-1 769
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	17 754	26 446
+ Résultat des opérations de change	3 326	3 061
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	21 080	29 507
+ Divers autres produits bancaires		
- Divers autres charges bancaires	133	102
PRODUIT NET BANCAIRE	39 857	57 864
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire		
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
- Charges générales d'exploitation	6 062	4 921
Résultat brut d'exploitation	33 795	52 943
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 131	-10 059
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-832	-868
RÉSULTAT COURANT	33 496	42 016
RÉSULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats	201	194
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	33 295	41 822

(en milliers de dirhams)

 **CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT**

	2008	2007
+ RÉSULTAT NET DE L' EXERCICE	33 295	41 822
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	2 588	1 743
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes	576	
- Reprises de provisions	1 409	500
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement recues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	35 050	43 065
- Bénéfices distribués		
+ AUTOFINANCEMENT	35 050	43 065

(en milliers de dirhams)



Bilan
BMCE Bank Banque OffShore
AU 31 DÉCEMBRE 2008

ACTIF

	2008	2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	190	276
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	265 699	241 660
. A vue	10 949	12 870
. A terme	254 750	228 790
Créances sur la clientèle	67 907	31 088
. Crédits de trésorerie et à la consommation	19 433	5 076
. Crédits à l'équipement	47 328	24 726
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	1 146	1 286
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	82 088	10 053
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		32
. Autres titres de créance	81 976	10 021
. Titres de propriété	112	0
Autres actifs	14 160	2 945
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	132	183
Immobilisations corporelles	100	396
TOTAL DE L'ACTIF	430 276	286 601

(en milliers de dollars)

PASSIF

	2008	2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	355 968	221 161
. A vue	1	0
. A terme	355 967	221 161
Dépôts de la clientèle	47 836	45 701
. Comptes à vue créditeurs	11 657	13 439
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	32 477	31 471
. Autres comptes créditeurs	3 702	161
Titres de créance émis		
. Titres de créances négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	9 050	984
Provisions pour risques et charges		
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	12 790	13 480
Capital - dotation -	500	500
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)		
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	4 134	5 407
TOTAL DU PASSIF	430 276	286 601

(en milliers de dollars)

 HORS BILAN

2008 2007

ENGAGEMENTS DONNÉS	36 514	294 118
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	29 119	234 552
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	7 395	59 566
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	18 427	148 426
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	18 427	148 426
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

(en milliers de dollars)

COMPTES ANNUELS BMCE BANK
BANQUE OFFSHORE

 **Compte de Produits et Charges**
BMCE Bank Banque OffShore

AU 31 DÉCEMBRE 2008

2008 2007

PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	32 099	26 846
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	17 739	20 721
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 226	602
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	2 893	630
Produits sur titres de propriété		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	279	245
Autres produits bancaires	8 962	4 648
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	27 151	19 365
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	19 423	16 904
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 058	1 142
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	6 670	1 319
PRODUIT NET BANCAIRE	4 948	7 481
Produits d'exploitation non bancaire		
Charges d'exploitation non bancaire		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	753	636
Charges de personnel	350	324
Impôts et taxes		
Charges externes	82	87
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	321	225
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	212	1 477
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	140	1 300
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	72	177
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	174	65
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Récuperations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	174	65
RESULTAT COURANT	4 158	5 432
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	4 158	5 432
Impôts sur les résultats	25	25
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	4 133	5 407

(en milliers de dollars)



**Etat des Soldes de Gestion
BMCE Bank Banque OffShore**

AU 31 DÉCEMBRE 2008

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2008	2007
+ Intérêts et produits assimilés	22 858	21 954
- Intérêts et charges assimilées	20 480	18 046
Marge d'intérêts	2 378	3 908
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	506	307
- Commissions servies	537	536
Marge sur commissions	-31	-229
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	2 204	3 419
+ Résultat des opérations de change	413	396
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	2 617	3 815
+ Divers autres produits bancaires		
- Divers autres charges bancaires	17	13
PRODUIT NET BANCAIRE	4 948	7 481
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire		
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
- Charges générales d'exploitation	753	636
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 195	6 845
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	104	-1 300
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-104	-112
RESULTAT COURANT	4 158	5 433
RESULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats	25	25
RESULTAT NET DE L' EXERCICE	4 133	5 407

(en milliers de dollars)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2008	2007
+ RESULTAT NET DE L' EXERCICE	4 133	5 407
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	321	225
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes	72	
- Reprises de provisions	174	65
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissements reçus		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	4 352	5 567
- Bénéfices distribués		
+ AUTOFINANCEMENT	4 352	5 567

(en milliers de dollars)



Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE Bank
140, Avenue Hassan II
Casablanca



37, Bd Abdellatif Ben
Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2008

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE Bank), comprenant le bilan au 31 décembre 2008, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE Bank) au 31 décembre 2008, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 20 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïcal MEKOUAR
Associé Gérant

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé

1. Contexte

L'application des normes IAS/IFRS est obligatoire à partir de l'exercice ouvert le 01/01/2008.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux standards internationaux en termes de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS, approuvées par l'IASB, pour les comptes consolidés au 31 décembre 2008, comparés à l'exercice 2007.

2. Normes Comptables Appliquées

2.1 Consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes. Le niveau d'intégration (intégration globale, intégration proportionnelle ou mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable. Toutefois, les entités identifiées sous contrôle conjoint (coentreprises) peuvent être consolidées selon la méthode proportionnelle ou évaluées par mise en équivalence.

La nouveauté apportée par les normes internationales d'information financière concerne les entités ad hoc, structures juridiques distinctes créées spécifiquement, par le Groupe, pour réaliser un objectif limité et bien défini. Celles-ci doivent être consolidées quels que soient leur forme juridique et le pays d'exercice de leur activité.

Sont exclues de la consolidation :

- Les entités contrôlées de façon temporelle ; c'est-à-dire acquises et détenues en vue d'une cession à court terme (dans les 12 mois) ;
- Les entités représentant des actifs détenus à des fins de transactions et comptabilisés à la juste valeur avec une variation de la juste valeur au compte de résultat.

Les normes IAS 27, IAS 28 et IAS 31 ne prévoient pas de présomption de contrôle et par conséquent une intégration globale pour les filiales détenues entre 40% et 50%.

Options Retenues par BMCE Bank :

Définition du périmètre

Le Groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% des droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère.
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

Le Groupe BMCE Bank a acquis Bank of Africa (BOA). Elle a été intégrée globalement lors de l'arrêté au 31 décembre 2008.

Exception

Une entité ayant une contribution non significative doit intégrer le périmètre de consolidation si elle détient des parts dans des filiales qui vérifient un des critères ci-dessus décrits.

Exclusions du périmètre de consolidation

BMCE Bank exclut de son périmètre de consolidation les entités contrôlées ou sous influence notable, lorsque dès leur acquisition, les titres de ces entités sont détenus avec l'intention d'une cession à court terme. Ces titres sont, dans ce cas, comptabilisés dans la catégorie des actifs destinés à être cédés, et évalués à la juste valeur par le résultat.

Sont également exclues du périmètre de consolidation, les participations (hors participations majeures) détenues par des entités de capital-risque dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

2.2 Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à un tiers.

Evaluation initiale

Les immobilisations sont enregistrées initialement à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Evaluation ultérieure

Une immobilisation corporelle peut être évaluée selon deux méthodes :

- Le modèle du coût (méthode préférentielle) qui correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur;
- Le modèle de la réévaluation (méthode optionnelle) qui correspond à sa juste valeur à la date de la réévaluation diminuée du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Approche par composant

Dès lors que des éléments d'un actif présentent des durées d'utilité et des rythmes de consommation des avantages attendus différents, ils doivent être reconnus séparément, comme des composants distincts et amortis de façon systématique sur leurs durées d'utilité propres.

Règles d'amortissements

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif diminué de la valeur résiduelle, celle-ci correspondant au prix actuel de l'actif tenant compte de l'âge et de l'état estimés de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

L'amortissement d'un actif corporel s'étend sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser cet actif. L'amortissement doit refléter le rythme de consommation des avantages économiques futurs. Les méthodes et les durées

d'amortissement doivent être revues périodiquement par l'entreprise, et en conséquence, les dotations aux amortissements de l'exercice en cours et des exercices futurs doivent être réajustées.

Même si la juste valeur de l'actif comptable est supérieure à sa valeur comptable, on comptabilise l'amortissement et ce, tant que la valeur résiduelle ne dépasse pas sa valeur comptable.

Perte de valeur

Une perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

Options retenues par BMCE Bank

Évaluation initiale

Le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti, la privilégiant ainsi à la méthode de réévaluation prévue par la norme IAS 16. Toutefois, le Groupe a jugé pertinent d'appliquer la méthode de la réévaluation pour une partie des terrains.

La norme Groupe prévoit de ne pas intégrer dans le calcul du coût d'entrée d'une immobilisation les frais d'emprunts supportés à l'occasion.

Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle. Elle est donc nulle. En effet, les actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Durée d'amortissements

Le Groupe a adopté un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Approche par composant

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composant a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe pour le bilan d'ouverture est la reconstitution du coût historique amorti par composant en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition

	Immeubles sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80 ans	55%	80 ans	65%
Façade	30 ans	15%	-	-
Installations générales techniques	20 ans	20%	10 ans	15%
Agencements	10 ans	10%	20 ans	20%

Perte de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) est retenu comme indicateur de dépréciation.

2.3 Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

La norme IAS 40 laisse le choix de l'évaluation des immeubles de placement :

- Soit en juste valeur avec variation de JV en résultat chaque année ;
- Soit au coût amorti.

Toute option choisie, doit être appliquée à l'ensemble des immeubles de placement.

Options retenues par le Groupe BMCE Bank :

Recensement

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Valorisation

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût amorti pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

2.4 Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire et sans substance physique.

Elle est :

- Identifiable afin de la distinguer du Goodwill ;
- Contrôlée si l'entreprise a le pouvoir d'obtenir les avantages économiques futurs découlant de la ressource sous-jacente et si elle peut également restreindre l'accès à des tiers à ses avantages.

La norme IAS 38 distingue deux phases pour les immobilisations incorporelles générées en interne.

Phase	Immobilisation/charge
Recherche	Charge
Développement	Immobilisation

Les frais résultant de la phase de développement doivent être immobilisés s'il est possible de démontrer :

- La faisabilité technique du produit ;
- L'intention de mener à bien le projet ;
- La capacité de l'entreprise à le vendre ou à l'utiliser ;
- La capacité financière à mener à bien le projet ;
- Les avantages économiques futurs qui profiteront à l'entreprise.

Évaluation initiale

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

La norme IAS 38 fait référence à 2 méthodes pour l'évaluation postérieure d'une immobilisation incorporelle :

- Le coût amorti : l'immobilisation est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur ;



- La réévaluation : l'immobilisation incorporelle doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeurs ultérieures. La juste valeur doit être déterminée par rapport à un marché actif. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement sur une durée maximale de 20 ans. Une immobilisation incorporelle à durée de vie illimitée n'est pas amortie. Dans ce cas précis, un test de dépréciation devra être fait à chaque date de clôture.

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Perte de valeur

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

Options retenues par BMCE Bank :

Pour la première application, le Groupe a opté pour la reconstitution du coût amorti.

Il a été décidé, en outre, de ne pas activer les logiciels développés en interne dans le bilan d'ouverture et de mettre en place un système de suivi des coûts de développement dans le futur.

Pour l'évaluation postérieure des immobilisations incorporelles, le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti.

Amortissement

Le Groupe a décidé de maintenir les durées actuellement utilisées.

Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le Groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence, aucune valeur résiduelle ne serait retenue.

2.5 Titres

La norme IAS 39 répartit les actifs financiers en quatre catégories ainsi définies en fonction de l'intention de gestion :

ACTIFS EN JUSTE VALEUR PAR LA CONTREPARTIE DU COMPTE DE RÉSULTATS

Un instrument financier doit être classé dans cette catégorie s'il répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Il est considéré instrument financier de transaction, car :
 - Il est acquis ou contracté dans le but principal d'être vendu ou acheté à court terme ;
 - Il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers distincts pour lequel une indication d'un rythme effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ;
 - Il s'agit d'un dérivé (à l'exception d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture) ;
 - Il a été désigné comme tel lors de son acquisition.
- Tout instrument financier peut ainsi être classé en actifs

et passifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat sauf les investissements en actions ne disposant pas d'un marché actif et dont la juste valeur ne peut être précisément mesurée.

Les instruments dérivés sont considérés comme des actifs ou passifs à la juste valeur par résultat, sauf s'ils sont désignés en couverture.

Principes de comptabilisation

Evaluation initiale

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons cours inclus.

Evaluation ultérieure

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

INVESTISSEMENTS DETENUS JUSQU'A LEUR ECHEANCE

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixés ou déterminables et à échéance fixée que l'entité a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance. Il ne peut s'agir d'instruments financiers initialement désignés comme étant des actifs/passifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat ou correspondant à des prêts et créances.

Une entité ne peut classer un actif financier en investissement détenu jusqu'à échéance si l'entité a au cours de l'année en cours ou au cours des deux exercices précédents, vendu ou reclassé avant leur échéance une part significative de ce type d'investissement. Cette restriction ne s'applique pas aux cessions :

- Proches de l'échéance (moins de trois mois) pour lesquels le changement des taux de marché n'a pas un impact significatif sur la juste valeur des actifs concernés ;
- Survenant après la collecte d'une part substantielle du capital initial (environ 90% du principal de l'actif) ;
- Attribuables à un événement isolé, incontrôlable et qui ne pouvait être raisonnablement prévu ;
- Entre les entités du Groupe (ventes intragroupes).

Une entité n'a pas une intention manifeste de conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif financier ayant une échéance fixée si l'une des conditions suivantes est satisfaite :

- L'entité pense conserver l'actif financier pour une période indéfinie ;
- L'entité est prête à vendre l'actif en réponse à des variations affectant les taux d'intérêt du marché ou les risques, à des besoins de liquidité, à des changements dans la disponibilité et le rendement dégagé sur des placements alternatifs, à des changements dans les sources de financement, et dans les modalités de ces financements ou les risques sur monnaies étrangères ;
- L'émetteur a le droit de régler l'actif financier pour un montant sensiblement inférieur à son coût amorti.

Une entité ne démontre pas sa capacité à conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif à échéance fixée si l'une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Elle ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour continuer à financer son placement jusqu'à échéance ;

- Elle est assujettie à une contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de conserver l'actif financier jusqu'à échéance.

Principes de comptabilisation

Evaluation initiale

Les titres détenus jusqu'à échéance devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons inclus (dans un compte de créances rattachées).

Evaluation ultérieure

Par la suite, la comptabilisation sera au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (TIE).

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE).

La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'affectation au résultat

Le coût amorti est affecté en «produits d'intérêts et assimilés», les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession, sont enregistrés en «coût du risque».

Les plus-values de cession, dans les cas prévus par la norme IAS 39, sont enregistrées en «gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente».

PRÉTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont des actifs autres que des dérivés qui sont à paiements fixés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché financier actif. Les actifs suivants ne sont pas classés dans cette catégorie :

- Ceux que l'entité a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, lesquels doivent être classés dans la rubrique «actifs financiers détenus à des fins de transaction» et ceux que l'entité désigne comme actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat;
- Ceux désignés par l'entité comme disponibles à la vente;
- Ceux pour lesquels une part significative de l'investissement de base ne pourrait être recouvrée pour d'autres raisons que la détérioration du crédit et qui sont classés en disponibles à la vente.

Principes de comptabilisation

Comptabilisation au coût amorti (selon la méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'affectation au résultat

Le coût amorti est affecté en «produits d'intérêts et assimilés», les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession sont enregistrées en «coût du risque».

Les plus-values de cession, dans les cas prévus par la norme IAS 39, sont enregistrées en «gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente».

ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

Il s'agit des actifs financiers autres que les dérivés et qui sont désignés comme tels ou qui ne sont classés ni en prêts et créances, ni en investissements détenus jusqu'à leur échéance, ni en actifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat.

Principes de comptabilisation

En IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en «disponibles à la vente» sont les suivants :

Evaluation initiale

Les titres disponibles à la vente devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition (en théorie) et coupons courus inclus (dans un compte de créances rattachées).

Evaluation ultérieure

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en «disponibles à la vente» sont enregistrées en capitaux propres. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenus fixes est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

Principes de classification en résultat

La valorisation en juste valeur des titres de ce portefeuille est répartie entre les lignes suivantes du compte de résultat :

- «Produits d'intérêts» pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- «Résultat net sur actifs disponibles à la vente» pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- «Coût du risque» pour les dépréciations durables et réappréciation sur titres à revenu fixe ;
- Et la ligne de capitaux propres «variations de valeur sur actifs disponibles à la vente» pour le montant correspondant au complément de juste valeur.

Options retenues par BMCE Bank :

Le Groupe BMCE Bank a opté pour une classification selon l'intention de gestion et la nature des titres.

Au bilan d'ouverture, l'ensemble des titres sont comptabilisés à leur juste valeur lors de l'acquisition :

- **Titres de dettes** : nominal ajusté des décotes/surcotes, des primes de remboursement, du coupon ;
- **Titres actions** : prix de marché de l'action ou valeur liquidative à la date de souscription.



Le portefeuille titres se compose comme suit :

- Les titres de participations ;
- Les titres *trading* (Salle des Marchés) ;
- les titres réglementés.

TITRES DE PARTICIPATIONS

Classification

Ces titres sont classés dans la catégorie «Actifs disponibles à la vente», évalués à la juste valeur.

Valorisation

Titres cotés : la valeur de référence est le dernier cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

Dépréciation

Titres cotés : baisse du cours de bourse de 20% sur une période de 6 mois ;

Titres non cotés : selon les indices de dépréciation déterminés pour le bilan d'ouverture et le suivi du provisionnement.

TITRES TRADING (SALLE DES MARCHÉS)

Classification

L'intention de gestion est définie compte tenu de la gestion future de la Salle des Marchés, l'intention de gestion était, pour le bilan d'ouverture, principalement le «trading» pour la totalité des encours gérés par la Salle des Marchés.

Valorisation

Les titres cotés : la juste valeur correspond au cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

TITRES RÉGLEMENTÉS

Ce portefeuille a été classé en tant que titres détenus jusqu'à l'échéance.

2.6 Provisions

Provisions collectives

Si une entité détermine qu'il n'existe pas d'indication objective de dépréciation, significative ou non, pour un actif financier considéré individuellement, elle inclut cet actif dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Indices de dépréciation

Dans le cadre d'un examen collectif, un indice objectif de dépréciation peut se résumer à des événements observables indiquant qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe de prêts depuis que ces actifs ont été comptabilisés pour la première fois et ce, bien que cette diminution ne puisse encore être rattachée aux divers prêts composant ce groupe notamment :

- Les modifications défavorables de la capacité des emprunteurs faisant partie du groupe ou ;
- Une situation économique nationale ou locale corrélée aux défauts de paiement sur les actifs faisant partie du groupe.

Provisions individuelles

Font l'objet d'une provision, toutes les créances présentant, une ou plusieurs indications objectives de dépréciation. Les indications suivantes d'une dépréciation liée à l'avération d'un risque de crédit sont proposées par la norme :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur ;
- Une rupture de contrat tel qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal ;
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'entreprise, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagé en d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier suite à des difficultés financières ou ;
- Des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe y compris ;
- Des changements défavorables de la solvabilité des emprunteurs du groupe ou;
- Une situation économique nationale ou locale corrélée aux défauts de paiement sur les actifs faisant partie du groupe.

Méthode de provisionnement

La norme IAS 39 ne distingue pas de méthode différente pour l'évaluation des provisions sur encours «*impaired*» individuellement ou collectivement.

Au contraire, le principe unique à appliquer est de provisionner l'excédent de la valeur comptable du ou des actifs sur leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés de l'actif (ou du groupe d'actif) actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif.

La constitution de provisions n'intervient qu'en cas de dégradation observable du niveau de risque du groupe de créances et ayant une incidence mesurable sur les flux de trésorerie du groupe constitué.

Compte tenu de la méthodologie d'évaluation des valeurs recouvrables selon les IFRS, les établissements doivent être en mesure d'établir une corrélation entre l'indication objective de dépréciation observée et son incidence sur les flux de trésorerie attendus du portefeuille concerné.

Perte de valeur

Selon le référentiel IFRS, la perte de valeur se mesure comme la différence entre, d'une part, la valeur comptable des créances, et d'autre part la valeur recouvrable, celle-ci correspondant à la valeur actuelle des flux de récupération attendus, actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de la créance.

Options retenues par BMCE Bank :

Provisions collectives

Seules les pertes avérées sont provisionnées tel que stipulé par la norme. Les pertes attendues ne peuvent faire l'objet d'un provisionnement.

Dans le cadre du traitement de la provision collective, le

Groupe BMCE Bank a défini pour son portefeuille clientèle un certain nombre de critères qui permettent d'analyser le comportement des créances, et les catégoriser dans des types d'anomalies qui vont servir à la formation de groupes homogènes.

La méthode utilisée consiste à étudier l'évolution des dossiers classés sous surveillance au cours des exercices antérieurs pour déterminer un taux de passage en contentieux. Le taux de provisionnement IFRS, en plus du taux de passage en contentieux sont alors appliqués à l'encours sous surveillance pour la détermination de la provision collective.

Provisions individuelles

Le Groupe a jugé possible et nécessaire d'appliquer le principe de la contagion pour l'identification des encours présentant des indications objectifs de dépréciation selon les normes IFRS.

Pour le calcul de l'impact estimé à l'ouverture, le portefeuille de créances en souffrance de BMCE Bank a été segmenté de la façon suivante :

- «Gros dossiers» :
- Revue individuelle par BMCE Bank de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps ;
- La provision en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus;
- La population non couverte par les «gros dossiers» fait l'objet d'une extrapolation sur la base des taux de provisionnement IFRS (calculés pour les gros dossiers)

2.7 Goodwill

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Ce coût est majoré de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises. En revanche, les coûts généraux sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis, aux passifs et passifs éventuels assumés L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date. Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du *Goodwill*.

Goodwill

A la date d'acquisition, le *Goodwill* est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Après sa comptabilisation initiale, le *Goodwill* doit être évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Le *Goodwill* ne peut plus être amorti et un test de dépréciation est appliqué.

Options retenues par BMCE Bank

- Conformément à la norme IFRS 1, BMCE Bank a choisi de ne pas retraiter les *Goodwill* existants ;
- Les amortissements des *Goodwill* ne seront plus appliqués ;
- Des tests de dépréciation réguliers seront mis en place. Ces tests s'appuient sur l'observation régulière (annuelle au minimum) d'indice de perte de valeur.

2.8 Ecarts de conversion

Les dispositions générales concernant les écarts de conversion contenues dans IAS 21 "Effets de la variation des cours de change" sont les suivantes :

- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan au coût historique demeurent au coût historique ;
- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan en juste valeur, sont convertis au cours en vigueur à la date de l'évaluation de la juste valeur ;
- Les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à la date d'évaluation ;
- Les éléments de comptes de résultat sont convertis aux cours en vigueur aux dates de réalisation des transactions enregistrées, à l'exception des dotations aux amortissements et aux provisions passées sur éléments non monétaires qui sont convertis au cours historique.

Les différences de change sur éléments monétaires sont comptabilisées en résultat de la période.

Conversion des comptes des entreprises étrangères consolidées

Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice :

- Les produits et les charges sont convertis aux cours de vigueur en date de chacune des transactions, pour des raisons pratiques, un taux moyen peut être utilisé sauf variations significatives ;
- Les écarts de conversion constatés sont portés en capitaux propres en distinguant la part revenant aux intérêts minoritaires.

Options retenues par BMCE Bank :

Pour les titres de participation non consolidés, qui seront classés en AFS (actifs disponibles à la vente), les écarts de conversion seront une composante de la juste valeur comptabilisée en capitaux propres.

Le Groupe BMCE Bank a considéré que son écart de conversion cumulé à la date de transition était nul pour l'ensemble de ses activités étrangères.

Dans ce cas, les conséquences sont les suivantes :

- Les écarts ou réserves de conversion sont reclassés, au sein des capitaux propres d'ouverture ;
- Les écarts de conversion cumulés antérieurs à la date de transition aux IFRS n'entrent pas dans la détermination du résultat de cession future des activités concernées. En cas de cession ultérieure, l'entité ne constatera pas ces écarts en résultat. En revanche, elle constatera en résultat tout écart de conversion né après la date de mise en application des IFRS sur les filiales concernées.

2.9 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Critère de classification

Selon l'IFRS 5, une entité doit classer un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) comme détenu en



vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Cette notion n'existe pas dans le référentiel comptable marocain.

L'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs et sa vente doit être hautement probable.

NB : Si les critères de classement ne sont plus satisfaisants, le classement en «held for sale» ne doit pas être conservé.

Les actifs non courants sont alors évalués au plus faible des 2 montants suivants :

- VNC à la date de classement en «held for sale» ajustée des montants qui auraient été comptabilisés en amortissement, pertes de valeur et réévaluations si l'actif n'avait jamais été classé en «held for sale» et ;
- Valeur recouvrable à la date de la décision de changement.

Évaluation

Un actif non courant détenu en vue de la vente doit être évalué au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Il n'est plus amorti dès lors qu'il se trouve dans cette catégorie «held for sale».

Comptabilisation des pertes de valeurs et reprises ultérieures

Toutes les pertes de valeurs ultérieures ou initiales lors de l'évaluation à la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente sont comptabilisées immédiatement.

Les reprises liées à l'augmentation ultérieure de la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente ne sont comptabilisées qu'à concurrence des pertes de valeurs préalablement comptabilisées.

Options retenues par BMCE Bank

Dans le cas de BMCE Bank, il n'existe pas d'immobilisations répondant à la définition et aux critères de comptabilisation «d'actifs non courants détenus en vue de la vente».

2.10 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Évaluation

Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

La norme IAS 37 prévoit l'actualisation du montant de la provision si l'effet est significatif.

Trois critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- Obligation actuelle envers un tiers ;
- Forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;
- Fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

Options retenues par BMCE Bank

Pour la première application (*First time adoption*) :

- La Banque a actualisé les provisions pour risques et charges répondant aux trois critères cités dès lors que l'impact est significatif ;
- Concernant les provisions incompatibles, celles-ci ont été reprises par les capitaux propres.

2.11 Crédits hors marché

En normes IFRS, la valeur d'entrée d'un prêt est égale à sa juste valeur augmentée des coûts de transactions internes et externes directement attribuables à l'émission du prêt.

La juste valeur est égale :

- Au nominal si le taux du prêt est «dans le marché» et en l'absence de coût de transactions ;
- A la somme des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux de marché ; la différence entre le taux de marché et le taux contractuel du prêt entraîne la constatation d'une décote qui est constatée immédiatement en résultat puis reprise sur la durée de vie du prêt.

Afin de déterminer le caractère «hors marché» d'un prêt émis, il conviendrait de se demander si l'émetteur du prêt a offert des conditions de financement très favorables par rapport à celles généralement pratiquées par la concurrence afin de conquérir un client. Dans l'affirmative, une décote correspondant à la différence entre le taux du marché à l'émission et le taux contractuel est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

Options retenues par BMCE Bank

BMCE Bank devra donc déterminer les prêts émis par le Groupe à des taux qui peuvent être considérés comme «hors marché».

En l'absence de référence claire de la norme sur la notion de «hors marché», il a été décidé de s'appuyer sur les taux planchers communiqués par Bank Al-Maghrib.

2.12 Crédit-bail

Selon la norme IAS 17, le crédit bail est un contrat par lequel le propriétaire (ou bailleur) transfère le droit d'utilisation d'un actif au preneur en contrepartie de redevances et avec option d'un droit de propriété à l'échéance.

Classifications des contrats

La norme IAS 17 distingue deux types de contrats de crédit-bail :

1. Les contrats de location financement : ce type de contrat a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non in fine.

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

La norme IAS 17 indique cinq exemples de situations qui conduisent normalement à considérer un contrat comme un contrat de location financement :

- Le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- Le contrat de location donne au preneur l'option

d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée ;

- La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété ;

- Au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;

- Les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter des modifications majeures.

Comptabilisation des contrats de location financement

- Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location ;

- Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêts représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir ;

- La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location financement.

2. Les contrats de location opérationnelle (ou contrat de location simple) : ce contrat ne transfère pas au preneur de crédit-bail tous les risques et avantages liés à la propriété.

Comptabilisation des contrats de location opérationnelle :

- Les actifs faisant l'objet de contrats de location simple doivent être comptabilisés au bilan du bailleur selon la nature de l'actif ;

- Compte de résultat : les revenus locatifs provenant des contrats de location simple doivent être comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de la diminution de l'avantage retiré de l'utilisation de l'actif loué ;

- L'amortissement des actifs loués doit se faire sur une base cohérente avec la politique normalement suivie par le bailleur pour l'amortissement d'actifs similaires et la dotation aux amortissements doit être calculée sur la base indiquée par IAS 16 (immobilisations corporelles) et IAS 38 (immobilisations incorporelles).

Options retenues par BMCE Bank

Les entités concernées par l'application de la norme relative au crédit-bail sont Maghrebail et Salafin.

Les contrats portés par ces 2 entités correspondent à la définition de la location-financement.

L'ensemble des contrats de crédit-bail du Groupe BMCE étant classé en location-financement, le traitement comptable actuellement appliqué dans le cadre des comptes consolidés est conforme aux IFRS. Ainsi, l'impact est nul.

2.13 Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

Avantages à court terme

Avantages dûs les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paie un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dûs intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme.

Principes d'évaluation

La méthode d'évaluation est la méthode des unités de crédit projetées avec service proraté. Cette méthode passe par deux phases :

1. Une évaluation des droits à terme moyennant des hypothèses actuarielles, les droits à terme correspondant aux cash-flows futurs ;

2. Une répartition des droits à terme sur la période d'activité au cours de laquelle BMCE Bank bénéficie des services de ses employés.

Les principales hypothèses actuarielles :

Des hypothèses financières, à savoir le taux d'actualisation et le taux d'inflation ;

Des hypothèses socio-économiques : le taux d'augmentation des salaires, le taux de sortie des bénéficiaires, l'âge et les modalités de départ à la retraite ;

Des hypothèses de mortalité : les dépenses de santé pour les régimes de frais médicaux.

Principes de comptabilisation

Définitions

- Valeur actualisée de l'obligation : engagement brut i.e. valeur actuarielle des droits des participants ou dette actuarielle ;

- Eléments non reconnus : pertes et gains latents à amortir dans le futur ou éléments non reconnus.

Comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi

La provision à constituer est égale à l'engagement net diminué des éléments non reconnus. Ces éléments non reconnus peuvent être de deux natures :

- Dans le cas où la société opte pour la méthode du corridor, les pertes et gains actuariels, qui sont constitués de la différence entre la valeur actualisée de l'obligation réelle à la clôture et la valeur actualisée de l'obligation estimée à la clôture sur la base de la valeur actualisée de l'obligation d'ouverture et des événements de l'exercice, ont deux origines :

i. Une modification des hypothèses actuarielles entre l'ouverture et la clôture suite à des événements particuliers de l'exercice ou des modifications de l'environnement économique général : il s'agit des pertes et gains actuariels sur hypothèses ;

ii. Une différence entre les prévisions à l'ouverture de comportement socio-économique des salariés ou de comportement de l'environnement général au cours de l'exercice et traduit dans les hypothèses actuarielles- et la réalité : il s'agit des pertes et gains actuariels d'expérience ;

- Les coûts des services passés, qui se constatent lors d'une modification du régime et sont constitués de la variation consécutive de l'engagement à la date de génération de la modification du régime.

Les éléments non amortis s'amortissent de manière différente :

- Le coût des services passés s'amortit linéairement entre la date de modification et la date à laquelle les droits sont acquis.

La règle du corridor consiste à amortir au minima au cours d'un exercice, et sur la durée d'activité résiduelle des participants à la clôture, le montant de pertes ou de gains actuariels non reconnus supérieur en valeur absolue à 10% du montant de la dette actuarielle à l'ouverture ou du montant des actifs de couverture si ce dernier montant lui est supérieur.

Comptabilisation des autres avantages à long terme

La provision à constituer à chaque clôture est égale à la valeur actuelle de l'obligation.

Options retenues par la BMCE Bank

Une provision doit être constituée, à chaque clôture, égale à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies évaluées actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les avantages au personnel comptabilisés correspondent à la médaille du travail et l'indemnité de fin de carrière.

Cependant, aucune provision relative à la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM) n'a été constatée, en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires.

2.14 Crédits restructurés

Les crédits restructurés incluent les encours ayant subi, en raison des difficultés de la contrepartie, une restructuration entraînant une modification de la rémunération de la Banque.

Principes comptables

Lorsqu'un crédit est restructuré du fait de la situation financière d'un débiteur, les flux futurs du crédit sont actualisés au TIE d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable du crédit est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Options retenues par BMCE Bank :

Les dossiers restructurés ont été identifiés par recoupement entre les comptes comptables affectés aux encours consolidés et les fichiers de suivi de la gestion globale des engagements sur la base d'un scope d'encours supérieur à 10 MMAD.

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date de renégociation, des flux contractuels initiaux actualisés au TIE;

- Et la somme, à la date de renégociation, des flux contractuels renégociés actualisés au TIE.

Pour le bilan d'ouverture, la décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie des capitaux propres, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits de PNB.

En traitement récurrent, les décotes sont comptabilisées en charges au moment de la restructuration.

2.15 Actions propres

Si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité. Les actions propres peuvent être acquises ou détenues par l'entité ou par d'autres membres du Groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

Les titres d'autocontrôle détenus dans le cadre de plans de stock-options en faveur des salariés doivent, quel que soit le but de leur acquisition, être portées en déduction des capitaux propres consolidés.

Options retenues par BMCE Bank :

L'ensemble des titres BMCE détenus par les entités du Groupe doit être annulé des capitaux propres.

L'entité impute directement au débit des capitaux propres, nettes de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent, les distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres.

Les coûts d'une transaction portant sur les capitaux propres, à l'exclusion des coûts d'émission d'un instrument de capitaux propres, directement attribuables à l'acquisition d'une entité doivent être comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent.

Seule BMCE Bank Maroc est concernée par l'application de cette norme.

2.16 Taux d'intérêt effectif

L'IAS 39 définit le taux d'intérêt effectif comme étant le taux qui égalise les *cash flows* futurs estimés actualisés et la valeur comptable initiale du prêt, la valeur initiale intégrant les produits et les coûts de transaction.

Coûts et commissions à intégrer dans le calcul du TIE

Coûts :

Les coûts à étailler via le TIE correspondent selon la norme IAS 39 aux coûts de transaction.

Ces derniers sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un

actif ou d'un passif financier.

Commissions :

L'IAS 18 distingue 3 catégories de commissions selon leur finalité :

- Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif global;
- Les commissions d'octroi reçus ;
- Les commissions d'engagements reçus ;
- Les commissions acquises à mesure que des services sont fournis ;
- Les commissions acquises pour l'exécution d'un acte important.

Principes comptables

Les prêts émis sont comptabilisés au coût amorti à l'aide du Taux d'Intérêt Effectif.

Options retenues par BMCE Bank :

L'analyse a montré que les coûts et commissions sont peu significatifs. Il a été décidé par conséquent de ne pas les étaler pour la FTA. Par ailleurs, un suivi régulier des coûts et produits de transactions devra être effectué pour s'assurer de leur caractère non significatif.

En fonction de l'importance significative, le Groupe aura à étaler ou non les coûts et produits de transactions pour les crédits à plus d'un an. Les crédits à moins d'un an seront maintenus au coût historique.

2.17 Dépôts de la clientèle :

Principes comptables

Évaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif financier, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission du passif financier.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer un actif financier au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf :

- Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- Les passifs financiers qui surviennent quand un transfert d'actif financier ne répond pas aux conditions de décomptabilisation ou quand il est comptabilisé selon l'approche de l'implication continue.

Options retenues par BMCE Bank :

- Actuellement, le Groupe classe tous les dépôts dans la catégorie des autres passifs financiers, aucun n'est classé dans la catégorie «passifs financiers détenus à des fins de transaction» ;

- Les dépôts de BMCE Bank sont systématiquement d'une durée maximale d'un an. De ce fait, la position retenue a été de considérer que l'impact du calcul d'une décote et son étalement sur la durée de dépôt était non significatif ;

- Aucun élément à intégrer au calcul n'a été identifié concernant les dépôts, qu'ils fassent partie du stock ou de la nouvelle production. A ce stade, le TIE est donc le taux facial du dépôt ;

- Aucun retraitement n'a été prévu pour les comptes

à vue et les comptes sur carnets ;

- Pour les avances sur dépôts rémunérés, celles-ci doivent être constatées en prêts et créances et traitées en tant que tels.

2.18 Impôts différés :

L'impôt différé est une correction apportée à la charge d'impôt et/ou la situation nette qui a pour effet de gommer l'effet des différences temporelles d'imposition.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur.

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer.

En cas de changement de taux d'impôt ou de règles fiscales, l'impact sur les impôts différés est comptabilisé selon le principe de symétrie : si l'impôt différé a été comptabilisé initialement en capitaux propres, l'ajustement est également comptabilisé en capitaux propres sinon la comptabilisation de l'impact se fait en résultat.

Options retenues par BMCE Bank :

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les ID dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

Par ailleurs, en IFRS, l'expression «recouvrement probable» devrait être interprétée comme signifiant un «recouvrement plus probable qu'improbable», ce qui pourrait donner lieu, dans certains cas, à la comptabilisation de davantage d'impôts différés actifs qu'en principes comptables, où cette expression est souvent interprétée comme supposant un fort degré de probabilité.

2.19 Dérivés :

Un dérivé est un instrument financier (ferme ou optionnel) qui varie en fonction de la valeur d'un sous-jacent tel que les taux d'intérêts, le cours d'une action, d'une matière première... Ce sont généralement des instruments avec effet de levier important et une mise de départ faible. Les instruments dérivés usuels sont les swaps, les options et les ventes à terme.

Les dérivés (swaps, options...) sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. A chaque date d'arrêté, ils sont réévalués au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur sont constatées en résultat.

Options retenus par le Groupe BMCE Bank :

Les analyses menées en interne ont conduit de conclure à l'absence d'opérations de couverture réalisées par le Groupe BMCE.

Le retraitement au 31 décembre 2008 a porté sur l'exhaustivité des produits dérivés.



Etats Financiers Consolidés

Bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007

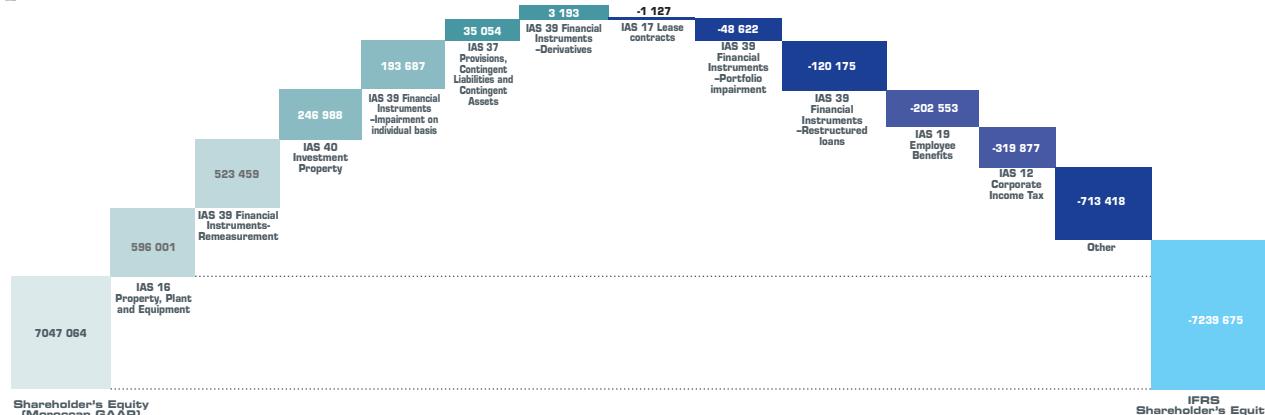
ACTIF IFRS

	RECLASSEMENTS			RETRAITEMENTS											
	31/12/2006 Normes locales	Autres reclasse- ments	Ventilation du portefeuille titres	Total Reclas- sements	Immeubles d'exploita- tion et de place- ment IAS 16, 40	Contrats de location IAS 17	Engage- ments sociaux IAS 19	FRBG IAS 37	Autres normes	Dépréciation du risque de crédit	Valorisa- tion des instruments financiers en valeur de marché par résultat	Plus-values nettes latentes sur portefeuille de titres	Autres éléments	Total Retrai- tements	Normes IFRS 01/01/2007
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 883 528													7 883 528	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	10 502 058	10 502 058									100 621	-800 309	-699 688	9 802 370	
Instruments dérivés de couverture															
Actifs financiers disponibles à la vente	13 357 355	-11 721 386	-11 721 386								426 430	426 430	2 062 399		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 324 319													14 324 319	
Prêts et créances sur la clientèle	45 785 167									-120 175	145 065		24 890 45 810 057		
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux															
Placements détenus jusqu'à leur échéance	1 219 328	1 219 328												1 219 328	
Actifs d'impôt exigible	293 715													293 715	
Actifs d'impôt différé	83 031									156 288			156 288	239 319	
Comptes de régularisation et autres actifs	1 159 562									-24 683			-24 683	1 134 879	
Actifs non courants destinés à être cédés															
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 634													184 634	
Immeubles de placement	216 506	216 506	246 988										246 988	463 494	
Immobilisations corporelles	1 840 684	-216 506	-216 506	596 001	-3 138								592 863	2 217 041	
Immobilisations incorporelles	140 640													140 640	
Écarts d'acquisition	21 297													21 297	
TOTAL ACTIF	85 073 932			842 989	-3 138					11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088 85 797 020

PASSIF IFRS

	RECLASSEMENTS			RETRAITEMENTS															
	31/12/2006 Normes locales	Autres re- classements	Ventilation du portefeuille titres	Total Reclas- sements	Immeubles d'exploita- tion et de place- ment IAS 16, 40	Contrats de location IAS 17	Engagements sociaux IAS 19	FRBG IAS 37	Autres normes	Dépréciation du risque de crédit	Valorisa- tion des instruments financiers en valeur de marché par résultat	Plus-values nettes latentes sur portefeuille de titres	Autres éléments	Total Retrai- tements	Normes IFRS 01/01/2007				
Banques centrales, Trésor public, CCP																			
Passifs financiers à la JV par résultat																			
Instruments dérivés de couverture																			
Dettes envers les EC et assimilés	5 013 327													5 013 327					
Dettes envers la clientèle	67 618 132													67 618 132					
Dette représentée par un titre	1 076 635													1 076 635					
Titres de créance émis																			
Ecart de rééval ¹ passif des PTF couverts en taux																			
Passifs d'impôt exigible	422 221													422 221					
Passifs d'impôt différé	172 294									478 983			478 983	651 277					
Comptes de régularisation et autres passifs	2 223 696									-111 574			-111 574	2 112 122					
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés																			
Provisions techniques des contrats d'assurance																			
Provisions	69 823									202 553	-44 666			157 887	227 710				
Subventions et fonds assimilés																			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 020 368													1 020 368					
Capitaux propres																			
Capitaux propres part du groupe																			
Capital et réserves liées	5 869 125													-800 309	-800 309	5 068 816			
Réserve consolidée	343 870									842 989	-1 127	-202 553	35 054	-353 161	145 065	100 621	426 031	992 919	1 336 789
Gains ou pertes latentes ou différences																			
Résultat de l'exercice	834 069													834 069					
Intérêts minoritaires	410 372									-2 011	9 612	-2 818			399	5 182	415 554		
TOTAL PASSIF	85 073 932			842 989	-3 138					11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088 85 797 020				

DECLINAISON DES IMPACTS IFRS



PASSAGE DU BILAN DES NORMES PCEC AUX NORMES IAS/IFRS

ACTIF DEC 2007	MONTANT PCEC	RETRAITEMENTS	RECLASSEMENTS	MONTANT IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 084 789			8 084 789
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		-2 213 698	11 877 016	9 663 318
Instruments dérivés de couverture				
Actifs financiers disponibles à la vente	14 652 432	172 960	-13 810 281	1 015 111
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	19 720 186			19 720 186
Prêts et créances sur la clientèle	58 962 534	22 674		58 985 208
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux				
Placements détenus jusqu'à leur échéance			1 933 265	1 933 265
Actifs d'impôt exigible	357 743			357 743
Actifs d'impôt différé	83 031	133 526		216 557
Comptes de régularisation et autres actifs	2 844 728	-5 686		2 839 042
Actifs non courants destinés à être cédés				
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 577			184 577
Immeubles de placement		246 786	229 096	475 882
Immobilisations corporelles	1 972 055	602 769	-229 096	2 345 728
Immobilisations incorporelles	268 155			268 155
Écarts d'acquisition	19 607	6 479		26 086
TOTAL ACTIF	107 149 837	-1 034 190		106 115 647

PASSIF DEC 2007	MONTANT PCEC	RETRAITEMENTS	RECLASSEMENTS	MONTANT IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		747		747
Instruments dérivés de couverture				
Dettes envers les établissements de crédit	9 143 599			9 143 599
Dettes envers la clientèle	81 969 131			81 969 131
Titres de créance émis	816 407			816 407
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux				
Passifs d'impôt courant	554 457			554 457
Passifs d'impôt différé	203 475	328 112		531 587
Comptes de régularisation et autres passifs	4 794 835	-130 189		4 664 646
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés				
Provisions techniques des contrats d'assurance				
Provisions pour risques et charges	178 057	94 696		272 753
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie				
Dettes subordonnées	1 002 576			1 002 576
Capital et réserves liées	6 220 109	-2 210 289		4 009 820
Réserves consolidées				
- Part du groupe	425 099	1 413 336		1 838 435
- Part des minoritaires	441 012	5 182		446 194
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe		-122 075		-122 075
Résultat net de l'exercice				
- Part du groupe	1 273 858	-420 825		853 033
- Part des minoritaires	127 222	7 115		134 337
TOTAL PASSIF	107 149 837	-1 034 190		106 115 647

PASSAGE DU COMPTE DE RÉSULTAT DES NORMES PCEC AUX NORMES IAS/IFRS

CPC DEC 2007	MONTANT PCEC	RETRAITEMENTS	RECLASSEMENTS	MONTANT IFRS
MARGE D'INTÉRÊTS	2 479 867	39 345		2 519 212
MARGE SUR COMMISSIONS	818 107			818 107
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	1 593 914	-800 936		792 978
PRODUIT NET BANCAIRE	5 026 768	-761 591		4 265 177
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 488 767	-751 888		1 736 879
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	2 163 580	-723 780		1 439 800
RÉSULTAT NET	1 401 080	-413 710		987 370
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 273 857	-420 825		853 033



Etats Financiers Consolidés

AU 31 DÉCEMBRE 2008



Bilan Consolidé



ACTIF IFRS

	2008 IFRS	2007 IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 761 642	8 084 789
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16 830 734	9 663 318
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 396 746	1 015 111
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	21 586 233	19 720 186
Prêts et créances sur la clientèle	85 709 392	58 985 208
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	5 928 425	1 933 265
Actifs d'impôt exigible	602 944	357 743
Actifs d'impôt différé	369 578	216 557
Comptes de régularisation et autres actifs	4 210 653	2 839 042
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	191 437	184 577
Immeubles de placement	505 076	475 882
Immobilisations corporelles	3 570 068	2 345 728
Immobilisations incorporelles	547 948	268 155
Ecarts d'acquisition	249 969	26 086
TOTAL ACTIF IFRS	150 460 845	106 115 647

(en milliers de dirhams)



PASSIF IFRS

	2008 IFRS	2007 IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	280	747
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 647 116	9 143 599
Dettes envers la clientèle	113 449 746	81 969 131
Titres de créance émis	4 587 442	816 407
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt courant	375 331	554 457
Passifs d'impôt différé	935 380	531 587
Comptes de régularisation et autres passifs	5 719 501	4 664 646
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	325 453	272 753
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	4 155 748	1 002 576
Capital et réserves liées	3 300 401	4 009 820
Réserves consolidées	-	-
- Part du groupe	1 524 790	1 838 435
- Part des minoritaires	2 101 347	446 194
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	-98 699	-122 075
Résultat net de l'exercice	-	-
- Part du groupe	830 442	853 033
- Part des minoritaires	606 567	134 337
TOTAL PASSIF IFRS	150 460 845	106 115 647

(en milliers de dirhams)

● COMPTE DE RESULTAT IFRS CONSOLIDE

2008
IFRS

2007
IFRS

Intérêts et produits assimilés	9 206 758	6 345 364
Intérêts et charges assimilés	-5 081 832	-3 826 152
Marge d' intérêts	4 124 926	2 519 212
Commissions perçues	1 279 540	924 846
Commissions servies	-129 230	-106 739
Marge sur commissions	1 150 310	818 107
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	477 446	276 659
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	25 335	516 319
Résultat des activités de marché	502 781	792 978
Produits des autres activités	419 443	275 391
Charges des autres activités	-179 000	-140 511
PRODUIT NET BANCAIRE	6 018 460	4 265 177
Charges générales d'exploitation	-3 569 552	-2 334 999
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-331 554	-193 299
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 117 354	1 736 879
Coût du risque	-88 996	-318 066
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 028 358	1 418 813
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	32 771	16 367
Gains ou pertes nets sur autres actifs	48 777	4 620
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	2 109 906	1 439 800
Impôts sur les bénéfices	-672 897	-452 430
RÉSULTAT NET	1 437 009	987 370
Résultat hors groupe	606 567	134 337
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	830 442	853 033
Résultat par action (en dirham)		
Résultat dilué par action (en dirham)		

(en milliers de dirhams)

● VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2006	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859		7 239 675	415 554	7 655 229
Impact des changements de méthodes comptables								
Capitaux propres d'ouverture corrigés au 01.01.2007	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859		7 239 674	415 554	7 655 229
Opérations sur capital	350 984			-353 364		-2 380	30 640	28 260
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			-1 409 980			-1 409 980		-1 409 980
Dividendes				-399 477		-399 477		-399 477
Résultat de l'exercice				853 033		853 033	134 337	987 370
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				420 417	-159 686	260 731		260 731
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)					37 611	37 611		37 611
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				420 417	-122 075	298 342		298 342
Variation de périmètre								
Capitaux propres clôture 31.12.2007	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2007 corrigés	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Opérations sur capital	748 150			-537 617		210 533	-65 201	145 332
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			-1 457 569			-1 457 569		-1 457 569
Dividendes				-485 222		-485 222		-485 222
Résultat de l'exercice				830 442		830 442	606 567	1 437 009
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (E)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-223 412	83 423	-139 989		-139 989
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					-60 047	-60 047		-60 047
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-223 412	23 376	-200 036		-200 036
Variation de périmètre				79 573		79 573	1 586 017	1 665 590
Capitaux propres clôture 31.12.2008	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848

(en milliers de dirhams)

**Extrait des Notes Annexes
aux Etats Financiers Consolidés**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 / 12 / 08

	2007	2008
Résultat avant impôts	1 439 800	2 109 906
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	193 299	331 554
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	318 066	-49 227
+/- Dotations nettes aux provisions		-16 190
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	16 367	32 771
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-77 501	-104 526
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-285 576	-183 129
+/- Autres mouvements		
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	164 655	11 253
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-526 544	1 637 471
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	436 797	5 807 682
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-580 895	-9 361 721
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-868 869	-470 061
- Impôts versés	-452 430	-575 106
Diminution/(Augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-1 991 941	-2 961 735
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-387 486	-840 576
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	837 782	-113 024
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-130 775	-527 816
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	707 007	-640 840
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-321 976	-985 222
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	203 716	3 143 491
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-118 260	2 158 269
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	201 261	676 853
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	7 883 528	8 084 789
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	7 883 528	8 084 789
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 084 789	8 761 642
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 084 789	8 761 642
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Variation de la trésorerie nette	201 261	676 853

(en milliers de dirhams)

MARGE D'INTERETS

	Déc-08			Déc-07		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	7 352 869	4 187 918	3 164 951	5 324 091	3 327 993	1 996 098
Comptes et prêts/emprunts	4 575 267	1 919 969	2 655 298	2 758 462	1 232 390	1 526 072
Opérations de pensions						0
Opérations de location-financement	2 777 602	2 267 949	509 653	2 565 629	2 095 603	470 026
Opérations interbancaires	692 652	529 337	163 315	657 990	473 676	184 314
Comptes et prêts/emprunts	264 024	529 337	-265 313	510 724	473 676	37 048
Opérations de pensions	428 628		428 628	147 246		147 246
Emprunts émis par le Groupe						
Instruments de couverture de résultats futurs						
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux						
Portefeuille de transactions	1 152 119	364 577	787 542	362 102	24 483	337 619
Titres à revenu fixe	766 166	364 577	401 589	251 146	24 483	226 663
Opérations de pensions						
Prêts/emprunts	935		935			
Dettes représentées par un titre	385 018		385 018	110 956		110 956
Actifs disponibles à la vente	9 118		9 118	1 181		1 181
Actifs détenus jusqu'à échéance	9 118		9 118	1 181		1 181
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS OU ASSIMILÉS	9 206 758	5 081 832	4 124 926	6 345 364	3 826 152	2 519 212

(en milliers de dirhams)

COMMISSIONS NETTES

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	428 589	10 753	417 836
Avec les établissements de crédit			
Avec la clientèle	262 425		262 425
- Sur titres de change	65 818		65 818
- Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	100 346	10 753	89 593
Prestation de services bancaires et financiers	850 951	118 477	732 474
Produits nets de gestion d'OPCVM	-		
Produits nets sur moyen de paiement	492 212	108 374	383 838
Assurance			
Autres	358 739	10 103	348 636
Produits nets de commissions	1 279 540	129 230	1 150 310

(en milliers de dirhams)

COÛT DU RISQUE DE LA PÉRIODE

	2008	2007
Dotations aux provisions	-406 832	-1 056 624
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-292 231	-614 099
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-4 370	
Autres provisions pour risques et charges	-110 231	-442 525
Reprises de provisions	472 249	792 866
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	345 612	327 154
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	216	1 212
Reprises des autres provisions pour risques et charges	126 421	464 500
Variation des provisions	-154 413	-54 308
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-96 231	-106 740
Décote sur les produits restructurés	-114 918	31 986
Récupérations sur prêts et créances amorties	56 736	20 446
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-88 996	-318 066

(en milliers de dirhams)

INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information comptable et financière au sein du Groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôles d'activité :

- Banque au Maroc : BMCE Bank Activité Maroc
- Gestion d'actif : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion, Casablanca Finance Market
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Maghrebail, Maroc Factoring, Acmar
- Activités à l'International : BMCE Bank Off Shore, BMCE Paris, BMCE International (Madrid), Banque de développement du Mali, La Congolaise de Banque, MediCapital Bank, Bank Of Africa,



INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Résultat par secteur opérationnel	Exercice 2008				
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISÉS	ACTIVITÉS INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'Intérêt	2 150 636	(1 261)	514 494	1 461 057	4 124 926
Marge sur commission	579 957	143 648	2 802	423 903	1 150 310
Produits nets bancaires	2 901 771	252 716	520 446	2 343 527	6 018 460
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	(2 021 362)	(225 079)	(126 706)	(1 527 959)	(3 901 106)
Résultat d'exploitation	1 023 870	1 873	287 732	803 879	2 117 354
Charges ou Produits d'impôt sur le résultat	(335 236)	(33 814)	(132 102)	(171 745)	(672 897)
Résultat Part du groupe	570 741	48 765	140 193	70 743	830 442

(en milliers de dirhams)

Bilan par secteur d'activité

TOTAL BILAN	110 386 335	353 927	8 588 829	31 131 754	150 460 845
ELEMENTS D'ACTIF					
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	991 008	14 552	41 909	349 277	1 396 746
PRÊTS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	59 363 292		9 836 348	16 509 752	85 709 392
PLACEMENTS DETENUS JUSQU'A ECHEANCE	2 138 999	480	27	3 788 919	5 928 425
ELEMENTS DU PASSIF					
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	89 124 033		709 333	23 616 380	113 449 746
FONDS PROPRES	4 833 635	115 985	1 047 663	2 267 565	8 264 848

Stratégie : Voir chapitre Gestion des Risques et Finances

(en milliers de dirhams)

REPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODELE UTILISE POUR LA VALORISATION

	31/12/08				31/12/07			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	16 830 734			16 830 734	9 663 318			9 663 318
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option								

(en milliers de dirhams)

 **ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT**

	31/12/08			31/12/07		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créances négociables	5 808 584	5 808 584	3 295 065	3 295 065	3 295 065	3 295 065
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 379 613	5 379 613	3 132 612	3 132 612	3 132 612	3 132 612
Autres titres de créances négociables	428 971	428 971	162 453	162 453	162 453	162 453
Obligations	704 645	704 645	2 118 789	2 118 789	2 118 789	2 118 789
Obligations d'Etat	135 794	135 794	246 926	246 926	246 926	246 926
Autres obligations	568 851	568 851	1 871 863	1 871 863	1 871 863	1 871 863
Actions et autres titres à revenu variable	10 317 505	10 317 505	4 249 464	4 249 464	4 249 464	4 249 464
Opérations de pension						
Prêts						
- Aux établissements de crédit						
- À la clientèle entreprises						
- À la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction						
Instruments dérivés de cours de change						
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	16 830 734	0	16 830 734	9 663 318	0	9 663 318
Dont titres prêtés						
Hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts						
Etablissements de crédit						
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	280	280	747	747	747	747
Instruments dérivés de cours de change	1 335	1 335	747	747	747	747
Instruments dérivés de taux d'intérêt	67	67	67	67	67	67
Instruments dérivés sur actions	-1 122	-1 122	-1 122	-1 122	-1 122	-1 122
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	280	280	747	747	747	747

(en milliers de dirhams)

 **ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE A LA VENTE**

	31- déc -08	31- déc -07
Titres de créances négociables		
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créances négociables		
Obligations		
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
Actions et autres titres à revenu variable	1 396 746	1 015 111
Dont titres cotés	271 860	337 142
Dont titres non cotés	1 124 886	677 969
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIACTION	1 396 746	1 015 111
Dont gains et pertes latents		
Dont titres à revenu fixe		
Dont titres prêtés		
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente		
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable		
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECiations	1 396 746	1 015 111
Dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

(en milliers de dirhams)

 **OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

PRÊTS CONSENTEIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	31-déc-08	31-déc-07
Comptes à vue	7 096 508	6 101 252
Prêts	14 037 045	13 118 934
Opérations de pension	452 680	500 000
TOTAL DES PRETS CONSENTEIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECATION	21 586 233	19 720 186
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit		
TOTAL DES PRETS CONSENTEIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECATION	21 586 233	19 720 186
DETTEs ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	31-déc-08	31-déc-07
Comptes à vue	2 069 331	2 581 050
Emprunts	8 310 722	6 562 549
Opérations de pension	2 267 063	
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	12 647 116	9 143 599

(en milliers de dirhams)



PRETS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE

PRETS CONSENTEIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	31-Déc-08	30-Déc-07
Comptes ordinaires débiteurs	13 437 216	12 538 455
Prêts consentis à la clientèle	67 220 881	40 623 394
Opérations de pension	1 445 847	1 631 036
Opérations de location-financement	6 938 013	6 257 984
TOTAL DES PRÊTS CONSENTEIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRÉCIATION	89 041 957	61 050 869
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-3 332 565	-2 065 661
TOTAL DES PRÊTS CONSENTEIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRÉCIATION	85 709 392	58 985 208
 VENTILATION DES CREANCES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE		
	31-Déc-08	30-Déc-07
Banque au Maroc	59 363 292	49 031 480
Services Financiers Spécialisés	9 836 347	8 923 166
Activités à l'international	16 509 753	1 030 562
Gestion d'actifs		
Total en principal	85 709 392	58 985 208
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	85 709 392	58 985 208
(en milliers de DH)		
 VENTILATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE		
	31-Déc-08	30-Déc-07
Maroc	69 199 639	57 954 646
Afrique	14 662 236	580 056
Europe	1 847 517	450 506
Total en principal	85 709 392	58 985 208
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	85 709 392	58 985 208
(en milliers de DH)		
 DETTES ENVERS LA CLIENTELE		
	31-Déc-08	30-Déc-07
Comptes ordinaires créditeurs	49 269 587	41 277 769
Comptes à terme	44 323 025	23 817 614
Comptes d'épargne à taux administré	11 640 128	12 420 227
Bons de caisse	3 946 971	4 453 521
Opérations de pension	4 270 035	
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	113 449 746	81 969 131
(en milliers de DH)		
 VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE		
	31-Déc-08	30-Déc-07
Banque au Maroc	89 124 032	78 099 218
Services Financiers Spécialisés	709 339	604 013
Activités à l'international	23 616 381	3 265 900
Gestion d'actifs		
Total en principal	113 449 746	81 969 131
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	113 449 746	81 969 131
(en milliers de DH)		
 VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE		
	31-Déc-08	30-Déc-07
Maroc	89 833 365	78 703 231
Afrique	22 218 247	1 964 584
Europe	1 398 134	1 301 316
Total en principal	113 449 746	81 969 131
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	113 449 746	81 969 131
(en milliers de dirhams)		

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

	31-déc-08			31-déc-07		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	5 999 141	2 429 073	3 570 068	4 182 767	1 837 039	2 345 728
Terrains et constructions	2 826 365	452 190	2 374 175	1 865 732	239 376	1 626 356
Équipement, Mobilier, Installations	2 115 076	1 325 908	789 168	1 324 964	928 963	396 001
Biens mobiliers donnés en location					0	
Autres immobilisations	1 057 700	650 975	406 725	992 071	668 700	323 371
Immobilisations Incorporelles	853 699	305 751	547 948	460 762	192 607	268 155
Logiciels informatiques acquis	598 375	241 840	356 535	355 686	123 962	231 724
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	255 324	63 911	191 413	105 076	68 645	36 431
Immeubles de placements	537 548	32 472	505 076	506 748	30 866	475 882

(en milliers de dirhams)

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

	31-déc-08	31-déc-07
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DEBUT DE PÉRIODE	272 753	227 710
Dotations aux provisions	83 547	46 766
Reprises de provisions	-30 847	-1 723
Utilisation des provisions		
Incidence de la consolidation de variation des parités monétaires et divers		
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	325 453	272 753

(en milliers de dirhams)

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

	31-déc-07	31-déc-08
CAPITAL (dh)	1 587 513 900	1 587 513 900
Nombre Actions	15 875 139	158 751 390
Résultat Part groupe (DH)	853 033 000	830 442 000
Résultat par Action (DH) (1)	53,7	5,2

(1) Le Nominal est ramené de 100 DH à 10 DH l'action courant l'exercice 2008

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque	100,00%	100,00%	Mère
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	75,00%	75,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	35,90%	35,90%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
MEDI CAPITAL PLC	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	42,50%	42,50%	I.G.
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque d'Affaires	33,33%	33,33%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

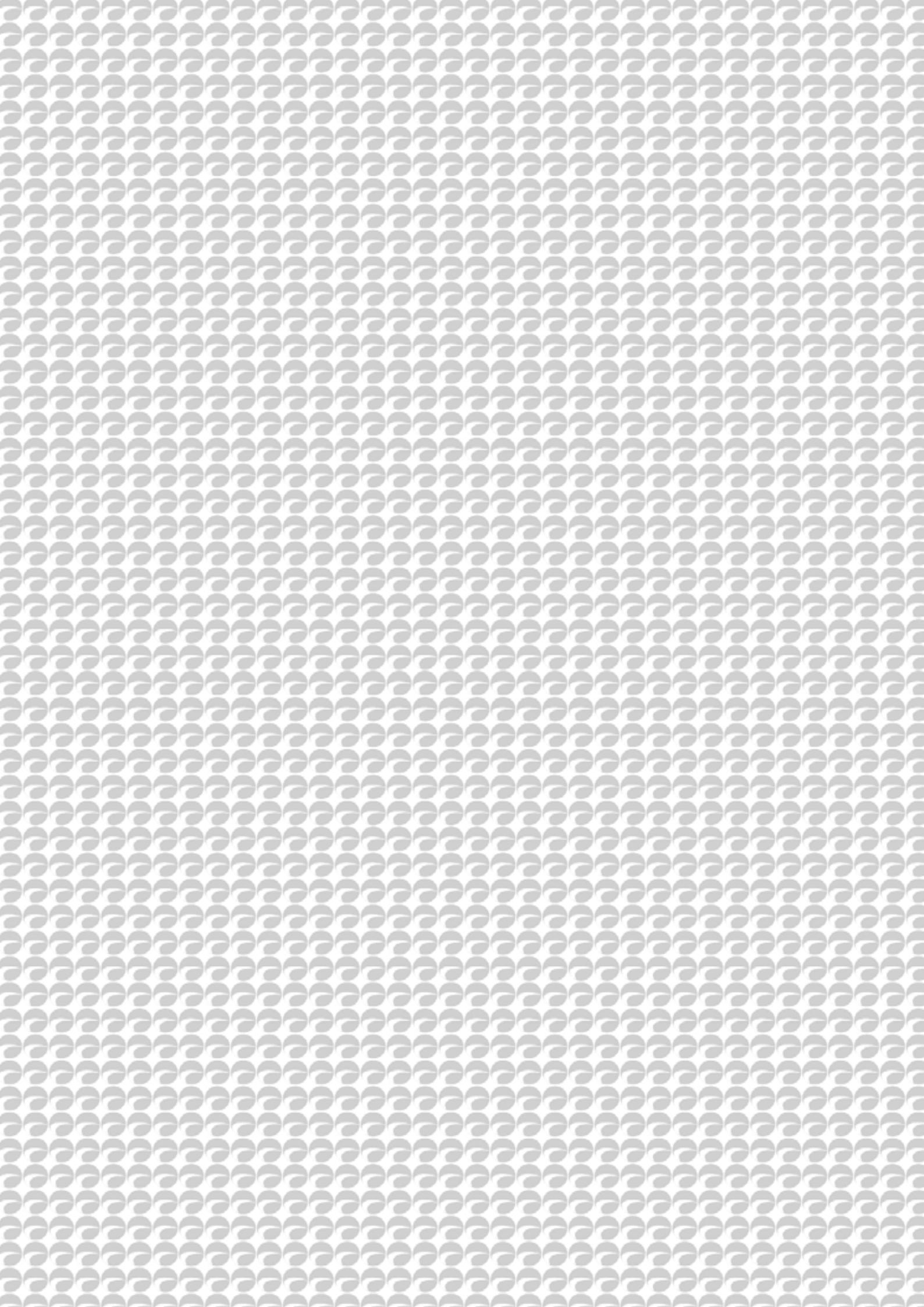
En Mars 2008, BMCE Bank a procédé à la prise de participation de 35% de la Bank Of Africa au prix de 415 MMAD.

Et en Juillet 2008 une acquisition complémentaire de 7,5%.

La BOA détient un large périmètre de consolidation regroupant vingt cinq entités.

L'entrée du groupe BOA dans le périmètre de consolidation du Groupe BMCE a contribué à une augmentation du total bilan à hauteur de 26 Milliards de dirhams au 31 décembre 2008.

La norme IFRS 3, qui s'applique dans le cas d'une prise de contrôle d'une société par une autre, prévoit que le Goodwill est déterminé par l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part de l'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette. L'application a généré un Goodwill d'un montant de 186 173 KMAD.



BMCE BANK

RESEAU DE BMCE BANK A L'INTERNATIONAL
FILIALES DU GROUPE BMCE BANK





Agences, Bureaux et Desks de Représentation de BMCE Bank à l'International

FRANCE

AGENCE BATIGNOLLES

18, Bd des Batignolles
75 017 - Paris
Tél. : (00.331) 44 69 96 70 à 78
Fax : (00.331) 42 93 90 98

COORDINATION RESEAU EXTERIEUR

MEDICAPITAL BANK
160, Bd Haussman
75 008 - Paris
Tél. : (00.331) 42 66 60 79
Fax : (00.331) 42 66 60 50

BUREAUX DE REPRESENTATION MRE

MARSEILLE
20, Bd. Dugommier
13 001 Marseille
Tél. : (00.334) 91 64 04 31
Fax : (00.334) 91 64 88 47

MONTPELLIER
59, Cours Gambetta
34 000 Montpellier
Tél. : (00.334) 67 58 60 18
Fax : (00.334) 67 58 58 06

LILLE
48, Bd. De la Liberté
59 800 Lille
Tél. : (00.333) 20 40 12 00
Fax : (00.333) 20 12 98 08

LYON
1, Rue Carry
69 003 Lyon
Tél. : (00.334) 72.34.38.07
Fax : (00.334) 78 54 24 04

STRASBOURG
13, Av. du Général de Gaulle
67 000 Strasbourg
Tél. : (00.333) 88 61 00 18
Fax : (00.333) 88 61 45 73

BORDEAUX
35, Av. Charles de Gaulle,
33 200 Bordeaux
Tél. : (00.335) 56 02 62 60
Fax : (00.335) 56 17 09 52

TOULOUSE
62, Bis Avenue Jean Rieux
31500 Toulouse
Tél. : (00.335) 61 20 08 79
Fax : (00.335) 61 20 06 92

ORLÉANS
6-8 Place de l'Indien
45 100 Orléans La Source
Tél. : (00.332) 38 25 31 90
Fax : (00.332) 38 25 31 99

ASNIÈRES
43, Bd Brosolette
92 600 Asnières
Tél. : (00.331) 46 13 43 40
Fax : (00.331) 46 13 43 44

MANTES LA JOLIE
34, Bd du Maréchal juin
78 200 Mantes La Jolie
Tél. : (00.331) 39 29 25 30 à 32
Fax : (00.331) 39 29 25 44

DIJON
64 bis Av. du Drapeau
21 000 Dijon
Tél. : (00.333) 80 60 59 00/02/03
Fax : (00.333) 80 60 59 01

ESPAGNE

BMCE INTERNATIONAL

MADRID
Calle Serrano, N° 59
28006 - Madrid
Tél. : (00.3491) 575 68 00
Fax : (00.3491) 431 63 10

BARCELONE
Avda Diagonal, N° 613 - 7^{ème} étage
08028 Barcelone
Tél. : (00.3493) 363 22 87
Fax : (00.3493) 410 60 42

BUREAUX DE REPRESENTATION MRE

MADRID
Plaza de Cataluna N° 1
28002-Madrid
Tél. : (00.3491) 564 58 34 / 564 57 63
Fax : (00.3491) 564 59 11

BARCELONE
Tarragona 129 - 08014
08028 Barcelone
Tél. : (00.3493) 325 17 50
Fax : (00.3493) 423 26 05

VALENCE
Calle Alfonso Magnanimo N°3
(Esquina Calle La Paz)
Valencia 46003
Tél. : (00.3496) 353 44 41
Fax : (00.34 96) 394 24 39

ALMÉRIA
Calle José Artes de Arcos, 24 IZQ
04004 Almeria
Tél. : (0034 95)028 23 28
Fax : (0034 95)024 53 87

DESKS MRE

DESK LORCA/MURCIA
Calle Mayor, 54 lorca –
30800 Murcia
Tél. : (00.3467) 974 73 80.

DESK MURCIA
Calle Doctor Jesús Quesada,4
Murcia-30005
Tél : (00.3467) 974 74 08.

DESK EL EJIDO
Carretera Málaga, 350 El Ejido
04700-Almería
Tél. : (00.3462) 635 06 22.

**DESK SANTA COLOMA
DE GRAMENET/BARCELONA**
Rambla de Sant Sebastia, 32 Santa Coloma de
Gramenet
08922-Barcelona
Tél. : (00.3467) 974 74 13.

DESK FUENGIROLA
Avenida Los Boliches,44 Fuengirola-
29640 Málaga
Tél. : (00.3467) 199 69 80.

ITALIE

BUREAU DE REPRESENTATION MILAN

Viale Nazario SAURO,5
Cap 20124 Milano - Italia
Tél. : (00.3902) 89 28 17 00
Fax : (00.3902) 89 69 16 28

DESKS MRE

MILAN
BMCE Bank C/O Sanpaolo IMI
Via Andrea COSTA 2 /
CAP 20131 Milano - Italia
Tél & Fax : (00.3902) 28 90 10 79

BOLOGNE

BMCE Bank C/O Carisbo San paolo IMI
via Boldrini N:14- 40121 Bologna - Italia
Tél. : (00.3905) 12 49 824
Fax : (00.3905) 16 39 31 60

TURIN

BMCE Bank C/O San paolo IMI Piazza Repubblica
7, 10122 Torino - Italia
Tél. : (00.3901) 14 36 77 89
Fax : (00.39 01) 14 36 75 18

PADOVA

BMCE Bank C/O Gruppo Sanpaolo CASSA di
RISPARMIO di PADOVA e ROVIGO,
Piazza Luigi da porto 10 / 35129 Padova - Italia
Tél. : (00.3904) 97 80 03 01
Fax : (00.3904) 97 80 61 94

ROME

BMCE Bank C/O San paolo IMI
Via CARLO ALBERTO, 26/A/00185- Roma
Tél. : (00.3906) 44 53 726
Fax : (00.3906) 44 65 100

ALLEMAGNE

AGENCE DE SERVICES FINANCIERS FRAN-KURT

Friedensstrasse 3
60 311 Frankfurt am Main
Tél. : (00.4969) 27 40 34 40
Fax : (00.4969) 27 40 34 44

AGENCE DE SERVICES FINANCIERS DÜSSELDORF

Eller Str 104
40227 Düsseldorf
Tél. : (00.4921) 18 63 98 64
Fax : (00.4921) 18 63 98 70

ROYAUME - UNI

LONDON REPRESENTATIVE OFFICE
26 Upper Brook Street - London W1Y 1PD
Tél. : (00.4420) 75 18 82 52
Fax : (00.4420) 76 29 05 96

EMIRATS ARABES UNIS

**DELEGATION BMCE BANK AUX EMIRATS
ARABES UNIS**
B.P : 4066 Abu Dhabi – E.A.U
Tél. : (00.971) 24 461 337
Fax : (00.971) 24 43 64 42

CHINE

BUREAU DE REPRESENTATION DE PEKIN

Henderson Center, Tower One,
Units 1202/1203/1204
18, Jian Guo Men Nei Avenue
100 005 Beijing, PR China

Tél. : (00.8610) 65 18 23 63

Fax : (00.8610) 65 18 23 53



Filiales du Groupe BMCE Bank

BMCE CAPITAL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Jaloul AYED

OBJET

Banque d'Affaires

SIEGE SOCIAL

Tour BMCE, Rond Point Hassan II,
20 000 Casablanca

TEL : 0522 49 89 50/51

FAX : 0522 26 98 60

SITE INTERNET

www.bmcecapital.com

VICE PRESIDENT DU DIRECTOIRE EN CHARGE DE BMCE CAPITAL MARKETS

M. Khalid NASR

TEL : 0522 49 89 64

FAX : 0522 49 29 58

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EN CHARGE DE LA PLATEFORME COMMERCIALE ET DE LA COMMUNICATION

Mme Mounia BENJELLOUN

TEL : 0522 49 82 04

FAX : 0522 43 01 34

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EN CHARGE DE BMCE CAPITAL TITRES ET OPERATIONS

M. Mohamed IDRISI

TEL : 0522 49 86 34

FAX : 0522 26 46 29

BMCE CAPITAL GESTION

DIRECTEUR GENERAL

M. Amine AMOR

OBJET

Société de Gestion d'Actifs

SIEGE SOCIAL

Tour BMCE, Rond Point Hassan II,
20 000 Casablanca

TEL : 0522 47 08 47

FAX : 0522 47 10 97

SITE INTERNET

www.bmcecapital.com

BMCE CAPITAL BOURSE

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Youssef BENKIRANE

OBJET

Société de Bourse

SIEGE SOCIAL

Tour BMCE, Rond Point Hassan II,
20 000 Casablanca

TEL : 0522 49 81 01

FAX : 0522 48 10 15

SITE INTERNET

www.bmcecapital.com

BMCE CAPITAL CONSEIL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Mehdi DRAFATE

OBJET

Conseil Financier

TEL : 0522 42 91 00

FAX : 0522 43 00 21

MEDICAPITAL BANK PLC

DIRECTEUR GENERAL

M. ERIC AOUANI

OBJET

Banque

SIEGE SOCIAL

100, ST Paul's Churchyard
Juxon House 2nd Floor
London EC4M 8BU

TEL : 00 44 207 429 55 50

FAX : 00 44 207 248 85 95

AXIS CAPITAL

DIRECTEUR GENERAL

M. Ahmed BENGHAZI

OBJET

Conseil Financier

SIEGE SOCIAL

67, avenue Mohammed V
1002 Tunis - TUNISIE

TEL : 00 216 71 90 38 28

FAX : 00 216 71 90 53 12

SITE INTERNET

www.axiscapital.com.tn

BMCE CAPITAL CAMEROUN

DIRECTEUR GENERAL

M. Serge Yanic NANA

SIEGE SOCIAL

316, Rue Victoria, 5^{ème} Etage
Immeuble Victoria

Bonanjo, Douala Cameroun

TEL : 00 237 75 60 40 40

MAGHREBAIL

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. Azeddine GUESSOUS

OBJET

Société de leasing

SIEGE SOCIAL

45, Bd Moulay Youssef,
20 000 Casablanca

TEL : 0522 48 65 00

FAX : 0522 27 44 18

SITE INTERNET

www.magharebail.co.ma

SALAFIN

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Amine BOUABID

OBJET

Société de Financement

SIEGE SOCIAL

Zenith Millenium
Immeuble 8, Sidi Maârouf

Casablanca

TEL : 0522 97 44 55

FAX : 0522 97 44 77

SITE INTERNET

www.salafin.com

MAROC FACTORING

DIRECTEUR GENERAL

M. Hicham DAOUK

OBJET

Société de Factoring

SIEGE SOCIAL

243, Boulevard Mohamed V,
20 000 Casablanca

TEL : 0522 30 20 08 - 022 30 13 42

FAX : 0522 30 62 77

SITE INTERNET

www.maroc-factoring.co.ma



Historique

2008

- Acquisition d'une part additionnelle de 5% par le CIC dans le capital de BMCE Bank, portant sa participation à 15,04%
- Lancement d'un emprunt subordonné perpétuel de Eur 70 millions conclu avec la SFI
- Lancement d'un emprunt subordonné de Eur 50 millions auprès de la Proparco
- Emission d'un emprunt subordonné de DH 1 milliard
- Réduction de la valeur nominale de BMCE Bank de DH 100 à DH 10
- Renforcement de la participation de la Banque dans le capital de Bank of Africa de 35% à 42,5%
- Transfert de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à sa holding, La Banque Fédérative du Crédit Mutuel

2007

- Entrée de la Caja Mediterraneo dans le capital de la Banque à hauteur de 5% aux termes d'un partenariat stratégique
- Alliance entre les Groupes BMCE Bank et AFH/Bank of Africa, BMCE Bank devenant l'actionnaire bancaire de référence du Groupe Bank of Africa à travers une participation à hauteur de 35% du capital
- Démarrage des Activités de Médicapital Bank, filiale du Groupe BMCE Bank basée à Londres
- Obtention par BMCE Bank du 1^{er} prix Ressources Humaines attribué par l'Association des Gestionnaires et Formateurs des ressources humaines (AGEF).
- 1^{er} Prix de la Communication Financière décerné pour la 2^{ème} année consécutive par la Société Marocaine des Analystes Financiers à BMCE Bank en tant que première société cotée et premier banquier, toutes catégories confondues

2006

- Obtention du rating «Investment Grade» sur les dépôts bancaires en DH, attribué par l'agence de rating internationale Moody's
- Certification ISO 9001 des activités de Financement de Projet et de Recouvrement
- Obtention du titre «Bank of the Year - Morocco», pour la 5ème fois depuis 2000 et la 3^{ème} année consécutive, décerné par The Banker Magazine
- Inauguration d'Axis Capital, banque d'affaires en Tunisie
- Obtention par la Fondation BMCE Bank du Prix d'Excellence pour le Développement Durable, décerné par la Fondation Maroco-Suisse

2005

- Nouvelle identité visuelle enrichie pour BMCE Bank dans le cadre de la célébration du 10^{ème} anniversaire de sa privatisation
- Lancement du programme d'ouverture de 50 agences par an
- Signature d'une convention avec la BEI pour la mise en place d'une ligne de financement de 30 millions d'euros sans garantie souveraine
- Lancement de la 2^{ème} OPV réservée aux salariés du Groupe BMCE Bank
- Lancement de la 2^{ème} tranche de l'emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
- Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine

2004

- Prise de participation du CIC à hauteur de 10% du capital de BMCE Bank
- 1^{re} entreprise non européenne ayant fait l'objet d'un rating social au Maroc
- Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine

2003

- Lancement du projet d'entreprise CAP CLIENT
- Lancement d'une OPV réservée au personnel portant sur 4,72% du capital de la Banque
- Lancement d'un emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
- Inauguration de BMCE Capital Dakar

2002

- Entrée en vigueur d'une nouvelle organisation centrée sur le client
- Certification ISO 9001 pour l'ensemble des activités de gestion des transactions Titres
- Changement du statut de l'agence de Tanger Zone Franche qui devient une banque offshore
- Programme de rachat de 1,5 millions d'actions BMCE, représentant 9,45% du capital social

2001

- Ouverture du Bureau de Barcelone
- Certification ISO 9001 pour le système de management de la qualité mis en place pour les activités étranger et monétique
- Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine

2000

- Ouverture des Bureaux de Représentation de Londres et de Pékin
- Création du Holding Finance.Com
- Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine

1999

- Prise de participation dans le capital d'AL WATANIYA donnant naissance à un pôle leader dans l'assurance
- Acquisition par le Groupe BMCE de 20% du capital du premier opérateur privé de Télécoms, MEDITELECOM

1998

- Création de BMCE CAPITAL, la banque d'affaires du Groupe

1997

- Création de SALAFIN, la société de crédit à la consommation

1996

- Lancement sur les marchés financiers internationaux d'une opération inédite d'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs

1995

- Privatisation de la Banque

1994

- Création des premières entités des marchés des capitaux de BMCE Bank : MIT et MARFIN

1989

- Ouverture de BMCE International à Madrid

1988

- Création de MAROC FACTORING, société d'affacturage

1975

- Introduction en bourse

1972

- BMCE, première banque marocaine à s'installer à l'étranger en ouvrant une agence à Paris

1965

- Ouverture de l'agence Tanger Zone Franche

1959

- Création de la BMCE par les Pouvoirs Publics

BMCE BANK

BP 13425 Casa Principale
Tél : 05 22 20 04 92 / 96
Fax : 05 22 20 05 12
Capital : 1 587 513 900 dirhams
Swift : bmce ma mc
Télex : 21.931 - 24.004
Registre de Commerce : casa 27.129
CCP : Rabat 1030
CNSS : 10.2808.5
Numéro Identification Fiscale : 01085112
Patente : 35502790

Gouvernance & Développement Groupe

Tél : 05 22 49 80 11 / 05 22 49 80 12 / 05 22 49 80 02
Fax : 05 22 26 46 55
E-mail : sgg@bmcebank.co.ma

Secrétariat Général - Communication Financière

Tél : 05 22 49 80 03 / 05 22 49 80 04
Fax : 05 22 26 49 65
E-mail : communicationfinanciere@bmcebank.co.ma

PORTAIL BMCE BANK
www.bmcebank.ma

SITE DU COMMERCE INTERNATIONAL
www.bmcetrade.com

PORTAIL BMCE CAPITAL
www.bmcecaptopital.com

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة والرهبنة